

مکان الهم

Initiatives

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 16178 - 7 F. - 1993

MERCREDI 17 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'offre irlandaise de M. Major

On ne négocie pas avec des terroristes... Est-ce ce vieux principe que John Major s'appuie à renier en offrant d'ouvrir un « dialogue » en Irlande du Nord avec le Sinn Féin, l'alle politique légale de l'Armée républicaine irlandaise ? Le premier ministre britannique a pris soin de préciser, lundi 15 novembre, que sa proposition ne valait qu'à la condition que l'IRA renonce « pour de bon » à la violence. Ainsi, il faudrait que les possesseurs de bombes démontrent la « permanence de leurs intentions » pendant une période « suffisante » pour que le Sinn Féin soit invité à s'asseoir à la table des négociations sur l'avenir de l'Ulster.

M. Major a justifié cette initiative par l'« émergence » d'une situation, selon lui, inédite. Du fait, même, que l'Irlande du Nord vient de connaître l'une des périodes les plus sanglantes de son histoire : le « désir brûlant » en faveur de la paix n'a jamais été aussi vif depuis vingt ans. Pour la première fois, le gouvernement de Dublin n'a d'autre part pris en compte les préoccupations et les droits de la majorité unioniste protestante de la province. Mais tout cela n'est pas suffisant pour amener la réaffirmation de positions intransigeantes. Au Royaume-Uni, l'un des chefs unionistes, vient d'en administrer la preuve en refusant de s'asseoir à la même table que John Hume, le chef du parti catholique modéré SDLP, lequel est à l'origine du dialogue avec le Sinn Féin.

C'est donc à la fois un espoir et une absence de perspectives qui ont décidé le gouvernement britannique à faire un geste hautement symbolique. Car le nouveau d'olivier tendu par M. Major est, dans les faits, offert à Gerry Adams, le chef du Sinn Féin, un homme que Londres et Washington ont, ces dernières semaines, jugé suffisamment dangereux pour lui interdire de séjourner en Grande-Bretagne et d'entrer sur le territoire américain. A la fois suspect d'encourager le terrorisme et chef d'un parti politique légal, Gerry Adams a toujours su habilement jouer sur les deux tableaux.

La crainte de laisser passer une occasion historique justifie probablement cette entorse aux principes. Après tout, il a fallu que les Israéliens et les Palestiniens surmontent des préventions, autrement plus fortes pour que leur dialogue aboutisse. En ce sens, le geste de M. Major n'est pas dénué de courage politique, même s'il est risqué.

Pour des raisons de pure arithmétique politique, le premier ministre ne peut en effet se passer du soutien des parlementaires unionistes. En acceptant de considérer le Sinn Féin comme un interlocuteur potentiellement viable, M. Major adresse un signal qui ne peut manquer d'inquiéter les unionistes, lesquels dénoncent à la fois le pouvoir de faire capoter toute initiative de paix et de déstabiliser le gouvernement.

Lire page 5

L'Accord de libre-échange américain

Vote crucial aux Etats-Unis sur les barrières douanières avec le Canada et le Mexique

La Chambre des représentants doit voter, mercredi 17 novembre, sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui prévoit l'abolition progressive en quinze ans, à partir du 1^{er} janvier, de la plupart des barrières douanières entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Le président Clinton se livre à un intense effort de dernière minute pour convaincre les parlementaires réticents des bienfaits de ce traité. Mardi, il manquait encore une douzaine de voix pour le passage de l'ALENA à la Chambre, alors que l'approbation du Sénat ne semblait pas poser de problème.



Lire nos informations page 7

Premier « sommet » des pays du Pacifique

Les quinze membres de l'APEC (Coopération économique de l'Asie-Pacifique) se réunissent pour la première fois « au sommet », à partir de mercredi 17 novembre, à Seattle, sur la côte nord-ouest des Etats-Unis. Alors que plusieurs tentatives d'organisation régionale sont en cours (ALENA en Amérique du Nord, Union européenne), aux conséquences décisives pour l'avenir du commerce mondial, cette rencontre signifie le désir de l'administration Clinton de ne pas laisser inerte une partie de la planète stratégiquement importante, et désormais cruciale par le poids de ses productions et de ses échanges. Le sommet de Seattle sera, également, l'occasion d'un premier entretien entre le président américain et son homologue chinois Jiang Zemin.

Lire pages 6 et 7

Un entretien avec Charles Pasqua

« La France n'acceptera plus sur son sol d'activité de nature à nuire à ses intérêts »

Après l'opération de police dans les milieux islamistes, Charles Pasqua indique, dans un entretien au « Monde », que « la France n'acceptera plus sur son sol d'activité de nature à nuire à ses intérêts ». Le ministre de l'Intérieur précise que « l'islam n'est pas en cause » et assure que la France n'apporte pas un « soutien sans réserves » au pouvoir algérien. A propos du GATT, il refuse « un accord déséquilibré » et affirme que la France ne doit pas craindre une crise. Enfin, n'ayant pas renoncé aux primaires présidentielles, il envisage « un projet de loi qui rendrait le système opérationnel à l'automne 1994 ».

« Ce coup de filet dans les milieux islamistes en France : gros effets, mais pas de résultats »

Cette opération était préparée depuis un certain temps. Nos services avaient remarqué, depuis quelques mois, un début d'organisation des réseaux liés au FIS sur notre territoire, ainsi que des actions liées au terrorisme en Algérie. Même sans les événements tragiques que nous avons connus en Algérie - l'assassinat de deux de nos compatriotes, puis l'enlèvement de trois agents consulaires - on l'aurait donc fait. Cette opération a permis d'interdire un certain nombre de personnes qui ne respectaient pas les règles de l'hospitalité et qui menaient des actions de nature à nuire aux intérêts français, ainsi que des personnes susceptibles, par leur comportement, de troubler l'ordre public. Elle a produit les résultats que nous es attendions : une grande quantité de documents ont été saisis, qui sont en cours d'exploitation.

Certains éclaircissent les liens entre des militants islamistes en France et les événements en Algérie. Quatre personnes ont été déferées au parquet, certaines ont été écrouées, d'autres assignées à résidence. Pour le reste, l'enquête suit son cours.

Cette opération va-t-elle se conclure, au-delà des mises en examen et des assignations à résidence, par des expulsions ?

Nous appliquons la loi, rien de plus, rien de moins. Dès lors qu'il s'agit de réfugiés politiques, nous ne pouvons procéder de mesures d'expulsion à leur encontre qu'à la condition de leur trouver un pays de destination, qui ne peut naturellement pas être un pays dans lequel leur vie serait menacée.

Pourquoi avez-vous jugé nécessaire d'expulser l'imam turc de Nantes ?

La présence de toute personne qui soutiendrait publiquement que la loi française ne s'applique pas à tous ne sera pas tolérée sur notre sol. Quand on est sur le territoire de la République, on accepte les lois de la République. Que je sache, les catholiques, eux, n'obéissent pas au droit canon.

Pourquoi des militants intégristes notoires comme, par exemple, Abdelhak Sahraoui, l'un des membres fondateurs du FIS, qui vit à Paris, n'ont-ils pas été inquiétés ?

M. Sahraoui a toujours eu une attitude convenable : il a respecté nos lois et il a publiquement appelé à la libération immédiate et sans conditions des trois otages français.

A votre demande ?

Le mot est peut-être excessif... En tout cas, il l'a fait.

L'opération policière de la semaine dernière sera-t-elle sans lendemain ?

Si cela est nécessaire, nous procéderons à de nouvelles interpellations.

Le ministère de l'Intérieur n'a-t-il pas un peu trop tiré la couverture à lui dans la conduite de cette opération ?

L'ensemble des services du ministère de l'Intérieur a conduit une opération qui a été, ainsi que vous pouvez l'imaginer, le fruit d'une décision gouvernementale. Il y a eu parfaite identité de vues entre Matignon, le Quai d'Orsay et nous. Dans le cadre de mes responsabilités, il m'appartient de recommander telle ou telle action.

Propos recueillis par JACQUES DE BARRIN OLIVIER BIFFAUD et EDWY PLENEL

Lire la suite page 11

Le cinéma chinois sort de l'ombre

Un nouveau pôle mondial de l'audiovisuel se lève à l'Est. Il lui reste à s'organiser

SHANGHAI-HONGKONG-TAÏPEH de notre envoyé spécial

« Je crois que, dans les années à venir, l'Asie, avec la Chine comme pivot, deviendra le lieu d'un nouveau développement cinématographique susceptible de rivaliser avec Hollywood ». C'est un réalisateur taïwanais, Hou Hsiao-hsiao, adopté par l'Occident (1), qui profère avec un calme sourire cette audacieuse prédiction, s'appuyant sur des arguments partagés par des hommes d'affaires, des cinéastes, des producteurs, des responsables politiques et des dirigeants d'entreprise, un peu partout en Chine.

« En Chine », c'est-à-dire dans au moins quatre endroits distincts, mais aux liens de plus en plus étroits : la République populaire, Hongkong, Taïwan, et la diaspora des communautés chinoises, essentiellement en Amérique du Nord et dans le Sud-Est asiatique. Si les obstacles à une « union cinématographique » de ces quatre pôles demeurent considérables, les atouts dont chacun dispose, et les résultats encourageants déjà obtenus (l'extraordinaire razzia de récompenses dans les festivals internationaux), témoignent des immenses possibilités à venir.

A cet atout majeur, il faut joindre l'argent et le savoir-faire technique, le talent doublé d'un ardent volontarisme, l'existence d'un très riche « fonds » de récits (traditionnels ou nourris de l'histoire récente), et l'essor des marchés « secondaires » (télévision sous toutes ses formes, vidéo) dans le monde chinois. L'argent, il y en a en quantité considérable, à Hongkong, à Taïpeh, chez les Chinois d'outre-mer - argent légal, mais aussi immenses fortunes des triades, variante chinoise de la Mafia : à Taïwan, on estime que 40 % de l'argent en circulation est « noir », à Hongkong, les truands ont attaqué physiquement les tournages et les vedettes qui ne se pliaient pas à leurs exigences.

JEAN-MICHEL FRODON

Lire la suite page 22

(1) Son film *Le Maître de marionnettes*, chef-d'œuvre découvert au dernier Festival de Cannes, sort en France le 5 décembre.

GATT : M. Bourges contre les « lignes Maginot »

Sans remettre en cause l'idée d'une « exception culturelle » dans les négociations du GATT, Hervé Bourges souligne que la France doit s'adapter à la mondialisation de l'univers des images. Le président de France-Télévision estime qu'à l'heure de la télévision sans frontières la vraie réponse à l'invasion des produits américains n'est pas dans l'installation de détroits « lignes Maginot » mais dans la mise en œuvre d'un plan stratégique qui doit permettre à l'industrie audiovisuelle française de produire des programmes compétitifs.

Lire page 2

EDOUARD GLISSANT

TOUT-MONDE

Ils sont le sel de la Diversité.
Ils ont dépassé les limites et les frontières,
ils mélangent les langues, ils démenagent
les langues, ils transforment,
ils tondent dans la folie du monde...

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Maroc, 9 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; États-Unis, 5 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 350 dr ; Irlande, 3,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

سكس النمل

GATT ET «EXCEPTION CULTURELLE»

La vraie réponse : produire et franchir les frontières

Pour Hervé Bourges, président de France-Télévision, au-delà de la controverse sur «l'exception culturelle» dans les négociations commerciales du GATT, l'industrie audiovisuelle en France ne conservera son rayonnement que si son offre de programmes reste compétitive.

par Hervé Bourges

L'ANNONCE que TNT et Cartoon, deux chaînes lancées par l'Américain Ted Turner, l'inventeur de CNN, allaient envahir l'Europe en plusieurs langues via le satellite luxembourgeois Astra est survenue alors que les négociations du GATT (1) sur le commerce international ne passionnent quasiment personne en France hormis les agriculteurs.

Sur ces entrefaites les dinosaures hollywoodiens de *Jurassic Park* sont arrivés, surant sur un raz de marée de produits dérivés. Du jour au lendemain, on a vu la quasi-totalité de la profession audiovisuelle française, les artistes, les pouvoirs publics, se mobiliser autour de l'idée d'une «exception culturelle».

A la suite du gouvernement français, spectaculaire soutenu par des stars du grand écran, le Parlement de Strasbourg, et un séminaire de ministres des Onze réunis à Mons, puis les chefs des quarante-sept délégations participant au sommet francophone de l'île Maurice, se sont ralliés à notre panache blanc.

Une «telle» mobilisation témoigne du consensus qui prévaut au pays de Beaumarchais, un pays où le droit d'auteur est quasiment aussi inscriptible que les droits de l'homme. Derniers Européens sont parvenus à proposer de ce qu'il considère dans leur ensemble — comme une lubie française.

Si l'Italie et la France, en portant le drapeau de Federico Fellini, portent aussi le drapeau du cinéma italien, et de tout un cinéma d'auteur qui n'a pas trouvé sa juste place sur les écrans de télévision, les Anglo-Saxons ne comprennent pas du tout de quoi il s'agit. Et ils ne sont pas aussi seuls que nous aimerions le penser. Un artiste mondial comme le Péruvien Merlo Vergara Llosa s'élève contre notre conception qu'il juge égoïste, et limitée à la défense de certains privilèges.

La charge est sans doute

excessive. Mais chez nous, des voix se sont élevées également pour dire que de telles défenses risquent de se révéler dorénavant : des lignes Maginot, à l'heure de la télévision sans frontières.

D'autres enfin nous rappellent que les satellites intercontinentaux ne transportent pas seulement des programmes «made in USA», et que la France est aussi présente à travers ses informations et ses émissions, dans une grande partie de la planète.

Les raisons de la colère

Il n'appartient pas aux professionnels de l'audiovisuel et de la communication de trancher dans un tel débat. Celui-ci est assurément d'essence politique, et non le démantèlement des seules barrières audiovisuelles françaises et, à un degré moindre, européennes.

Nous pouvons en revanche nous interroger sur les moyens les plus pertinents de répondre — en France, en Europe, dans la francophonie — aux véritables questions posées par les auteurs, par les cinéastes, par les comédiens. La colère et le déerol des milieux de la création sont bien réels. Mais le GATT n'est sans doute que le prétexte à la manifestation d'un trouble plus profond.

Face à des dispositions purement techniques et commerciales, ce soulèvement de l'esprit français exprime des interrogations refoulées depuis l'ouverture progressive de nos frontières politiques et mentales par le jeu des accords internationaux, mais aussi par la mondialisation de l'univers des images. La France ne s'enmène pas. La France doute d'elle-même. Des sujets sont devenus ténus : notre identité culturelle, le rayonnement de nos œuvres, la santé économique de notre industrie audiovisuelle, la responsabilité éditoriale de la télévision publique...

On les évoque comme e'il s'agissait de valeurs transcendantes, on n'ose pas s'avouer que les choses ont changé, et que nos enfants passent devant

tage de temps devant le téléviseur qu'on leur a offert à l'école.

Du numérique au village global

Quand on a parlé de la télévision du futur, nombre de politiques et d'intellectuels ont aussitôt levé les yeux au ciel — redoutant sans doute, qu'il n'y ait une tradition bien gauloise, que celui-ci ne s'approprie à tomber sur nos têtes, dans un déluge de données animées japonaises et de films hollywoodiens.

Réflexe étonnamment conservateur. Nos élites, qui ont totalement manqué le coche de la première révolution audiovisuelle et de la communication de masse, vont-elles manquer le rendez-vous du «village global» ?

Il est urgent de mettre les pendules à l'heure.

Un rapide coup d'œil circulaire sur notre proche horizon suffit pour faire un premier constat qui étonnera : la télévision du futur est déjà là.

Selon Médiamétrie, plus de 1 % du temps passé par les Français devant leur téléviseur est consacré à des usages non généralistes : magnétoscopes (3 % de l'écoute globale), chaînes payantes (Canal +), chaînes thématiques (ARTE et les chaînes du câble), chaînes étrangères, jeux vidéo, caméscopes, CD...

Isolément, ce sont des segments de marché dont l'importance ne perturbe pas les parts d'audience des grands médias, ni le bel ordonnancement juridique et réglementaire français. N'empêche que, petit à petit, l'addition de tout ce qui se branche dans le poste à travers la prise Péritel — le câble, le satellite, le magnétoscope — représente une audience presque comparable à celle de France 3.

Qu'en sera-t-il dans cinq ans, dans dix ans, lorsqu'il y aura dix programmes — et peut-être cent ? Les fréquences qui étaient une ressource rare vont se démultiplier du fait de la compression numérique. De nouveaux produits et de nouveaux promoteurs vont apparaître. Le câble ne donnera qu'un avant-goût de ce que sera la TV du futur, dans le domaine de la diversité des programmes, de la qualité du signal et de l'interactivité.

Pour notre système audiovisuel et notre industrie de programmes, qui ont longtemps

vécu à l'abri des frontières techniques et sur un marché fermé — à l'ombre protectrice de la puissance publique et du monopole — la révolution technologique va avoir des répercussions considérables.

Et surtout conduire l'ensemble des protagonistes du paysage audiovisuel à penser autrement. La Terre ne sera plus plate. Le monde ne sera plus fini. Les programmes émergeront de l'horizon.

L'après-GATT ne sera rien à côté de la mondialisation des programmes qui permettra à de grands éditeurs internationaux comme Ted Turner ou Rupert Murdoch — et espérons-le, en tant que français, à des opérateurs européens comme Canal + ou la CLT — de vendre directement leurs programmes au diffuseur au consommateur, court-circuitant les circuits traditionnels.

Les satellites sont en vente libre

Quiconque sait voyager a déjà pu constater, en Afrique ou en Asie, à Alger comme à Kuala Lumpur, et aussi à Moscou, que désormais les émissions viennent du ciel, et que même les régimes les plus autoritaires ne peuvent pas empêcher les télé-spectateurs de franchir les frontières hertziennes sans autorisation ni visa, pour peu qu'ils sachent bricoler une installation de réception. Le légende veut que certains en Algérie ou au sud du Sahel soient parvenus à capter les signaux d'Intelsat au moyen de coussouliers.

Quoi qu'il en soit, nous devons savoir dès maintenant qu'il y aura sans doute 350 canaux disponibles dans le ciel européen avant la fin de ce siècle ; et la plupart d'entre eux seront multilingues.

A la différence des télévisions hertziennes et du câble, les satellites ne peuvent pas être contrôlés par la puissance publique. La CSA peut barrer la route du câble à TNT et à Cartoon. Pas celle des paraboles. Combien d'ironie, les émissions pourraient même provenir du territoire français. Et l'on n'imaginerait pas Paris, à l'instar de Pékin, proscrire les installations de réception des émissions par satellite sur les toits de nos cités.

En Grande-Bretagne, certains opérateurs de télécoms envisagent d'offrir par le fil du téléphone un service de vidéo à domicile... Qui contrôlera le téléphone ?

D'ores et déjà, il faut savoir que les quotas nationaux et européens n'ont plus d'effets vis-à-vis des télé-spectateurs actifs qui composent eux-mêmes librement leurs menus audiovisuels. Pour ne prendre qu'un exemple, le marché des cassettes à la vente et à la location est soumis aux seules lois de l'offre et de la demande. Et les proportions sont globalement comparables à celles de la fréquentation cinématographique : 65 % pour la production hollywoodienne... Hélas !

L'adhésion des francophones

Dans ces conditions, à quoi sert-il de dénoncer le fait que TNT et Cartoon diffusent près de 95 % de programmes américains ?

Est-ce, sur le fond, plus «inacceptable» que les Informations en continu de CNN, qui sont à 100 % américaines, et donnent le ton dans les rédactions du monde entier ?

Mais il s'agit seulement de statistiques de diffusion. Ce sont les télé-spectateurs à l'arrivée qui composent leur menu audiovisuel, souvent plus «national» que l'offre qui leur est proposée.

Notons toutefois un passage qu'un phénomène comme CNN confirme la pertinence de la réflexion engagée, voici bientôt une quinzaine d'années, par l'UNESCO sur le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication — même si cette réflexion a fini par donner lieu à certains excès. Déjà, les responsables des pays en cours de développement présentaient que l'évolution des technologies de l'information pouvait aggraver le déséquilibre entre les pays du Nord et ceux du Sud.

L'adhésion des francophones rassemblés à l'île Maurice au concept d'une «exception culturelle» procède d'une approche du même type, et entraîne pour la France de nouvelles responsabilités : notre industrie audiovisuelle ne pourra conserver son rayonnement que si notre offre de programmes reste compétitive. Et en même temps, la Francophonie doit pouvoir s'exprimer à plusieurs voix ; il ne peut s'agir seulement de voix venues du Nord.

Il ne suffit pas de s'élever contre l'exclusion culturelle dont notre production audiovisuelle est victime du fait des lois du marché américain ; il faut aussi stimuler la demande sur le marché français pour les autres productions francophones. Combien de films africains dans nos salles ou sur les antennes de nos chaînes hertziennes ou câblées ? Et pourquoi n'y aurait-il pas aussi une production multimédia dans les pays du Sud ? La numérique va permettre aux diffuseurs d'avoir des alternatives à la programmation de masse. Favorisons cette ouverture des médias nationaux de production à se développer, coproduire avec eux, et améliorer les services d'échange de programmes et d'images d'actualité par satellite.

En tant que diffuseur, le destin de la télévision publique se joue très longtemps encore sur l'hertzien, c'est vrai... Elle continuera, parce que c'est sa vocation, à respecter une certaine éthique de programmation, et à soutenir une production authentiquement nationale.

Car, pour qu'un pays, pour qu'une culture continuent de rayonner, il n'y a qu'une seule vérité : la création. Et dans ce domaine, il n'y a que trois choses qui comptent : le premier, c'est de produire des programmes, la seconde c'est de produire de bons programmes, la troisième c'est de produire beaucoup de bons programmes. Mais

en tournant nos regards vers l'avenir, il n'est pas certain que la mission des télévisions nationales se cantonnera dans la rôle de diffuseurs. Elles retrouveront sans doute une influence croissante dans le domaine de la production, qu'il s'agisse de patrimoine ou de recherche, et de programmes de formation.

Une réflexion sur la TV du futur a été menée au sein de France Télévision. Elle a porté sur les nouveaux formats et les nouvelles méthodes de programmation, elle a également abordé les nouveaux services interactifs autour du téléviseur, les nouvelles écritures dans le domaine des programmes, et la nouvelle organisation du travail de diffuseur.

Cela signifie qu'autour du pôle éditorial grand public constitué par France 2 et France 3 devront se développer des chaînes thématiques ou spécialisées dans l'information, la formation, le sport, le cinéma, la fiction, la musique, les styles de vie, les services, et les émissions de souveraineté ou de rayonnement culturel : ARTE, Euronews ou France Supervision ne sont que les maquettes des services de la télévision publique du futur.

Celle-ci, plus que jamais, devra être la télévision pour tous.

Son objectif sera de permettre aux télé-spectateurs de composer leurs menus selon leurs goûts et les horaires de leur vie quotidienne.

La technique leur permettra de démultiplier ses offres de programmes, afin de satisfaire de façon plus précise les aspirations de chacun.

Un nouveau plan stratégique

Nous pensons qu'il est aujourd'hui essentiel de mettre en œuvre un plan stratégique de la télévision du futur, pour répondre aux enjeux de la télévision sans frontières et pour mieux affirmer la vocation industrielle du groupe France Télévision, comme pilote des initiatives du secteur public sur l'ensemble des secteurs audiovisuels (hertzien, câble, satellite, voire multimédia). L'existence d'un pôle audiovisuel public capable de voir et de travailler à long terme bénéficiera à l'ensemble du secteur audiovisuel français.

Cette action devra être garantie par un financement plurinuel et s'inscrire dans une politique d'alliances industrielles et de partenariats opérationnels.

A défaut de quoi, sans capacités d'autofinancement, sans une structure économique garantie par une capitalisation à un niveau suffisant, la télévision du secteur public français serait vouée à vivre, à survivre, à devenir un des derniers conservatoires de la création française. Et c'est tout l'audiovisuel français qui s'appauvrirait.

L'énergie déployée ces temps derniers pour protéger l'industrie audiovisuelle française serait bien utilisée si, au-delà de la légitime défense de notre cadre légal actuel, elle s'employait à imaginer des solutions aux vrais problèmes : ceux de la production. A quel servirait-il de protéger dans un cocon réglementaire une industrie passésiste ? A l'inverse qu'avons-nous à craindre d'une ouverture si nous sommes forts, inventifs, exportables. Concurrentiels.

Le vrai débat du GATT est-il bien de savoir comment nous subventionnerons demain les programmes d'hier ? Ne s'agit-il pas aussi d'apprendre à financer sans subvention les programmes de demain ?

(1) General Agreement on Trade and Tariffs. Certains anglicismes sont indiqués.

DIAGONALES

C'ÉTAIT en 1988, période propice aux gratitudes loufoques et significatives. Bernard Moitassier rentrait d'un tour du monde sans escale qu'il avait virtuellement gagné, quand, entre Horn et Bonne-Espérance, il est repart pour un tour à l'est, vers son cher Pacifique, au lieu de remonter en Europe cueillir les fruits empoisonnés de la victoire. Aux comédies médiatiques, à la course aux sponsors et à la sophistication qui seraient le lot de ses successeurs dans les courses au large, le routard de la mer préfère l'authenticité impérialiste de la vie rustique sur un bout d'atoll polynésien.

Ce coup de tête coûteux, qui le rendit plus célèbre que ne l'étaient ses exploits précédents, Moitassier y revient, et le rend plus compréhensible, dans ses Mémoires, intitulées *Tamato et l'Alliance* (Arthaud, 402 p., 145 F.).

La guerre et l'occupation japonaise furent

Tentation de l'exil

les autres choix décisifs dont peut dépendre un destin. Moitassier e quinze ans en 1940, vingt ans quand la France tergiversa sur sa présence là-bas. Son meilleur ami tombe sous les balles viet-minh. Alain Gerbault, le pionnier des fuites au large, se découragea aussi d'une tuerie, celle de 1914, qu'il avait brouillé avec une civilisation incapable d'embrayer par elle-même.

Les milliers de milles, seul à bord du *Joshua*, et les milliers de jours en famille dans un faré perdu n'inclinent pas à renouveler ses références intellectuelles et morales. Moitassier ne rougit pas de rester fidèle à des sources terriblement datées «années 50» : Guénon, Aurobindo, Lanza del Vasto, Gurdjieff, et même Garaudy. Il parle par images, comme dans les paraboles annamites qui l'ont bercé. Il dispute ses coups de chance à un mythe orageux. Il s'agit de la sensation de participer à la création d'un monde jamais fini et où chacun serait libre de figurer son existence à la façon d'une œuvre d'art. Il parle avec le Ciel, déchiffre les messages du vent, et s'espère aimé des dieux, selon une superstition qu'il vivait, chez les plus sceptiques, les sèves de la navigation ou de la cueillette. Il jurait que le royaume de l'eau d'une dorade l'e sauvé d'un cyclone, soudain détourné, sans autre raison, de sa route.

Cette ingénuité dans la vie courante, l'armite des Tuamutu l'applique à ses visions

du monde et de l'avenir collectif. Comme e'il restait assez de paradis sur terre pour multiplier à l'infini des retraites écologiques comme la sienne, il rêve d'un humanisme affranchi des courses occidentales à la technique, aux mégapoles inhospitalières, à l'argent, au chiqué. Il croit qu'il va renouer les consciences en... donnant ses droits d'auteur au pape (il se ravisa). En tant qu'écrivain, il estime, à contre-courant de toutes les modes, que le éincérité lyrique vaut mieux que la virtuosité sèche, et que les mots sont faits pour entourer le chant sacré du lointain et des destinées choisies ; pour montrer, non pour se montrer.

Il y a là de quoi s'extirper l'ironie des tenants d'une littérature plus savante. A lire *Tamato* au milieu de romans et d'essais récents, on se demande si ceux-ci n'ont pas pris pour terrain d'exploration la vie intime ou proche, et l'écriture elle-même, faite d'horizons à découvrir. Le bouffingueur en retraite Moitassier appartient à la dernière génération, celle des Paul-Emile Victor, des Cousteau, pour laquelle la plénitude et le technique recelaient encore des coins ignorés, des bricoles à inventer. La désert perdu, l'air du large, l'île au loin : ils ne sont plus nombreux à y goûter encore, tel Le Clézio.

On oppose incognito les ultimes aventuriers du globe à ceux de la page blanche. Leurs univers se situent aux antipodes l'un de l'autre, mais un soul doit les rapprocher : l'avenir de la vie-avec-les-mots, qui leur est un bien commun, et qui n'a jamais été si menacée.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

INTERNATIONAL

Lors d'une cérémonie solennelle dans la banlieue de Johannesburg

La Constitution intérimaire sud-africaine doit être ratifiée

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Pius de cinq mois séparent les élections du scrutin, prévu le 27 avril 1994, mais, déjà, la campagne est lancée. Depuis quatre jours, Nelson Mandela alloue le Natal, courant les réunions dans une région où ses partisans affrontent durement ceux de Mangosuthu Buthezi, le chef du parti Inkatha. Samedi, échauffé par la foule de ses fidèles, le président du Congrès national africain (ANC) n'a pas mâché ses mots en dénonçant son co-lauréat du prix

Nobel, le président Frederik De Klerk, accusé, entre autres, d'avoir eu la main dans le jeu. M. Mandela a dit partiellement serétracter le lendemain. Mais ces propos de campagne précoce indiquent bien qu'une étape est franchie.

An même moment, à quelque six cents kilomètres de là, les négociateurs qui discutent de l'avenir constitutionnel du pays se bécotaient dans une course contre la montre pour tenter de surmonter leurs derniers différends avant mercredi, jour où ils devraient solennellement boucler leur tra-

vaux en annonçant leur accord sur le contenu de la Constitution intérimaire discutée depuis huit mois. Tout d'est pas réglé, mais le rodez-vous sera, semble-t-il, honore. Avec une certaine désinvolture, les négociateurs ont déjà décidé que les sujets pendents seraient renvoyés devant une commission technique qui se réunira... après la signature de l'accord.

Mardi soir, après plusieurs jours de farouches discussions, les négociateurs ont enfin ratifié le projet de Cour constitutionnelle, malgré l'opposition inflexible du Parti démocratique (DP) soutenu par un petit parti d'extrême droite, l'Union du peuple afrikaaner (AVU). Au centre de la querelle : la nomination des juges suprêmes. Selon le projet retenu par le Parti national (NP) du président De Klerk et par l'ANC, la Cour sera composée de onze juges, dont quatre choisis parmi les membres de l'actuelle cour suprême, et sept parmi des personnes « qualifiées ».

Selon le DP, soutenu par de nombreux juges, avocats et professeurs de droit, ainsi que par l'actuel ministre de la justice, Kobie Coetsee, les juges de la Cour suprême doivent échapper totalement à l'autorité du pouvoir exécutif. L'ANC, ont-il dit, veut contrôler la justice. Le Congrès national africain a nié, en promettant de faire un usage « équilibré » de son éventuel pouvoir de nomination, et a finalement fait passer le texte, avec l'accord du NP.

De tous les projets en suspens, celui concernant la Cour constitutionnelle était sans doute l'un des plus sensibles. L'enchevêtrement des futurs pouvoirs centraux et régionaux, leurs zones de compétences jalousement délimitées, et les conflits qui pourraient opposer les différentes communautés raciales à l'intérieur de chaque région, devraient faire de cette Cour une juridiction fréquemment sollicitée, dont les décisions seront examinées à la loupe.

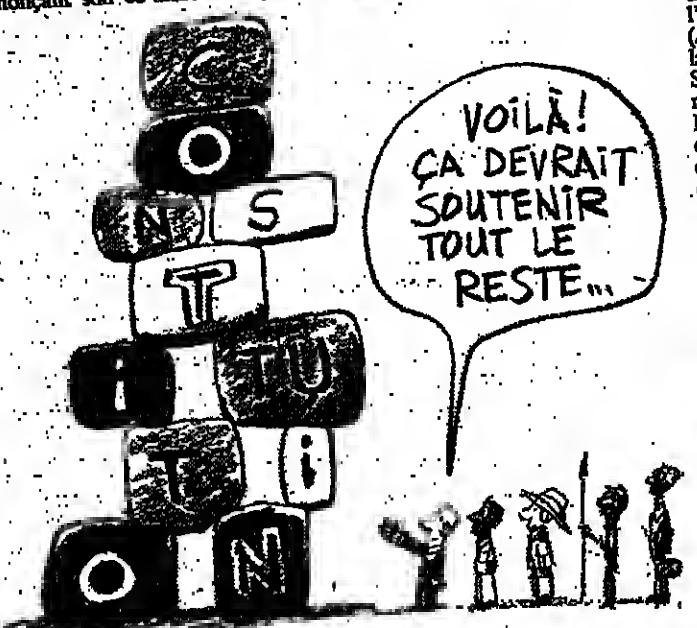
GEORGES MARION

Au moins onze langues officielles

L'Afrique du Sud comptera bientôt au moins onze langues officielles. Ainsi en ont décidé, la semaine dernière, les négociateurs de Kempton Park. L'accord est intervenu après de longs débats entre le Parti national (NP), partisan de l'anglais et de l'afrikaans comme seules langues officielles, et le Congrès national africain (ANC), qui voulait y adjoindre les principales langues africaines.

C'est finalement l'ANC qui a, pour l'instant, fait valoir sa position. Auront donc le statut de langue officielle, outre l'anglais et l'afrikaans, le zoulou, le xhosa, le tswana, le suu (du Nord et du Sud), le tswana, le swazi, le ndebele et le venda. Selon les chiffres diffusés par l'Académie des langues de l'Afrique australe, le zoulou est la langue la plus couramment parlée en Afrique du Sud (près de 22 % de la popula-

G. M.



ALGÉRIE

Les islamistes durcissent le ton contre les étrangers

de notre correspondant

Dans un communiqué 42^e de son « bureau exécutif provisoire », 15 novembre, le siège parisien de l'AFIP, l'ex-Front islamique du salut (FIS) a lancé une nouvelle campagne de mort à l'encontre des ressortissants étrangers vivant en Algérie. « Ceux qui coopèrent avec un régime qui n'a d'autre objectif que de rester au pouvoir seront considérés comme associés dans le crime contre le peuple algérien », indique le document, rédigé en arabe et signé du « responsable pour l'information », Abdelhak Redjoui (1).

S'en prenant à la France, sans la désigner nommément, le message du FIS se présente comme une réponse aux récentes interpellations, faites dans l'Hexagone, dans les milieux islamistes algériens : « Le gouvernement algérien a le respect d'un pays qui appelle au respect des droits de l'homme, puis procède à l'arrestation de dizaines d'Algériens musulmans et accorde son aide matérielle à un régime fasciste qui poursuit en Algérie, est responsable de la mort de ses ressortissants et le véritable danger pour ses propres intérêts », souligne le texte, qui cite un verset du Coran, appelant à « combattre les mécréants ».

Cette énième mise en garde, comparée aux précédentes déclarations de « dirigeants » islamistes en exil, ne contient, en fait, que deux éléments vraiment neufs. Le premier réside dans sa signature : daté d'Alger, ce texte laisse à penser que son auteur n'est pas, précisément, de ces « planqués de l'extérieur », comme on désigne souvent, ici, les militants de l'ex-FIS réfugiés à l'étranger.

Report du référendum

En outre, ce texte rejette « tout dialogue, réconciliation ou trêve » avec le pouvoir en place et se fait le héraut du « changement radical ». Ce durcissement de ton correspond-il à une volonté de mieux « coller » à l'état d'esprit belliqueux qui prévaudrait sur le terrain ? « Si je veux rester, le chef, il faut mieux que je sois avec mes troupes », résumait les mauvaises langues. Conseil d'autant plus urgent à suivre que les « troupes » en question semblent, aujourd'hui, sinon déboussolées, en tout cas affaiblies. L'échec

de la conférence, censée dégager un consensus minimal pour sortir le pays de la crise, semblait se réduire comme peau de chagrin. Selon le porte-parole de la CDN, il n'est pas question que la conférence débâte - et encore moins décide - d'un quelconque « projet de société ». Foie des empoignades entre « éradicateurs » (opposés à tout compromis avec les islamistes) et « réconciliateurs » (partisans d'un dialogue avec les héritiers du FIS) : ce choix relève du « peuple », lequel se prononcera « par voie référendaire » à une date non précisée. « Les conditions actuelles ne permettent pas

une consultation électorale », a seulement indiqué le porte-parole du CDN.

Pironette qui entretient sans doute pour longtemps les espoirs d'un retour au processus électoral. Le report du référendum n'est pas surprenant. Ajouté aux lenteurs d'un dialogue dont la portée s'annonce plutôt faible, il n'en représente pas moins un élément nouveau et plutôt inquiétant de la crise que traverse le pays. Est-ce « la fin du politique » qui se profile à l'horizon, comme le redoutent certains observateurs ? La CDN « n'a pas réussi à lever les doutes », conclut prudemment la presse locale.

CATHERINE SIMON

ANGOLA

Reprise des négociations entre le gouvernement et l'UNITA

Le représentant spécial de l'ONU en Angola, Alioune Blondin Beye, a engagé lundi 15 novembre à Lusaka, capitale de la Zambie - où des contacts préliminaires avaient déjà eu lieu - y a quelques semaines - des pourparlers de paix entre délégués du gouvernement angolais et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

« Ce sont des pourparlers secrets. Personne, je dis bien personne, ne vous donnera le moindre fragment d'information sur ce qui se déroule parce que nous sommes tous convenus que rien ne devait filtrer », a affirmé Alioune Beye. Le porte-parole de l'UNITA, Jorge Valentim, a déclaré au Zambia Daily Mail que « le temps est venu de prendre des mesures concrètes pour que les Angolais vivent dans une atmosphère fraternelle ». Cette déclaration est la première déclaration sur les discussions d'ONU assurée la médiation, et qui doit se terminer vendredi. (AFP, Reuters).

NIGÉRIA

La hausse des carburants a provoqué une grève générale

Le gouvernement national intérimaire d'Ernest Shonekan a-t-il été bien inspiré, en imposant le 8 novembre, sans accord préalable avec les syndicats, une hausse de 600 % du prix officiel de l'essence ? La grève générale déclenchée par la centrale syndicale nigérienne, le National Labour Congress (NLC), pourrait hâter l'issue de la crise politique dans laquelle le pays se débat depuis le départ du président Babangida, à la fin du mois d'août.

LAGOS

de notre correspondant

Après une première journée hésitante, durant laquelle le mot d'ordre de grève a été très irrégulièrement suivi (le trafic aérien a néanmoins été totalement interrompu à Lagos et à Kano), le mouvement de protestation semblait prendre de l'ampleur mardi, du moins dans les limites du pays yoruba - au sud-ouest -, bastion de l'opposition au gouvernement intérimaire. Lundi soir, représentants du gouvernement et de la centrale syndicale s'étaient séparés sur un échec, après six heures de discussions acharnées. Les syndicalistes n'ont pas jugés satisfaisantes les propositions de leurs interlocuteurs, qui se résument pour l'essentiel à la promesse de mettre à la disposition du public une nouvelle « flotte » d'autobus.

La grande majorité des transports urbains est en effet entre les mains d'entrepreneurs privés sur lesquels l'État n'exerce aucun contrôle. Depuis la semaine dernière, les tarifs ont souvent plus que doublé dans les agglomérations du Sud, où le prix très bas de l'essence constituait l'ultime « privilège » de masses urbaines très éprouvées par la récession. Un directeur d'hôpital à Lagos, interrogé par la télévision, expliquait que certains de ses employés ne peuvent plus se permettre de rentrer chez eux pendant la semaine et doivent camper sur leur lieu de travail, faute de pouvoir payer les sommes exigées.

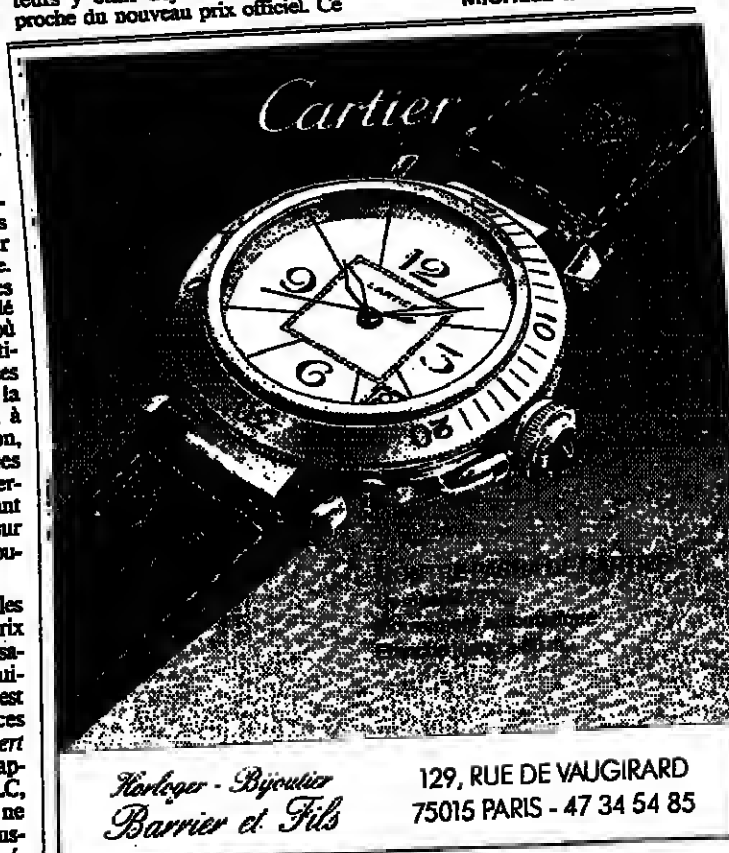
Le Labour Congress a battu le rappel de ses troupes dans tout le pays. Alors que le centre de Lagos offrait lundi un visage presque normal, malgré quelques heurts dans les quartiers périphériques entre jeunes manifestants et policiers, la circulation paraissait beaucoup plus réduite mardi matin. La grève a été réduite mardi matin. La grève a été réduite mardi matin. La grève a été réduite mardi matin.

Si le nord dans l'ensemble ne s'est pas mobilisé, c'est que, depuis un an dans une situation de pénurie chronique, le prix du carburant réellement payé par les consommateurs y était déjà beaucoup plus proche du nouveau prix officiel. Ce

calme relatif ne signifie pas pour autant que le gouvernement intérimaire de M. Shonekan puisse compter sur l'appui sans faille des « nordistes ». Au contraire : à la fin de la semaine dernière, on a vu se constituer un « front » politique, dans lequel se retrouvent les émissaires du sultan de Sokoto, la célèbre « mafia de Kaduna » qui exprime les intérêts de l'oligarchie musulmane et de politiciens influents tels que l'ex-général Yaradua.

Tous se déclarent opposés à la tenue d'un nouveau scrutin présidentiel en février, perspective sur laquelle le gouvernement intérimaire fonde sa légitimité très contestée. Aux prises avec les syndicats, l'équipe Shonekan semble plus fragile que jamais, tandis que certains hommes politiques yorubas, tel le défenseur des droits civiques, Gani Fawehinmi, appellent directement l'armée à intervenir pour mettre fin à la crise politique en installant un autre gouvernement civil, plus conforme aux exigences démocratiques exprimées lors de l'élection présidentielle du 12 juin, annulée par le président Babangida.

MICHELLE MARINGUES



Horloger - Bijoutier
Barrier et Fils
129, RUE DE VAUGIRARD
75015 PARIS - 47 34 54 85

مكتبة الرشد

AFRIQUE

SOMALIE

Washington souhaite l'abandon des poursuites contre le général Aïdîd

Une nouvelle résolution établissant une commission d'enquête sur le massacre des vingt-quatre soldats pakistanais tués le 5 juin dernier en Somalie devait être soumise au Conseil de sécurité, mardi 16 novembre. Demandée « d'urgence » par l'envoyé spécial des États-Unis en Somalie, Robert Oakley, cette résolution rédigée par la délégation américaine a soulevé la colère de nombreux membres du Conseil.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Pour les membres du Conseil de sécurité, Washington souhaite, en établissant une commission d'enquête, faire une fois de plus la résolution 837, qui avait été adoptée au lendemain du massacre des vingt-quatre soldats pakistanais et qui exigeait l'arrestation du général Mohamed Farah Aïdîd. « Maintenant que le général Aïdîd est devenu l'ami des américains, ils font tout pour se l'accommoder, explique un diplomate occidental ; on nous explique qu'on n'aurait jamais dû voter la résolution 837, comme si la délégation américaine n'y était pour rien ».

La résolution demande au secrétaire général de « suspendre toute action contre des individus qui pourraient être impliqués », en attendant le rapport de la commission. « En langage simple, cela veut dire : oublier ceux qui ont tué les vingt-quatre Pakistanais, explique un autre diplomate, c'est un euphémisme pour dire : laissez-les tranquilles. C'est exactement comme en Yougoslavie, personne ne sera jugé parce que les Américains ont besoin de négociers avec Aïdîd ».

De nouvelles tensions étaient survenues lorsque les Américains avaient exigé que les membres de la commission soient choisis par le président du Conseil de sécurité, « sont l'interférence » de Boutros Boutros-Ghali. Le secrétaire général, soutenu par la France et par la Grande-Bretagne, avait pour sa part exigé d'y avoir un rôle. La résolution demande donc au secrétaire général, « en consultation » avec le président du Conseil, de nommer les membres de la commission.

Trois options

D'autre part, demandant au Conseil de sécurité de renouveler le mandat des forces des Nations unies en Somalie (ONUSOM) jusqu'au 31 mars 1994, M. Boutros-Ghali s'est étendu sur les trois options qu'il envisage pour l'éventail de l'opération (Le Monde daté 14-15 novembre). Dans la première option, le mandat de l'ONUSOM resterait inchangé, le désarmement des factions continuerait. Le Conseil de sécurité devrait alors autoriser le maintien de l'efficacité militaire actuelle, ce qui coûterait 1 milliard de dollars par an. Les États-Unis, la France, la Belgique et la Suède ayant déjà annoncé le retrait de leurs contingents, M. Boutros-Ghali a fait appel à quarante-deux pays en les invitant à fournir des troupes. Aucun n'a répondu.

Dans la deuxième option du secrétaire général, le Conseil déciderait « délibérément » que l'ONUSOM n'utiliserait pas « de méthodes coercitives », mais compterait sur la coopération des factions somaliennes pour exécuter son mandat. Le désarmement serait donc purement volontaire. Seize mille hommes suffiraient pour exécuter cette option. Selon la troisième, le mandat de l'ONUSOM serait limité au contrôle et à la sécurité des ports et des points de Mogadiscio et des villes importantes. Cinq mille hommes y suffiraient.

A. B. P.

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

EUROPE

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Le tribunal international sur les crimes de guerre n'est pas soutenu par une réelle volonté politique

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Le tribunal international sur les crimes de guerre commis dans l'ex-Yougoslavie sera inauguré mercredi 17 novembre à La Haye. C'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale que la Communauté internationale met sur pied un tel tribunal. On peut cependant douter et déjà douter des suites qu'auront ces « bonnes intentions ».

Créé le 25 mai dernier par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée à l'initiative de la France, le tribunal doit faire face, avant même de commencer ses travaux, à de graves difficultés politiques et financières. Selon la résolution 837, ce tribunal est censé juger « toute personne présumée responsable de violations graves du droit humanitaire international » dans l'ex-Yougoslavie, entre le 1^{er} janvier 1991 « et une date que le Conseil déterminera après la restauration de la paix ». « La résolution est claire, explique un diplomate de l'ONU, mais il faut comprendre, une fois de plus, que le tribunal n'est que le miroir de ce que les États membres veulent bien en faire. Cela me fait beaucoup de mal de constater que, malheureusement, il manque non seulement la volonté politique mais aussi les moyens matériels ».

Le professeur Chénif Bassiouni, qui préside la commission d'experts chargée de la compilation et

de l'analyse des documents, s'étonne du manque de ressources mises à la disposition du tribunal. En effet, parmi les membres permanents du Conseil de sécurité, seuls les États-Unis ont contribué.

Ancien soutien de la France

Un diplomate qui requiert l'anonymat se dit « extrêmement déçu », en particulier par l'attitude de Paris : « bien que la France soit à l'origine de l'idée du tribunal, nous avons l'impression qu'elle serait soulagée si nos investigations n'aboutissaient à rien. Nous n'avons pas reçu un franc de la France et très peu d'informations. On se demande pourquoi elle a pris cette initiative... ».

Dans un entretien accordé au Monde, M. Bassiouni, qui assume en quelque sorte le rôle du juge d'instruction, explique que en raison du manque de soutien politique des États, sa commission ne peut organiser sur place le travail d'enquête et de vérification nécessaire à l'accès aux victimes. Malgré ces difficultés, M. Bassiouni, qui travaille à Chicago depuis novembre 1992 avec trente-deux avocats, a compilé plus de quarante mille documents. Quatre cents camps de concentration et de détention, quatre-vingt-dix-huit fosses communes contenant près de trois mille corps, et trois mille vic-

times de viols ont déjà été recensés. Mais, selon M. Bassiouni, le risque de perte des preuves augmente avec le temps : « Il y a plus d'un million de réfugiés et, au bout d'un an, les gens, notamment les femmes qui ont été violées, ne veulent plus avoir à revivre leur drame. La perte de preuves est un de nos principaux soucis ».

Les accusés absents

Les diplomates doutent fort, d'autre part, de voir jamais quel qu'un dans le box des accusés, surtout s'il s'agit des responsables locaux avec lesquels l'ONU négocie, d'une manière ou d'une autre. Or, si les dossiers pourraient être instruits, aucun procès ne pourra s'ouvrir en l'absence d'un accusé, aucune peine ne pourra être prononcée par contumace. Le tribunal n'a pas le pouvoir de faire procéder lui-même à des arrestations ; il doit s'en remettre aux États, auxquels il peut demander de faciliter l'audition de témoins ou de lui livrer des criminels présumés.

« Pour l'instant, il est vrai que l'horizon est sombre, admet M. Bassiouni, mais il peut très bien y avoir une nouvelle dynamique dans cette guerre qui poussera un vrai tribunal », dit-il, en ajoutant toutefois : « D'un autre côté, il peut y avoir un accord de paix et, dans ce cas-là, on nous demandera d'oublier le tribunal ». C'est bien en effet le principal motif de scepticisme : la communauté internationale peut-elle en crimes et tentatives de négocier avec les responsables un règlement de paix ?

Le procureur général du Venezuela, M. Ramon Escovar-Salom, a été nommé par le Conseil de sécurité procureur du tribunal. Lors de leur première réunion, le 17 novembre à La Haye, M. Escovar et les onze juges également nommés par le Conseil choisiraient le président du tribunal. Ils devront ensuite établir les règles de procédure, ce qui risque d'être long.

AFSANÉ BASSIR POUR

La Bosnie veut saisir la Cour internationale de justice contre la Grande-Bretagne. — La Bosnie a décidé de saisir la Cour internationale de justice contre la Grande-Bretagne pour avoir « aidé au génocide » en s'opposant à la levée de l'embargo sur les armes, a déclaré lundi 15 novembre l'ambassadeur bosnien à l'ONU, Mohamed Sacirbey. A la question de savoir pourquoi la Grande-Bretagne était seule mise en cause, M. Sacirbey a répondu en citant une déclaration du président Clinton : le président américain avait rapporté que John Major lui avait dit ne pouvoir sauver son gouvernement s'il acceptait de lever l'embargo sur les armes. (Corresp.)

RUSSIE

Boris Eltsine n'a pas annulé le décret sur l'élection présidentielle anticipée

Tout en confirmant qu'il restait « en son for intérieur » peu favorable à la tenue, en juin prochain, d'une élection présidentielle anticipée, comme il s'y était engagé au début de la crise avec l'ancien Soviet suprême, Boris Eltsine a précisé, lundi 15 novembre, dans un entretien aux Izvestia que le décret du 23 septembre, qui faisait référence à cette élection, restait toujours en vigueur.

« Tant que je n'annule pas ce décret, il reste en vigueur » a ainsi déclaré le président russe qui a ajouté qu'il voulait « avoir l'opinion » de la future assemblée pour se décider. Si Boris Eltsine est contre cette élection, « ce n'est pas par peur de la concurrence » mais parce qu'il estime que le peuple russe aura eu, deux fois au cours de cette année, l'occasion de « prouver sa confiance au président » : la première, lors du référendum du 25 avril dernier, où les « oui » avaient emporté 58,7 % des suffrages, et la deuxième, le 12 décembre prochain, pour un nouveau référendum, portant cette fois, sur l'approbation du projet de nouvelle constitution. Boris Eltsine a justifié les pouvoirs considé-

rables, voire exorbitants, que ce projet donne au président de la Fédération de Russie « dans un pays habitué aux Tsars et aux Guidés (...) où la discipline de l'exécutif est faible, et où, par tout, face aux lois règne le nihilisme ».

Si ces dernières déclarations de Boris Eltsine permettent de mieux comprendre les motivations personnelles du président russe, elles ne disent toujours pas clairement s'il y aura une élection présidentielle en juin prochain.

J.-A. F.

Trafic d'essence à grande échelle

BELGRADE

de notre correspondant
« Essence bulgare, 3 deutsche-marks le litre, livraison à domicile... » Depuis l'entrée en vigueur des sanctions internationales imposées par l'ONU fin mai 1992, les annonces de particuliers offrent diesel, essence sans plomb ou super ont envahi les journaux yougoslaves. Marginal au début, le trafic d'essence et de tous les produits pétroliers est devenu aujourd'hui une véritable activité économique qui permet à de nombreux Yougoslaves de survivre, en dépit de l'effondrement économique qui réduit plus de 80 % de la population de Serbie et du Monténégro à la misère.

Selon la presse belgradoise, quelque 50 000 Yougoslaves se rendent chaque jour dans un pays limitrophe — Hongrie, Bulgarie, Roumanie ou Macédoine — où ils achètent pour au moins 3 millions de dollars (plus de 17 millions de francs) de produits introuvables en Yougoslavie. Le plupart de ces produits sont revendus au marché noir sous l'œil complaisant de la police, les autorités serbes et monténégrines ayant renoncé depuis longtemps à combattre un trafic qui supplée les graves pénuries du marché officiel.

Hormis les frontaliers, qui passent la frontière à pied ou à vélo et font souvent plusieurs aller-retours dans la journée, les autres attendent de longues heures, parfois jusqu'à deux jours, dans les encombrements pour pouvoir gagner l'étranger. La police serbe a récemment décidé de distribuer des numéros aux abords des postes-frontières de Horpog et Kulebia (frontière hongroise), afin de dissuader ceux qui voudraient doubler les files interminables de voitures. Quelques jours plus tard, la presse belgradoise affirmait que ces numéros ne coûtaient que 20 marks pièce, soit l'équivalent d'un salaire moyen yougoslave (environ 70 francs).

Le voyage malgré tout reste profitable. Achetés à moins de 1 dollar à l'étranger, l'essence est revendue le double ou la triple en Yougoslavie. Et la clientèle ne manque pas, puisque le marché officiel de l'essence ne fonctionne plus depuis des mois. Faute de pouvoir, par conséquent, se servir à la pompe, les Yougoslaves ont développé un nouvel art : celui de reconnaître l'origine de l'essence au flair, afin de juger de la justesse des prix proposés par les revendeurs.

Ainsi, le cru le plus coté reste le Shell, vendu principalement en Hongrie et dont le prix au marché noir dépasse les 10 francs le litre. Le bleu-vert, à 98 octanes, d'origine bulgare, roumaine ou grecque, acheté à environ 3 francs le litre, est revendu le triple. Le moins cher est le roumain jaune, boudé par les détenteurs de voitures récentes ou étrangères.

La complaisance des observateurs étrangers

Alors que les lignes régulières d'autobus à travers le pays sont progressivement supprimées, faute d'essence sur le marché officiel, les entreprises de transport se recyclent progressivement dans les « voyages » pour petits trafiquants. Le voyage se résume en fait à un aller-retour avec quelques heures d'arrêt dans un pays limitrophe de la Yougoslavie pour faire des emplettes. Certaines agences, qui préfèrent la discrétion et dont les numéros de téléphone circulent de bouche à oreille, garantissent le transfert de 80 à 100 litres d'essence par personne, cela en dépit de la présence d'observateurs de la CEE et de l'ONU chargés de surveiller avec les douaniers l'application de l'embargo aux frontières de la Yougoslavie. Le prix du billet comprend les pots-de-vin qui seront versés à la frontière.

La clientèle de « Madame Vénise », qui dirige l'une de ces agences clandestines, se rend une fois par semaine en Bulgarie. Chaque voyageur dispose de deux sièges dans l'autocar afin de pouvoir passer sous les barreaux les 3 à 5 janyens qu'il transporte. A la frontière les douaniers coiffés se contentent de jeter un coup d'œil sur les sacs de nourriture et d'autres produits exemptés de sanctions qui remplissent le coffre à bagages. Une fois à l'étranger, les voyageurs se précipitent vers les petits trafiquants, pour qui survie est devenu un métier, ne peuvent être comparés à leur ambitieux confrères qui font entrer clandestinement des chiens en Yougoslavie, gagnant jusqu'à 60 000 marks (216 000 francs) par passage, selon les estimations du quotidien Politika. Le quotidien précise que « l'or liquide » est le favori des gros trafiquants qui n'emportent que 30 000 marks (108 000 francs) par camion de cigarettes importées illégalement.

FLORENCE HARTMANN

Mis en cause pour sa gestion

Le gouverneur du Fonds social européen a démissionné

STRASBOURG
(Conseil de l'Europe)

de notre correspondant

Roger Vanden Broede a démissionné, lundi 15 novembre, de son poste de gouverneur du Fonds de développement social (FDS) du Conseil de l'Europe. Le comité de direction du FDS a officiellement décidé de « poursuivre l'éclaircissement des faits révélés par l'audit » établi, il y a plus d'un an, par le cabinet Ernst & Young. Selon Paul Dufour, président du comité de direction, « en tout état de cause, l'affaire ne sera pas étouffée ».

Le comité des ministres des trente-deux pays membres du Conseil de l'Europe avait demandé, mercredi 10 novembre, la suspension des « personnes mises en cause par l'audit », après avoir déploré « les dysfonctionnements et les irrégularités commises au sein du Fonds de développement social ». De son côté, Catherine Lamurée, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, n'avait pas exclu des poursuites judiciaires après les conclusions de l'enquête administrative (Le Monde du 13 novembre).

M. S.

EUROPE

John Major et du Sinn Féin

Le premier ministre britannique, John Major, a rencontré mardi 15 novembre au Sinn Féin le leader de l'IRA, Gerry Adams, pour discuter de la situation en Irlande du Nord.

Dans un communiqué, le Sinn Féin a déclaré que John Major a affirmé que le Sinn Féin était le seul parti politique en Irlande du Nord à être représenté au Conseil de l'Europe.

« Je ne suis pas un expert », a déclaré John Major, « mais nous avons besoin d'une intervention internationale pour résoudre la crise en Irlande du Nord ».

John Major a déclaré qu'il était prêt à discuter avec le Sinn Féin sur la question de la paix en Irlande du Nord.

Le Sinn Féin a déclaré qu'il était prêt à discuter avec John Major sur la question de la paix en Irlande du Nord.

Le Sinn Féin a déclaré qu'il était prêt à discuter avec John Major sur la question de la paix en Irlande du Nord.

Le Sinn Féin a déclaré qu'il était prêt à discuter avec John Major sur la question de la paix en Irlande du Nord.

Le Sinn Féin a déclaré qu'il était prêt à discuter avec John Major sur la question de la paix en Irlande du Nord.

Le Sinn Féin a déclaré qu'il était prêt à discuter avec John Major sur la question de la paix en Irlande du Nord.

هكذا من الذل

INTERNATIONAL

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE

John Major envisage une participation du Sinn Féin aux pourparlers de paix en Irlande du Nord

Le premier ministre britannique, John Major, a proposé, lundi 15 novembre à Londres, au Sinn Féin, l'acte politique légal de l'IRA, de participer aux pourparlers de paix en Irlande du Nord si l'Armée républicaine irlandaise (IRA) renonce à la lutte armée.

Dans un discours au traditionnel banquet de Guildhall dans la City de Londres, M. Major a affirmé que « si l'IRA met fin à la violence pour de bon, le Sinn Féin pourra entrer sur la scène politique en tant que parti démocratique et rejoindre le dialogue en cours ».

Cela ne pourra se faire qu'après une « période suffisante » démontrant « la permanence des intentions » de l'Armée républicaine irlandaise, a-t-il toutefois précisé.

« Rien de nouveau », a-t-il ajouté.

« Je ne vais pas lever de faux espoirs, ni fixer de calendrier : nous avons tous besoin d'une cessation définitive de la violence et d'une intensification des pourparlers politiques », a ajouté le Premier ministre qui estime qu'il existe trois éléments nouveaux pour élargir l'espace de paix dans la province, après vingt-cinq ans de violence qui ont fait plus de trois mille morts.

« Premièrement il y a un désir brûlant en faveur de la paix dans les deux communautés qui n'a jamais été aussi intense », a-t-il déclaré.

« Deuxièmement, le gouverne-

ment irlandais a montré une nouvelle compréhension des droits et des préoccupations des unionistes et il a, je crois, la volonté d'effectuer des changements constitutionnels dans le cadre d'un accord global », a-t-il ajouté, en référence aux articles de la Constitution irlandaise qui mentionnent une revendication territoriale sur l'Ulster. « Troisièmement, la plupart des partis constitutionnels d'Irlande du Nord sont engagés pleinement dans des discussions concernant un accord politique et acceptent qu'il faut faire preuve de souplesse pour parvenir à un accord ».

De son côté, le président du Sinn Féin, Gerry Adams, a rejeté, lundi soir, cette proposition de M. Major, affirmant qu'elle ne contenait « rien de nouveau ».

M. Adams a par ailleurs confirmé que « des membres du Sinn Féin ont été en contact prolongé et ont dialogué avec le gouvernement britannique », une information qui avait été précédemment démentie par le gouvernement britannique. M. Adams a ajouté que ces contacts ont été interrompus par John Major « sur ordre de ses alliés unionistes », c'est-à-dire les organisations protestantes de la province de l'Ulster. Et de conclure : « Je discorde [de M. Major] cherché à détourner l'attention de cela ».

(AFP, Reuters)

ITALIE

Mort de Luciano Liggio, l'un des parrains de la Mafia

Luciano Liggio, l'un des figures les plus importantes de la Mafia italienne, est mort, lundi 15 novembre, à l'âge de soixante-huit ans. Une autopsie doit déterminer les causes de son décès, intervenu pendant son transfert de la prison vers un hôpital de Sardaigne.

Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en 1974, Luciano Liggio dirigeait l'un des plus grands clans de la Mafia, basé dans le village de Corleone, en Sicile, qui a inspiré le scénario du film de Francis Ford Coppola, *Le Parrain*. Un autre chef de Cosa Nostra, Salvatore « Totò » Riina, arrêté le 15 janvier dernier, était lui aussi originaire de Corleone.

Sous la direction de Liggio, le clan de Corleone a considérablement étendu et diversifié ses activités, passant d'opérations immobilières frauduleuses à Palerme au développement (plus lucratif) de réseaux de contrebande de tabac et de drogue.

Soupçonné de nombreux homicides, Liggio a été condamné à la prison à vie en 1974 pour le meurtre d'un de ses rivaux, Michele Navarra. Malgré son incarcération, il continuait à diriger la vie de son clan, dont il est demeuré l'un des rochers principaux jusqu'à sa mort. En prison, Luciano Liggio, baptisé « il Professore » par ses gardiens, a causé de ses lectures de Kant, s'est découvert une passion pour la peinture, et il avait même exposé une cinquantaine de ses toiles de style naïf dans une galerie de Palerme.

(AFP, Reuters)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRIVATISATION RHÔNE-POULENC

Offre réservée aux retraités et anciens salariés

Dans le cadre de la privatisation de Rhône-Poulenc, les retraités et anciens salariés ayant travaillé au moins cinq ans dans le Groupe, ou l'une de ses filiales détenues directement ou indirectement à plus de 50 %, bénéficient de conditions d'achat préférentielles (rabais de 20 %, actions gratuites, facilités de paiement...).

Renseignements : N° VERT 05.4000.05

Bienvenue dans le capital de Rhône-Poulenc.

RHÔNE-POULENC

Un document de référence enregistré par le GOR (P-43-22) et une Note d'Opération Financière validée par la COB sont disponibles auprès des intermédiaires financiers et de Rhône-Poulenc. Une Note d'Opération Définitive sera disponible dans les mêmes lieux, le jour de l'ouverture de l'Offre Publique de Vente.

ASIE

INDE

Le siège de la mosquée de Srinagar a été levé

Après un mois de siège, ceux que la presse indienne appelle les « forcenés du Hazrat-Bal » se sont rendus aux forces de sécurité dans la matinée du mardi 16 novembre. A 5 h 30, les derniers séparatistes cachemiris retranchés dans cette mosquée construite au bord du Lac Dal, à Srinagar, avaient quitté l'enceinte du sanctuaire.

NEW-DELHI

de notre correspondant

La reddition avait commencé dans la nuit, à l'issue de la prière dans la mosquée. « Pas un coup de feu n'a été tiré », a déclaré le chef de la police, Manohar Sabharwal. Les 65 personnes qui venaient de sortir - ouages et militants - ont été conduites dans un camp militaire. L'armée a récupéré un lance-roquette, des mitrailleuses, des grenades, un fusil et des kalachnikovs.

Aucune information n'avait filtré mardi matin sur l'accord passé entre les négociateurs indiens et les séparatistes. Au début du siège, ces derniers avaient demandé de pouvoir gagner la frontière pakistanaise en échange de leur reddition. Les responsables indiens avaient accepté, en précisant toutefois que cette faveur ne serait accordée ni aux « criminels » ni aux « étrangers » (des moudjahidins afghans au pakistanaise se seraient trouvés aux côtés des Cachemiris dans le sanctuaire).

Les forces indiennes avaient décidé, le 15 octobre, de cerner les abords du Hazrat-Bal pour, disait-on, empêcher les séparatistes de s'emparer de la sainte relique qui y est enfermée : un poil de la barbe du prophète dont la disparition aussi mystérieuse que momentanée avait déjà, en 1963, provoqué des émeutes au Cachemire. Les autorités craignaient que les militants ne s'emparent de cette relique pour fomenter des troubles dans cet Etat du nord de l'Inde où des milliers de personnes ont péri en quatre ans d'insurrection.

Selon des rumeurs, les Indiens auraient eu vent de la présence d'un officier des services de renseignement pakistanaise (ISI) dans le sanctuaire. Si cette information s'était confirmée, elle aurait permis de pousser à l'Inde un membre du puissant ISI aurait en effet permis de prouver que le Pakistan soutient militairement les guérilleros musulmans.

« Le bon sens a prévalu », s'est félicité le premier ministre indien, M. Rao. Ce dénouement lui retire une épine du pied alors que les nationalistes hindous le pressent d'agir. Ce siège aurait pu dégénérer comme l'opération « étoile bleue », en 1984, quand l'armée indienne prit d'assaut le temple d'Amritsar, tuant des dizaines de séparatistes sikhs. Cette fois, les forces de l'ordre ont fait montre de retenue. Le pire a été évité et le gouvernement Rao, qui n'a d'autre choix que la solution militaire pour maintenir un semblant d'ordre au Cachemire, s'est bien sorti de cette affaire.

L'affaire de l'Hazrat-Bal aura-t-elle fait bouger la question du Cachemire, figée depuis près d'un demi-siècle ? Islamabad n'a, comme il était prévisible, cessé, durant tout ce mois, d'exiger la levée du siège.

Pourant, dès son arrivée au pouvoir, le 18 octobre, le premier ministre pakistanais, Benazir Bhutto, a répondu favorablement à la proposition d'une relance des pourparlers entre les deux pays faite par son homologue indien. L'heureux dénouement du siège pourrait-il créer les conditions d'une reprise du dialogue ? « Ce pourrait être le début d'une solution et de discussions avec les militants », a noté le porte-parole du Congrès, Vishal Gadgil.

Reste que la crise a permis aux séparatistes, et au Pakistan, de relancer la question du Cachemire et de porter un coup de projecteur sur la situation des droits de l'homme dans ce territoire : Islamabad, en effet, a réitéré ses accusations à l'endroit des troupes indiennes, qui mènent une « sale guerre » contre les indépendantistes. En cela, cette affaire a gêné Delhi, qui ne souhaite pas donner de publicité à une question considérée ici comme indo-pakistanaise, sinon purement indienne.

BRUNO PHILIP

AFGHANISTAN

Deux journalistes libérés par le Hezb

Terence White, un Néo-Zélandais, correspondant à Kaboul de l'AFP, et John Jennings, un Américain travaillant pour l'agence AP, ont été libérés, lundi 15 novembre, par Gulbuddin Hekmatyar, premier ministre d'Afghanistan et chef du mouvement intégriste Hezb-i-Islami, à son quartier général de Charasayab, à 25 kilomètres au sud de Kaboul. Les deux hommes avaient été faits prisonniers une semaine plus tôt alors qu'ils « couvraient » les combats entre le Hezb et les hommes d'Ahmed Shah Massoud, ex-ministre de la défense.

« Par chance, il m'a reconnu... »

Terence White fait ce récit : « Les forces du Hezb ont attaqué peu après notre arrivée [lundi 8 novembre] sur la ligne de front à Moghul-Khel, à 3 kilomètres au sud de Toghob, où des combats entre les factions avaient lieu depuis deux semaines. John Jennings a été touché au pied par un éclat d'obus, alors que les hommes d'Ahmed Shah Massoud s'enfuyaient. Une jeep est arrivée pour évacuer le journaliste américain, et j'y suis aussi monté. Mais les forces du Hezb, qui avaient enveloppé la ligne de front par les flancs, ont tiré sur nous avec des armes légères, obligeant le chauffeur à arrêter le véhicule et à s'enfuir. John et moi avons ramené sous les tirs, cherchant à nous mettre à l'abri, dans le lit d'un cours d'eau asséché, tandis que des balles ricochaient.

« Cependant, les forces de Massoud s'étaient repliées, et nous nous sommes retrouvés au milieu d'un intense bombardement d'artillerie. Ce déluge d'obus a été suivi d'une explosion. Là, nous avons entendu un char du Hezb qui s'approchait. Nous étions dans son champ de vision. Les fantassins se sont approchés. Ils se sont précipités pour nous dépoiler. Argent, appareils de photos, jumelles, et même nos lunettes, nous ont été dérobés. Comme j'étais un peu lent à leur remettre mes affaires, on m'a asséné un coup dans le dos à l'aide d'une roquette anti-char.

« On m'a jeté dans une maison en brou, où d'autres combattants du Hezb fumaient aussi du haschisch, nous ont accusés d'être des conseillers de Massoud. Nous exprimant en dard, la langue du Nord, nous avons nié, et dit que nous étions journalistes ; mais les combattants étaient du Sud, de Kandahar, et ne comprenaient que le pashou. Après que nous eûmes été battus, le commandant est arrivé. Par chance, il m'a reconnu et s'est écrit « Spin Khan », mon nom en pashou. Il a ordonné

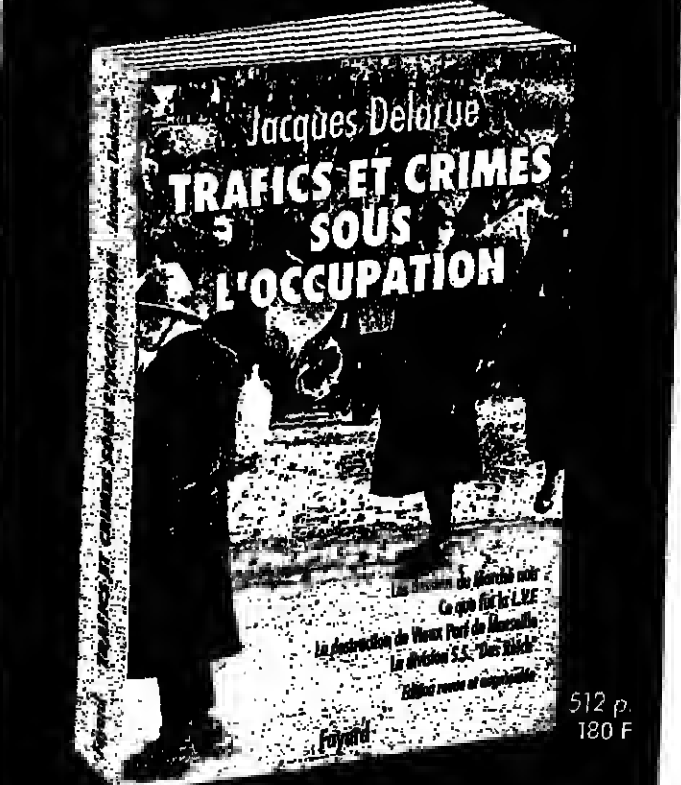
notre évacuation dans un véhicule blindé. Mais, pour des raisons inconnues, on nous a ensuite ramenés vers le front. Là, nous avons passé la nuit dans un camp qui a été bombardé à l'aide de bombes à fragmentation par des avions du ministère de la défense. Plus de 200 fragments sont tombés.

« Le matin suivant [9 novembre], nous avons été transférés dans une base du Hezb près du barrage de Naghu (proche de Sarobi) à 70 kilomètres à l'est de Kaboul. Là, nous sommes restés six jours. Dimanche, une jeep envoyée par M. Hekmatyar est venue nous chercher. A son Q.G. de Charasayab, le premier ministre nous a demandé de l'excuser pour les mauvais traitements infligés et pour nous avoir gardés prisonniers. « Soyez reconnaissants d'être vivants », nous ont dit des moudjahidins. »

(1) Littéralement : « Monsieur Blanc, jeu de mot sur « White » (blanc, en anglais).

VIETNAM : quatre bonzes dissidents auraient été condamnés. Les vénérables Tri Tuu, supérieur de la pagode Linh Mu à Hué, et Hai Tang auraient été condamnés à quatre ans de prison, et deux autres bonzes, Thich Hai Tinh et Thich Hai Chanh, à trois ans, annonce l'AFP. Quinze civils, inculpés de « provocation » pour leur comportement lors d'une manifestation à Hué le 4 mai, auraient reçu des peines allant de six mois à quatre ans. Ce mardi 16 novembre au matin, le jugement n'avait pas été officiellement enclenché. Les quatre religieux appartenant à l'Eglise bouddhiste unifiée (EBU) sont des dirigeants luttant, surtout depuis 1992, pour que les autorités reconnaissent à leur Eglise une existence légale qui lui est refusée depuis 1981 (Le Monde du 18 août 1993).

JACQUES DELARUE



Édition revue et augmentée

La première édition de ce livre a provoqué la signature d'un accord franco-allemand sur le jugement des criminels de guerre, qui intervint quelques jours avant la mort du Commandant de la « Das Reich ». On trouvera ici toutes les précisions sur ces événements ainsi que sur la condamnation tardive par un tribunal de Berlin-Est de l'un des officiers S.S. responsables du massacre d'Oradour.

L'auteur a travaillé officiellement de 1945 à 1952 sur de très nombreux dossiers judiciaires concernant cette période. Son livre est nourri d'informations, de documents encore inaccessibles, de témoignages directs et de précisions qui en font une des sources historiques les plus vivantes et indiscutables.

L'Histoire chez FAYARD

Arrière-pensées chinoises et japonaises



■ **LA BATAILLE DE L'ALENA.** Parallèlement à la réunion de Seattle, le président Clinton poursuit ses efforts pour convaincre la Chambre des représentants de voter, mercredi, en faveur de l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna). L'issue de la bataille reste incertaine.

Si la perspective, ouverte par la fin de la guerre froide, d'un retrait des Etats-Unis a été ressentie avec appréhension par les Asiatiques, une nouvelle dimension économique n'est pas moins crainte dans la région : un renforcement de l'APEC se traduirait, en effet, par l'instauration de la libre circulation des biens et des capitaux entre des pays dont le développement est différent, avec le risque d'accroître la domination des plus puissants, Etats-Unis et Japon... Derrière l'initiative de Washington se dessine certainement le souci américain de forcer une ouverture des marchés asiatiques. Les Asiatiques, par ailleurs, ne souhaitent pas une telle ouverture. Les Etats-Unis contre l'Europe, dans un jeu qui pourrait conduire à la création d'une

Tokyo en coulisse

Ce réveil est tempéré par des considérations réalistes tenant à la sécurité d'une région où sont présents les quatre Grands : Chine, Etats-Unis, Japon et Russie. Le maintien d'une présence stratégique américaine est un élément stabilisateur qui dissuade les habitants de la région de proposer trop rapidement des solutions à Washington sur la question de la matière d'intégration régionale. L'instabilité ne semble pas la donner la plus imminente - si ce n'est l'exception la menace nucléaire nord-coréenne - mais un regain américain accélérerait la course aux armements entre une Chine qui entend jouer un rôle régional croissant et un Japon menacé par la puissance des Etats-Unis. L'imminence, estime Nordstrom, Soudier, directeur de l'Institut

Afin, pourtant, de ne pas raviver les souvenirs de la « sphère de prospérité » des années 30, Tokyo conserve un profil bas. Praticquant un impérialisme plus « éclairé », désormais accepté et même souhaité dans la région, le Japon incite en somme ses partenaires à formuler les idées qu'ils leur a soufflées. Ce fut le cas lors la création de l'APCE, formellement proposée par l'Australie mais dont le projet avait été élaboré par le MITI dès juin 1988, en impliquant les États-Unis dans une zone économique. Tokyo espère diffuser à la région la pression de Washington, et ainsi pousser le Canada à se faire plus favorable à l'ouverture d'un dialogue avec Pékin et Washington dont Tokyo fait une condition de la stabilité régionale.

Le Japon, qui opère une réorientation accélérée de sa politique étrangère et économique vers l'Asie — à la faveur du valorisation du yen, on assiste à un raz-de-marée d'investissements — s'efforce de concilier les initiatives américaines et les réticences asiatiques en cherchant à faire comprendre aux nans que leur hâte suscite la méfiance et aux autres qu'ils ne peuvent se développer sans les États-Unis. Principal investisseur et bailleur d'usages, le Japon a pris la mesure de la position de médiateur qu'il se sait indispensable et quasi-maître du jeu aussi cherche-t-il à éviter des crispations qui bloqueraient un processus déjà à son avantage.

Les relations économiques sont en principe le sujet par excellence des relations entre deux pays, mais Pékin, pour sa part, voit avant tout un avantage politique à sa présence, et d'abord sur le plan bilatéral sino-américain. Seattle représente, pour la Chine, la reconnaissance d'une place dans l'ensemble asiatique qui dépasse le rôle que la guerre froide lui avait assigné : celui de carte stratégique pour le camp occidental contre l'URSS. Son existence devient une rampe d'autonomie. A destination intérieure, l'épisode renforce l'idée d'une émergence de la nation, en route, non sans arrogance, vers un e ving et unième siècle chinois.

Il n'en demeure pas moins que le régime de Pékin préfère traiter en tout, avec le monde extérieur, sur une base bilatérale, qui lui permet de diviser ses interlocuteurs. Toute approche « globalisante » ou « régionalisante » représente un inconvénient pour la technique de négociation du communisme chinois. Ainsi la Chine incite-t-elle à tirer avantage de la réunion sur le plan de la région pour s'affirmer face au Japon ; notamment, tout ce registre du débat dans les registres sino-américains qu'on a vu cette propension, notamment, dans les petits gestes faits par Pékin à la veille de la rencontre, surtout destinés à rehausser l'image de son alliée, celle de la Chine communiste.

An lieu d'annoncer des concessions économiques en réponse aux ouvertures de Bill Clinton, la Chine a choisi le terrain des droits de l'homme, avec sa récente promesse d'ouvrir ses prisons aux enquêteurs du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Cette promesse (déjà faite, sans suite, à la Fédération internationale des droits de l'homme, à la veille du vote sur les Jeux olympiques de l'an 2000) n'indique en rien un changement de politique en la matière. Elle vise plutôt l'opinion, que Pékin ne peut perdre.

L'objectif prioritaire de la Chine est de s'assurer le renouvellement non plus conditionnel, mais automatique, de la clause dite « de la nation la plus favorisée » pour ce qui est de ses exportations vers les Etats-Unis. A cette condition, cruciale pour le budget chinois - donc pour la survie de la structure politique actuelle -, Pékin est probablement prêt à signer, après une négociation qui en modèrera les termes, une déclaration que l'APEC formulera sous des questions jugées d'importance majeure par Washington comme la question océanique ou l'écologie.

A ces difficultés avec Washington se joignent, pour Pékin, la crainte de voir l'Europe adopter le protectionnisme. Son insertion en cours dans l'ensemble asiatique tendrait à écarter la tentation qui est la sienne de se lancer — par défi, à la suite d'un isolement fort marqué — dans des affrontements extérieurs qui seraient un dérivatif à sa crise d'identité post-marxiste, dans la succession difficile qui devrait avoir lieu après la mort de Deng Xiaoping. Mais Pékin n'entend pas pour autant céder sur ses priorités. La principale consiste à négocier, son retour au GATT, dans les meilleures conditions, c'est-à-dire avec un accès minimum et le plus tardif possible du monde extérieur à son marché. Il y a là, on le voit, ample matière à réflexions.

FRANCIS DERON
et **PHILIPPE PONS**

WASHINGTON

Les petites phrases n'ont pas manqué, piques menaçantes adressées aux Européens : ouvrir davantage vos frontières, ou nous vous délaisserons pour l'Asie. Tantôt, c'est Warren Christopher, le secrétaire d'Etat, qui lance : « L'Europe devrait se souvenir qu'elle n'est plus la région dominante le monde » ; tantôt c'est Mickey Kantor, le

« M. Négociations commerciales » de l'administration Clinton, qui observe : « *Nos relations avec l'Asie sont devenues capitales*... Bref, dans le difficile partenariat d'après guerre froide qui se cherche entre les Etats-Unis et les Européens, l'Amérique brandit à l'adresse de ces derniers une sorte de menace asiatique.

Déçu par leurs vains alliés, dédaignant tout quereux sur le GATI et jugeant trop indopédants dans l'ex-Yougoslavie, les Etats-Unis s'approprieraient un formidable réajustement stratégique : ils se tourneraient, prioritairement, vers la zone Pacifique. Pour s'ouvrir à l'Asie, théâtre de la plus forte croissance économique au monde, l'Amérique abandonnerait la pauvre Europe en proie à un chômage dévastateur et à une dépression accompagnée d'accres de fièvre nationaliste.

Tel est le discours que l'on pouvait attendre ces jours derniers à Washington, à l'approche de la réunion de Seattle. Pour une bonne part, il relève de la tactique de négociation, à quelques semaines de la date prévue pour la conclusion des pourparlers sur l'Uruguay Round. Ce même discours sera réduit à peu de choses si le président Clinton arrive à Seattle au lendemain d'une défaite au Congrès sur l'ALENA, le projet de marché commun avec le Canada et le Mexique : pareil échec réduirait singulièrement la crédibilité des Etats-Unis en tant que promoteurs du libre-échange.

Mais ces réserves ne doivent pas occulter l'évolution en cours : également puissance du Pacifique, l'Amérique commerce de plus en plus avec l'Asie (et avec l'Amérique latine). En

1992, les exportations américaines vers la région Pacifique se sont élevées à 120 milliards de dollars. Ron Brown, le secrétaire au commerce, détaille ainsi les gros des exportations américaines : 26 % avec l'Europe de l'ouest, 20 % avec l'Asie du Nord et 30 % avec l'Asie. Au vrai dire, c'est surtout l'Asie qui commerce de plus en plus avec l'Amérique : dans leurs relations commerciales avec la zone Pacifique, les Etats-Unis ont enregistré un déficit de près de 1 000 milliards de dollars, ce qui profite au Japon et de la Chine. Vrai aussi : l'Amérique retire, progressivement, ses troupes d'Europe, alors qu'elle maintient l'essentiel de son dispositif militaire en Asie, où les Etats-Unis ont pris pays y viennent une grande faune, une grande chimie et japonais.

Le risque de décevoir

En juillet, à Tokyo, M. Clinton avait annoncé l'avènement d'une « nouvelle communauté du Pacifique ». Pour célébrer l'événement, il a décidé que la prochaine réunion annuelle des ministres des quinze pays de l'APEC se tiendrait au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. D'où le « sommet » de Seattle. L'objectif proclamé de l'administration démago est aussi ambitieux que vague : promouvoir le commerce régional — notamment ouvrir ces marchés aux produits américains — et la démocratie; en somme, ébranler les barrières douanières et les obstacles aux libertés publiques.

En rehaussant le niveau de la réunion de l'APEC et en annonçant un aussi vaste programme, M. Clinton prend pourtant le

risque de susciter des déceptions si la rencontre ne se traduit que par une enthousiaste rhétorique. Or c'est bien ce qui pourrait arriver. Car l'APEC, forum consensuel, sans pouvoir, regroupant des nations très différentes, souvent sans autre point commun que le fait d'être situées dans l'immense zone du Pacifique, n'est pas habilité à édicter des mesures concrètes de libéralisation du commerce.

« Les quinze économies qui forment ce forum représentent des intérêts si divergents, si concurrents », écrit le *New York Times*, « que l'absence d'assurance de la Communauté européenne ne sera pas possible avant deux années, s'il y voit jamais le jour ».

Reste la symbolique, spectacle en soi de cette situation. L'union des chefs d'Etat du Pacifique en terre américaine. Le point fort du volet politique devrait être le tête-à-tête entre Bill Clinton et le président chinois, Jiang Zemin. Avec le Japon, partenaire évidemment central pour les Etats-Unis en Asie, le différend est surtout commercial : l'administration Clinton est déterminée à obtenir une plus grande ouverture du marché nippon, au risque de mettre à l'épreuve les relations politiques et militaires qu'entretiennent les deux pays. Avec les plus « petits » des membres de l'APEC, la situation est plus simple : ces partenaires semblent tenir par-dessus tout au maintien de la présence américaine dans la région, afin d'équilibrer la prépondérance des géants chinois et japonais.

ALAIN FRACHON

Les exigences de Pékin

A la différence du Japon jadis, la Chine ne bénéficiera pas — elle en est consciente — de l'accès illimité aux marchés du monde industrialisé qui serait nécessaire à son essor. C'est ce qui explique en grande partie sa présence, assez incongrue si l'on considère la nature encore très rigide de son mode de gouvernement : le chef en titre du régime chinois, Jiang Zemin, se rend, en effet, à Seattle dans la position très particulière d'être le seul dirigeant communiste.

Certes, la Chine n'est plus communiste que sur le papier. Cependant, l'Asie est le seul continent où demeurent plusieurs régimes issus de cette idéologie et si Pékin a renoncé à constituer avec eux un bloc idéologique, cette capitale s'efforce, en leur compagnie, de maintenir une communauté d'intérêts en contradiction stratégique avec bien des aspects de la politique américaine.

Autre paradoxe : la Russie, qui, contrairement à la Chine, a emprunté la voie politique pour sortir du communisme, est absente de la réunion, en dépit de sa façade sibérienne sur le Pacifique. Bizarrie, encore Pékin entretient avec deux de quinze participants - Hongkong et Taiwan - des relations conflictuelles, résultant de sa revendication de souveraineté sur ces pays.

Bexley



Embanchoirs en hêtre massif
 du 38 au 48

1 paire	190 F
2 paires	250 F
5 paires	500 F

BARK

Paris-7, 30, bd Raspail, 3^e étage-Boisguyon
 Lyon-7, 28, rue Lanterne, 5^e étage-de Ville
 Lyon-7, 4, rue Childéric, 5^e étage
 Bexley 5 PC, 30, rue Lanterne LYON 69008

45-46-47-48
 76-78-80-82
 72-80-20-52



Faire gare
Saint-Lazare
15, pl. du Havre
43-67 34-64

tous les week-ends
now

**GRANDS
OU
FORTS**

Rafal

هكذا من الأهل

INTERNATIONAL

et en Amérique du Nord

Les réticences de l'Asie du Sud-Est

BANGKOK.
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Dans son premier projet de forum économique de l'Asie-Pacifique, Gareth Evans, ministre australien des affaires étrangères, n'avait pas pensé aux Américains. Et c'est à la demande de Tokyo - pressé par Washington qui s'inquiétait de voir le Japon dominer un forum économique asiatique - que, lors de sa naissance en 1989, l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) a ajouté les Etats-Unis et le Canada aux neuf pays initiaux de l'Asie (ASEAN et Corée du Sud) et du Pacifique (Australie et la Nouvelle-Zélande, auxquels se sont jointes les «trois Chinoises»).

Au sein de ce qui n'était qu'un club régional jusqu'à ce que le président Clinton, en convoquant la réunion de Seattle, lui donne une aura imprévue, les positions sont à présent inversées. D'un côté, se dégage un axe américain-australien, favorable à une structuration croissante de l'APEC. Mais, par ailleurs, c'est l'ASEAN qui a offert, à ce jour, la seule vraie plate-forme de négociations et d'échanges dans la région - à l'occasion de ses réunions ministérielles annuelles suivies de discussions avec ses

partenaires (Etats-Unis, Japon, CEE, Australie, Nouvelle-Zélande, Corée du Sud), ses invités (Chine, Russie) et ses observateurs (Vietnam, Laos). L'ASEAN exprime donc de sérieuses réserves face à l'éventuelle transformation de l'APEC en une organisation régionale qui, à ses yeux, serait fatalement dominée par les trois grands de l'Asie-Pacifique : Etats-Unis, Japon et Chine.

Au sein de l'ASEAN, la Malaisie est la plus nettement hostile à une prédominance de l'APEC; et c'est, avant tout, pour cette raison, que son premier ministre, Mahathir Mohammad, a annoncé qu'il ne se rendrait pas à Seattle. Kuala Lumpur s'en tient, pour l'instant, à son projet d'EPEC (East Asia Economic Caucus, une instance où ne figureraient pas les Américains) que les cinq autres Etats de l'ASEAN ont entériné à condition - la réserve est importante - que l'APEC coiffe l'EPEC. Mais l'Indonésie, elle aussi, a ses réserves : elle souhaite que l'APEC demeure un organe «consultatif». La Thaïlande et Singapour ont également émis des restrictions envers l'APEC. L'ASEAN a déjà opposé son veto à une proposition américaine qui revenait à contraindre les membres de l'APEC à appli-

quer d'éventuels accords commerciaux régionaux. De toute façon, l'ASEAN souhaite d'abord mettre en place sa propre zone de libre-échange (AFTA, Asian Free Trade Area), dont le lancement se remonte qu'à janvier 1992 et dont la réalisation est prévue sur quinze ans.

Le secrétariat à Singapour

Pour calmer les appréhensions de l'ASEAN, les Etats-Unis avaient accepté, lors de la quatrième conférence ministérielle de l'APEC, en septembre 1992 à Bangkok, que le secrétariat du forum s'installe à Singapour, avec un modeste budget annuel de 2 millions de dollars. Pour des raisons identiques, le projet de structuration de l'APEC ne devait pas être trop mis en avant à Seattle. Un rapport sur ce sujet écrit par onze «éminentes personnalités» propose, en effet, que «l'APEC» soit remplacée par un acronyme suggérant mieux la volonté d'aboutir, au lieu d'un simple slogan, à la création d'une véritable «Communauté économique de l'Asie-Pacifique».

Il reste à se demander si l'intégration économique de la région couverte par l'APEC est inducti-

ble et si, au cas où l'hypothèse prendrait corps, l'ASEAN ne devrait pas, un jour, lever ses actuelles réserves. Un récent rapport japonais a souligné qu'en Asie de l'Est l'intégration économique croît plus vite qu'au sein de la seule ASEAN. Enfin, le processus d'intégration entre l'Asie de l'Est, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande est déjà en cours. L'avenir des Etats de l'ASEAN dépendra donc non seulement de leur capacité à mettre en place l'AFTA, mais aussi de la façon dont la division du travail, au sein de cette zone de libre-échange, s'intégrera dans le mécanisme de croissance rapide de l'Asie de l'Est.

Sur ce point, comme sur d'autres, la réunion de Seattle intervient donc, vu d'ici, un peu tôt. En revanche, si le Congrès américain avalise l'ALENA (zone de libre-échange nord-américain), la diplomatie américaine aura sans doute moins de peine à obtenir, à Seattle, l'appui des autres membres de l'APEC en faveur d'un accord, le 15 décembre, sur l'Uruguay Round - ce qui aurait pour effet d'exercer davantage de pressions sur une Europe du coup davantage isolée.

JEAN-CLAUDE POMONTI

La bataille autour de l'ALENA reste indécise aux Etats-Unis

Le président Bill Clinton a poursuivi, lundi 15 novembre, ses efforts en vue de persuader les membres de la Chambre des représentants de voter mercredi en faveur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Le traité qui supprimerait en quinze ans toutes les barrières douanières entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique. Pressions, marchandages.

WASHINGTON

de notre correspondant

Une douzaine de voix... A vingt-quatre heures d'un scrutin crucial - mercredi 17 novembre - à la Chambre des représentants, il manquait toujours au moins une douzaine de voix au président Bill Clinton pour faire passer le projet de traité sur la création d'un marché commun avec le Canada et le Mexique (l'ALENA, accord de libre-échange nord-américain).

C'est à peu près le seul sujet dont débattait la classe politique depuis une semaine, le seul qui occupe l'emploi du temps du président et qui fasse la «une» de la presse. Ce n'est pas une affaire qui mobilise les foules à la manière d'une campagne électorale : on débat à la télévision, à longueur d'émissions, ou à coups de monstrueuses campagnes de publicité - pour ou contre - dans les journaux. On négocie dans les arrière-chambres du pouvoir, à coups de pressions, d'arguments et de promesses, pour «acheter» les membres de la Chambre des représentants encore hésitants et qui devraient faire la différence.

La bataille se chiffre en dizaines de millions de dollars. A en croire de fort mauvaises langues, jamais le président n'aurait reçu autant de parlementaires et jamais la Maison Blanche n'aurait entant promis : ici une usine, là un coup de main administratif, ailleurs encore un projet fédéral, etc.

Certains engagements pris à cette occasion et destinés à protéger les producteurs américains de sucre, céréales et agrumes, notamment en Floride, sont un concentré de tout ce que les Etats-Unis reprochent à l'Europe en matière de politique agricole.

Selon l'administration, la centrale syndicale AFL-CIO, riche même si en perte de vitesse depuis quelques années, n'est pas moins active et opposée à l'ALENA, menace de couper les fonds à tel ou tel parlementaire démocrate sur le point de se décider en faveur du traité. Les «anti» peuvent également

compter sur la fortune personnelle d'un de leurs chefs de file, le milliardaire texan Ross Perot. A la Chambre, deux des plus importants dirigeants du groupe démocrate, David Bonior (Michigan) et Richard Gephardt (Missouri), mènent la bataille contre l'ALENA. Ils développent un double argument : le traité va «accélérer» encore le mouvement de «délocalisation» industrielle au profit du Mexique, évolution qui pourrait coûter un demi-million d'emplois aux Etats-Unis ; le traité va constituer un moyen de pression supplémentaire sur les salaires, puisque les travailleurs américains vont se trouver en concurrence directe avec leurs collègues du sud de la frontière payés de deux à dix fois moins.

Alliance avec les républicains

Sur 258 démocrates à la Chambre, une centaine seulement seraient décidés à voter pour l'ALENA ; la Maison Blanche pourrait aussi compter sur une centaine de républicains (sur 175). Il faut 218 voix pour que le traité «passe» (1).

La situation dans son propre parti oblige donc M. Clinton à une alliance avec l'opposition : aux républicains qui auront voté pour l'ALENA, la Maison Blanche promet un traitement de faveur lors de la campagne pour les législatives de novembre 1994. Selon un sondage Washington Post/ABC News, l'opinion est divisée à parts égales : 42 % des Américains seraient pour le traité, 42 % contre.

Les pro-ALNA estiment que l'enjeu du vote de mercredi va bien au-delà d'un projet de zone de libre-échange avec le Canada et le Mexique ; il s'agit, ni plus ni moins, de la capacité des Etats-Unis à rester une puissance commerciale tournée vers l'extérieur.

Le camp Clinton a fixé la barre très haut, prenant le risque d'un échec d'autant plus coûteux. Le vice-président Albert Gore disait, dimanche, qu'une défaite aurait des répercussions «catastrophiques» pour la politique étrangère de l'administration Clinton. Proche de Bill Clinton, inlassable et brillant défenseur de l'ALENA, Bill Bradley, sénateur du New Jersey, assurait que la présidence démocrate «serait en danger» en cas de vote négatif.

ALAIN FRACHON

(1) La Chambre compte 435 sièges (238 démocrates, 175 républicains, un indépendant et un siège vacant pour cause de décès).

JEAN FAVIER

de l'Institut

DICTIONNAIRE DE LA FRANCE MÉDIÉVALE

Pour longtemps un ouvrage de référence, de lecture, d'émerveillement... L'ouvrage fourmille de détails surprenants, excitants pour qui s'intéresse à l'histoire... Le Favier nous invite à un voyage sans fin, à saute-mouton, à saute-page. On se laisse aller. On peut tout à coup bifurquer. On peut revenir en arrière. C'est délicieux.

Bernard Pivot, Lire



Relié sous emboîtement
Prix de souscription : 590 F
jusqu'au 31 décembre (750 F ensuite)

ONZE SIÈCLES (V^e-XV^e siècle)

1016 pages, 5835 entrées, 265 illustrations en noir et blanc, 51 illustrations en couleurs, 27 cartes et plans, 19 généalogies.

FAYARD

PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Communes : SAINT-LAURENT-DU-VAR, LA GAUDE et NICE

RN 202

Projet de création d'une route nouvelle à 2 x 2 voies, section LA GAUDE-SAINT-ISIDORE.

Maitre d'ouvrage : l'Etat, pris en la personne de M. le directeur départemental de l'équipement des Alpes-Maritimes.

2^e AVIS D'ENQUÊTE

ENQUÊTE PUBLIQUE DES ALPES-MARITIMES
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Informes le public qu'il sera procédé sur le territoire des communes de SAINT-LAURENT-DU-VAR, LA GAUDE et NICE en exécution de l'arrêté préfectoral en date du 14 octobre 1993.

- 1^{re} à une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de création, pour la RN 202, d'une route nouvelle à 2 x 2 voies, section LA GAUDE-SAINT-ISIDORE.
- 2^e à une enquête publique sur les modifications que le projet apporte au plan d'occupation des sols des communes susmentionnées.

Les pièces du dossier ainsi que les registres seront déposés en mairie de SAINT-LAURENT-DU-VAR, siège des enquêtes, du 15 novembre au 17 décembre 1993 inclus (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) afin que chaque puisse en prendre connaissance : de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 (17 h les vendredis).

Des dossiers et des registres subsidiaires seront déposés, en mairie, durant la même période, selon les modalités suivantes :

- 1^{re} LA GAUDE
- du lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30
- le samedi : de 9 h à 12 h.
- 2^e NICE
- du lundi au vendredi : de 8 h 30 à 17 h (15 h 45 les vendredis).

Toutes observations pourront être consignées sur les registres mis à la disposition du public dans les trois mairies précitées ou adressées par correspondance en mairie de SAINT-LAURENT-DU-VAR, au Président de la commission d'enquête désignée le 1^{er} octobre 1993 par le président du tribunal administratif de NICE et dont la composition est la suivante :

M. Pierre MOUCHART, ingénieur des travaux publics de l'Etat en retraite, président.
M. Pierre AICARD, ingénieur civil des mines en retraite ;
M. Jean-Louis BERARD, ingénieur du Génie civil et des travaux publics.

Les membres de la commission d'enquête se tiendront à la disposition du public à la mairie de SAINT-LAURENT-DU-VAR, les 24 novembre, 8, 16 et 17 décembre 1993, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

A l'ISSUE des ENQUÊTES PUBLIQUES

Les registres d'enquête seront clos et signés par les maires des communes intéressées qui les adresseront dans les vingt-quatre heures, avec le dossier, au président de la commission d'enquête.

Celui-ci adressera l'ensemble accompagné de ses conclusions motivées et du procès-verbal des opérations dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête fixée ci-dessus à :

- M. le préfet des Alpes-Maritimes, pour la commune de NICE ;
- M. le sous-préfet de GRASSE, pour les communes de son arrondissement, qui transmettra le tout, avec son avis, à M. le préfet des Alpes-Maritimes.

LES CONCLUSIONS

Copie des conclusions de la commission d'enquête sera déposée en mairies des communes précitées, à la sous-préfecture de Grasse et à la préfecture des Alpes-Maritimes (direction des affaires interministérielles - bureau de l'environnement et de l'urbanisme), où toute personne physique ou morale intéressée pourra en demander communication à M. le préfet des Alpes-Maritimes.

NICE, le 14 oct. 1993.
pour le préfet des Alpes-Maritimes,
le secrétaire général,
Philippe REY.

FRANÇOIS DEL...

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01
36.15 Code A3T puis OSP sur MINITEL

Vente sur conv. de saisie immobilière, au palais de justice de CRÉTEIL,
le JEUDI 25 NOVEMBRE 1993, à 9 h 30, en un lot

UN APPARTEMENT ET UN STUDIO
dépendant d'un immeuble, au troisième étage, sis à

CHARENTON-LE-PONT (94)

50, rue de Conflans

App. comp. entré., séj., 3 ch., cuis., bains, w.c. et 2 balcon. Studio : séjour,
cuis., bains avec wc. Deux caves en 700. Et 2 parkings

MISE A PRIX : 750 000 F

S'adresser M^{re} TACNET, avocat à CHAMPIGNY (94), 20, c. J.-Jaures.
M^{re} PAQUET, avocat à PARIS-7, 27, bd Raspail. Tél. : 43-44-52-95
M^{re} PELLEGRINI, mandataire judiciaire à St-MAUR (94), M^{re} MAGLO.
avocat à CRÉTEIL, M^{re} BOISSÉL, avocat à PARIS-5. S'iléun pour visiter.

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS
le **LUNDI 6 DÉCEMBRE 1993**, à 14 heures
EN UN SEUL LOT :

IMMEUBLE à PARIS (2^e)
64, rue Greneta
cadasté section AM, numéro 151 pour 5 a 56 ca

MISE A PRIX : 5 212 900 F

S'adresser à : **M. C. J. FREAU**, avocat, 64, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS, tél. : 48-74-46-46. **M. Jacques COPPER-ROYER**, avocat, 42, rue Ampère, 75017 PARIS, tél. : 47-56-21-02 et 47-62-26-15. **M. Marie PLAGNIES-DELAVAL**, avocat, 19, rue de Sévigné, 75008 PARIS, tél. : 42-94-01-11. **M. Georges MEÛSSE**, avocat, 42, rue d'Ulysse, 75008 PARIS, tél. : 43-67-37-53.

Sur les lieux pour vis : le **MERCREDI 1^{er} DÉCEMBRE 1993**, de 14 heures à 16 heures et le **VENDREDI 3^e DÉCEMBRE 1993**, de 14 heures à 16 heures.

ISRAËL : discrète célébration du cinquième anniversaire de la proclamation de « l'Etat de Palestine ». - Les Palestiniens des territoires occupés ont célébré très discrètement, lundi 15 novembre, le cinquième anniversaire de la proclamation de « l'Etat de Palestine » par Yasser Arafat, le 15 novembre 1988, à Alq...

Pour sa part, Alain Juppé, a déclaré, lundi, lors d'un déjeuner organisé par l'association de la presse étrangère, vouloir maintenir un « dialogue critique » avec l'Iran. « Je ne suis pas d'avis que le meilleure manière de faire progresser ses idées soit de couper le dialogue », a-t-il dit. A son avis, « la pratique généralisée de l'embargo ar du blocus n'est pas une méthode diplomatique ». — (AFP, Reuters.)

RECTIFICATIF : Le vote des habitants de Tirourda. - Les habitants de Tirourda, en Algérie, se sont prononcés majoritairement en faveur du Front des forces socialistes (FFS), lors du premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991, et non pas, comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article paru sous le titre « Vigilance en Kabylie », dans le Monde du 2 novembre, lors du scrutin municipal du 12 juin 1990, auquel le FFS n'a pas participé.

محكمة العدل

POLITIQUE

La polémique sur les trente-deux heures

Les sénateurs imposent leur point de vue aux députés sur la réduction du temps de travail

■ LA «SEMAINE DE QUATRE JOURS» DISPARAIT. La commission mixte paritaire (CMP), réunie le 15 novembre pour trouver un terrain d'entente entre les députés et les sénateurs sur le projet de loi quinquennale sur l'emploi, a entériné l'expérimentation de la réduction du temps de travail annuel d'au moins 15 %, accompagnée d'une diminution de salaire. La CMP a simplement retiré la référence explicite aux «trente-deux heures» ou «semaine de quatre jours».

■ LE PROJET GIRAUD. Après l'accord de la CMP, le projet de loi quinquennale sur l'emploi, présenté par Michel Giraud, ministre du travail, et sur lequel le gouvernement a déclaré l'urgence, devait être adopté sans autre modification, jeudi 18 novembre, par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Beaucoup de bruit pour rien : le titre de la pièce de Shakespeare résume bien l'aboutissement de la querelle entre députés et sénateurs sur l'amendement adopté par ces derniers, et permettant l'expérimentation de la réduction du temps de travail, popularisée, à tort, sous le slogan de la «semaine des trente-deux heures». Cello-ci n'était, en effet, qu'une des formules possibles, dans le cadre de l'annulation, de la réduction «de la durée initiale de travail d'au moins 15 %».

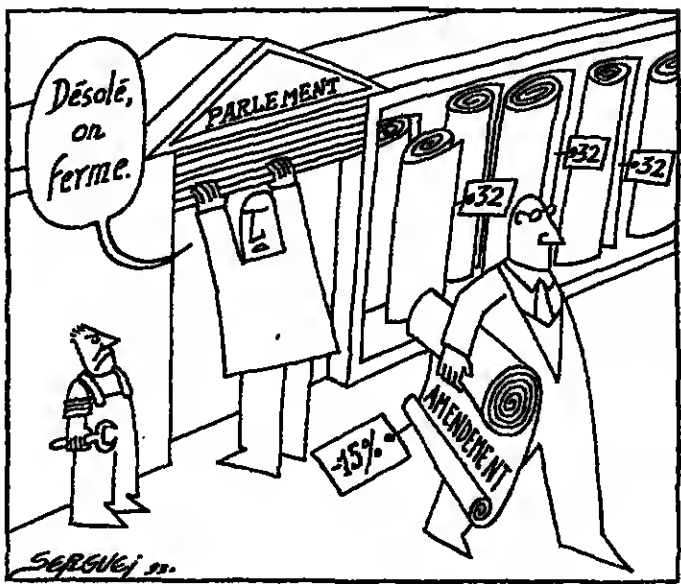
Ces termes, de même que les obligations d'accord négocié dans l'entreprise et de réduction de salaire, sont scrupuleusement conservés dans le texte de l'amendement Péricard-Fourcade, du nom des deux présidents des commissions des

affaires sociales de l'Assemblée nationale et du Sénat - qui a obtenu la majorité lors de la commission mixte paritaire (CMP) du 15 novembre. Neuf parlementaires ont voté pour : Michel Péricard (RPR), Jean-Yves Chamard (RPR), Jean-Pierre Delalande (RPR), Denis Jacquet (UDF) et René Cannaun (UDF) pour les députés ; Jean-Pierre Fourcade (Rég. et ind.), Jean Madelain (UC), Jacques Legendre (RPR) et Jean Chérioux (RPR) pour les sénateurs. Deux se sont abstenus : Hervé Novelli (UDF) et le sénateur Louis Souvet (RPR). Mais ils n'ont pas souhaité voter contre, avec la gauche représentée par le député Michel Berson (PS) qui considère que «le texte a été aggravé» et les sénateurs Marie-Madeleine Dieulangard (PS) et Michelle Demessine (PC).

mépris à encore affirmé M. Péricard, il laisse le temps au gouvernement de changer d'avis.

L'amendement Péricard-Fourcade a remplacé «l'aide de l'Etat» par «la compensation partielle par l'Etat des cotisations sociales à la charge des employeurs», en précisant que cette «quote-part» est égale «à 40 % des cotisations la première année et 30 % les deux années suivantes». Elle n'est accordée, par convention avec l'Etat, que si les entreprises s'engagent à procéder «dans un délai de six mois» (au lieu de trois mois prévus par le Sénat) à des embauches «correspondant au moins à 10 % de leur effectif moyen annuel» et de conserver ce niveau pendant trois ans.

CLAIRE BLANDIN



COMMENTAIRE

Double constat de carence

AU-DELA des questions de fond posées par la réduction du temps de travail, une question de forme - mais qui n'a rien de secondaire - aura été soigneusement évacuée. Les députés et sénateurs étaient les seuls capables et les mieux placés pour se prononcer sur l'opportunité d'une telle décision.

Un curieux consensus s'est constitué pour considérer que le problème des 32 heures ou de la semaine de quatre jours devait tomber dans le domaine exclusif de la loi. Certes, la question, est d'importance. Mais qui peut vraiment croire qu'une telle décision puisse être imposée d'en haut ? Devenu un enjeu politique, le débat paraît devoir s'achever en queue de poisson. Evidemment, la majorité ne se gêne pas pour renvoyer aux entreprises le soin de gérer les

faux-semblants dont elle a accouré lundi 15 novembre. Pourtant, il est plus logique d'inverser le démonte et de solliciter au préalable les partenaires sociaux - comme le suggère, en Allemagne, l'exemple de Volkswagen - afin qu'ils tentent de jeter les bases d'un compromis. Ces dernières années, ce fut le cas sur le droit de licenciement ou sur les formes de travail précaire. Alors que les hommes politiques condamnaient, il n'y a pas si longtemps, la façon «trop systématique» dont furent introduites les trente-neuf heures en 1982, ils viennent de tomber à pieds joints dans le même travers.

Il est vrai que, si les parlementaires ont allégrement plié leurs plates-bandes, les partenaires sociaux ont fait preuve d'une étonnante discrétion. Mis à part quel-

ques déclarations trop empreintes de langue de bois pour passer sur la discussion, les syndicats, et plus encore la CNPF, sont restés au retrait. Dans ces conditions, le constat de carence des parlementaires est aussi la conséquence d'un autre constat de carence, celui des partenaires sociaux.

L'incapacité de la société française à apporter une réponse efficace à la montée du chômage n'est sans doute pas le résultat d'un manque d'imagination. Entre autres, elle tient également à l'incapacité du dialogue social dans la plupart des entreprises. C'est-à-dire à l'impossibilité de négocier des compromis au niveau le plus adapté, qui n'est pas toujours celui de la loi.

JEAN-MICHEL NORMAND

CLÉS/Chronologie

■ 2 octobre. L'Assemblée nationale rejette un amendement défendu par Jean-Yves Charnard (RPR, Vienne) qui vise à inciter les entreprises à recourir au travail à temps partiel en les exonérant de charges sociales selon un «taux majoré». Michel Giraud avait refusé de reprendre cet amendement au compte du gouvernement, alors qu'Edouard Balladur venait d'exprimer sa préférence pour «l'expérimentation», plutôt que pour la voie législative.

■ 3 novembre. Alors que le Palais du Luxembourg a engagé, la veille, la discussion sur le projet de M. Giraud, deux sénateurs, Jean-Pierre Fourcade (Rég. et ind.) et L. Haute-Seine (ex-PS) ont obtenu un accord sur la réduction de deux heures hebdomadaires. Ils ont obtenu la reconnaissance de la réduction de deux heures hebdomadaires, ce qui permettrait une réduction, de 15 % du temps

de travail annuel - pouvant éventuellement prendre la forme du passage à la semaine des trente-deux heures - à la condition qu'elle soit assortie d'embauches.

■ 8 novembre. Les sénateurs adoptent de justesse, par 147 voix contre 138, les deux amendements Fourcade-Larcher. La majorité s'est divisée lors du vote tardif que les groupes PS et PC, qui refusaient toute réduction de salaire, ont voté contre.

■ 9 novembre. Le groupe UDF de l'Assemblée nationale - y compris ceux de ses membres partisans du partage du travail, tel Gilles de Robien (Somme) - se prononce contre les amendements Fourcade-Larcher.

■ 10 novembre. Le groupe RPR de l'Assemblée nationale se prononce pour la suppression dans le texte des amendements du Sénat de la référence explicite aux trente-deux heures.

L'avantage du bicamérisme

«Nous avons sorti du texte les deux phrases qui faisaient peur», ont expliqué MM. Péricard et Fourcade au terme de la CMP : «les trente-deux heures» qui étaient «symboliques» et «l'aide de l'Etat qui semblait «dirigiste». «On peut parler maintenant des trente-trois heures», a plaisanté M. Péricard, car cela correspond à une réduction d'au moins 15 % de la durée initiale de trente-neuf heures.

Il a reconnu que la CMP était restée proche des dispositions adoptées au Sénat sur ce point comme sur d'autres, notamment sur les aides à l'emploi dans les PME et à la création des PME. «Le gouvernement a accepté au Sénat des mesures qu'il avait refusées à l'Assemblée. C'est l'avantage du bica-

Après l'assemblée générale de Lille

Les «reconstructeurs» communistes se félicitent de l'orientation adoptée par les Verts

Gilbert Wasserman a commenté, lundi 15 novembre, dans la Lettre d'ADS - bulletin de l'Alternative pour la démocratie et le socialisme, le mouvement reconstructeur de Marcel Rigout (ex-PC) - la victoire de Dominique Voynet lors de l'Assemblée générale des Verts à Lille (Le Monde du 16 novembre), en écrivant qu'il s'agit d'un «événement politique majeur (...) pour l'écologie politique, elle-même, qui se donne enfin des moyens d'exprimer pleinement sa vocation à la transformation sociale» (sic) pour la gauche alternative. Le mouvement des radicaux de gauche (MRC) se réjouit de «la volonté affichée par les Verts d'approfondir leurs relations avec les formations de gauche et de participer au dialogue qui doit permettre de rassembler les hommes et les femmes de progrès».

Au contraire, Jean-Jacques Bertrand, porte-parole national des Verts indépendants, a annoncé la création prochaine d'une «coordination» des Verts, «un regroupement souple et pragmatique des militants qui ont quitté ou vont quitter les Verts, à la suite de l'Assemblée générale du week-end et de ceux qui ont choisi, depuis l'intérieur du parti, de résister à la poussée de la gauche».

La coordination des écologistes indépendants, qui regroupe des anciens militants Verts, a également réagi en estimant que cette assemblée générale a été dominée par des «querelles politiciennes». Christine Soudans (ex-Verts), conseillère régionale du Nord, estimant que «les Verts de gauche ont remis le mouvement des Verts dans le giron de la gauche», a annoncé la création d'un «Mouvement indépendant des écologistes libres du Nord-Pas-de-Calais».

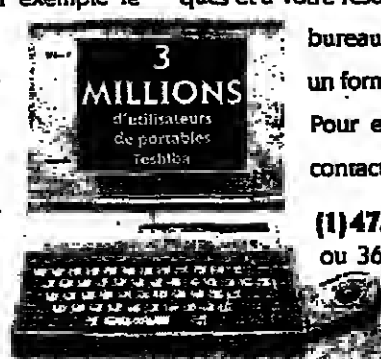
Votre bureau sans papier



Un format A4

La bureautique traditionnelle utilise une quantité énorme de papier. Comme les ordinateurs de bureau ne se déplacent pas, on emporte avec soi les données imprimées. La solution Toshiba avec les portables T4600 et le dernier T4700: des performances d'ordinateur de bureau avec l'encombrement d'une feuille A4. Prenons par exemple le modèle T4700CT: avec son processeur Intel 586 enhanced 1486 DX2/50MHz, son écran couleur 9,5" à matrice active

et son disque dur de 340 Mo, il a la puissance de plusieurs ordinateurs de bureau. Son panneau de contrôle QuickRead™, ses touches de configuration instantanée et sa souris BallPoint™ sans fil lui donnent une grande facilité d'utilisation. Glissez-le dans la Desk Station IV Toshiba et vous êtes connectés à vos périphériques et à votre réseau. Pour votre bureau sans papier, un format A4 suffit. Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1) 47.28.29.29 ou 3615 Toshiba.



L'Empreinte de Demain
TOSHIBA
Micro-Informatique • Fax • Copieurs

Un entretien avec Charles Pasqua

THIERRY BRÉHIER

ANNE CHAUSSEBOURG

PHILIPPE BERNARD

(1) Neuf pays ont été déclarés sûrs par le Bundestag : Bulgarie, Gambie, Ghana, Pologne, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, République tchèque, Hongrie.

هكذا من الداخل

POLITIQUE

Un entretien avec Charles Pasqua

Suite de la première page

Mais cette recommandation n'est suivie d'aucun acte. Elle est devenue celle du gouvernement. Et lorsque nous prenons une décision, nous en mesurons toutes les implications. Nous avons des preuves que des éléments islamistes - ni infiltrés, ni manipulés - étaient bien impliqués dans l'assassinat de deux de nos compatriotes et l'enlèvement de trois de nos agents consulaires. Nous avons le devoir de savoir s'ils avaient bénéficié de complaisances en France. C'est ce que nous avons recherché.

Cette opération n'a-t-elle pas été trop bruyamment menée, au point d'inquiéter les communautés françaises vivant en Algérie ?

Qui a médiatisé cette opération, sinon les médias ? A-t-elle fait le moindre décalage ? Ce sujet ? Mais nous n'allions pas agir de manière clandestine sur notre propre sol. Quant à nos compatriotes vivant en Algérie, bien sûr que nous pensons à eux et que nous nous soucions de leur sécurité. C'est un vieux débat, que tous ceux qui se sont engagés dans la Résistance ont bien connu : la France doit-elle accepter d'être menacée dans ses intérêts légitimes ? Doit-elle se couvrir à la moindre menace ?

Cette mise au pas des islamistes...

Non, des intégristes. Ce n'est pas la même chose. L'islam n'est pas en cause.

« Une religion qui a sa place dans notre pays »

Néanmoins, ces opérations policières, contre les intégristes musulmans en France, ne risquent-elles pas de créer le choc sur les communautés musulmanes dans son ensemble ?

Je le répète : l'islam n'est pas visé. En tant que tel, c'est une religion qui a sa place dans notre pays. Les musulmans de France peuvent exercer, en toute quiétude, leur liberté de culte : de ce point de vue, il n'y a aucune ambiguïté. D'ailleurs, les musulmans vivant en France ne veulent pas être confondus avec les intégristes qui ne sont qu'une petite poignée. Même dans le monde musulman, ils sont une infime minorité.

Y a-t-il eu, dans cette affaire, une parfaite identité de vues entre l'Elysée et Matignon ?

L'Elysée a été informé de l'opération. De ce côté-là, aucune remarque d'aucune sorte. Mais l'action à conduire était de la compétence du gouvernement, pas de celle du président de la République. Nous n'étions pas dans le « domaine partagé » de la politique étrangère, mais bien dans celui de la sécurité intérieure.

Votre attitude est-elle différente de celle du précédent gouvernement ?

Dans ce domaine, notre politique est certainement plus volontariste que celle de nos prédécesseurs, qui ont laissé faire. Peut-être avaient-ils une moindre conscience de l'acuité du problème. Ainsi a-t-on toléré les agissements d'un certain nombre d'associations qui abusent de notre hospitalité.

L'extrême droite a critiqué l'opération contre les réseaux islamistes, estimant que vous étiez la fau d'une guerre civile algérienne sur la territoire français. Que lui répondez-vous ?

Les critiques de M. Le Pen ne m'ont pas échappé. Lui, il

pratique l'arnabisme. Il est clair que tout ce qui peut conduire à la xénophobie fait prospérer son fonds de commerce. Je crois, moi, que le seul moyen d'empêcher l'exploitation par l'extrême droite de la situation actuelle, c'est de prouver aux Français que nous prenons les mesures nécessaires pour faire respecter l'ordre et la loi.

Cette opération n'a-t-elle pas été trop bruyamment menée, au point d'inquiéter les communautés françaises vivant en Algérie ?

Une meilleure coordination serait souhaitable et nous nous y employons. Les déclarations faites par un certain nombre de gens en Grande-Bretagne, en Allemagne ou aux Etats-Unis ont suscité, de la part du gouvernement français, des démarches diplomatiques. Nous avons pris conscience bien avant nos partenaires européens de la réalité de la menace intégriste. Peut-être sommes-nous plus exposés. Mais je suis sûr qu'ils seront conduits à prendre les mêmes mesures que nous.

Ce coup de filet est-il porteur d'un message politique ?

Une opération comme celle-ci l'est évidemment. Même s'il s'agit de l'abaissement d'observations qui ont pris de longs mois. Elle peut être considérée, en l'occurrence, comme liée à la situation en Algérie. Mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel est que la France, je le redis, n'acceptera plus, sur son sol, d'activités de quelque organisation que ce soit de nature à nuire à ses intérêts ou qui soit contraire à ses lois.

Mais, en agissant de la sorte, n'avez-vous quand même pas le sentiment de cautionner le pouvoir en place à Alger ?

C'est possible mais ce n'est pas le but recherché.

Le choc de soutien sans réserves le pouvoir en place en Algérie n'est-il pas discutable dans la mesure où, dans sa riposte aux islamistes, il ne paraît pas respecter les droits de l'homme ?

Il n'y a aucun soutien « sans réserves », comme vous dites. Mais ce qui n'apparaît pas, c'est le sort des gens, des intellectuels notamment, qui en Algérie sont assassinés par les terroristes. J'aimerais que les belles âmes se manifestent un peu plus à ce sujet.

Reste que parer au plus pressé ne suffit pas à définir une politique claire vis-à-vis de l'Algérie.

Notre politique est, cependant, claire. La France a intérêt à avoir, sur l'autre rive de la Méditerranée, des pays qui assurent leur développement économique et où règne la stabilité. Ce n'est malheureusement pas le cas de l'Algérie, pays avec lequel nous liions historiques, culturels, économiques, mais particulièrement forts, puissants et durables. Nous ne pouvons donc que souhaiter que le processus démocratique puisse reprendre sa marche. Mais cela, le gouvernement algérien ne peut pas y réussir tout seul.

« Bâtir une police plus proche des citoyens »

S'agissant de la sécurité, vous venez de charger l'un de vos collaborateurs, Pierre Bordry, d'une mission de réflexion sur la police nationale (le Monde du 14-15 novembre). N'est-ce pas une façon d'éviter la difficulté de le botter en touche, tant les rapports sur ce sujet sont restés sans suite ?

Non, car cette mission est bien précise et son objectif fixé. Elle consiste à préparer un projet de loi d'orientation que j'espère bien présenter dès la session parlementaire de printemps. C'est la même démarche que pour l'aménagement du territoire. La reconquête du territoire consiste à dessiner l'image de la France telle que nous la souhaitons dans vingt ans et à nous donner les moyens d'y parvenir. Et bien, nous allons réfléchir de la même façon à l'avenir de la police nationale, qui doit se mettre en situation de répondre à une



attente essentielle des Français : la sécurité. De la même façon que l'aménagement du territoire va entraîner une clarification des compétences et, par conséquent, des modifications importantes au niveau de l'Etat, des régions, des départements et des communes, de la même façon le ministère de l'Intérieur et la police nationale doivent s'adapter à l'époque qui vient.

J'ai donc chargé deux de mes collaborateurs de cette mission. Mon directeur de cabinet, Joël Thoraval, doit réfléchir à l'adaptation ou à la transformation des structures du ministère de l'Intérieur, en prenant en compte la déconcentration. Pierre Bordry, conseiller pour les libertés publiques, est chargé, lui, en liaison avec les services actifs de la police nationale d'une part, et les syndicats d'autre part, de recueillir les propositions ou les projets afin de faire d'ici six mois un rapport qui aboutira à une loi d'orientation.

C'est donc tout le contraire d'un déengagement en touche. Six mois pour un objectif bien précis : bâtir une police plus proche des citoyens, plus mobile, plus motivée, mieux adaptée aux missions de son temps. Je vous donne rendez-vous au printemps. Vous pourrez juger sur pièces.

Après sept mois au ministère de l'Intérieur, quel constat vous a conduit à ouvrir un tel chantier ?

Je viens d'engager la deuxième phase de mon action. La première, dès que je suis arrivé ici, a consisté à nous doter de nouveaux moyens juridiques, adaptés aux problèmes que nous avons à résoudre. Tant que nous n'avions pas cela, nous restions hors d'état d'agir avec efficacité, notamment en ce qui concerne l'immigration clandestine. Ces moyens, nous les aurons d'ici à la fin de l'année, avec le vote définitif de la loi et la révision constitutionnelle.

Mais, entre-temps, j'ai rencontré les syndicats de policiers. Ils ne m'ont pas seulement parlé de leurs revendications catégorielles, mais de l'avenir de leur profession. Alors que le monde bouge autour de nous, la police a la même organisation depuis trente ans. Alors que nous sommes arrivés à un nombre de policiers suffisamment important, il n'y en a pourtant jamais assez sur le terrain. Ce n'est qu'un exemple, mais il est parlant. La police nationale qui, historiquement, est une police d'ordre doit devenir une police de sécurité. Il faut donc des adaptations. Non seulement sur les horaires mais également sur l'organisation de ce grand corps, dont l'uniformité est un carcan. Les esprits, je crois, y sont prêts. C'est pourquoi j'ai proposé aux syndicats de réfléchir, avec nous, à une nouvelle organisation de la police. Tout doit être remis à plat et tout peut être soumis à discussion. J'espère rencontrer de l'ambition car, moi, j'en ai.

Vous donnez l'impression, avec cette ambition réformatrice, de vous inscrire dans la continuité de vos prédécesseurs socialistes. Avez-vous une vision différente de la période 1986-1988 où vous avez privilégié un discours d'ordre et d'autorité alors qu'aujourd'hui vous admettez que ce n'est plus suffisant ?

C'est toujours nécessaire, et j'ai, cette fois encore, rétabli l'autorité dans cette maison. Mais les choses ont beaucoup évolué depuis cinq ans et, dans de nombreux endroits, frappés par la crise, la police est la dernière institution républicaine. Les Français en attendent de plus en plus. C'est à cette réalité qu'il faut nous adapter.

N'êtes-vous pas étonné qu'un syndicat classé à gauche, comme la FASP, salue vos projets, alors qu'on attend, depuis quelque temps, des grincements de dents du côté des syndicats de policiers proches de la majorité ?

Serait-ce une illustration de votre recentrage politique ?

Nous sommes dans une période qui est propice aux revendications ou aux critiques. C'est le climat général. Mais, honnêtement, je n'ai pas senti de réticence chez les syndicats, quels qu'ils soient, mais plutôt une forte demande de voir les problèmes pris en main. Une impatience, si vous voulez. Tous les policiers, en dehors de toute proximité syndicale ou politique, sentent bien qu'il faut faire évoluer les choses.

Qu'est-ce qu'une police efficace selon vous ?

Une police qui est présente dans la rue, en partant de cette idée simple que le peu de gardien est le commencement de la sagesse. C'est donc une police débarrassée d'un certain nombre de tâches et proche des citoyens.

Qu'allez-vous faire après la révélation des conditions peu respectueuses des droits fondamentaux faites aux étrangers par le centre de rétention de la préfecture de police de Paris ?

On ne peut pas dire que cela soit très satisfaisant. Soit il faut trouver d'autres locaux, soit il faut moderniser ceux qui existent.

« Une absence d'accord sur le GATT ne serait pas l'apocalypse »

Il ne s'agit pas seulement de l'état des lieux, mais du respect des droits individuels...

Je le redis : les étrangers ont droit au respect, et nous y veillerons.

Envisagez-vous d'accorder à des organisations de défense des droits de l'homme la possibilité de visiter régulièrement les lieux où sont retenus les étrangers en situation irrégulière ?

Non. C'est d'abord la responsabilité de l'administration. Mais si elle ne remplit pas sa mission, elle est responsable et doit être critiquée.

Du droit d'asile à l'aménagement du territoire, en passant par des opérations policières qui ont des dimensions diplomatiques, vous êtes en première ligne. Faut-il en conclure que vous souhaitez occuper une place politique particulière au sein du gouvernement ?

Je souhaite remplir ma mission, un point c'est tout. Il est vrai qu'elle n'est pas simple. Je fais d'être ministre d'Etat chargé à la fois de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, cela

me donne évidemment des responsabilités plus importantes, au centre des priorités du gouvernement et qui peuvent être accrues par les urgences. Mais il ne s'agit pas d'une politique personnelle. C'est celle du gouvernement et, au premier chef, celle du premier ministre, avec lequel, tout le monde le sait, je m'accorde très bien.

Néanmoins, certains, dans la majorité, vous présentent comme celui qui bouscule Edouard Balladur. Par exemple sur le GATT, sur lequel un vous dit peu favorable à un accord...

Il faudrait demander à Edouard Balladur s'il a le sentiment que je le bouscule. Les choses, Dieu merci pour lui et pour moi, ne se présentent pas ainsi. Le premier ministre, moi-même et l'ensemble du gouvernement, nous sommes sur la même ligne. Nous ne sommes pas disposés à accepter un accord déséquilibré. En l'état actuel, il l'est.

A un mois de l'échéance du 15 décembre, avez-vous le sentiment que l'on va vers un échec ?

Je n'ai pas de sentiment de ce genre. La position de la France est claire, celle de l'Europe le devient. La balle est dans le camp des Etats-Unis. Mais ce que je peux dire, c'est qu'il ne faut pas redouter une absence d'accord comme si c'était l'apocalypse. Je ne dis pas qu'une crise est bénéfique ou qu'il faut la souhaiter. Je dis qu'on ne doit pas la craindre. La France en a vu d'autres. Que n'a-t-on pas dit quand le général de Gaulle a pratiqué la politique de la chaise vide à Bruxelles ou quand il a quitté l'OTAN ? Pourtant, cela n'a entraîné ni la fin de l'Europe ni l'abandon de nos alliances, rien en contraire... La Terre ne s'arrêtera ni de tourner ni de commercer. Et l'Europe continuera, n'en doutez pas.

Car il y a désormais une grande différence : il y a six mois, la France était isolée et on ne parlait que de l'agriculture. La grande force d'Edouard Balladur a été d'élargir le débat à l'éclair, au coton, aux services, à la culture etc. Aujourd'hui, il y a une politique commune des Douze : l'accord devra être signé à douze et, si la France y signe pas, il n'y aura pas d'accord.

Est-ce que l'opinion que vous avez été au traité de Maastricht a une autre vision de l'Europe depuis qu'il est au gouvernement ?

L'Europe de Maastricht, plus personne ne s'y réfère. Le traité a certes été ratifié, mais bien malin celui qui serait en mesure de dire aujourd'hui ce qu'il en est des fameux critères de convergence économique permettant d'aller vers la monnaie unique. Mais il est vrai, aujourd'hui, que l'Europe des Douze me paraît commencer à prendre conscience des vrais problèmes plutôt que de rester obsédée par ses pouvoirs et ses compétences.

M. Chevènement juge « légitime » le coup de filet contre les islamistes en France

ALGER

de notre correspondant

« L'exagère si je dis que je quitte l'Algérie avec des idées simples », a prudemment dit, lundi 15 novembre, à l'issue d'une visite de trois jours à Alger, Jean-Pierre Chevènement, l'un d'une conférence de presse. Invité de l'Institut national des études en stratégie globale (INSEG), l'ancien ministre de la défense avait donné, la veille, dans une salle archi-comble du ministère des affaires étrangères, une conférence, fort appréciée, sur les relations entre les pays des deux rives de la Méditerranée.

L'homme qui a su démissionner pendant la guerre du Golfe, comme l'ont présenté certains titres de la presse locale, n'en a pas moins été poliment pris à partie, lundi, par les journalistes algériens, curieux de connaître l'avis d'un ancien dirigeant du Parti socialiste sur le comportement « musclé » du nouveau gouvernement français à l'encontre des islamistes algériens vivant en France.

M. Chevènement ne s'est pas défilé. Il est tout à fait excessif de dire que le PS a eu une politique complaisante vis-à-vis du Front islamique du salut », a-t-il souligné. Quant aux récentes opérations policières,

J'ai toujours été partisan de la constructivité européenne, mais de celle des Etats. Maastricht ou non, je crois que nous commençons d'aller dans cette direction. Il a fallu attendre la constitution de ce gouvernement pour qu'enfin la Commission de Bruxelles ne s'arrose plus tous les pouvoirs et que les commissaires européens viennent rendre compte devant le conseil des ministres ! Et si, à l'heure actuelle, le sentiment anti-européen est très fort dans notre pays et va croissant, je ne m'en réjouis pas. Il va nous falloir expliquer aux Français que l'Europe est en train de changer de cap.

« Le clivage sur Maastricht est une querelle dépassée »

L'idée d'une liste unique RPR-UDF pour les élections européennes de 1994 n'a qu'une portée progressive. Or vous souhaitez que le premier ministre en prenne la tête...

Pour les raisons que je viens de vous indiquer. Mais Edouard Balladur y a renoncé. Pour autant, je ne suis toujours pas convaincu qu'on aille vers deux listes. Le clivage entre ceux qui ont voté oui et ceux qui ont voté non à Maastricht est une querelle dépassée. Le fait principal, c'est que nous gouvernons ensemble. Et que, sur l'Europe, nous avons aujourd'hui, pour l'essentiel, la même attitude.

La forte popularité d'Edouard Balladur risque de compliquer le choix du candidat du RPR à l'élection présidentielle. Comment insérez-vous votre action politique dans ce contexte de rivalités latentes ?

Ce qui est certain, d'abord, c'est que les meilleurs candidats sont issus du RPR, quel que soit celui qui sera choisi. Devant n'importe quel candidat de gauche, tous les sondages le confirment, un tel candidat serait gagnant. Ensuite, il appartient aux candidats potentiels de se déterminer. Mais l'élection présidentielle n'est pas une affaire de parti. Ce sont les électeurs qui tranchent. Il serait même souhaitable que ce soient eux qui choisissent. De ce point de vue, je n'ai pas renoncé à l'idée des primaires qui a été acceptée par le RPR et l'UDF. Et non seulement j'y suis toujours favorable, mais je vais m'efforcer de la concrétiser. Je n'exclus pas de proposer au gouvernement un projet de loi qui rendrait le système opérationnel à l'automne 1994. Cela permettrait de clarifier la situation et de rendre les électeurs maîtres d'un choix décisif, en gaulliste, je persiste à croire qu'il doit leur appartenir bien plus qu'aux états-majors des partis.

Propos recueillis par JACQUES DE BARRIN OLIVIER BIFFAUD ET EDWY FLENEL

C. S.

M. Chevènement assure que « la gauche a perdu son âme ».

Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens et député (app. PS) du Territoire de Belfort, affirme, dans un entretien publié dans le numéro de novembre du magazine Playboy, que « vouloir se confondre avec l'ordre établi, la gauche française a perdu son âme ». Il estime que « l'idée de dépasser le vieux clivage, obsolète, entre un Parti communiste déboussolé et un Parti socialiste enlisé dans la gestion, à travers une exigence républicaine, reste une bonne idée ».

novembre

Philippe Bernard

Philippe Bernard

Philippe Bernard

Philippe Bernard

Philippe Bernard

Philippe Bernard

Philippe Bernard

Philippe Bernard

Philippe Bernard

حکومت الرشید

SOCIÉTÉ

L'examen du budget de l'enseignement supérieur par les députés et le malaise dans les universités

Quelques milliers d'étudiants ont manifesté leur inquiétude à Paris et en province

■ **MANIFESTATIONS.** - Cinq mille étudiants selon la police, quinze mille, selon les organisateurs, ont manifesté à Paris lundi 15 novembre, de la Sorbonne à l'Assemblée nationale, contre le projet de budget de l'enseignement supérieur. Des délégations d'étudiants ont été reçues par les députés. En province, la mobilisation paraît s'essouffir, malgré des cortèges à Rennes, Nantes, Amiens, Caen, Bordeaux, Lyon et Aix-en-Provence.

■ **JEUDI 18 NOVEMBRE.** - Les organisateurs ont appelé les étudiants à se joindre à la manifestation de la fonction publique, jeudi 18 novembre, avant de déterminer les suites à donner à leur propre mouvement.

■ **ASSEMBLÉE NATIONALE.** - Les députés ont examiné, lundi 15 novembre, le projet de loi de finances pour l'enseignement supérieur et la recherche. Les groupes de la majorité ont adopté les crédits de la recherche, tandis que socialistes et communistes s'y opposaient. Quant aux crédits de l'enseignement supérieur, ils ont été réservés et devaient faire l'objet d'un scrutin public, mardi 16 novembre.

« Facultés asphyxiées, chômeurs assurés », l'une des banderoles, en tête de la manifestation résumait à elle seule l'inquiétude ressentie par les étudiants ainsi que l'atmosphère qui a régné, lundi 15 novembre à Paris, de la Sorbonne au boulevard Saint-Germain. Ils étaient environ sept mille dans les rues de la capitale, quinze mille selon les organisateurs - à défilier pour réclamer « des sous », « des crédits », « du fric pour étudier », bref « du pognon pour l'éducation ».

Venus protester contre le budget de l'enseignement supérieur discuté au même moment à l'Assemblée nationale, les étudiants, inscrits pour la plupart dans les universités parisiennes, s'en sont tenus, deux heures durant, à ce slogan quasi unique, résumé sobrement sur la banderole de tête : « Un vrai budget pour nos études ».

Sur les banderoles et les pancartes, on s'était contenté d'inscrire en signe de ralliement le nom de son université. On était de Paris-III, ou de Paris-VIII, ou de Paris-XII, sans trop chercher à

raconter ni à faire des phrases, simplement pour dénoncer la « galère des groupes de travaux dirigés à quatre-vingt », l'étroitesse des bibliothèques et des salles de travail, le manque d'enseignants, les cours organisés le samedi faute de locaux... Et surtout l'angoisse des jeunes face à l'avenir, à une période où le chômage touche 11,8 % de la population active et où le diplôme ne garantit plus un emploi.

Les seuls provinciaux présents sur le pavé parisien étaient les étudiants de l'université de Rouen, venus en nombre - près de trois cents - accompagnés par quelques enseignants, dénoncer les conditions de la rentrée : « Nous avons un réel problème de fonctionnement », expliquait ainsi une étudiante en deuxième année de DEUG de sciences. Certains cours n'ont pas lieu, faute d'équipement des locaux. Les profs sont pleins de bonne volonté, mais ils ne peuvent rien contre l'impossible. Il faut absolument débloquer des crédits d'urgence ».

Ces problèmes matériels étaient dénoncés par l'ensemble

des manifestants, chacun égrenant les dysfonctionnements de « sa fac ». Ainsi, un groupe d'étudiants en lettres de Paris-III (Censier) expliquait : « Nous sommes dix-huit mille, et la bibliothèque est fermée pour travailler. Et ça doit durer toute l'année. » Quelques lycéens des établissements de banlieue, Ivry-sur-Seine, Vitry au Meaux, seulement encadrés par les jeunes communistes, s'étaient joints au défilé, fustigeant « leur » ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, et lui réclamant « des sous ».

« Les sacs sont bondés »

Peu de fantaisie dans ce cortège, si ce n'est l'étrange demande de Paris-VIII (Saint-Denis) réclamant « une carte Orange à demi-tarif » et un jeu du « fil-linaire ». Quelques banderoles plus politiques, « priorité à l'université, pas à la chasse aux immigrants », isolées et ignorées des gros des manifestants, semblaient tout à fait incongrues.

De groupe en groupe, le leit-motiv était le même : « Les sacs sont bondés, les TD sont trop chargés ». Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche François Fillon était gentiment traité de « filon » et Nicolas Sarkozy épingle sur l'indicateur de Casimir, petit drapeau béros d'une série télévisée. Quand au nom d'Edouard Balladur, il affleurait à peine au hasard des rengaines un peu fatiguées, ressorties des « manifestés » de 1986 et de 1990.

Cet aspect potache disparaissait totalement dès que les manifestants abordaient le sujet de l'organisation de la protestation. Excédés par les propos du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui avait dénoncé, les jours et les heures précédents la manifestation, « les provocations de manipulation des étudiants par un certain nombre d'organisations essentiellement proches du Parti communiste », certains groupes ont repris le slogan d'une des banderoles : « Fillon, pas besoin d'être manipulés pour savoir compter ».

Si en tête du cortège, se trouvaient effectivement les dirigeants de syndicats UNEF (proche des communistes) et UNEF-ID (proche des socialistes), les attaques de M. Fillon ont été dénoncées par beaucoup d'étudiants comme « datant d'une autre époque ». La vision du président de l'UNEF, Bob Injey, donnant le bras au président de l'UNEF-ID, Philippe Campionchi, au premier rang de la manifestation, n'a d'ailleurs frappé que les « vieux » militants. C'était pourtant la première fois depuis la scission de la grande UNEF en 1971 que les deux frères ennemis du syndicalisme étudiant agissaient en duo, appelant ensemble à la même manifestation, rédigeant les mêmes revendications, cherchant à élargir le mouvement de la même manière.

Une délégation de vingt-cinq étudiants, composée essentiellement de militants de ces deux syndicats, s'est rendue, à la fin d'après-midi à l'Assemblée nationale, pour exposer ses doléances aux députés. Par groupe de cinq, les représentants des étudiants ont été reçus par le chef de cabinet du président de l'Assemblée nationale, et par les quatre groupes politiques (RPR, UDF, PS et PC). Ils ont demandé des crédits d'urgence pour améliorer les conditions de la rentrée et une loi de programmation budgétaire sur l'éducation. Les manifestants les ont attendus dans le calme boulevard Saint-Germain et se sont dispersés après leur retour un peu avant 19 heures.

Réunis ensuite dans un amphithéâtre de l'université de Jussieu, près de cinq cents étudiants ont appelé à la poursuite du mouvement. Ils rejoindront ainsi les cortèges de la manifestation de la fonction publique, jeudi 18 novembre. Dans les universités, des assemblées générales devraient élire des représentants, qui se réuniront, d'ici mardi 19 novembre à l'université de Jussieu afin de déterminer les suites à donner au mouvement.

M. A. et Ch. G.

M. Fillon dénonce l'« héritage » du gouvernement précédent

Boulevard Saint-Germain, à portée de voix de l'Assemblée nationale, les étudiants manifestaient, lundi 15 novembre, pour exiger « un bon budget » pour leurs études. Au même moment, dans l'hémicycle, les députés commentaient précisément l'examen des crédits de l'enseignement supérieur et de la recherche pour 1994. Ce scénario en stéréo était des plus classiques.

Mais, faute de combattants suffisants, il apparaît vite assez usé. Le rituel ne fut respecté qu'un instant lorsque Jacques Chirac (PS, Essonne) demanda une suspension de séance, au milieu du débat, pour permettre aux députés de recevoir des délégations d'étudiants venues de la manifestation voisine. Philippe Séguin, qui présidait, lui refusa benoîtement en se référant à « une tradition séculaire ». « Dès la période révolutionnaire, dit-il, le droit de pétition a reconnu une limite et une seule : la vie des assemblées n'a jamais de recevoir les pétitions lorsqu'elles étaient transmises par un rassemblement formé sur la voie publique ».

Même la présence, comme porte-parole du groupe RPR, d'Alain Devaquet, l'ancien ministre de l'enseignement supérieur dont le nom reste associé au projet de réforme de 1986 et au mouvement étudiant qu'il provoqua, ne réussit pas à prolonger bien longtemps le parallèle. Il est vrai qu'avec humour M. Devaquet s'empressa de préciser qu'il ne traitait que de la recherche. « En ce qui concerne l'enseignement supérieur, précise-t-il, je m'abrite derrière le cinquième amendement de la constitution des États-Unis, qui permet à un témoin de ne pas faire de déclaration qui pourrait conduire à sa propre inculpation ».

Dans ces conditions, le débat se déroula sans réelle passion. Les députés de la majorité le répétèrent en chœur, à la suite de Michel Jacquemin (UDF, Doubs), rapporteur de la commission des finances pour l'enseignement supérieur : « Dans un contexte exceptionnel de rigueur budgétaire, l'augmentation de 6 %, à structures constantes, des crédits prévus pour 1994 par rapport à la loi de finances de 1993 témoigne de la volonté du gouvernement de considérer l'enseignement supérieur comme l'une de ses préoccupations majeures ». A quoi Serge Poignaut (RPR, Loire-Atlantique), rapporteur de la commission des affaires culturelles, ajouta : « La façon dont se passe la rentrée 1993 est bien le résultat de la politique d'un précédent gouvernement qui a proclamé haut et fort qu'il fallait mener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat ».

Un projet de loi au printemps

Il ne restait plus au ministre, François Fillon, qu'à enfoncer le clou. « Ce projet prépare la rentrée 1994. La rentrée d'octobre 1993, c'est la majorité précédente qui l'a programmée », martelait-il, avant de dénoncer l'« héritage » légué par les socialistes, « le système universitaire figé depuis 1984 ». « La politique budgétaire en trompe-l'œil » ou encore, « l'accumulation d'impayés » qu'il doit désormais honorer.

Quant aux « vraies questions que pose la jeunesse étudiante », François Fillon y a apporté, pour l'essentiel, deux réponses. Dans l'im-

médiat, et pour surmonter les tensions sensibles en lettres et sciences humaines, il a fait la proposition suivante : « Si une université me le demande, j'enverrai sur place une mission composée d'un membre de mon cabinet et de représentants de l'administration centrale. Elle aura compétence pour apprécier les difficultés rencontrées, suggérer des solutions et, au besoin, engager des moyens d'urgence ».

A plus long terme, M. Fillon a redit son intention de ne pas « renoncer à l'essentiel », c'est-à-dire « agir sur l'organisation même de l'université et de la recherche et résoudre le problème de fond resté sans réponse depuis dix ans ». C'est pourquoi il prépare un projet de loi qu'il demandera au gouvernement de soumettre au Parlement au printemps prochain, afin de permettre aux universités nouvelles de conserver leurs statuts dérogatoires à la loi de 1984 et d'offrir à d'autres universités la possibilité d'expérimenter de nouvelles formules.

En réponse, la riposte de l'opposition ne fut pas moins convulsive. Ainsi pour Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle), « ce budget qui met les universités au régime et les laboratoires à la diète signifie la fin de la priorité donnée pendant dix ans à l'enseignement supérieur et à la recherche ». Et Jean-Claude Gayssot (PC, Seine-Saint-Denis) dénonçait, en écho aux étudiants, ce « mauvais budget » avant de lancer à l'adresse du ministre : « Vous prétendez que cette rentrée budgétaire n'est pas la vôtre. Mais que vaut cet argument alors que vous préparez une rentrée 1994 plus difficile encore ? ».

La recherche « sans enthousiasme »

Priorité maintenant au priorité rompu ? La question fut également au centre des débats sur la recherche. Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor), rapporteur de la commission des finances pour la recherche, dénonçait sans ménagement le « désengagement de l'État », qu'il s'agisse des créations d'emplois ou des dotations des établissements, en particulier l'INRA, le CNRS et l'INSERM. La réponse des orateurs de la majorité fut, sur ce terrain, plus équilibrée. Ainsi Jean-Pierre Fruchet (UDF, Hauts-de-Seine) évoquait des crédits « corrects ». Robert Galley (RPR, Anbs) soulignait avec diplomatie l'« effort de réalisme » du gouvernement, tandis que Jean-François Mattéi (UDF, Bouches-du-Rhône) se montrait plus critique, diagnostiquant que la « situation est grave », du fait notamment de créations d'emplois de chercheurs très insuffisantes. Le plus net cependant fut M. Devaquet, pour qui le budget de la recherche « ne compromet l'avenir ni ne l'engage ; il ne démobilise ni n'enthousiasme. Il maintient ».

Ce tour de table effectué à vive allure, chacun pouvait se rabattre sur un autre scénario, pas moins classique que le premier : le tour de France des inquiétudes locales, des dossiers en suspens et des projets en panne. Depuis le pôle universitaire tarbais cher au cœur de Jean Glavany (PS, Hautes-Pyrénées), jusqu'aux ambitions de Caen pour le projet Cephys défendu par Francis Saint-Elier (UDF, Calvados), depuis l'extension de l'université de Nice en centre-ville, plaidée par Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes) jusqu'au projet d'école de commerce de Limoges soutenu par Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne). Les députés ont bien le droit, comme les étudiants, de réclamer du « pognon » pour leur université.

GÉRARD COURTOIS

A Lyon, à Amiens, à Rennes et à Nantes

Les lycéens se sont joints aux cortèges

En province, les manifestations ont été moins nombreuses et moins massives que la semaine précédente (le Monde du 11 novembre). Les étudiants, jusqu'à très mobilisés afin de protester contre les conditions de la rentrée universitaire, ont mené des actions dans leurs universités plutôt que dans les rues, même si quelques défilés y ont eu lieu. Les lycéens, presque partout, se sont joints aux cortèges.

A Lyon, environ 1 500 étudiants et lycéens ont manifesté dans le calme et sans incident. Les organisateurs ont été surpris de l'arrivée d'un nombre important de lycéens, près des deux tiers du cortège provenant des établissements de la banlieue et surtout du Nord-Isère (Villafrairie, L'Isle-d'Abeau, Bourgoin-Jallieu). Outre leur solidarité avec le mouvement étudiant, ils expriment leur mécontentement contre les classes surchargées. A Saint-Étienne, une manifestation a réuni 150 étudiants. Ils étaient

200 à Grenoble. A Chambéry, 200 lycéens venus d'Aix-les-Bains ont défilé.

A Amiens, le cortège a rassemblé près de 800 étudiants et lycéens. Venant du campus, ils se sont rendus dans le centre-ville avant de se rendre à la faculté des sciences, dans le vieux quartier Saint-Leu, au bord de la Somme. Là, ils ont envahi les amphithéâtres en échantillonant sans grand succès les étudiants à se joindre à eux. Puis, ils se sont rassemblés devant le rectorat, près de la gare. Aucun incident n'est à déplorer.

Il y avait davantage de lycéens, 1 500, que d'étudiants, 800, dans les rues de Rennes. Les premiers ont obtenu du rectorat l'assurance du remboursement pour le premier trimestre des frais occasionnés par les stages professionnels obligatoires. Les seconds, tout à fait inquiétés et hésitants sur le parcours à emprunter, se sont un moment rassemblés devant le rectorat d'aca-

démie qu'ils ont quitté sans pouvoir constituer une délégation. En fin d'après-midi, 600 étudiants et lycéens ont investi la gare de Rennes où les voies ont été symboliquement occupées de 17 heures à 18 heures. Conséquence : une dizaine de trains, dont un TGV ont été retardés. Les deux manifestations se sont déroulées sans incident.

A Nantes, la manifestation a rassemblé 2 000 personnes, essentiellement des lycéens. A Aix-en-Provence, où la grève avait été votée dans la faculté des lettres, les étudiants - au nombre de 500 - étaient présents dans les rues. A Tours, la manifestation a rassemblé 150 étudiants. A Toulouse, le conseil d'administration de l'université Paul-Sabatier a adopté une motion soutenant les revendications des étudiants, qui n'avaient pas organisé de manifestation.

RELIGIONS

La fin du séjour en France du dalaï-lama

Un « sommet » interconfessionnel à Lourdes

Le dalaï-lama a conclu à Lourdes (Hautes-Pyrénées), lundi 15 novembre, un voyage de trois semaines en France par une visite des sanctuaires mariaux. Il y a été rejoint par les responsables des communautés catholique, protestante, orthodoxe, juive et musulmane de France qui ont signé un appel commun à la tolérance et à la paix.

LOURDES

de notre correspondant

D'une voix fluette et tremblotante, Emile, dix ans, déchiffre le texte dont elle comprend à peine la portée. Nicolas, quatorze ans, y ajoute la traduction anglaise. Sur le square à musique champêtre de la ville sainte des Hautes-Pyrénées,

ces deux enfants ont été chargés par le maire de Lourdes, Philippe Douste-Blazy, ministre de la santé, de rendre publique la déclaration commune signée par sept représentants des communautés religieuses de France.

Dans l'esprit des rassemblements interconfessionnels convoqués à Assise par Jean-Paul II le 27 octobre 1986 et le 9 janvier 1993, les chefs des communautés catholique, protestante, orthodoxe, juive, musulmane et bouddhiste avaient tenu à mobiliser leurs fidèles autour des idéaux communs de justice, d'amour et de tolérance.

Cette rencontre exceptionnelle a réuni autour du dalaï-lama, Mgr Joseph Duval, président de la conférence des évêques, Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris, le

pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, Mgr Jérôme, président du Comité interconfessionnel orthodoxe, Georges Haik, grand rabbin de Toulouse, représentant le grand rabbin de France, et Arayamuni Ty Sophat, représentant le grand patriarche du Cambodge.

Le dalaï-lama insistait pour sa part sur la notion de « paix intérieure et de désarmement intérieur ». Avant de rentrer en Inde, il se déclarait « confiant pour une paix universelle, avec quelques petits problèmes par ci par là... ». Devant la grotte de Lourdes, les chefs religieux étaient venus implorer une sorte de grand pardon communautaire, chacun essayant d'expliquer à l'autre ce que sont ses propres richesses humaines et spirituelles.

JEAN-JACQUES ROLLAT

« Nous refusons que les religions puissent servir de paravent à la guerre »

« Notre rencontre n'est pas le fruit d'un œcuménisme qui donnerait à penser qu'il existe entre nous une unité de foi (...), ni d'un accord religieux minimum consenti à moindre frais », affirme l'appel des religieux réunis à Lourdes.

« Elle proclame qu'une telle paix ne pourra se construire que dans la reconnaissance, le respect et l'estime des uns et des autres, de chaque peuple, de chaque homme dans sa différence. Qu'il y a-t-il de plus intime

en l'être humain que son approche de Dieu, sa sagesse, sa philosophie de l'existence ? »

« C'est pourquoi nous refusons que les religions puissent encore servir de paravent, d'habillage idéologique à la violence, à la guerre. Et pour toutes les fautes, violences ou guerres commises en leur nom, nous demandons pardon. Nous affirmons, au contraire, qu'elles peuvent trouver en elles l'appel le plus urgent à travailler ensemble à l'édification d'une paix véritable

et plus juste pour tous. Par notre démarche commune, nous voulons rappeler à un monde meurtri par tant de conflits, d'injustices et de haine, l'absolue nécessité d'un respect mutuel et d'un dialogue fraternel et rejoindre, dans la diversité de nos convictions religieuses et de nos prières, les supplications et efforts de millions d'hommes et de femmes en quête de justice, de tolérance et de paix partout dans le monde. »

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur : LA POLITIQUE DE LA VILLE 1. Les enjeux

Envoyer 60 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 200 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

du 2 au 20 novembre -20% sur la Cristallerie BACCARAT - DAUM - SAINT-LOUIS SEVRES - ROYAL CHAMPAGNE chez tous les commerçants RUE DE PARADIS 10

Association 36, rue Taillat

هكذا من العمل

(Publicité)

LE GATT : UNE NÉGOCIATION DÉSÉQUILBRÉE

Les enjeux de la négociation du GATT ne sont pas limités à l'agriculture et aux activités culturelles.

La liberté d'accès au marché des services est une composante essentielle de la négociation. Elle concerne directement les activités bancaires et financières.

Les implantations des établissements de crédit français constituent le deuxième réseau bancaire mondial. Elles contribuent au rayonnement de nos entreprises et au développement de nos exportations.

L'ensemble de la profession bancaire, hostile à toute forme de protectionnisme, ne peut dans ces conditions qu'approuver une libéralisation aussi large que possible et une véritable ouverture des marchés des services financiers.

Dans son état actuel, le projet de traité du GATT ne répond pas à cette volonté d'ouverture.

Alors que les établissements de crédit des pays tiers bénéficient par leurs filiales dans la Communauté européenne d'une pleine égalité de traitement et d'un libre accès au marché, il est loin d'en être de même dans un très grand nombre de pays associés au futur accord du GATT.

Les réglementations des pays tiers sont en règle générale restrictives quant à l'accès à leur marché des services financiers. Tel est le cas d'une grande partie de l'Amérique latine, du Sud-Est asiatique et notamment du Japon, etc. Les Etats-Unis assurent à travers leur réglementation nationale une protection très efficace de leur marché.

Aux effets des réglementations s'ajoute une série de pratiques restrictives qui cantonnent le plus souvent l'activité des banques étrangères aux opérations concernant la clientèle des non-résidents.

Il est essentiel que la Commission européenne, responsable du déroulement de la négociation, impose le respect de l'égalité de traitement dans le domaine des prestations de services bancaires et financiers et réserve à la Communauté un minimum de moyens de défense à l'égard des pays ne respectant pas la clause de réciprocité incluse dans les textes communautaires.

Association Française des Etablissements de Crédit.
36, rue Taitbout, 75009 Paris - Tél. : 48-01-88-88

avec l'héritage
ment précédent

Le ministre de l'Éducation nationale, M. F. Fillon, a annoncé hier, à Paris, la mise en œuvre d'un projet de loi relatif à la réforme de l'enseignement supérieur. Ce projet de loi, qui a été adopté par le Parlement, vise à renforcer la qualité de l'enseignement et à favoriser l'insertion professionnelle des étudiants.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. F. Fillon, a annoncé hier, à Paris, la mise en œuvre d'un projet de loi relatif à la réforme de l'enseignement supérieur. Ce projet de loi, qui a été adopté par le Parlement, vise à renforcer la qualité de l'enseignement et à favoriser l'insertion professionnelle des étudiants.

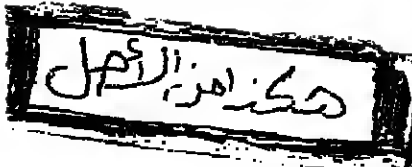
Le ministre de l'Éducation nationale, M. F. Fillon, a annoncé hier, à Paris, la mise en œuvre d'un projet de loi relatif à la réforme de l'enseignement supérieur. Ce projet de loi, qui a été adopté par le Parlement, vise à renforcer la qualité de l'enseignement et à favoriser l'insertion professionnelle des étudiants.

La recherche
«enthousiasme»

Le ministre de l'Éducation nationale, M. F. Fillon, a annoncé hier, à Paris, la mise en œuvre d'un projet de loi relatif à la réforme de l'enseignement supérieur. Ce projet de loi, qui a été adopté par le Parlement, vise à renforcer la qualité de l'enseignement et à favoriser l'insertion professionnelle des étudiants.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. F. Fillon, a annoncé hier, à Paris, la mise en œuvre d'un projet de loi relatif à la réforme de l'enseignement supérieur. Ce projet de loi, qui a été adopté par le Parlement, vise à renforcer la qualité de l'enseignement et à favoriser l'insertion professionnelle des étudiants.

du 2 au 20 novembre
-20%
sur la Cristallerie
SAINT-LOUIS
SAINT-LOUIS
SAINT-LOUIS
chez tous les commerçants
RUE DE PARADIS 10



JUSTICE

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

Le procès du juge d'instruction

La cour d'assises de la Côte-d'Or a entendu, lundi 15 novembre, la déposition de M. Jean-Michel Lambert, qui fut le premier juge d'instruction du dossier. Un témoin qui a souvent pris des allures d'accusé dans une affaire considérée comme un immense échec judiciaire.

DIJON

de notre envoyé spécial

Le juge est à la barre. Il y a bien longtemps, ce genre de témoignage était considéré comme impensable. Puis les cas de présence du magistrat instructeur parmi les témoins se sont multipliés. Déjà, on l'avait vu déposer dans le procès de l'assassinat du prince de Broglie et, plus récemment, une cour d'assises spécialement composée de magistrats a fait déplacer un juge d'instruction de Marseille à Bordeaux avant de rendre un verdict d'acquiescement. Enfin, à Grenoble, pendant le procès de l'assassinat de la petite Céline Jourdan, les magistrats ont défilé à la barre. Mais quand un juge est contraint de témoigner, ce n'est pas un signe de bonne santé pour la justice. Et, à cet égard, la déposition du juge Jean-Michel Lambert sera certainement considérée comme une caricature.

Sur le plan de la manifestation de la vérité, les propos de M. Lambert n'apportent rien, mais ils ont des conséquences sur un système judiciaire qui a basé l'essentiel de sa procédure sur un seul homme : la juge d'instruction. Celui-ci, comme d'autres, a ses convictions. Elles sont inébranlables. D'ailleurs, il pose une question : « Est-ce que Bernard Laroche pouvait avoir guéri ? »

18 octobre, Christine Villemin mettrait Gregory à jour devant sa maison le jour de l'enlèvement ? Dernière cette question se cache une affirmation : Bernard Laroche ne peut pas être coupable car il n'aurait pas eu le temps d'enlever l'enfant en profitant d'une ample occasion, et de poster la lettre de revendication du corbeau.

Jean-Michel Lambert n'a pas pour autant effectué toutes les recherches qui lui auraient permis d'éclaircir le point. Et c'est Jean-Marie Villemin qui, à son tour, pose des questions au magistrat. Avec ses fines lunettes et son pull-over gris à col roulé sous un costume strict, l'accusé a des allures de juge d'instruction auquel M. Lambert répond sagement. Jusqu'au moment où Jean-Marie Villemin lui dit : « Si Bernard Laroche avait fait plusieurs tentatives ? » Mais M. Lambert, tout en affirmant : « Je ne veux pas faire le procès de M. Villemin », a écarté la piste de Bernard Laroche. Très tôt, semble-t-il, et la président, Olivier Ruyssen, s'étonne que, huit jours après le mort de Gregory, le magistrat ait demandé à Christine Villemin si elle avait des aventures extra-conjugales et si l'enfant était bien le fils de Jean-Marie. « Les juges d'instruction sont pour des gens qui ont du tact... », ajoute l'avocat général, Jacques Kohn. Pour M. Lambert, c'était « normal », et, à l'occasion, il reconnaît avoir commis des erreurs, c'est pour mettre en cause les gendarmes, le parquet et la chambre d'accusation. Et puis il était un juge surchargé : « Pendant cette enquête, j'avais deux cent vingt-neuf dossiers ouverts. J'étais seul juge d'instruction : j'ai pu, j'ai dû, j'ai dirigé l'enquête comme je le voulais. »

L'argument est solide. Plus solide que cette logique judiciaire étrange qui lui fait dire d'abord : « Je veux bien que ce soit Laroche, mais alors quel est le mobile ? » Toutefois la même question à propos de Christine Villemin ne le gêne pas, car il répond : « Il y a de nombreux crimes qui n'ont pas de mobiles apparents. » De la même manière, il reconnaît avoir diffusé à la presse les propos de Murielle Bolle accusant Bernard Laroche : « C'est imprudent, c'est stupide », admet le juge en ajoutant : « Mais ça ne va pas jusqu'à la violation du secret de l'instruction. » Comme d'autres magistrats qui ont pris des libertés avec leurs dossiers, il estime ne pas avoir commis de fautes, en précisant, très fier : « Je n'ai jamais été poursuivi pour violation du secret de l'instruction. »

« Un brillant magistrat »

M. Paul Prompt évoque le livre écrit par M. Lambert sous le titre *Le Petit Juge*. Comme ce n'est pas une pièce du dossier, le président l'interrompt : faut-il, selon la formule consacrée, le verser au débat ? « Si tant est qu'il s'agit d'être lu... », grommelle l'avocat général. Le président Ruyssen tranche : « Le dossier se passera de ce monument de littérature... » Le ton est ferme, mais il deviendra franchement cassant lorsque M. Lambert avoue avoir écrit un enregistrement du corbeau. Le président, qui connaît chaque pièce de l'énorme dossier, demande : « Ça figure dans votre dossier ? » « Euh... non... enfin... pas officiellement... »

— Mais enfin monsieur ! Il existe des choses officielles et des choses non officielles dans le code de procédure pénale !

M. Ruyssen est scandalisé, et le dialogue n'est qu'un exemple des multiples instants où le juge Lambert s'est fait tancer par le président, l'avocat général ou les avocats, que ce soit pour des erreurs de procédure ayant conduit à des annulations de pièces ou pour une vision du dossier très rigide. Même les gendarmes sont sévères avec ce juge, et le colonel Charles Chailien, qui fut commandant de la section de recherches de Nancy et directeur d'enquête, remarque : « Il y avait un blocage avec le juge Lambert, et le week-end il était difficile à joindre... »

La confrontation avec Jean Ker, journaliste à *Paris-Match*, n'enrichit pas le débat et permet seulement de se demander si le juge Lambert n'a pas voulu manipuler l'autre. Quel qu'il en soit, M. Lambert n'aime pas qu'on parle en cause ses qualités professionnelles. Quand la rumeur est pleine, quand il a répondu dix fois : « Je ne me souviens pas » ou « Je n'ai pas à me justifier, un point c'est tout ! » M. Lambert sort l'arme suprême. C'est le seul document qu'il a amené dans sa serviette, celui qui va faire taire tous ses détracteurs. Ce document, c'est sa feuille de notation. Il la lit sans rougir. Elle est remplie d'éloges : « intelligent (...), réfléchi (...), sérieux (...), possède de très grandes qualités (...). Une maîtrise parfaite de l'instruction (...) Il est sur la voie pour devenir un brillant magistrat (...) ». Catta Italia est révélatrice du fonctionnement d'une partie du corps judiciaire où un certain mode de raisonnement est encore encouragé, quel qu'il arrive. Fut-il vraiment accablé le seul juge Lambert ?

MAURICE PEYROT.

REPÈRES

DÉFENSE

L'État reconnaît ses torts dans l'accident entre un sous-marin et un pétrolier en Méditerranée

Le ministère de la défense, ayant reconnu ses torts dans la collision du sous-marin nucléaire d'attaque Rubis et le pétrolier Lyria, le 17 août, au large de Toulon, a prévu d'indemniser les préjudices subis par les différentes parties dans cette affaire. François Léotard vient de l'annoncer en réponse à une question écrite d'Olivier Derrason, député UDF des Bouches-du-Rhône, qui s'interrogeait sur les suites de l'accident.

Selon les règles du droit maritime et les conventions internationales reprises par la loi française, explique M. Léotard, a décidé de prendre à sa charge la totalité des conséquences financières des dommages causés. L'État indemniserait la compagnie Shell, propriétaire du Lyria, les propriétaires de la cargaison répandue en Méditerranée, et le port autonome de Marseille. Le montant global des indemnités, précise encore le ministre de la défense, est évalué entre 30 et 35 millions de francs.

M. Léotard précise que les dégâts subis par le Rubis sont estimés à 6,4 millions de francs, qui seront directement supportés par le budget de fonctionnement de la marine.

ENVIRONNEMENT

Les inondations ont fait plus de 2 milliards de francs de dégâts

Selon le ministère de l'environnement, le coût global des dégâts causés par les graves inondations de septembre et octobre dans la moitié sud de la France et celles de novembre en Corse dépassera « probablement » les 2 milliards de francs. En attendant un bilan définitif, le ministère indique que l'état de catastrophe naturelle a été déclaré « dans plus de vingt départements et de mille communes ». Depuis le 6 octobre, 120 millions de francs d'aides d'urgence ont été débouqués par l'Etat.

La direction de l'eau ajoute que les intempéries ont néanmoins permis d'éliminer les dernières séquelles de la sécheresse observée depuis 1989 dans le sud de la France. Pour ce qui concerne une partie du Bassin parisien et de la région Centre, « un hiver très pluvieux reste indispensable pour reconstituer les ressources en eaux souterraines ».

MÉDECINE

La Chine va renforcer le dépistage du sida

La Chine a décidé de renforcer le dépistage de l'infection par le virus du sida en construisant ses deux premiers centres nationaux de lutte contre cette maladie, qui ne cesse de progresser dans le pays le plus peuplé au monde. Les deux établissements, situés au sud dans le Guangdong et le Yunnan, seront chargés du dépistage, dans ces deux provinces et leurs voisines, de cette infection ainsi que de la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles, a expliqué mardi 16 novembre le ministre chinois de la santé. Sur les quelque 2 millions de Chinois testés jusqu'à présent, 1 106 cas de séropositivité ont été officiellement détectés, principalement dans le sud du pays où la toxicomanie et la prostitution sont en nette augmentation. Les experts de l'OMS estiment, pour leur part, que le nombre de porteurs du virus du sida en Chine est compris entre 5 000 et 10 000 pour une population de 1,2 milliard d'habitants. La Yunnan, proche du Triangle d'or, est notamment en train de devenir une plaque tournante du trafic d'héroïne en Asie, et cette province compte à elle seule plusieurs centaines de cas de sida. — (AFP.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel daté 15-16 novembre 1993 DES ARRÊTÉS du 15 novembre 1993 fixant les modalités de la privatisation de Rhône-Poulenc SA (lire page 24).

SÉNAT

Ajustement du nouveau statut des professions juridiques

Le Sénat a adopté en première lecture, lundi 15 novembre, une proposition de loi de Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 31 décembre 1990 sur les professions judiciaires et juridiques. Les groupes RPR et UDF ont voté pour ; le PS s'est abstenu ; les communistes, absents de l'hémicycle, n'ont pas participé au vote.

Ce texte vise à prolonger jusqu'au 1^{er} janvier 1997 (au lieu du 31 décembre 1993) le délai accordé aux anciens conseils juridiques, qui ne souhaitent pas devenir avocats, pour accéder à la profession de notaire en bénéficiant d'une dispense, partielle ou totale, de diplôme ou de stage. Pour tenir compte des difficultés d'application de la loi de 1990, la proposition de M. Dejoie prévoit d'élargir aux missions autres que disciplinaires la faculté, pour les conseils de l'ordre des avocats, de siéger en formation restreinte dans les barreaux comportant plus de cinq cents avocats. Le gouvernement a déposé un amendement précisant les missions du conseil de l'ordre qui pourront être traitées en formation restreinte de neuf membres. Enfin, la proposition tend à faciliter la mise en place des sociétés d'exercice libéral pour les anciennes sociétés de conseil juridique.

ASSOCIATIONS

Le Devcom 93 se tiendra du 15 au 17 décembre à Paris

Le quatrième salon des associations, Devcom 93, sera organisé, cette année, du 15 au 17 décembre 1993, au Palais des congrès, porte Maillot, à Paris. Sont prévus au programme : trois grands débats sur l'Europe, les rapports avec les collectivités territoriales et sur l'emploi ; huit conférences touchant chacune un secteur de la vie associative tel que le sport, le sanitaire et social, l'environnement, la jeunesse, etc., mais aussi dix-huit ateliers, thèmes ceux-là, sur des sujets spécifiques concernant le « collectif de fonds », la communication, le mécénat, les ressources humaines, la fiscalité... Ce salon, organisé par l'agence de conseils Thématique, réunit responsables associatifs et professionnels spécialistes du secteur des associations. L'an passé, il y avait eu pendant ces trois jours plus de cinq mille visiteurs.

► Devcom 93, Thématique, BP 248, 95025 Cergy-Pontoise Cedex ; Tél. : (1) 34-24-90-90.

cinéma

revue hebdomadaire d'actualité et d'histoire du cinéma



Le numéro 4 est paru

Truffaut
Dreyer
Disney

Panorama
Scénario

Vente au kiosk : 125 F, et par abonnement 12 numéros : 200 F.
Revue cinématographique, 28 rue de Calais, 75009 Paris. Tél. : (1) 45 52 21 86.

FAITS DIVERS

Dans les Vosges

Sébastien, Petit Poucet

NANCY

de notre correspondant

C'est un sapeur-pompier qui a retrouvé l'enfant. Il était 4 heures du matin, dimanche 14 novembre. Sébastien, huit ans, était retourné à la maison, pieds nus, dans un fossé de la forêt de Charmes (Vosges). On a diagnostiqué une légère hypothermie et un état de somnolence, rien de très grave. Il a été hospitalisé à Epinal. Maintenant, il va mieux.

Ce qui aurait pu être une tragédie s'est terminée plutôt bien. Samedi, la mère de Sébastien avait voulu mourir et amener avec elle son fils. Domestique à Ruigney, petit village des Vosges, elle venait de sortir de l'hôpital, où elle était traitée pour une dépression nerveuse. Dans la soirée, elle est partie en voiture avec l'enfant. Arrivée dans la forêt de Charmes, elle a avalé une forte dose de barbituriques et dormi des somnifères ou petit comme on offre des bonbons à un enfant. Puis elle a mis le feu à la voiture.

Quand Sébastien a vu les flammes, il s'est enfui dans les bois. Un automobiliste qui, vers 21 heures, a retrouvé la jeune femme évanouie, a appelé le long de la route, a donné l'alerte. Immédiatement, les gendarmes de Charmes, ceux d'Épi-

nal, deux pelotons cynophiles, les sapeurs-pompier professionnels et bénévoles du coin, soit plus de cent dix personnes, ont entrepris un sauvetage systématique de la forêt. Pendant qu'une partie des secours commençait sans attendre à quadriller le terrain, une autre allait au domicile de Sébastien pour emporter quelques effets appartenant à l'enfant afin de permettre aux chiens d'explorer leur flair.

Mais le nuit était noire et la température s'était levée. Le terrain, particulièrement difficile, rendait les opérations délicates car les fourrés sont enchevêtrés et les arbres tombés sur le massif vosgien pendant la première guerre mondiale ont laissé des fondrières remplies d'eau ; autant de pièges et de teneurs pour un enfant de huit ans qui a erré pendant une partie de la nuit.

Au fur et à mesure que les heures passaient, les sauveteurs étaient de plus en plus inquiets et savaient que l'enfant ne répondait pas aux appels. Finalement, peu après 4 heures, on a retrouvé l'enfant, épuisé, blotti au pied d'un arbre, ce Petit Poucet vosgien. Il a été hospitalisé dans un établissement différent de celui de sa mère.

MONIQUE RAUX

EN BREF

TOULOUSE : le parquet requiert l'ouverture d'une information judiciaire au sujet des attentats des « Brigades punitives ». Le procureur du tribunal de Toulouse a requis, lundi 15 novembre, l'ouverture d'une information judiciaire après l'incendie perpétré dimanche 14 novembre contre des locaux d'une gendarmerie à Toulouse revendiquée par les « Brigades punitives » (le Monde du 16 novembre). L'instruction a été confiée à Nicole Bergougnan, juge d'instruction, qui a délégué une commission rogatoire aux services de gendarmerie de la Haute-Garonne. La fourgonnette de gendarmerie à bord de laquelle les auteurs de l'attentat s'étaient cacha a été retrouvée calcinée lundi 15 novembre.

DÉCENTRALISATION : Charles Pasqua estime qu'« il faut aller plus loin ». Dans un entretien publié dans le premier numéro d'un nouveau bimensuel, le *Courrier du maire* (daté 12-25 novembre), édité par le groupe des publications du Mouvement, Charles Pasqua affirme : « Le cadre de la charte nationale d'aménagement du territoire une fois défini, il faudra aller plus loin dans la décentralisation. » Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire précise que le futur projet de loi d'orientation sur l'aménagement du territoire comportera deux volets : « une charte dessinant les lignes de force (...) que nous vou-

lons donner à la France de l'an 2015 et, d'autre part, les réformes institutionnelles et fiscales sur les compétences des collectivités ».

SCIENCES : manifestation du personnel du Muséum d'histoire naturelle. — Plusieurs centaines de représentants du personnel du Muséum national d'histoire naturelle de Paris ont manifesté, lundi 15 novembre, devant le ministère de l'Éducation nationale et de la recherche, pour protester contre les nouvelles statuts de leur établissement (le Monde du 5 juillet). Selon l'un des membres de la délégation intersyndicale, reçu par deux membres du cabinet du ministre, ces statuts, jugés « juridiquement inattaquables » par le Conseil d'État, devraient « être publiés sous huitaine » au Journal officiel. Ils prévoient l'élection des professeurs du musée pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois ; un retour au « pouvoir mandarin » contre lequel s'insurgent les personnels du musée, qui réclament depuis plusieurs mois l'adoption d'un statut « plus consensuel ».

Le fossile de saurien découvert à Hallein (Autriche) serait âgé de 220 millions d'années. — Le squelette presque entier d'un saurien marin âgé de 220 millions d'années, découvert il y a deux ans à Hallein (Autriche), se révèle être un vrai trésor paléontologique. Selon Gottfried Tichy, directeur de l'Institut de géologie et de paléontologie de l'université de Salzbourg, il s'agit de l'un des exemplaires les plus complets de *Ichthyosaurus*, un reptile marin de la fin du trias appartenant aux ichthyosaures, dont seuls quelques fragments de crâne avaient jusqu'alors été mis au jour. Long de 3,50 mètres, le squelette de Hallein devrait apporter des éléments sur la vie de cet animal et le monde qui l'entourait. — (AFP.)

PUBLICITES LEGALES ET INFORMATION DANS LES AFFAIRES

• Le droit et la pratique à l'épreuve des nouvelles technologies de l'information
• Le système français confronté à l'environnement international

LE PREMIER POINT COMPLET SUR LA QUESTION

en vente chez votre libraire spécialisé ou

litte

27, place Dauphine - 75001 Paris - 26, rue Soufflot - 75005 Paris - 458, rue Saint-Jacques - 75005 Paris

COMMUNICATION

La discussion du budget à l'Assemblée nationale

L'avenir d'ARTE divise le RPR

L'Assemblée nationale a approuvé, lundi 15 novembre, le budget du secteur public de l'audiovisuel qui s'élève à 14,87 milliards de francs pour 1994, soit une augmentation de 581 millions par rapport à l'année précédente. (Le Monde Radio-Télévision, 24-25 octobre). Les socialistes et les communistes se sont prononcés contre. Les débats ont surtout confirmé que le sort d'ARTE divise le RPR.

La bataille d'ARTE a eu lieu, lundi matin 15 novembre, dans le champ clos du Palais-Bourbon. Respectueux des ordres du général en chef Balladur et fidèle à son vice-général Carignon, la troupe gouvernementale l'a gagnée. Le vétéran Vivien et sa petite cohorte de grognards, isolés, l'ont perdue. L'ensemble du RPR y a laissé des plumes.

Robert-André Vivien a maintenu jusqu'au bout l'amendement qu'il avait fait adopter par la commission des finances de l'Assemblée nationale dans le but de réduire de 400 millions les crédits de la chaîne culturelle franco-allemande. Il s'est battu farouchement en soutenant que le maintien d'une chaîne aussi peu regardée qu'ARTE sur le réseau hertzien constituait « manifestement, un exemple d'utilisation irrationnelle » de l'argent public et en reprochant au gouvernement de se complaire dans cette « fantaisie audiovisuelle » au détriment des programmes culturels des autres chaînes publiques de télévision.

Parisien de cantonner ARTE sur le câble, M. Vivien a contesté la conception même de la culture qui s'y exprime. Se référant à la soirée thématique du 11 novembre consacrée par ARTE à la Grande Guerre de 1914-1918 il a jugé peu « d'élites » que le film projeté ait surtout évoqué les « mutineries de 1917 » et « spécialement l'indécent » qu'on ait « raconté » au cours du débat animé par Michel Polac, « que les Noirs sénégalais avaient violé les femmes en Rhénanie ». Sur ce terrain éminemment subjectif, le rapporteur spécial de la commission des finances a été soutenu par son collègue UDF-PR du Val-de-Marne, Alain Griotteray, et par son compagnon RPR, des Hauts-de-Seine, Jacques Baumel, qui ont trouvé « scandaleux », pour leur part, le regard porté par ARTE, le 6 novembre, sur les

conséquences, pour l'environnement, des essais nucléaires de Mururoa. M. Griotteray est allé jusqu'à dire qu'il était arrivé à ARTE de se livrer à une « glorification du nazisme ». Le chroniqueur du Figaro-Magazine faisait apparemment allusion à l'insupportable portrait de Léon Riefenstahl, la cinéaste du III^e Reich, diffusé le 7 octobre par la chaîne franco-allemande.

M. Vivien a eu beau rappeler que le RPR et l'UDF avaient promis ensemble de mettre ARTE sur la touche, dans leur plate-forme électorale du printemps dernier, il n'est pas parvenu à rallier une majorité à son point de vue. Sous l'œil vigilant du président du groupe RPR, Bernard Pons, il n'a été suivi, au moment du vote à main levée de son amendement, qu'un M. Griotteray, qui par un autre de ses amis du Val-de-Marne, Roland Nungesser, et par Olivier Dassault, élu RPR de l'Oise.

Le ministre de la communication, Alain Carignon, n'a même pas été obligé de puiser dans ses réserves pour repousser cette offensive des « grognons de droite », selon l'expression qu'il avait employée avant le déclenchement des hostilités. « N'offrir la chaîne culturelle qu'à un téléspectateur payant de certaines villes câblées alors qu'elle est financée par l'ensemble des contribuables, n'est-il rétrograde, serait injuste et contradictoire avec cette belle idée de l'accès à la culture pour tous qu'avait lancée André Malraux avec les Maisons de la culture ».

« Injuste et contradictoire »

M. Carignon a reçu le renfort d'un autre vétéran de la légion qu'il est la personne du président de la commission des affaires culturelles, Michel Péricard, député des Yvelines, qui a contre son collègue de la commission des finances en insistant : « Si nous ne votons pas l'amendement de M. Vivien, ce n'est pas pour des raisons idéologiques, car il fut un temps où nous pensions que la place d'ARTE était sur le câble, mais parce qu'il y a présent il n'y a plus de canaux disponibles sur le câble, et, surtout, parce que, si une chaîne a trop peu de téléspectateurs, le remède n'est pas de lui en donner encore moins ».

Les porte-parole des groupes de la majorité lui ont, eux aussi, donné raison en accompagnant néanmoins leur soutien à ARTE :

de fortes recommandations. An nom du RPR, Louis de Broissia (Côte-d'Or), a souhaité que la chaîne franco-allemande s'engage « dans la défense et l'illustration d'une culture pour tous ». Au nom de l'UDF, Christian Kert (Bouches-du-Rhône), a estimé qu'après ARTE et la chaîne éducative, il conviendrait de créer une nouvelle diffusion hertzienne. D'autres orateurs se sont montrés encore plus explicites. Jean de Lipkowski, député RPR de Charente-Maritime, par exemple, a dit que « l'intelligibilité n'est pas forcément le gage du talent » avant de réclamer des dirigeants d'ARTE « une programmation moins expérimentale, plus accessible à chacun ».

Barond d'honneur

Sur les autres « fronts », il ne s'est pas passé grand-chose. Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, Anne-Marie Couderc a exprimé le sentiment quasi unanime de la majorité quand elle a dit : « Pour soutenir la concurrence du secteur privé, le secteur public a besoin de moyens mais, en contrepartie de ceux que lui alloue la nation, les

Français sont en droit d'exiger des dirigeants de l'audiovisuel public une grande rigueur morale, un professionnalisme sans faille et un respect plus attentif des missions qui leur sont assignées. » Mais personne n'a demandé la « tête » du président de France Télévision, Hervé Bourges, dont le nom n'a même pas été cité (lire un article de celui-ci page 2).

La gauche, étrangement, s'était esquivée du champ de bataille. Elle n'avait laissé en sentinelle qu'un socialiste, Didier Mathus (Saône-et-Loire), et un communiste, Georges Hage (Nord), qui ont effectué un simple barond d'honneur. M. Carignon n'a même pas daigné répondre à leurs questions sur le rachat des Dernières nouvelles d'Alsace par le groupe Hersant et sur l'avenir de la Société française de production.

La guerre n'est pas terminée pour autant. Bien au contraire, d'autres manœuvres sont déjà engagées. Personne, sur les bancs du RPR et de l'UDF, n'a contredit M. Vivien lorsqu'il a jugé « infortunée » et basée « sur des informations erronées » la récente charge menée au nom de l'état-major du RPR, le 4 novembre, par Bertrand

Cousin, député du Finistère, absent de l'hémicycle lundi matin.

M. Péricard, pour sa part, a allumé une mèche en se faisant le porte-voix des élus locaux qui se plaignent « de la façon dont ils sont traités (il voulait dire « ignorés ») par les stations régionales de FR3 » et en proposant au ministre de publier « chaque année » la liste des parlementaires « appelés à s'exprimer » sur la chaîne régionale. Un élu antillais, Pierre Petit, député RPR de la Martinique, en

a allumé une autre en réclamant, avec l'aval de M. Carignon, une « mission d'audit » sur le fonctionnement des stations de RFO où « il serait souhaitable, selon lui, que les nominations se fassent dans la transparence, la clarté et le respect de la compétence ». Le prochain rendez-vous des belligérants est prévu le 8 décembre sur le pré-sénatorial du Palais du Luxembourg.

ALAIN ROLLAT

Regrets pour la presse écrite

Tous les créateurs ont compté aux difficultés de la presse écrite. Au nom de la commission des affaires culturelles, Anne-Marie Couderc (RPR) a notamment déclaré : « On ne peut que regretter la baisse de 3,4 % des aides directes à la presse dans le budget 1994. Les deux fonds d'aides aux quotidiens à faibles ressources publicitaires et le fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger voient même leurs dotations baisser de 6,3 %, et les crédits

destinés à rembourser à la SNCF les réductions de tarifs sont seulement maintenus, de même que les allègements de frais de téléphone... Une réflexion approfondie s'impose sur l'ensemble des aides à la presse, et en particulier les aides indirectes. »

Au nom de la commission des finances, Robert-André Vivien (RPR) a « déploré », lui aussi, que le budget du ministère de la communication ne soit « pas à la hauteur des besoins suscités par une crise sans précédent ».

Mon Matra et moi,
on voit la vie comme ça.



NOUVEAU: "DÉDICACE"
TÉLÉPHONE SANS FIL
PLUS RÉPONDEUR:
LE COUPLE IDÉAL

ENFIN SUR LE MÊME APPAREIL TOUT CE QUE
J'ATTENDAIS DU TÉLÉPHONE IDÉAL: LA LIBERTÉ
DU SANS FIL ET LA FIDÉLITÉ DU RÉPONDEUR.

- DÉDICACE
- PORTÉE 800 m*
 - HAUTE PARLANCE - 10 MÉTROES
 - INTERPHONE BASE/COMBINÉ
 - RÉPONSEUR À ÉCRÉAN
 - FONCTION "ÉCONOMISEUR"
- LOOK 100
- PORTÉE 800 m*
 - ANTENNE SOUPLE
 - LANTIERNE 100
 - SÉLECTEUR 100 m*
 - 10 MÉTROES
 - AMPLITUDE
 - PORTÉE 100 m*
 - HAUTE PARLANCE
 - HAUTE PARLANCE
 - INTERPHONE BASE/COMBINÉ
- *avec antenne télescopique dans les conditions optimales d'utilisation.

5 SEMAINES
POUR 2 PERSONNES
EN JAMAÏQUE
ET 1000 PLACES DE CINÉMA
A GAGNER

Un billet-jeu à gratter se trouve sur les
emballages porteurs de la promotion...
Peut-être votre billet pour la Jamaïque?

MATRA
COMMUNICATION

M. Carignon partisan d'un décodeur unique

Quelle doit être la place de Canal Plus dans le paysage audiovisuel français? La question a été posée au ministre de la communication. « Toute la négociation sur le renouvellement de la concession de Canal Plus porte sur l'appui que cette chaîne doit apporter au câble, véritable priorité du gouvernement », a répondu M. Carignon.

Olivier Dassault, député RPR de l'Oise, a précisément demandé si le gouvernement envisage de prendre des mesures réglementaires « pour que soit adoptée une norme d'encodage unique » destinée à permettre à « tous les éditeurs d'accéder au marché et pour protéger tant les éditeurs que les consommateurs contre l'éventuelle position dominante d'un opérateur ».

Les techniques de compression numérique vont en effet multiplier les canaux de télévision et de nombreux projets de chaînes cryptées, style Canal Plus, verront dans doute le jour sur le câble et la voie satellite. Pour éviter que Canal Plus, grâce à l'avance acquise sur ce secteur, ne devienne l'intermédiaire obligé des futurs opérateurs, l'idéal ne serait-il pas un décodeur unique, fonctionnant sur un système ouvert? M. Carignon a répondu : « Le groupe européen de l'encodage (ELG, le Monde du 13 septembre) travaille à une normalisation de tous les éléments de la chaîne, y compris le contrôle d'accès, n'est-il pas. Si une norme européenne

voit le jour, elle sera transcrite dans notre droit par simple arrêté du ministre de la communication. » En attendant, « le gouvernement a demandé à Canal Plus de s'engager à mettre en place, quel que soit le résultat de la négociation, un système ouvert de décodeurs ». Moyennant « compensation financière », si besoin est.

La seconde question de M. Dassault portait sur le sujet sensible du cinéma en pay per view. Pour que le paiement à la séance des films de première exclusivité devienne une réalité industrielle, il faut bousculer, là encore, la hiérarchie d'exploitation des négatifs de cinéma (salle, vidéo, Canal Plus, chaînes en clair, et donc renégocier les accords qui lient la chaîne dirigée par André Rousselet aux professionnels du cinéma. Sur ce point, M. Carignon s'est montré moins précis : « L'évolution vers le pay per view est inéluctable et c'est un élément d'attraction pour le câble. » Le ministre a ajouté : « Les câblo-opérateurs et les élus ont demandé une exploitation exclusive des films avant toute diffusion à la télévision, et cela sans limite de cinémas locaux. Plusieurs représentants du cinéma ont déjà donné leur accord : si l'on parvient à un consensus, cette mesure figurera dans les futurs décrets sur le câble. » Peut-être au printemps.

Y. M.

cinéma



Truffaut
Dreyer
Disney
Panorama
Scénario

Le numéro 4 est paru

صحة من العمل

La biodiversité en panne

Moins de deux mois avant son entrée en vigueur, la convention de Rio sur la préservation des ressources naturelles reste à définir.

EN devenant, le 30 septembre, le trentième pays à ratifier la convention sur la biodiversité, la Mongolie a pris valeur de symbole. Signé en juin 1992 par cent soixante pays (1) à l'issue de la conférence de Rio sur l'environnement, ce texte de vingt-cinq pages, qui vise à réglementer l'appropriation par l'homme des ressources vivantes, devait en effet être ratifié par au moins trente pays pour entrer officiellement en vigueur. Ainsi donc sera-t-il fait, le 29 décembre 1993. Une échéance nettement plus proche que ne l'avaient prévu les experts, qui rend d'autant plus urgente la définition des modalités d'application de ce traité, encore très vague et fort peu contraignant.

Ainsi que l'ont rappelé le Comité français contre la faim (CFCF, correspondant de la FAO) et l'association Solagral (2) lors d'un récent débat à Paris sur les enjeux alimentaires de la biodiversité, le texte de la convention soulève plus de questions qu'il ne fournit de réponses sur la préservation et l'utilisation des espèces vivantes. A tous les pays, certes, il confère « le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement ». Aux pays du Nord, il confirme le droit de breveter les plantes, les animaux et les micro-organismes; aux pays du Sud, il offre une garantie minimale (sous forme de royalties des produits qu'en tireront les industriels) pour que cette privatisation du vivant ne se fasse pas à leur détriment. Mais il ne s'agit encore que d'intentions de principe, que n'a suivi aucun engagement précis.

Comment, par exemple, exploiter ces ressources naturelles tout en respectant le principe de « développement durable » nécessaire à leur pérennité? Comment, surtout, inscrire dans les faits le partage équitable des ressources vivantes entre le Nord et le Sud? Quelles contraintes faut-il pour cela imposer aux exploitants des pays riches, quelles compensations offrir aux fournisseurs de ce nouvel « or vert »? D'après les experts qui ont participé, en octobre à Genève, à la dernière réunion intergouvernementale relative au traité de Rio, c'est sur ce dernier point, aujourd'hui, que se concentre l'essentiel des controverses.

« En ce qui concerne les compensations, les responsables de la convention s'orientent vers un système d'accords bilatéraux, voire commerciaux, dont le caractère mercantile risque de présenter un réel danger pour les pays du Sud », a ainsi précisé Michel Chauvet, membre du bureau des ressources génétiques (BRG, Paris) et expert pour les négociations internationales sur la biodiversité. A l'origine de cette évolution, l'initiative prise par la multinationale pharmaceutique Merck, qui, depuis deux ans, subventionne l'Institut national de biodiversité du Costa-Rica. L'objectif: permettre à ce pays de mener l'inventaire des ressources naturelles d'une partie de son territoire, en échange d'un droit d'exploitation exclusif des produits issus de ces recherches. Une expérience que regardent avec envie de nombreux pays du tiers-monde, mais qui pourrait bien aboutir, si elle se généralise, à un pillage en



Photo extraite de : Des hommes nommés Brume de Stéphane Breton/Jean-Louis Motta. Ed. Arthaud.

bonne et due forme de leurs ressources génétiques. Autre sujet sur lequel se cristallisent les conflits entre le Nord et le Sud: la brevetabilité du vivant. Alors que le projet d'accord au CATT propose que « la validité des brevets et la jouissance des droits qui leur sont attachés s'ap-

pliquent] sans discrimination à toutes les inventions, quel que soit le domaine technologique, que les produits soient importés ou produits localement », plusieurs pays du Sud, Brésil en tête, songent désormais, afin de drainer de nouvelles sources de financement, à légaliser la brevetabilité des

organismes vivants. Un choix politique que les pays pauvres risquent une fois de plus de payer fort cher, tant pour leur sécurité alimentaire que pour l'indépendance de leur recherche agroalimentaire et la vitalité de leurs entreprises.

détenteur initial d'une plante de l'ailleur, ou de la culture commerciale sans paiement de redevances préalables. Une formule plus équilibrée reste à trouver, qui protégerait à la fois la propriété intellectuelle et les savoir-faire locaux qu'on est en train de piller », souligne Laurence Tubiana, chercheuse à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et présidente de Solagral. Avant de mettre l'accent sur « la nécessaire démocratisation de la gestion des parcs naturels », et de rappeler que « la consultation préalable et l'implication réelle des populations locales dans la gestion des ressources devrait être une condition sine qua non à tout projet de conservation ».

Le « partage équitable » est loin d'être atteint, d'autant que les pays du Sud avaient également réclamé, lors de la conférence de Rio, des facilités en matière de transfert de biotechnologies. Sur ce point aussi, le traité reste flou. Autant de questions qui devront être éclaircies avant la première conférence mondiale des Etats parties, prévue pour l'automne 1994.

CATHERINE VINCENT

(1) Aux côtés de nombreux petits Etats, les quelques grands pays à avoir ratifié la convention sur la biodiversité furent le Canada et la Chine, bientôt rejoints par l'Australie, le Japon et le Mexique. Parmi les grands absents: les Etats-Unis et les dix-neuf pays de la CEE.
(2) Créé en 1980 pour réfléchir et agir sur « la mondialisation de l'économie et ses effets sur les agriculteurs et les consommateurs », l'association Solagral (Paris) a mis en place une quinzaine de groupes de travail (blé, soja, lait, pesticides...), qui œuvrent dans plusieurs pays du tiers-monde.

Cétacés sans filets

L'usage des filets dérivants en Méditerranée

NICE

de notre correspondant régional

CRÉE il y a un peu plus d'un an (le décret daté 19-20 juillet 1992), l'association pour la création d'une Réserve internationale maritime en Méditerranée occidentale (RIMMO) s'est donné pour objectif la lutte contre l'utilisation des filets dérivants de grande dimension, dépassant parfois 100 kilomètres de long: cette pratique provoque, chaque année, une hécatombe parmi les cétacés, spécialement les dauphins. Elle a obtenu un premier succès avec l'annonce de la création d'un sanctuaire marin de 73 000 kilomètres carrés dans le triangle Hyères-Cap Corse-Gênes, concrétisée par un accord conclu, le 22 mars à Bruxelles, entre la France, l'Italie et Monaco. La deuxième conférence de cet organisme (RIMMO 2), qui vient de réunir à Antibes (Alpes-Maritimes) une soixantaine d'experts des sept pays riverains de la Méditerranée occidentale, s'est prononcée pour la mise en œuvre « réelle et efficace » de ce sanctuaire par la signature d'un traité international juridiquement opposable aux pays tiers.

Selon certaines estimations, la pêche intensive au thon et à l'espadon, avec d'immenses filets « maillets dérivants » utilisés, en particulier, par les flottes asiatiques —, tue, chaque année, en Méditerranée, 8 000 dauphins sur une population de l'ordre de 100 000 à 150 000 individus.

Interdite dans les eaux territoriales, cette méthode reste en effet possible sur plus de 80 % de la superficie du bassin méditerranéen occidental pour tous les pêcheurs non soumis aux règlements de l'Union européenne. Et cela, en dépit de la décision prise en décembre 1991 par l'Organisation des Nations unies de la proscrire totalement à la fin de 1992.

Pour les experts, la création d'un sanctuaire marin décidée par la France, l'Italie et Monaco est un premier pas positif, mais insuffisant. Au terme de ses travaux, RIMMO 2 a donc recommandé l'adoption d'un véritable traité « s'appuyant sur des instruments juridiques internationaux pertinents » et « applicable aux navires de toutes nationalités ». La conférence recommande aussi d'étendre « les limites du sanctuaire afin d'y associer d'autres pays riverains de la Méditerranée » et « d'encourager » ceux-ci « à mettre en place des zones de protection répondant aux mêmes impératifs de conservation et de valorisation ».

L'association, qui vient de créer un observatoire permanent afin de centraliser toutes les informations concernant la faune marine, a également décidé d'armer un bateau qui effectuera, à l'année, des missions en Méditerranée. Enfin, elle s'est dotée d'un serveur télématique (6615 INFOAUPHIN) pour faire participer le grand public à ses recherches et l'informer de ses missions.

GUY PORTE

La science en débat

Dans le cadre de l'exposition
VUES SUR MER (coproduite avec l'Iremer)

Conférence
mercredi 24 novembre 1993 à 17h
L'environnement littoral :

perturbations et surveillance
Claude Alzieu, écotoxicologiste, directeur-adjoint chargé de la recherche, direction de l'environnement du littoral, Iremer.

Présentation du film « **Le long des golfes clairs** ».
Animation : **Gilles Mangeret**, attaché scientifique, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

Chercheurs au chevet de la planète

Comment mettre la science au service de la société? L'Europe s'interroge sur les voies permettant de concilier développement et mieux-être

COMMENT préparer le XXI^e siècle? A quelques années de l'échéance, cette question mobilise les esprits. Les rapports et les signaux s'accumulent, comme le célèbre Agenda 21 issu de la conférence de Rio de juin 1992 sur l'environnement et le développement. Aux Etats-Unis et au Japon, les plans se multiplient. En Europe, la Commission européenne met la dernière main à un livre blanc destiné à être présenté au prochain Conseil européen de décembre.

Pourtant, le même leitmotiv: assurer le redressement économique en encourageant la croissance, en créant des emplois et en améliorant la compétitivité des entreprises. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de constater l'écart, pour ne pas dire l'incompatibilité, entre les mesures préconisées par les pays industrialisés et celles avancées par l'Agenda 21 qui cherche à atteindre un développement durable à l'échelle planétaire. Partout, une place importante est assignée à la science et à la technologie, à qui l'on demande de servir les objectifs politiques. Mais, à objectifs différents, priorités différentes. Ces différences se retrouvent en parallèle dans les nombreux scénarios de prospective de la science qui fleurissent tant en Occident qu'au Japon.

D'un côté, il y a ceux, classiques, où, à la logique de progression des connaissances, on juxtapose la nécessité de leur utilisation plus efficace pour assouvir les dominations nationales individuelles. Y apparaissent, bien sûr, des domaines connus, chers aux Etats-Unis et au Japon, comme le traitement des images et du signal, les matériaux nouveaux, l'optique, le laser, la robotique, l'électronique et les technologies de l'information (1). Mais aussi, signe des temps, une préoccupation nouvelle pour l'environnement. Côté américain, elle se manifeste au travers des programmes d'observation de la Terre, de traitement des déchets ou d'économie de matières premières et, côté japonais, par une priorité marquée pour les productions de santé.

Tout autre est la démarche qui a présidé à l'exercice conduit à Wiesbaden (Allemagne), à l'initiative du groupe Fast (Forecasting and assessment in science and technology) des Communautés européennes (2). L'objectif était

d'identifier un nouvel « agenda global pour la science et la technologie » qui puisse servir les besoins de base et les aspirations de l'humanité en l'an 2020. La tâche n'est guère facile car, aujourd'hui, 20 % de la population mondiale se partage les bénéfices économiques, technologiques et profite des connaissances disponibles sur la planète, alors que 80 % des plus pauvres en sont exclus de façon croissante. De ce fait, les priorités données à la science et à la technologie sont généralement déterminées par cette minorité agissante que l'on retrouve principalement dans les pays de l'OCDE.

Huit milliards d'individus dans 25 ans

Partant de ce constat, les scientifiques présents à Wiesbaden ont travaillé à partir de trois postulats proposés par le directeur de Fast, Riccardo Petrella: « 1/ quelles que soient les futures politiques de natalité, 8 milliards d'habitants peupleront la planète dans vingt-cinq ans; 2/ le mal-développement est mondial et la question Nord-Sud n'est pas aujourd'hui la plus déterminante; 3/ la nécessité de la bonne santé du monde prend le pas sur celle des nations prises individuellement ».

Huit protocoles définissent la nature et le contenu spécifiques des actions à conduire en matière de science et de technologie ont ainsi acquis l'accord des quelques 200 participants à la réunion de Wiesbaden. Ils reflètent les recommandations des vingt et une études élaborées dans différentes institutions de recherche européennes sous l'égide de Fast (3), ainsi que celles de quatre rapports préparés, au cours de l'année, au Canada, aux Etats-Unis, en Inde et au Japon.

Tous marquent clairement la volonté de situer la science dans une perspective politique globale. Une première série de ces protocoles a pour objectif de mieux identifier les problèmes et leurs solutions possibles par le biais d'un forum mondial sur la science et la technologie, mais aussi de tester ces idées sur les transports, les télécommunications et le tourisme.

D'autres se veulent des protocoles d'action, le principe étant d'utiliser des outils scientifiques et technologiques pour promouvoir partout une co-existence

durable; l'intérêt se focalisant sur le cadre de vie, les projets de communication, une économie non polluante et les systèmes éducatifs.

Une troisième part de ces textes, enfin, évoque le renouvellement des institutions et des mécanismes de régulations, nationaux ou internationaux, qui ne permettent plus, sous leur forme actuelle, de gérer les contradictions existant entre croissance et environnement, entre intérêts du Nord et intérêts du Sud.

Que peut-on attendre de ce travail préliminaire? Qu'il influe sur la politique communautaire. Par le biais du Livre blanc actuellement en préparation, mais aussi par l'intermédiaire du quatrième programme cadre pour la recherche (1994-98) qui doit être discuté, d'ici à la fin de l'année, par le Parlement européen. L'obstacle principal que rencontrent ces recommandations ne réside pas tant dans la complexité de l'objet lui-même, qu'il soit scientifique ou technologique, que dans la nécessité du changement de mentalités.

Le rôle de l'Europe

Le monde vit encore dans l'idéologie d'un progrès de l'humanité, associé aux avancées de la science et de la technique. Mais la réalité de phénomènes comme le chômage, l'exclusion sociale, les atteintes à l'environnement, les intégrismes culturels et religieux montrent que la science et la technologie n'ont été d'aucune utilité pour enrayer la montée des multiples crises. Parfois, elles ont même participé au processus. Dès lors, la question se pose du rôle des connaissances scientifiques et techniques dans l'évolution des sociétés vers un développement durable.

L'Europe peut-elle adhérer à un tel projet? « Lutter pour garder un rang technologique honorable au sein de la Triade [Etats-Unis, Europe, Japon] est sans doute incontournable. Mais viser une première place, en terme de durabilité du monde, est un objectif mobilisateur, digne de la multiplicité des identités socio-culturelles des pays européens », estime Tom Whiston de l'université du Sussex (Grande-Bretagne).

De leur côté, des scientifiques sont de plus en plus nombreux à vouloir se lancer dans la recherche d'une nouvelle science

que des politiques commencent à réclamer ouvertement. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, le républicain George Brown s'est fait le porte-parole d'une telle réflexion dans des débats publics d'automne mais remarqués qu'il est président de la commission de la Chambre pour la science, l'espace et la technologie (5).

Définissant l'idée que l'expertise en science n'implique pas forcément la sagesse en politique, et que le problème n'est pas une absence d'informations « utilisables », il préconise deux voies de recherche pour la science. La première se proposerait d'identifier les nouveaux problèmes de société tandis que la seconde s'interrogerait sur le fait de savoir comment on peut être sûr que les décisions politiques prises dans des conditions d'incertitude et de controverses se révèlent bénéfiques, plutôt que neutres ou destructrices.

Dans ce contexte, quelle doit être l'attitude de l'Europe? Pour Peter Mettler de l'université polytechnique de Wiesbaden, « l'Europe a besoin aujourd'hui d'une vision qui définisse son identité. C'est une question de vie ou de mort ». Mais, souligne-t-il, elle doit utiliser sa diversité socio-culturelle et se convaincre qu'elle n'atteindra pas au succès économique et écologique à long terme sans prendre en compte dans sa réflexion l'équité sociale et la mondialisation des problèmes.

MARTINE BARRÈRE

(1) Science, Technology and the Federal Government: National Goals for a New Era (National Academy Press, Washington DC 1993). Livre blanc publié en mai 1993 par le ministère de la Consommation et de l'Industrie japonais (MITI).
(2) Europrospective III, CEE-DO XII, Fast, Wiesbaden, Allemagne, juin 1993.
(3) Les vingt et une études participant du projet: « Global Perspectives 2010, Tests for Science and Technology ».
(4) Le montant du 4^e programme cadre défini par la CEE s'élève à 13,1 milliards d'écus. Les principaux programmes concernent: les technologies de l'information (4,7 milliards d'écus), l'énergie (3 milliards d'écus), les technologies industrielles et les matériaux (2,1 milliards d'écus), les sciences et les technologies de la vie (1,6 milliard d'écus), les transports (1,2 milliard d'écus), l'environnement (0,33 milliard d'écus), la recherche socio-économique (0,13 milliard d'écus).
(5) Lire notamment Chemical and Engineering News du 31 mai 1993.

L'œil critique de la science

Le Comité national d'évaluation de la recherche vient de rendre ses conclusions sur deux programmes mobilisateurs

Garder ses distances vis-à-vis de l'élaboration des décisions par les pouvoirs publics, tout en étant « plus fréquemment saisi ou consulté par les autorités qui ont en charge la définition et la mise en œuvre de la politique nationale de recherche », telle est, en substance, la conclusion du troisième rapport annuel du Comité national d'évaluation de la recherche (CNER), que cette « Cour des comptes » de la science a rendu public, mercredi 10 novembre, après l'avoir remis au chef de l'Etat.

Créé par décret en 1989, le CNER a pour mission d'apprécier la mise en œuvre et les résultats de la politique nationale de recherche et de développement technologique définie par le gouvernement. Ses membres, nommés par décret en conseil des ministres (1), précisent « prendre en compte les dimensions internationales des opérations soumises à examen ». Choisis soit à l'initiative du comité, soit à la demande de ses autorités de tutelle, lesdits « opérateurs » peuvent être « tout organisme, programme, procédure ou institution spécifique dont le financement figure au budget civil de recherche, et de développement technologique (BCRD) ». Soit, pour ce rapport 1993, deux programmes mobilisateurs respectivement lancés en 1982 et 1984 : « biotechnologies » et « technologie-emploi-travail » (2).

Le bilan ? Plus que mitigé, du moins en ce qui concerne le programme « technologie-emploi-travail ». Destiné à l'origine à favoriser « l'introduction de nouvelles technologies » dans le monde du travail, ce programme « n'a bénéficié ni d'une stratégie claire ni de la stabilité organisationnelle et financière nécessaires », estime le CNER. Une lacune d'autant plus criante dans un domaine où, comme le souligne Lucien Brans, « toute la difficulté consiste à mettre en musique des populations de chercheurs extrêmement dispersées, et relativement enfermées dans la structure de leurs propres organismes ».

Une meilleure coordination des actions

Estimant néanmoins que ce programme n'a pas été inutile, le CNER fait trois recommandations pour améliorer son efficacité : poursuivre une action d'encouragement de la recherche coopérative (en assurant notamment, de manière régulière, l'interface entre les équipes de recherche et les préoccupations des entreprises) ; sélectionner des champs de recherche à développer prioritairement (tels, peut-être, l'emploi agricole ou la qua-

lité dans les services, jusqu'alors relativement négligés) ; « fonder sur des objectifs opérationnels » ; réorganiser, enfin, le dispositif de mobilisation et les procédures de l'action incitative - ce qui impliquait, entre autres, « la mise en place d'une instance permanente de définition des choix stratégiques ».

Les conclusions du CNER sur le programme « biotechnologies » sont, en revanche, nettement plus positives. Constatant que l'action dans ce domaine a été conduite par le ministère de la recherche « avec une certaine continuité », le comité souligne le « réalisme » et l'« adaptabilité » dont elle a bénéficié. Une réussite d'autant plus louable, souligne son rapport, que les multiples secteurs d'applications des biotechnologies confèrent à ce programme mobilisateur un champ d'application particulièrement étendu, difficultés auxquelles s'ajoutent aujourd'hui les incertitudes de la réglementation concernant la propriété industrielle et la prise de brevets sur le vivant.

Estimant également que de réels efforts ont été menés, dans ce secteur, pour combler « le fossé culturel existant entre les communautés universitaires et industrielles », le CNER note toutefois que « les problèmes sont loin d'être tous résolus ». Parmi ses souhaits prioritaires : une meilleure coordination des actions, une plus grande ouverture vers les PME-PMI, une meilleure formation de base pour les ingénieurs, ainsi qu'une participation d'autres entreprises à l'important programme de recherche Bioavenir, que Rhône-Poulenc mène depuis deux ans en coopération avec les laboratoires publics (le Monde daté 10-11 novembre 1991).

Sur ces deux programmes mobilisateurs, le CNER formule par ailleurs des critiques plus générales. Les estimant « insuffisamment dotés d'outils systématiques d'évaluation interne », il déplore dans les deux cas « la déviance par rapport aux objectifs initiaux », « l'absence de comités nationaux de coordination » et « la prédominance de l'action incitative financée sur les crédits du fonds de la recherche et de la technologie (FRT) », au détriment de l'action budgétaire permettant aux autorités de tutelle d'intervenir sur la politique suivie par les organismes publics.

Après quatre ans de rodage, le CNER souhaite désormais « étendre ses réflexions à l'ensemble de l'appareil de recherche ». Ses membres poursuivent actuellement l'évaluation de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), du Centre de coopération en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et du département « sciences pour l'ingénieur » du CNRS, et s'apprêtent à entamer celle des centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie (CRITT) et des programmes nationaux « matériaux ».

Ca. V.

(1) Renouvelé pour moitié tous les trois ans, le CNER est actuellement composé de neuf membres : Christian Bédé (recteur d'académie et président du Comité), Jean-Louis Armand (professeur des universités), Jacques Dourgnon (professeur des universités, ancien directeur du CNRS), Gaston Mayniel (professeur des universités, doyen honoraire des facultés de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand), Lucien Brans (directeur honoraire de la mission interministérielle recherche-expérimentation), Pierre Fellet (directeur de recherche à l'INRA), Michel Quatre (ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, directeur de la mission Roissy), Jean-François Théry (conseiller d'Etat), et Roland Morin (président de chambre à la Cour des comptes).

(2) Ces rapports seront prochainement publiés à la Documentation française, ainsi que les droits de réponse des organismes concernés.

POINT DE VUE

par François Fillon

Dans ces mêmes colonnes, on m'a récemment traité de « briseur d'âmes », reprenant ainsi une vieille chanson sur le thème de l'hostilité supposée de la droite à la recherche scientifique. (1). Est-il utile de polémiquer lorsque l'avenir d'une nation, de notre nation, est en jeu ? La situation de la recherche dans notre pays mérite un examen plus serin. Voyons concrètement la situation telle que je l'ai trouvée et où je veux aller.

Plus qu'une bataille de chiffres fastidieuse pour le lecteur, il faut rappeler comment ils ont servi dans les années passées à des effets d'annonce peu suivis de décisions concrètes. Un écart croissant entre les autorisations de programme (AP) - c'est-à-dire les perspectives - et les crédits de paiement (CP) - c'est-à-dire les financements réels, qui permettent concrètement de conduire une recherche : voici l'héritage qui nous fut légué en mars dernier.

A titre d'exemple, entre 1990 et 1993, les moyens de paiement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) stagnaient en francs courants au niveau de 2 400 millions de francs, une réalité que le ministère mesquait en affichant des autorisations de programmes en progression de 4 à 5 %. Avant même notre arrivée, le CNRS avait dû réduire le rythme de ses engagements.

Le CNRS n'était pas le seul touché : le ministère de la recherche devait plus de 300 millions de francs aux organismes. Quant à la politique - ou, plus exactement, à la localisation de la recherche en région, elle se traduit par équation aussi simple qu'insoluble : comment construire pour 200 millions de francs de laboratoires en province (total des AP) avec seulement 20 millions de francs pour les financer (total des CP disponibles). Voilà l'illustration de la politique financière des socialistes : promettre toujours plus et laisser l'addition aux successeurs.

En finir avec une séparation absurde

A cette vision immédiate, il faut ajouter les choix de long terme de la gestion précédente. Repranons quelques-uns des propos évanescents. Pendant dix ans, la recherche avait été au cœur d'un projet politique cohérent. C'est faux. Depuis 1984, aucune réflexion nationale, aucun débat à l'Assemblée nationale, alors que l'en prévoyait un en printemps prochain en conclusion de la consultation nationale dont j'ai pris l'initiative. M. Boniface parle d'une continuité pour les grands programmes scientifiques.

Autre erreur : en dépit de budgets considérables attribués de 1989 à 1992 au Centre national d'études spatiales (CNES), le gouvernement n'est parvenu ni à convaincre nos partenaires de l'intérêt du planeur Hermès ni à construire une politique spatiale européenne alternative. Nos prédécesseurs n'ont pas réussi non plus à faire avancer leur conception de la télévision haute définition.

Un chiffre est mis en avant : 200 créations d'emplois de chercheur par an. C'est vrai, mais à quel prix. Il y a vingt ans, le budget du CNRS était composé à 60 % de salaires et à 40 % de programmes scientifiques. Aujourd'hui, le rapport est de 77 % contre 23 %. Faut-il mieux accumuler les emplois ou assurer le renouvellement régulier des équipes, par une mobilité croissante vers les universités ou des sur-nombres provisoires ? Ce

Préparer l'avenir

renouvellement est permis par le budget 1994 avec 200 possibilités de recrutement au-delà des seuls départs en retraite (100 mobilités vers l'enseignement supérieur, 50 créations et autant d'anticipations de départ à la retraite des années 1998-2000).

Devant cet état des lieux, le redressement doit être à la hauteur de l'ambition qui nous anime. Il s'exprime en premier lieu sur un plan quantitatif. Il commence par le versement des 300 millions dus depuis deux ans. Il se poursuit par le transfert de 100 millions pour le développement de la recherche en région. Il se prolonge par la majoration, dès 1994, des moyens de paiement du CNRS de 100 millions, permettant ainsi le maintien intégral des soutiens de programme. D'autres mesures peuvent être citées : rebudgetisation de 740 millions de francs pour la Commissariat à l'énergie atomique (CEA), la suppression progressive de l'écart entre AP et CP... Et la priorité pour la recherche est clairement démontrée : elle recevra 1,8 milliard de plus du budget de l'Etat.

Le redressement s'exprime aussi par une approche qualitative des programmes scientifiques, trop négligée à ce jour. Trois voies sont tracées. La première correspond à la volonté du premier ministre de

regrouper l'enseignement supérieur et recherche. C'est l'occasion unique d'en finir avec une séparation absurde et la base d'une mobilité réciproque entre universités et organismes de recherche. Cette action est indispensable pour la qualité de nos universités, qui doivent être des foyers de recherche de niveau européen.

Concrétisation des priorités

Deuxième voie, celle de la coordination et de la contractualisation, qui permettent d'établir une bonne lisibilité du rôle de chacun. L'exemple de la recherche médicale est particulièrement fort qui appelle une vision d'ensemble afin de clarifier missions et compétences d'une demi-douzaine d'organismes publics.

Dernière voie, celle du développement de la recherche finalisée de haut niveau, qui doit notamment permettre de renforcer l'interface entre recherche publique et recherche industrielle.

J'avais dès le printemps dernier suggéré des priorités. Le budget les a concrétisées. Les incitations à l'innovation dans les PMI - conditions de l'emploi de demain - augmentant de 16 %. L'Etat tiendra sa place dans la recherche médicale avec 100 millions supplémentaires. La recherche amont en aéronautique sera accrue de

25 % pour aider ce secteur à faire face à la crise historique qu'il traverse. Les recherches pour l'environnement aèrent soutenues, notamment à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (+21 %) et à l'Institut polaire (+29 %). L'avenir suppose en outre de dessiner des perspectives à long terme, par une consultation de toutes les parties intéressées : elle est en cours.

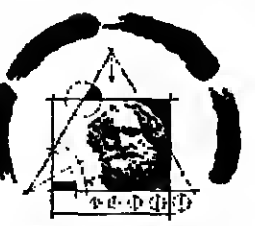
En 1988, Michel Rocard dénonçait les « effets d'annonce qui ne sont souvent que des annonces non suivies d'effets ». Dans le domaine de la recherche, les socialistes ont beaucoup annoncé. Faut-il un réalisme minimum dans le financement, ils ont mis en péril le développement de notre recherche. Celui-ci ne peut s'appuyer sur un budget en trompe-l'œil. Il demande une base financière solide : nous l'avons. Et nous donnons ainsi un nouvel essor à la recherche française.

(1) « L'Élan brisé », point de vue de Jacques Boniface, animateur du club Convaincre-Recherche, groupe d'experts proches de Michel Rocard, paru dans le Monde du 27 octobre.

► M. Fillon est ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

la cité

Le Monde



SEMAINE EUROPÉENNE DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE

Colloque organisé par la cité des Sciences et de l'Industrie, l'Association Diderot, l'Istituto e Museo di Storia della Scienza, Le Monde, La Repubblica, EL PAIS, France Culture, la RAI, avec le concours du Centre National des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de l'Institut d'études Européennes, université de Paris VIII.

Accès gratuit sur inscription. Bulletin à renvoyer à l'adresse ci-contre à l'attention de Marie-Pierre Hermann, DCP. Colloque "Pensée et pratiques de la science en Europe".

Colloque "Pensée et pratiques de la science en Europe" 26 - 27 novembre 1993

Les développements récents des sciences physiques et des sciences du vivant obligent à relancer la réflexion sur la pratique scientifique. Quelle est aujourd'hui en Europe, l'importance sociale, culturelle et politique de cette réflexion, comment la stimuler ? Des philosophes, historiens, scientifiques en discuteront lors de quatre tables rondes présidées par Michel Cazenave, France Culture, Jacques Lesourne, Le Monde, Eugenio Scalfari, La Repubblica, un représentant du journal EL PAIS et présentées par Françoise Bellanger, cité des Sciences et de l'Industrie et Manuel Lucbert, Le Monde.

La science face à son histoire européenne (le 26 à 14h)
Introduction Paolo Galluzzi, Italie avec Jacques-Emile Blamont, France, Herbert Mehrtens, Allemagne, Marx Wartowsky, Etats-Unis.

Science, éthique et politique, aujourd'hui en Europe
Introduction Fernando Gil, Portugal avec Pietro Corsi, Italie, Allan Janik, Autriche, José L. Viviente Mateu, Espagne.

La science européenne face au monde (le 27 à 9h30)
Introduction Dominique Pestre, France avec Karine Chemla, France, Abdou Filali-Ansary, Maroc, Kameshar Wali, Etats-Unis.

La réflexion sur la science : controverses et perspectives
Introduction Dominique Lecoq, France avec Vincenzo Cappelloni, Italie, Jean-Marc Lévy-Leblond, France, Graham Lock, Pays-Bas, Arild Utaker, Norvège.

Conclusion François Fillon, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Antonio Rubert, vice-président de la Commission des communautés européennes.

Accès gratuit sur inscription. Bulletin à renvoyer à l'adresse ci-contre à l'attention de Marie-Pierre Hermann, DCP. Colloque "Pensée et pratiques de la science en Europe".

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

MALOINE

DOROSZ

GUIDE PRATIQUE DES MÉDICAMENTS

1^{re} édition

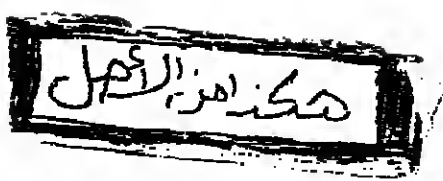
6000 médicaments / 1704 pages

285,00 FF

En vente chez votre libraire habituel

27, rue de l'Ecole de Médecine

75006 Paris - Tél. (1) 43.25.60.45



ILE-DE-FRANCE

Regroupement de lits et de services à Paris

L'hôpital du futur va s'élever au sud-ouest de la capitale

Le premier ministre a posé, lundi 15 novembre, la première pierre du futur hôpital Georges-Pompidou qui doit s'élever dans le quatorzième arrondissement. Il était accompagné de Simone Veil, ministre de la Santé et de la Ville, ainsi que de Jacques Chirac, maire de Paris.

Avant la fin du siècle, un nouvel établissement hospitalier de près de huit cents lits accueillera, sur les bords de la Seine à l'ouest du parc André-Citroën, les malades des trois arrondissements du sud-ouest parisien (septième, quatorzième et seizième), dont la population totale dépasse 450 000 habitants. Il y a dix ans que les 35 000 m² du terrain étaient réservés et que les plans dessinés par l'architecte Aymerie Zublena étaient faits. Mais des débats internes sur la politique de reconstruction hospitalière de l'Assistance publique (AP), puis la crise immobilière, avaient retardé le projet. Le voici enfin sur les rails.

Baptisé Georges-Pompidou, à la demande du maire de Paris, l'hôpital de l'an 2000 ressemblera à un îlot urbain de forme allongée, comprenant une demi-douzaine de bâtiments en damiers ouvrant sur des patios. Ils seront reliés par une couverture, longue d'environ 200 mètres. Bordé d'un côté d'une garderie d'enfants pour les visiteurs, d'un côté pour le personnel, d'un côté de locaux pour les associations et d'un club réservé aux médecins, il sera accessible au public qui pourra le parcourir comme un passage couvert du vieux Paris. L'ensemble, culminant à 31 mètres de hauteur, sera revêtu d'aluminium.

On pourra y accéder de tous côtés. Au sud arriveront les ambulances et les urgences. La porte occidentale sera à proximité de la station Boulevard-Victor, de la ligne C du RER.

Au nord, l'hôpital ouvrira sur l'arrêt des bus de la ligne 42 et, au-delà, sur les pelouses du jardin Citroën. L'entrée orientale sera à 300 mètres du métro Balard. Aux extrémités du quadrilatère, l'AP projette d'ajouter d'un côté un ensemble de soixante appartements destinés au personnel, de l'autre un hôtel qui recevra les familles des malades. Dans le hall d'accueil, ceux-ci seront accueillis par des hôtes et munis d'une sorte de carte d'identité à puce leur donnant accès à tous les services de la maison, y compris le parking, la bibliothèque, la bagagerie et les coffres.

Le dernier-né de l'AP sera d'abord un hôpital général, capable de recevoir en urgence 150 accidentés ou malades par vingt-quatre heures, y compris les personnes âgées et les cas relevant de la psychiatrie. Mais les « spécialités maison » seront surtout le traitement des blessures de la main, des embolies pulmonaires, des affections ORL d'adultes et des infarctus. Dans les étages, des lits seront réservés en permanence à ces urgences, de manière à leur éviter de repartir vers d'autres hôpitaux.

Dix-huit salles d'opération

L'hôpital Georges-Pompidou aura aussi ses grands services spécialisés, chacun disposant d'un étage. On y trouvera les maladies de l'appareil digestif (foie, estomac, intestins), les affections touchant le nez, la gorge, les oreilles, les maladies du cœur, des poumons et des vaisseaux (ce sera un pôle unique en Europe dans cette spécialité) et les cancers. Un cinquième service associera les transplantations d'organes (cœur, poumons, reins, foie et pancréas) et prendra les malades en charge de la première consultation jusqu'aux suites lointaines. Techniquement, le personnel soignant disposera de dix-huit salles d'opération, des procédés d'im-

agerie médicale les plus perfectionnés et d'un laboratoire d'analyses entièrement robotisé. Bien entendu, le nouvel hôpital du sud-ouest parisien ne pourra tout faire, mais il sera le vaisseau amiral d'une flûte d'unités complémentaires avec lesquelles il sera en relation organique. Ainsi, les soins continueront à être assurés à Necker, les personnes âgées à Augierard (quatorzième), Saint-Pierre (quatrième) et Cochin (sixième). Les convalescents en rééducation à Broussais (quatorzième) et les cas relevant de la neurochirurgie ou de la psychiatrie à Sainte-Anne (treizième).

Des établissements vétustes fermés

Etablissement de soins, Georges-Pompidou sera encore un lieu d'enseignement. Installé dans un bâtiment séparé, les étudiants trouveront sur place médiathèque, centre de documentation, amphithéâtre de quatre cents places, salles de conférence et écrans informatiques permettant d'étudier les cas cliniques exemplaires. Et outre, l'établissement abritera plusieurs équipes de recherches.

Sa taille, son modernisme et ses spécialités conféreront au nouvel hôpital une dimension européenne. Il devrait soigner en priorité les ressortissants des pays de la Communauté en visite ou résidant à Paris. Les documents d'information rédigés en plusieurs langues et le personnel seront préparés à cette tâche.

Pour fonctionner, l'établissement nécessitera la présence de 2 500 personnes et un budget annuel de 1,2 milliard de francs. Quant au chantier de construction, il demandera quatre ans de travaux et, selon les dernières estimations, plus de 2 milliards de francs. Cet investissement devrait être entériné par l'AP, qui compte vendre des terrains lui appartenant en plusieurs points de la capitale.

L'opération Georges-Pompidou s'inscrit, en effet, dans un plan plus général de restructuration hospitalière. Peu après l'ouverture de l'hôpital du sud-ouest parisien en 1998, quatre établissements vétustes seront fermés : Saint-Lazare (dixième), Boucicaut (quatrième), Laennec (septième) et Broussais (quatorzième). L'AP transférera leurs services vers Georges-Pompidou et en profitera pour supprimer plus de quatre cents lits et redistribuer dans ses autres unités environ mille emplois. Il s'agit de soigner mieux pour moins cher. Le regroupement en un seul site des services généraux des quatre vieux hôpitaux entraînera une économie de gestion dépassant 130 millions de francs par an.

La politique de l'AP a été donnée en exemple par Edouard Balladur : « Si, depuis dix ans, a-t-il indiqué, les efforts déployés par l'Assistance publique avaient été appliqués à l'ensemble du territoire national, ce sont quinze mille des quelques soixante mille lits hospitaliers existants qui auraient pu être transformés ». Le premier ministre ne s'en est pas tenu là.

Il a fait référence à l'organisation de l'AP (cinquante établissements répartis sur l'ensemble de l'agglomération parisienne mais gérés par une seule direction) pour souhaiter que « la politique de restructuration hospitalière de la France soit définie et conduite à l'échelon régional ou inter régional ». M^{me} Veil, a-t-il annoncé, fera prochainement des propositions dans ce sens. La présence d'Edouard Balladur à cette inauguration ne tenait pas seulement au fait qu'il est élu de l'arrondissement. Il avait aussi choisi cet événement pour rappeler qu'un projet de loi sur la santé publique et la protection sociale sera bientôt soumis à l'Assemblée nationale.

MARC AMBROISE-RENDU

Les nouveaux alpinistes de la Défense

Des hommes en combinaison de couleur et casque d'escalade qui descendent en rappel le long d'une des trois façades du CNIT de la Défense n'ont rien de plus que des habitués du quartier d'affaires. Seuls, des touristes lèvent le tête en direction des quatre hommes qui, rattachés en main, progressent de verre en verre. C'est d'ailleurs pour mettre ces vitres en place lors de la réhabilitation du CNIT qu'est née la société Versant SA à laquelle ils appartiennent.

Rien ne prédestinait Yannick Ben Fria et Jean-René Jalenques à créer une société qui est devenue, en quatre ans, numéro un sur le marché des travaux écobotiques. Ils étaient tous deux passionnés d'alpinisme et gravitaient dans le monde du spectacle, l'un en tant que spécialiste des décalages, l'autre comme comédien. C'est de la rencontre de Jean-René Jalenques et d'un responsable du chantier du CNIT de la Défense qu'est née leur société parce qu'il fallait poser en un minimum de temps et sans échafaudage 40 000 mètres carrés de vitres et les éclairer sous la voûte.

Yannick et Jean-René contrecarrent leurs amis alpinistes et les clubs de grimpe, afin de constituer l'équipe nécessaire. Des guides de haute montagne furent appelés en renfort. Un an plus tard, ils avaient gagné leur pari et obtinrent un contrat de maintenance écobotique pour les vitres et les travaux d'entretien à l'intérieur du CNIT. Désormais, quatre techniciens y sont attachés à temps complet.

Si le secteur de la maintenance représente toujours près de la moitié du chiffre d'affaires de la société, ses missions et ses méthodes de recrutement ont bien évolué. « Au début, reconnaît Jean-René Jalenques, nous prenions les alpinistes qui voulaient bien venir travailler avec nous. Aujourd'hui, nous recrutons

des professionnels du bâtiment qui pratiquent l'alpinisme ou la spéléologie ». Car, au fur et à mesure des demandes, les techniques de la montagne étaient insuffisantes pour certains travaux ; ceux des alpinistes, ceux de la spéléologie. Les quarante employés qui comptent aujourd'hui la société et dont le moyenne d'âge est de vingt-sept ans font tous de la grimpe. « Seul deux, précise en souriant le directeur général, le secrétaire et le directeur des finances qui, lui, a les pieds bien sur terre ».

Le souci de la sécurité

De l'Arche de la Défense à l'Opéra Bastille, en passant par un pylône horzontal de 427 mètres de haut sur l'île de la Réunion, les équipes de Versant n'oublient jamais que la sécurité est un élément essentiel de leur métier. Pour cette profession nouvelle, les rapports n'ont pas été excellents avec l'inspection du travail. Pourtant, la seule déclaration d'accident de travail concernait un chef d'équipe tombé d'une échelle en changeant une ampoule sur le parking d'un supermarché...

Quand on lui demande quel travail ses alpinistes du bâtiment seraient incapables de réaliser, Jean-René Jalenques lève les yeux au ciel en soupirant : « Nous serions bien ennuyés s'il fallait peindre la voûte du CNIT ». Mais il assure qu'une solution serait trouvée, comme lorsqu'on nous a demandé d'inspecter les plafonds des tribunes du Parc des Princes ». L'une de ses prochaines missions consistera à peindre l'extérieur de cette voûte. Un travail de simple routine pour son équipe, même si, cette fois, il faudra déceper l'ensemble avant de le repindre.

JEAN-CLAUDE PIERRETTE

REPÈRES

ENSEIGNEMENT

L'école vétérinaire ne devrait pas quitter Maisons-Alfort

La ministre de l'Intérieur et de l'Équipement du territoire a fait savoir qu'il « émettait formellement » l'information selon laquelle elle avait décidé la fermeture de l'école nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA). Depuis deux mois, une rumeur faisait état du transfert de l'école en totalité ou en partie. Les enseignants et les élèves se mobilisent à nouveau, le maire de Maisons-Alfort a multiplié les démarches en vue du maintien de l'école sur son emplacement.

La ministre de l'Agriculture et de la Pêche, l'autorité de tutelle de l'école, vient d'adresser un courrier, en date du 12 novembre, au maire, Michel Herbillan (UDF-PR) : « Les rumeurs récentes qui ont pu circuler sur telle ou telle évolution ne reposent sur aucun fondement », écrit Jean Puech, président que, conformément à la politique de localisation des administrations et des services publics dont il a la charge, « le transfert de cette école n'est ni prévu ni envisagé ».

ENVIRONNEMENT

Expérimentation à Noisy-le-Grand

Un nouveau dispositif de traitement de la pollution due à l'azote vient d'être mis en service, à titre expérimental, à la station d'épuration de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Ce prototype, utilisant un procédé de « lit bactérien », composé de longues lanières plastiques dénommées Cessil, sera testé durant deux ans, avant d'être utilisé de façon permanente à partir de 1996. Construite dans les années 70, la plus petite des quatre stations d'épuration du Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP), avec 30 000 m³ d'eaux usées traités par jour, fait l'objet, depuis deux

ans, d'un programme de modernisation.

Après avoir réduit sensiblement les nuisances olfactives liées au traitement des boues le syndicat a installé une vanne destinée à éviter la formation des moutons et des dépôts malodorants. Le SIAAP envisage également de mettre en place une installation de désinfection des eaux épurées avant leur rejet dans la Seine. Afin d'expérimenter différentes techniques d'amélioration de ces installations en région parisienne, le Syndicat a également mis à l'essai à Achères sa plus grosse station.

TRANSPORTS

Les nouvelles lignes de bus

La RATP a fait le pari de réorganiser de façon efficace son réseau d'autobus pour de onze communes des Hauts-de-Seine et de l'Essonne afin d'offrir une meilleure desserte de ce secteur. Elle a en effet lancé l'opération « Autrement Bus Sud ». Concrètement, cette opération concerne 219 000 habitants qui effectuent chaque jour 604 000 déplacements motorisés. La première phase, achevée en juin dernier, a abouti à la création de lignes entre Morangis et la porte d'Orléans, entre Massy-Palaiseau et le Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis, enfin entre Massy-Palaiseau et Juvisy. D'autre part, cinq lignes ont été modifiées.

La seconde phase de l'opération prévoit également certaines modifications de lignes et la création de lignes associées RATP-Athys Cars à tification particulière entre Rungis et Juvisy-sur-Orge, entre Chilly-Mezanin et Juvisy, enfin entre Longjumeau et Sevigny-sur-Orge. Ce nouveau réseau d'autobus sera accompagné par la mise en service d'une gare routière au Marché de Rungis, la création d'un « point clé » à Belle-Epine et l'aménagement des correspondances avec les autobus de Chilly-Mezanin et la gare RER de Juvisy-sur-Orge.

La délinquance dans le métro

La RATP présentera prochainement des mesures en matière de sécurité

Dans les prochains jours, Francis Lorient, la PDG de la RATP, réunira l'ensemble des organisations syndicales afin de leur communiquer les mesures arrêtées à la suite de la table ronde sur la sécurité qui s'est déroulée lundi 15 novembre.

Pour sortir du cercle infernal - agressions, débrayages, sanctions, débrayages -, un mode vivendi semble avoir été trouvé lors de la table ronde qui s'est tenue lundi 15 novembre entre la direction de la RATP et les syndicats sur le thème de la sécurité.

Depuis le 25 octobre, en effet, les arrêts de travail se succèdent sur la ligne 9 (Port de Sèvres/Mairie de Montreuil) du métro parisien à l'appel de quatre syndicats (SAT, CGT, Syndicat indépendant, CFDT). Les grévistes réclamaient la levée de sanctions contre les conducteurs qui avaient cessé le travail sans préavis à la suite de l'agression d'un agent. Ces débrayages avaient donné lieu à des sanctions (35 avertissements, 17 disponibilités d'office et 5 mises à pied). Ce scénario s'était reproduit sur d'autres lignes et une grève générale avait eu lieu le 10 novembre.

Depuis 1894

DE LA SIMPLE RETOUCHE

AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie

d'un grand maître tailleur

dans un choix de 3000 tissus

A qualité égale, ses prix sont les plus bas

LEGRAND Tailleur

Hommes et dames

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-51

De lundi au samedi de 10 h à 18 h

Selon les syndicats, la direction a accepté de suspendre les sanctions prises en octobre et novembre pour une période de trois mois. En outre, elle se serait engagée à ne pas prendre de nouvelles sanctions contre des agents ayant cessé le travail spontanément à la suite d'agressions durant cette même période.

D'ici là, les partenaires sociaux vont continuer à se réunir pour tenter d'améliorer la sécurité dans le métro et le RER parisien. Les syndicats dénoncent la monnaie de la délinquance ces dernières semaines. Quarante-sept agressions ont été perpétrées contre les agents de la RATP et 221 contre les usagers pour le seul mois d'octobre, selon la CGT qui réclame des effectifs supplémentaires, deux agents en station, et un lotage du métro par la police à partir des commissariats de proximité. Les moments d'ouverture et de fermeture des stations sont particulièrement critiques, selon les syndicats.

Des zones sensibles

La direction, elle fait valoir que depuis 1990, date du lancement d'un plan sécurité à la RATP sous l'égide de Christian Blanc, alors PDG de la Régie, les agressions ont baissé de 25 % dans le métro, le RER et les bus d'Ile-de-France. Actuellement, on compte en moyenne deux agressions d'agents de la RATP par jour et sur les dix premiers mois de l'année ces agressions ont diminué de 10 % comparées à la même période en 1992. Elles se localisent dans des zones sensibles, le quart ouest de Paris et dans les banlieues aux abords de cités difficiles. Elles ont lieu plutôt en soirée et en fin de semaine.

Face aux revendications des syndicats, la RATP reconnaît que

la fermeture et l'ouverture des stations posent problème, et s'inscrivent par ailleurs à la proposition d'ilotage des stations faite par la CGT. Les efforts réalisés en faveur du réseau de bus avec l'instauration de « camps de base » pourraient être étendus au métro. Mis en place ces derniers mois à Gonesse (Val d'Oise) et Pavillio-sous-Bois (Seine-saint-Denis), ces « camps de base » s'appuient sur des petites équipes d'intervention qui sont présentes à

l'intérieur des bus ou les suivent en voiture.

La Régie met également en avant une expérience menée depuis dix-huit mois sur la ligne A du RER. Des groupes de réflexion sur la conduite à adopter en matière d'agressions se réunissent entre conducteurs, syndicalistes, agents de maîtrise... Coïncidence ? La ligne A n'a pas connu depuis cette date de débrayage spontané.

MARTINE LARONCHE

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

Voici les films nouveaux qui seront présentés dans les salles parisiennes à partir de mercredi 17 novembre.

CHASSE À L'HOMME. Film américain de John Woo, v.o. : Forum Horizon, 1 : 148-00-57-57 ; 36-65-70-53 ; UGC Odéon, 6 : 142-25-10-30 ; 36-65-70-72 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 : 136-65-75-55 ; George-V, 6 : 145-62-41-46 ; 36-65-70-74 ; v.f. : Rex, 2 : 142-35-83-83 ; 36-65-70-23 ; UGC Montparnasse, 6 : 145-74-94-94 ; 36-65-70-14 ; Paramount Opéra, 6 : 147-42-55-31 ; 36-65-70-18 ; UGC Lyon Bastille, 12 : 143-43-01-59 ; 36-65-70-84 ; Gaumont Gobelins bis, 13 : 143-43-75-55 ; 36-65-70-85 ; 36-65-70-86 ; 36-65-70-87 ; 36-65-70-88 ; 36-65-70-89 ; 36-65-70-90 ; 36-65-70-91 ; 36-65-70-92 ; 36-65-70-93 ; 36-65-70-94 ; 36-65-70-95 ; 36-65-70-96 ; 36-65-70-97 ; 36-65-70-98 ; 36-65-70-99 ; 36-65-71-00 ; 36-65-71-01 ; 36-65-71-02 ; 36-65-71-03 ; 36-65-71-04 ; 36-65-71-05 ; 36-65-71-06 ; 36-65-71-07 ; 36-65-71-08 ; 36-65-71-09 ; 36-65-71-10 ; 36-65-71-11 ; 36-65-71-12 ; 36-65-71-13 ; 36-65-71-14 ; 36-65-71-15 ; 36-65-71-16 ; 36-65-71-17 ; 36-65-71-18 ; 36-65-71-19 ; 36-65-71-20 ; 36-65-71-21 ; 36-65-71-22 ; 36-65-71-23 ; 36-65-71-24 ; 36-65-71-25 ; 36-65-71-26 ; 36-65-71-27 ; 36-65-71-28 ; 36-65-71-29 ; 36-65-71-30 ; 36-65-71-31 ; 36-65-71-32 ; 36-65-71-33 ; 36-65-71-34 ; 36-65-71-35 ; 36-65-71-36 ; 36-65-71-37 ; 36-65-71-38 ; 36-65-71-39 ; 36-65-71-40 ; 36-65-71-41 ; 36-65-71-42 ; 36-65-71-43 ; 36-65-71-44 ; 36-65-71-45 ; 36-65-71-46 ; 36-65-71-47 ; 36-65-71-48 ; 36-65-71-49 ; 36-65-71-50 ; 36-65-71-51 ; 36-65-71-52 ; 36-65-71-53 ; 36-65-71-54 ; 36-65-71-55 ; 36-65-71-56 ; 36-65-71-57 ; 36-65-71-58 ; 36-65-71-59 ; 36-65-71-60 ; 36-65-71-61 ; 36-65-71-62 ; 36-65-71-63 ; 36-65-71-64 ; 36-65-71-65 ; 36-65-71-66 ; 36-65-71-67 ; 36-65-71-68 ; 36-65-71-69 ; 36-65-71-70 ; 36-65-71-71 ; 36-65-71-72 ; 36-65-71-73 ; 36-65-71-74 ; 36-65-71-75 ; 36-65-71-76 ; 36-65-71-77 ; 36-65-71-78 ; 36-65-71-79 ; 36-65-71-80 ; 36-65-71-81 ; 36-65-71-82 ; 36-65-71-83 ; 36-65-71-84 ; 36-65-71-85 ; 36-65-71-86 ; 36-65-71-87 ; 36-65-71-88 ; 36-65-71-89 ; 36-65-71-90 ; 36-65-71-91 ; 36-65-71-92 ; 36-65-71-93 ; 36-65-71-94 ; 36-65-71-95 ; 36-65-71-96 ; 36-65-71-97 ; 36-65-71-98 ; 36-65-71-99 ; 36-65-72-00 ; 36-65-72-01 ; 36-65-72-02 ; 36-65-72-03 ; 36-65-72-04 ; 36-65-72-05 ; 36-65-72-06 ; 36-65-72-07 ; 36-65-72-08 ; 36-65-72-09 ; 36-65-72-10 ; 36-65-72-11 ; 36-65-72-12 ; 36-65-72-13 ; 36-65-72-14 ; 36-65-72-15 ; 36-65-72-16 ; 36-65-72-17 ; 36-65-72-18 ; 36-65-72-19 ; 36-65-72-20 ; 36-65-72-21 ; 36-65-72-22 ; 36-65-72-23 ; 36-65-72-24 ; 36-65-72-25 ; 36-65-72-26 ; 36-65-72-27 ; 36-65-72-28 ; 36-65-72-29 ; 36-65-72-30 ; 36-65-72-31 ; 36-65-72-32 ; 36-65-72-33 ; 36-65-72-34 ; 36-65-72-35 ; 36-65-72-36 ; 36-65-72-37 ; 36-65-72-38 ; 36-65-72-39 ; 36-65-72-40 ; 36-65-72-41 ; 36-65-72-42 ; 36-65-72-43 ; 36-65-72-44 ; 36-65-72-45 ; 36-65-72-46 ; 36-65-72-47 ; 36-65-72-48 ; 36-65-72-49 ; 36-65-72-50 ; 36-65-72-51 ; 36-65-72-52 ; 36-65-72-53 ; 36-65-72-54 ; 36-65-72-55 ; 36-65-72-56 ; 36-65-72-57 ; 36-65-72-58 ; 36-65-72-59 ; 36-65-72-60 ; 36-65-72-61 ; 36-65-72-62 ; 36-65-72-63 ; 36-65-72-64 ; 36-65-72-65 ; 36-65-72-66 ; 36-65-72-67 ; 36-65-72-68 ; 36-65-72-69 ; 36-65-72-70 ; 36-65-72-71 ; 36-65-72-72 ; 36-65-72-73 ; 36-65-72-74 ; 36-65-72-75 ; 36-65-72-76 ; 36-65-72-77 ; 36-65-72-78 ; 36-65-72-79 ; 36-65-72-80 ; 36-65-72-81 ; 36-65-72-82 ; 36-65-72-83 ; 36-65-72-84 ; 36-65-72-85 ; 36-65-72-86 ; 36-65-72-87 ; 36-65-72-88 ; 36-65-72-89 ; 36-65-72-90 ; 36-65-72-91 ; 36-65-72-92 ; 36-65-72-93 ; 36-65-72-94 ; 36-65-72-95 ; 36-65-72-96 ; 36-65-72-97 ; 36-65-72-98 ; 36-65-72-99 ; 36-65-73-00 ; 36-65-73-01 ; 36-65-73-02 ; 36-65-73-03 ; 36-65-73-04 ; 36-65-73-05 ; 36-65-73-06 ; 36-65-73-07 ; 36-65-73-08 ; 36-65-73-09 ; 36-65-73-10 ; 36-65-73-11 ; 36-65-73-12 ; 36-65-73-13 ; 36-65-73-14 ; 36-65-73-15 ; 36-65-73-16 ; 36-65-73-17 ; 36-65-73-18 ; 36-65-73-19 ; 36-65-73-20 ; 36-65-73-21 ; 36-65-73-22 ; 36-65-73-23 ; 36-65-73-24 ; 36-65-73-25 ; 36-65-73-26 ; 36-65-73-27 ; 36-65-73-28 ; 36-65-73-29 ; 36-65-73-30 ; 36-65-73-31 ; 36-65-73-32 ; 36-65-73-33 ; 36-65-73-34 ; 36-65-73-35 ; 36-65-73-36 ; 36-65-73-37 ; 36-65-73-38 ; 36-65-73-39 ; 36-65-73-40 ; 36-65-73-41 ; 36-65-73-42 ; 36-65-73-43 ; 36-65-73-44 ; 36-65-73-45 ; 36-65-73-46 ; 36-65-73-47 ; 36-65-73-48 ; 36-65-73-49 ; 36-65-73-50 ; 36-65-73-51 ; 36-65-73-52 ; 36-65-73-53 ; 36-65-73-54 ; 36-65-73-55 ; 36-65-73-56 ; 36-65-73-57 ; 36-65-73-58 ; 36-65-73-59 ; 36-65-73-60 ; 36-65-73-61 ; 36-65-73-62 ; 36-65-73-63 ; 36-65-73-64 ; 36-65-73-65 ; 36-65-73-66 ; 36-65-73-67 ; 36-65-73-68 ; 36-65-73-69 ; 36-65-73-70 ; 36-65-73-71 ; 36-65-73-72 ; 36-65-73-73 ; 36-65-73-74 ; 36-65-73-75 ; 36-65-73-76 ; 36-65-73-77 ; 36-65-73-78 ; 36-65-73-79 ; 36-65-73-80 ; 36-65-73-81 ; 36-65-73-82 ; 36-65-73-83 ; 36-65-73-84 ; 36-65-73-85 ; 36-65-73-86 ; 36-65-73-87 ; 36-65-73-88 ; 36-65-73-89 ; 36-65-73-90 ; 36-65-73-91 ; 36-65-73-92 ; 36-65-73-93 ; 36-65-73-94 ; 36-65-73-95 ; 36-65-73-96 ; 36-65-73-97 ; 36-65-73-98 ; 36-65-73-99 ; 36-65-74-00 ; 36-65-74-01 ; 36-65-74-02 ; 36-65-74-03 ; 36-65-74-04 ; 36-65-74-05 ; 36-65-74-06 ; 36-65-74-07 ; 36-65-74-08 ; 36-65-74-09 ; 36-65-74-10 ; 36-65-74-11 ; 36-65-74-12 ; 36-65-74-13 ; 36-65-74-14 ; 36-65-74-15 ; 36-65-74-16 ; 36-65-74-17 ; 36-65-74-18 ; 36-65-74-19 ; 36-65-74-20 ; 36-65-74-21 ; 36-65-74-22 ; 36-65-74-23 ; 36-65-74-24 ; 36-65-74-25 ; 36-65-74-26 ; 36-65-74-27 ; 36-65-74-28 ; 36-65-74-29 ; 36-65-74-30 ; 36-65-74-31 ; 36-65-74-32 ; 36-65-74-33 ; 36-65-74-34 ; 36-65-74-35 ; 36-65-74-36 ; 36-65-74-37 ; 36-65-74-38 ; 36-65-74-39 ; 36-65-74-40 ; 36-65-74-41 ; 36-65-74-42 ; 36-65-74-43 ; 36-65-74-44 ; 36-65-74-45 ; 36-65-74-46 ; 36-65-74-47 ; 36-65-74-48 ; 36-65-74-49 ; 36-65-74-50 ; 36-65-74-51 ; 36-65-74-52 ; 36-65-74-53 ; 36-65-74-54 ; 36-65-74-55 ; 36-65-74-56 ; 36-65-74-57 ; 36-65-74-58 ; 36-65-74-59 ; 36-65-74-60 ; 36-65-74-61 ; 36-65-74-62 ; 36-65-74-63 ; 36-65-74-64 ; 36-65-74-65 ; 36-65-74-66 ; 36-65-74-67 ; 36-65-74

هكذا من الأصل

(Publicité)



**Si les femmes peuvent conduire
les bus comme les hommes, c'est que pour nous,
les bus n'ont pas de sexe.**



Sur 3840 bus qui circulent tous les

jours à Paris et en banlieue, 575 sont conduits

par des femmes. **On n'en fera jamais assez**

pour vous donner l'esprit libre.

l'esprit libre



RATP

Alpinistes Défense

Les alpinistes du bâtiment...
Leurs techniques de travail...
Les équipes de travail...
Leurs compétences...
Leurs expériences...
Leurs qualifications...
Leurs certifications...
Leurs diplômes...
Leurs licences...
Leurs permis...
Leurs autorisations...
Leurs accréditations...
Leurs homologations...
Leurs validations...
Leurs reconnaissances...
Leurs certifications...
Leurs diplômes...
Leurs licences...
Leurs permis...
Leurs autorisations...
Leurs accréditations...
Leurs homologations...
Leurs validations...
Leurs reconnaissances...

Le souci de la sécurité

La sécurité est la première préoccupation...
Les alpinistes du bâtiment...
Leurs techniques de travail...
Leurs équipes de travail...
Leurs compétences...
Leurs expériences...
Leurs qualifications...
Leurs certifications...
Leurs diplômes...
Leurs licences...
Leurs permis...
Leurs autorisations...
Leurs accréditations...
Leurs homologations...
Leurs validations...
Leurs reconnaissances...
Leurs certifications...
Leurs diplômes...
Leurs licences...
Leurs permis...
Leurs autorisations...
Leurs accréditations...
Leurs homologations...
Leurs validations...
Leurs reconnaissances...

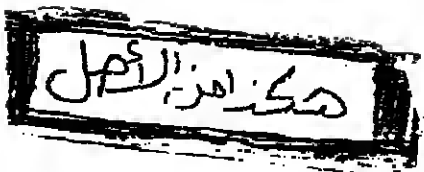
JEAN CLAUDE PIRE

Enfin la sécurité

La sécurité est la première préoccupation...
Les alpinistes du bâtiment...
Leurs techniques de travail...
Leurs équipes de travail...
Leurs compétences...
Leurs expériences...
Leurs qualifications...
Leurs certifications...
Leurs diplômes...
Leurs licences...
Leurs permis...
Leurs autorisations...
Leurs accréditations...
Leurs homologations...
Leurs validations...
Leurs reconnaissances...
Leurs certifications...
Leurs diplômes...
Leurs licences...
Leurs permis...
Leurs autorisations...
Leurs accréditations...
Leurs homologations...
Leurs validations...
Leurs reconnaissances...

LES NOUVEAUX A PARIS

Les nouveaux bus à Paris...
Leurs caractéristiques...
Leurs avantages...
Leurs performances...
Leurs équipements...
Leurs options...
Leurs accessoires...
Leurs pièces détachées...
Leurs services après-vente...
Leurs garanties...
Leurs assurances...
Leurs financements...
Leurs locations...
Leurs ventes...
Leurs acquisitions...
Leurs transferts...
Leurs mutations...
Leurs promotions...
Leurs recrutements...
Leurs embauches...
Leurs licenciements...
Leurs démissions...
Leurs résiliations...
Leurs annulations...
Leurs reports...
Leurs ajournements...
Leurs reports...
Leurs ajournements...



CINÉMA

Une décision de l'Académie américaine du cinéma

«Bleu» ne concourra pas pour les Oscars

NEW-YORK
correspondance

L'Académie des arts et sciences du cinéma, qui réunit les professionnels américains, vient de rejeter la candidature de *Bleu*, le film de Krzysztof Kieslowski, présenté par la Pologne à l'Oscar du meilleur film en langue étrangère (c'est-à-dire non anglophone), tout comme elle avait refusé en 1992 celle d'*Europa Europa*, d'Agnieszka Holland.

Selon l'Académie, *Bleu* ne satisfait pas aux critères minimums de «nationalité» : deux nationaux du pays (la Pologne) parmi les réalisateurs, producteurs et scénaristes ; deux nationaux parmi les chefs

décorateurs, directeur de la photo, créateur des costumes, monteur, ingénieur du son et compositeur ; présence majoritaire d'acteurs originaires du pays candidat dans la distribution.

Devant la multiplication des coproductions internationales, l'Académie a pourtant adopté en août dernier de nouvelles règles, assouplissant les critères de nationalité. C'est ainsi que l'*Odeur de la papaye verte* (film produit avec des capitaux français et tourné en France, mais parlé en vietnamien) a été retenu pour le Vietnam, que *Adieu ma concubine* du Chinois de Chine populaire Chen Kaige repré-

sentera Hongkong et que le *Garçon d'honneur*, tourné à New-York et en grande partie en anglais par le Taïwanais Ang Lee, représentera Taïwan.

Face à l'émergence de nouvelles structures de production, le système mis en place par l'Académie montre une nouvelle fois sa lourdeur. Sans doute faudrait-il que Hollywood se décide à sélectionner les films étrangers présentés aux Oscars selon une méthode proche de celle des grands festivals internationaux, Cannes ou Venise. Ce qui suppose beaucoup de temps et d'énergie.

HENRI BÉHAR

Ancien délégué du Festival de Cannes

Maurice Bessy est mort

Maurice Bessy, historien de cinéma et ancien délégué du Festival de Cannes, est mort le 15 novembre à Paris, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Né à Nice le 4 décembre 1910, Maurice Bessy, passionné de cinéma, est un jeune journaliste lorsqu'il prend, en 1928, la direction de l'hebdomadaire *Cinéma*, destiné au grand public. C'est là qu'il fut l'un des rares à défendre, en 1939, la règle du jeu de Jean Renoir.

En 1937, Maurice Bessy fonde, avec Marcel Idzowski, le prix Louis-Delluc, qui, placé sous le patronage du premier grand critique de cinéma, est un rassemblement de la jeune critique indépendante. Dans cet esprit, le prix Louis-Delluc, décerné, la première année aux *Bas-fonds* de Jean Renoir, consacrera le «meilleur film français» et s'opposera à d'autres distinctions portées vers un

cinéma plus académique. Maurice Bessy sera le président du Delluc jusqu'à sa mort.

Il dirige, à partir de 1946, le bulletin du Festival de Cannes. De 1946 à 1966, il assure également la direction de la revue *Paris-Théâtre*. Il est encore directeur d'*Une semaine à Paris* et du *Film français*.

Il est délégué général du Festival de Cannes de 1971 à 1977 et délégué général pour l'Europe du Festival de Montréal. On lui doit également les scénarios des *Mystères de Paris* (Jacques de Barrocelli, 1943) du *Carrefour des enfants perdus* (Léo Joannon, 1943) et de *Voici le temps des assassins* (Julien Duvivier, 1956).

Maurice Bessy a écrit plusieurs romans et des ouvrages sur l'érotisme ou la magie. Mais c'est surtout son œuvre d'historien qui aura marqué. S'il s'est intéressé aux débuts du cinéma avec des livres sur Georges Méliès et Louis Lumière, il fait référence avec *Monsieur Chaplin ou le rire dans la*

nuit puis avec *Orson Welles* (1982), *Charles Chaplin* (1983) et *Eric von Stroheim* (1984). On lui doit aussi un *Jean Renoir* en collaboration avec Claude Beylie, aux éditions Pygmalion/Gérard Watelet, où Maurice Bessy a publié, depuis 1986, avec Raymond Chirat, une monumentale *Histoire du cinéma français* en sept volumes.

JACQUES SICUËR

LETTRES

MUSIQUE

Au Théâtre des Champs-Élysées à Paris

Les concerts majuscules du dimanche matin

Une double file d'une cinquantaine de mètres, sur le trottoir de l'avenue Montaigne à Paris, un dimanche matin, à 10 h 30, malgré un vent à décorner les bœufs ? C'est attouppement ne peut être provoqué que par l'un des concerts que Jeanine Rose organise chaque semaine depuis dix-sept ans. D'abord installée sous le chapiteau qu'avait planté le Théâtre Renaud-Barrault dans la gare d'Orsay, puis, plus confortablement, au Théâtre du Rond-Point, cette organisation a finalement posé son beluchon sous les ors et la moire rouge du Théâtre des Champs-Élysées.

Les mélomanes viennent nombreux chaque semaine, mais ce 13 novembre est un jour particulier. C'est le cinq-cantième de ces Concerts du dimanche matin - avec une majuscule à Concerts, la marque a été déposée pour se prémunir des copieurs. Ce n'était pas inutile : il y en a eu. Qui aurait pu croire que la formule durerait si longtemps, et qu'elle serait imitée par Radio-France et le Théâtre du Châtelet ? Jeanine Rose s'étonne encore, chaque dimanche, de l'afflux du public. Sans autre aide, au début, que celle des Renaud-Barrault et de France-Musique qui, grâce à Louis Dandrol, à l'époque son patron, lui donna un sérieux coup de pouce en dif-

fusant les concerts, en direct, sur l'antenne, cette jeune femme formée à la rude école de la variété a créé de toutes pièces l'un des fleurons de la vie musicale française. Cinq cents concerts, des milliers d'œuvres jouées, des centaines d'artistes se sont produits dans cette série de concerts pour des cachets qui n'atteignent pas le tiers de ce qu'ils touchent habituellement - parfois, pas le dixième ! Pourquoi acceptent-ils ? Ils sont assurés de jouer devant un public connaissant et enthousiaste qui aura payé sa place 90 francs - gratuit pour les enfants de moins de neuf ans. Soit le moitié, voire le tiers, de ce qu'ils déboursent ailleurs, pour écouter les mêmes artistes, le soir. Et, ici, on vient comme on va au cinéma : les places ne sont pas numérotées.

Les agents se pressent aujourd'hui à la porte du bureau de Jeanine Rose pour placer leurs artistes et les plus grands interprètes mentionnent toujours dans leur biographie qu'ils ont été invités dans ce haut lieu de la musique de chambre.

Le clarinettiste Michel Portal est un habitué. Et, pour sa dix-septième saison, Jeanine Rose a décidé de lui donner une carte blanche qu'il a inaugurée le 3 octobre, avec l'altiste Tabac Zimmermann et le pianiste Chris-

tian Ivaldi. Elle l'a remercié pour sa fidélité, en l'invitant à célébrer ce cinq-cantième concert en compagnie du Quatuor Meles - inspirés mais un peu fatigués, les quatuoristes, après vingt-huit ans de vie commune. Portal, lui, échappe depuis longtemps à la critique. Il est ailleurs, symbolisé à lui seul la musique, toutes les musiques. Il semble inventer le Quintette de Brahms et le mouvement lent de celui de Mozart, donné en bis, à mesure qu'il les chante sur le clarinette. De rares pépines techniques ne peuvent arracher le public à sa félicité : ce sont les regrets, précieux entra-tous, d'un érudit. Lui s'en veut. C'est sûr.

Après l'ovation de rigueur, Jeanine Rose souffle les bougies sur la scène du TCE et convie le public à prendre le champagne.

ALAIN LOMPECH

► Prochains concerts : *Sonates pour violoncelle et piano* de Beethoven, par Boris Pergament-Schikow et François-René Duchabla (le 21 novembre) ; *réveil de piano* : Franck, Schumann, Chopin et Liszt, par Helmut Friebe (le 28 novembre). Vente aux places, aux caisses du Théâtre des Champs-Élysées, le matin du concert, à partir de 10 heures. Ouverture des portes à 10 h 15, placement libre, le concert débute à 11 heures. 90 francs. 15, avenue Montaigne, Paris (8). Métro Alma-Marceau.

L'attribution des prix Médicis

Onfray, la volonté de jouissance

Avec la *Sculpture de soi* (Grasset), un essai vivant, sans «pous-sière», Michel Onfray est fidèle à sa manière. Fonder l'éthique sur le plaisir, avec les vertus dans l'appétit de joie, en finir pour de bon avec les tristesses rances du recon-cement, ce pas s'annonce pour autant dans les froids de l'égoïsme, cultiver au contraire, pour multiplier les jubulations, la délicatesse envers autrui, le sens de l'amitié vraie ou le respect de la parole donnée - tels sont les principes, charnels et charmeurs,

qui organisent sa pensée. En modelant le visage d'un «Condottiere» plus imaginaire que réel - cynique, virtuose, prodigue, artiste du geste -, Michel Onfray plaide pour les rebelles qui ont du style - les musiciens, les magiciens, les gourmets de tout.

Il préfère ces aristocrates créateurs d'instants au pisse-froid qui croient gagner en grandeur tout ce qu'ils perdent en volupté. Mais ce jeune philosophe provocateur et intelligent ne fait pas simplement l'éloge de la pure dépense. Il sait

éviter le piège qui transforme le jouisseur solitaire en bourreau sadique. C'est la relation aux autres qu'il s'efforce de fonder dans le souci de soi : sans plaisir, pas de morale.

Cet enfant de Nietzsche et de Fourier n'a sûrement pas fini de grandir. Mais il est déjà fort plaisant de suivre le développement d'une pensée qui s'incarne dans des ruelles vénitienne et ignore superbement les notes de bas de page.

ROGER-POL DROIT

La victoire tardive de Paul Auster

En décernant son prix à Paul Auster pour *Léviathan* («le Monde des livres» du 15 janvier), le Médicis a, selon la formule auteur plus qu'un livre. *Soo Moon Palace* ou la *Musique du hasard*, parus respectivement en traduction française en 1990 et 1991, *Actes Sud*, auraient mérité ce prix aussi bien que *Léviathan*, et peut-être mieux pour le premier cité.

Paul Auster, parfois décrit

comme «le plus européen des romanciers américains», est déjà bien connu du public français, grâce surtout à sa *Trilogie new-yorkaise* (*Cité de verre*, *Revenant*, *La Chambre dérobée*). *Léviathan*, construit en toile d'araignée ou en palais de miroirs, raconte l'histoire de deux écrivains et des femmes qui gravitent autour d'eux. L'un croit à la littérature, l'autre l'abandonne au profit de l'action symbolique contre l'Amérique des années Reagan et Bush.

Touffu et virtuose, bourré d'histoires qui se débâtent les unes des autres et orchestrent le thème du hasard nécessaire, du «tout peut arriver», *Léviathan*, roman existentiel, est aussi un roman de mœurs, celles d'une génération d'Américains de gauche tiraillés entre culpabilité et sensualité, idéologie et expérimentation créative, révolte et autodestruction.

MICHEL CONTAT

COMMENTAIRE

Beau livre et «drôle de guerre»

COMME l'an dernier avec *Tic-tac* de Michel Rio (Seuil), les jurés Médicis, avec *Le Monde des livres* du 15 janvier), le Médicis a, selon la formule auteur plus qu'un livre. *Soo Moon Palace* ou la *Musique du hasard*, parus respectivement en traduction française en 1990 et 1991, *Actes Sud*, auraient mérité ce prix aussi bien que *Léviathan*, et peut-être mieux pour le premier cité.

Après les Joux trop voyants d'autres jurys - dont le Fémina anticipé pour éliminer Marc Lambron de la course au Goncourt (le Monde daté 7-8 novembre) -, on aurait envie de parer ces jurés de toutes les vertus. Ce serait aller un peu vite, car ce résultat heureux vient au terme d'une «guerre» assez délicate. Pourquoi en parler si un livre qu'on a aimé et défendu en sort vainqueur ? Peut-être pour rendre hommage à un homme qui a été «utilisé» dans cette manœuvre, Rachid Mimouni, écrivain algérien menacé de mort parce qu'il continue d'écrire en français, et de combattre, par la littérature, le fanatisme religieux.

Ainsi donc, cette année, le Médicis avait de la chance, avec une sélection d'écrivains correspondant à l'esprit du prix, dont Emmanuel Bernheim, Renaud Camus (*Le Chasseur de lumière*, P.O.L.), Jack-Alain Léger, Olivier Rolin (*L'invention du monde*, Seuil). Le livre d'Emmanuel Bernheim ne pouvait pas manquer d'irriter quelques hommes, avec son absence de sentimentalisme, sa manière de mettre à nu les relations amoureuses. On raconte que le jury «exploserait» si elle était couronnée. Et puis, il y avait Angelo Rinaldi, qui figurait sur toutes les listes de prix et n'en avait toujours pas. Mais la victoire du bel homme feutillé de l'Express n'aurait pas été moins «explosive».

Alors certains ont cru bon de proposer une sorte de «réconciliation» autour d'un symbole, Rachid Mimouni. Il aurait, certes, été légitime de faire, en France, un geste envers cet écrivain en danger. Mais alors il fallait lui attribuer le Goncourt, sans débat et à l'unanimité. L'élégance ne faisant pas bon ménage avec les biens comp-

tables, on imagine mal Grasset, Gallimard (et leurs accords tactiques) se ralliant à cette solution. Faut-il pour autant envisager - moins par conviction que dans une ultime combine - un Médicis de rattrapage ? N'était-ce pas, tout simplement, choquant ? Il reste, heureusement, des livres à lire : celui d'un romancier de trente-sept ans lucide et cruelle, Emmanuel Bernheim, et celui de Rachid Mimouni, qui témoigne, comme Salman Rushdie, qu'on peut choisir le roman au péril de sa vie.

JOSYANE SAVIGNEAU

Et le Monde
1993-1994
Des charts, des ouvrages
à l'élection de Michel Harel
renouvent les grandes dates de
l'histoire.
Consultez
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

CONCERTS

**MERCREDI 17, VENDREDI 19
LUNDI 22 NOV. 12 h 45**

CHATELET
MIDIS MUSICAUX
le 17 : ALICE ADER, piano
de SEVERAC, DEBUSSY, FALLA
le 19 : HUI RHYS-EVANS, ténor
Emmanuel Strosser, piano
MOZART, WILLIAMS, BRITTEN
le 22 : TRIO FONTENAY
SCHUBERT
(p.e. Valmalette, Musicologica)

JEUDI 18 NOV. 20 h 45
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS
St, avenue d'Iéna, 75116 Paris
ANIBAL LIMA, violon
ANNE KAASA, piano
GRIGG, 3 sonates violon & piano

DIMANCHE 21 NOV. 11 h
Théâtre Champs-Élysées
CONCERTS du DIMANCHE MATIN
J. ROZE, prod.
Boris BERGAMENSHIKOV
violoncelle
François-René DUCHABLE
Piano
BEETHOVEN
(p.e. Valmalette, J. Thelen)

DIMANCHE 21 NOV. 11 h 30
CHATELET
Schubert par le
TRIO FONTENAY
(p.e. Valmalette, Ribet)

LUNDI 22 NOVEMBRE
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
CHOPIN
18 h 30
Conférence
Chopin et le goût de l'ancienne
musique par Alain Poirier
20 h 30
Concert
Cyril Huyé pianoforte Pleyel 1827
Ballade, Scherzo,
Sonate funèbre, 24 préludes
RENSEIGNEMENTS
19-52-50-50

LUNDI 22 NOVEMBRE
20 h 30
Salle CAVEAU
«Lundis Musicaux»
FERNANDEZ
Bruno Fontaine/piano
Schubert-Berg-Strauss
Clara Schumann
Spirituels
Tél. rés. 49-53-05-07

MARDI 23 NOV. 20 h
OPÉRA BASTILLE
AMPHITHÉÂTRE
Julie KAUFMANN
François LE ROUX
Irwine Gage, piano
WOLF

MERCREDI 24 NOVEMBRE
20 h 30
Salle CAVEAU
«Grands Rendez-Vous»
Cyprien
KATSARIS
Mozart-Thalberg-Cherny-Chopin
Tél. rés. 49-53-05-07

JEUDI 25 NOV. 20 h
MERCREDI 1^{er} DÉC. 20 h 30
OPÉRA BASTILLE
STUDIO
Philippe BARRET, baryton
Sylvie BARRET, piano
Brahms - Strauss - Lully - Massenet

MARDI 30 NOV.
MERCREDI 1^{er} DÉC. 20 h 30
SALLE PLEYEL (Kiosque)
ORCHESTRE et CHORALE
KUENTZ
MOZART
LA FLUTE
ENCHANTÉE
Mise en scène
Alexander STEVENSON
Distribution Internationale

ENSEMBLE
INTERCONTEMPORAIN
Simon Rattle
Simon Holt
Olivier Messiaen
Dimitri Chostakovitch
Symphonie n° 1, op. 13
Elise Ross, soprano
Willard White, basse
Florent Boffard, piano
direction Simon Rattle
Vendredi 26 novembre
20 h au Châtelet
40 28 28 40

(Publicité)

● Le Monde ● Mercredi 17 novembre 1993 21

Enfin la remercie pour son invitation à débiter son système concernant le du Quatuor Madama, puis un peu honteusement, après vingt-huit ans de continuité, Portal, le champion longtemps de la musique, toutes les fois qu'il semble inventer un Brahms et le titre de son collier et le titre de sa mesure qu'il lui donne. De ces musiciens ne pour- rait-on pas faire un public à sa folie ? L'écouter, présence de l'écouter. La si

... de la TCE et com-
... le change

[illegible]

... que l'on ne peut pas
... en fait de la relation de
... de l'Etat
... plan.

... de Vietnã
... ment po
... ees dep
... le dévelo
... que l'ins
... rnières et
... les notes de

ROGER POLF

se débattent et
il cherche à se
libérer, mais
il ne peut pas.
Il est dans une
position de
détresse et
il a besoin
d'aide.

MICHEL 000

[illegible]

JOSEPH
E. Block

[Faint handwritten notes on lined paper, possibly bleed-through from the reverse side.]

ISTOIRE

L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

1990-1991

SEULE VOTRE CONFIANCE NOUS PERMETTRA DE REPARTIR.
NOUS FAISONS TOUT POUR QU'À NOUVEAU VOUS AYEZ PLAISIR À VOYAGER SUR NOS LIGNES.
CONSULTEZ VOTRE AGENCE AIR FRANCE OU VOTRE AGENCE DE VOYAGES HABITUELLE.

AIR FRANCE 

DEMANDEZ-NOUS LE MONDE

CINÉMA

Le cinéma chinois sort de l'ombre

Suite de la première page

Jusqu'à présent, dans la mesure où il s'investissait dans la fabrication des images, la destination naturelle de cet argent (également en provenance de Singapour, de Malaisie, du Japon et de Corée du Sud) était les usines à films de la colonie britannique, fabriquant à la chaîne des produits de série qui tenaient le haut du pavé sur tout le marché asiatique, à l'exception de la Chine continentale.

La situation change à vue d'œil : les systèmes de production de Hongkong sont en train de tomber en désuétude, les « majors » locales (les historiques Shaw Brothers et Golden Harvest, rejoints par le trust Princess) sous-traitent désormais la production, et si elles s'occupent encore de distribution et d'exploitation, elles ont diversifié leurs investissements dans d'autres secteurs, l'immobilier notamment. Et il semble que la recette « super star-kung-fu-fantasmagorie sangulante », ressuscitée à l'infini, ait commencé de lasser le public : pour la première fois à Hongkong même, *Titanosaur Rex regnans*, la part de marché des films américains sera supérieure à celle des films locaux en 1993.

Et la colonie, qui doit être restituée à l'autorité de Pékin en 1997, ne peut déjà plus être tenue comme un territoire isolé. Les contrôles de la République populaire se sont suffisamment assouplis pour qu'une part notable des films de Hongkong y soient désormais diffusés. Légèrement ou pas, les images circulent, les hommes et l'argent aussi : pour profiter des coûts inférieurs sur le continent, pour tirer parti de l'ampleur et de la diversité de ses débouchés naturels, les producteurs de Hongkong travaillent de plus en plus systématiquement avec un partenaire de « mainland », qu'il s'agisse d'un coproducteur ou d'un prestataire de services.

Les talents, ils sont partout. Pour la Chine populaire, après avoir appris à mémoriser les noms de Zhang Yimou et de Chen Kaige, les Occidentaux vont devoir retenir celui de Tian Zhuang-zhuang (2), en attendant d'intégrer les patronymes de membres de la génération suivante, les Zhang Yuan (*Mama*), Ning Ying (*Pour le plaisir*), Wang Xiaoshu (*Les Jours*), Yin Li (*Histoire de Xinghuo*).

A Hongkong, où la « nouvelle vague » des années 80 n'a laissé qu'une éphémère écume (encore que Ann Hui ait récemment montré avec *Le chant de l'écrit* qu'elle était capable d'un beau sursaut), de jeunes réalisateurs aussi différents

que Stanley Kwan (*Rouge*), Wang Kar-wai (*Days of Being Wild*) et Jacob Cheung (*Cageman*) incarnent un véritable renouveau, tandis que le réalisateur-producteur démiurge Tsui Hark (*Zu, Warriors of the Magic Mountains*, il était une fois en Chine, *Histoires de fantômes chinois*) a toujours bon pied bon œil — en espérant que les Américains ne devorent pas tout cru John Woo, chorégraphe de la violence, même si sa première tentative hollywoodienne, *Chasse à l'homme* (3), a de quoi inquiéter ses supporters.

Les talents sont surtout, aujourd'hui, à Taïwan, avec deux cinéastes de première grandeur, Hou Hsiao-hsien, donc, et Edward Yang (*A Brighter Summer Day*), chefs de file d'un cinéma moderne qui ne doit pas faire oublier le plus classique Wang Tong. Ils entraînent à leur suite des jeunes gens plus que prometteurs, qui ont nom Tsai Ming-lian (*Rebels of the Neon God*), Cheng Guo-fu (*Treasure Island*) ou Hsu Hsiao-ming (*Dust of Angels*). Plus important encore peut-être, ces réalisateurs multiplient les échanges entre eux, par-delà les frontières naturelles et politiques.

Le cas de Hou Hsiao-hsien est à ce titre exemplaire : conscient qu'il ne peut survivre, il a très tôt produit de jeunes cinéastes taïwanais, quand il ne faisait pas (fort bien) l'acteur chez son *alter ego* d'alors, Edward Yang (*Taipei Story*) — qui lui-même tente de mettre le pied à l'étrier d'autres débutants. Malgré les obstacles, Hou était également devenu producteur exécutif pour *Epouses et concubines* du « continental » Zhang Yimou. Il met en ce moment son pied sur un studio de montage et de sonorisation dans l'île, et travaille à la création d'un outil de travail équivalent à Pékin, en collaboration avec l'indépendant Tian Zhuang-zhuang, dont il doit également produire le prochain film, *Wanting to Fly*.

D'autres exemples ? A Hongkong, le jeune réalisateur Jacob Cheung, plusieurs fois primé pour sa comédie sociale incisive et truculente, *Cageman*, a mis de côté ses propres projets pour produire, grâce au soutien financier d'une société immobilière, quatre longs métrages à petit budget — deux en Chine continentale, un à Taïwan, un à Hongkong. Ou, à une autre échelle, Tsui Hark : l'inventeur d'un cinéma d'action aux délices découlées est devenu une mini-major à lui tout seul, avec sa société Film Workshop. Il est allé tourner sur le continent le troisième volet de son *Il était une fois en Chine*, et cherche à s'y implanter de manière

plus permanente. Et ce sont deux sociétés hongkongaises qui produisent les réalisateurs vedettes de Chine populaire : Era pour le nouveau Zhang Yimou, *Vivre*, actuellement en tournage dans le Shandong, et la Tomson de M^{me} Hsu Feng pour le nouveau Chen Kaige, *L'ombre des fleurs*.

Il faut y ajouter la multiplication des films chinois se déroulant, partiellement ou entièrement, aux États-Unis, et réalisés en symbiose avec les communautés extrême-orientales d'Amérique. L'archétype en est le *Garçon d'honneur*, du Taïwanais Aung Lee, comédie à base de

qui, tout « post-moderne » qu'on le considère, a déjà manifesté son intérêt pour l'identité culturelle chinoise telle qu'elle se traduit dans les arts traditionnels (4). De même pour le jeune auteur de Hongkong Wang Kar-wai : après deux histoires d'adolescents modernes, il vient de réaliser (en Chine populaire, et en coproduction avec le studio de Pékin) un film historique au titre trompeusement symbolique, *Est contre Ouest*, adapté d'un récit traditionnel, *La Légende du héros noir d'acier*.

Simultanément, de nombreux cinéastes de talent tournent leurs

encore au stade de l'hypothèse. L'obstacle le plus évident est politique : nul ne se risque à prévoir quand les contrôles atteindront une souplesse suffisante pour ne plus gêner la production et la distribution.

Mais le principal frein à l'essor d'un marché intégré chinois est économique, et structurel. « Un tiers des budgets des films chinois proviennent d'investissements d'entreprises locales, extérieures au cinéma », souligne Wu Yi-gong, puissant patron du bureau du cinéma de Shanghai (et membre suppléant au Comité central). Et la proportion va s'accroître. Mais le système de distribution des films, où se mélangent archaïsmes et embryons plus ou moins sauvages de modernisme, est peu fiable.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1993, tout allait mal, mais de manière relativement claire. L'organe central, China Film, achetait les films à prix imposés aux seize studios du pays et les faisait circuler en Chine, importait et contrôlait la circulation des œuvres étrangères, exportait les productions nationales : une administration monopolistique, avec le prévisible cortège de bureaucratie, censure, prévarication... Et chute vertigineuse des ententes. Depuis le début de l'année, les studios ont la liberté de commercialiser eux-mêmes leurs films, mais ils n'en ont guère les moyens, ni le savoir-faire. Les nombre de spectateurs, lui, continue de baisser.

Ici intervient un nouvel obstacle, l'opacité qui règne sur la question des droits de diffusion. Jusqu'à une date récente, la piraterie ne portait que sur les films étrangers, et était soit le fait des officiers eux-mêmes (à l'échelle du continent), soit une fraude mineure et localisée. Le contingentement des importations et le caractère public des projections en traçaient les limites. Tout change avec l'essor de la vidéo, et l'ouverture des frontières. *Jurassic Park* était visible en Chine, dans les « vidéo halls » qui pullulent à travers le pays, quelques semaines après sa sortie aux États-Unis (et bien avant son arrivée en France). Les Américains estiment à 1 milliard de dollars le préjudice causé, sur le marché chinois, par la distribution sauvage de leurs films.

Quant aux producteurs de Hongkong, ils ont fait de la répression de la piraterie la condition impérative de l'extension de leur coopération avec le continent. « Nous avons déjà un énorme problème en Asie du Sud-Est, notre principal marché, mais c'est encore plus en Chine populaire, les pirates vidéo y agissent au grand jour », explique Peter Tsi, délégué général de la MIPA (Motion Picture Industry Association), qui regroupe les pro-

fessionnels de Hongkong. Nous sommes en train de mettre au point une banque de données qui permettra aux autorités chinoises d'agir en connaissance de cause. Si elles le veulent... »

Après trois ans de négociations, le gouvernement de Pékin a fini par accepter, en juillet 1993, que les ayants droit puissent vérifier sur place la diffusion des films. Et une imposante délégation emmenée par les deux présidents d'honneur de la MIPA, les moguls hongkongais Run Run Shaw et Raymond Chow, est attendue à Pékin à la fin du mois de novembre pour formaliser des accords régulateurs du marché.

L'ère des satellites

D'autant que la montée en puissance des télévisions est exponentielle. L'indépendance des réseaux hertziens n'est pas à l'ordre du jour, bien que ceux-ci diffusent déjà en grand nombre téléfilms et soap-operas fabriqués à Hongkong ou Taïpeh, touchant ainsi les habitants de la « Chine profonde ». Mais l'ère des satellites, plus souples et moins contrôlables encore, est ouverte. Le gouvernement chinois, dans un raidissement d'un autre âge, a tenté d'interdire la floraison d'antennes paraboliques (*Le Monde* du 30 octobre). Celles-ci ne disparaîtront pas pour autant, elles seront de plus en plus nombreuses à capter les chaînes « chinoises ». La plus puissante d'entre elles, StarTV, appartenant à l'homme d'affaires anglo-saxon Rupert Murdoch, nous compte parmi ses partenaires l'un des deux grands studios de Hongkong, la Golden Harvest de Raymond Chow. La seconde, TVBS, a été lancée le 28 septembre dernier, avec comme actionnaire principal l'autre tycoon local, Sir Run Run Shaw.

Outre leurs catalogues de films, ces opérateurs alimentent les émissions avec des fictions, des variétés, des jeux, des retransmissions sportives, etc., conçus à Hongkong ou à Taïwan, et dont la diffusion (en mandarin) ne peut que contribuer à unifier les audiences. Et « dans cinq ans, il y aura cinq satellites », pronostique le vice-président de Golden Harvest, le très britannique Russell Cawthorne. Les Chinois feront partie du nouvel âge de la communication.

Ainsi devient crédible, à moyen terme, la constitution d'un second pôle audiovisuel, sur la rive occidentale du Pacifique. Rien ne permet d'affirmer qu'il sera de meilleure compagnie que son prédécesseur américain. Du moins représente-t-il une possibilité de remise en cause de ce qui est en passe de devenir un monopole planétaire.

JEAN-MICHEL FRODON



quiproquos sur le mariage forcé d'un jeune Chinois qui vit en couple avec un bel Américain. Mais *Farewell China* de la Hongkongaise Clara Law est de la même veine, de même que *Autumn Toes* et *Eight Tales of Gold* (et le futur *The Story of Ah Toy*, qui doit être tourné par l'île) de la compatriote Mabel Cheung. Ou, encore, plus américanisé, *The Joy Luck Club* de Wayne Wang, d'après le best-seller (aux États-Unis, à Taïwan et à Hongkong) d'Amy Tan.

D'autres initiatives, plus institutionnelles, vont dans le même sens. Il s'est ainsi créé une association des cinéastes chinois, elle aussi « transfrontalière », qui a tenu son premier congrès le 11 janvier 1992 à Hongkong, le deuxième un an après à Shanghai, le troisième devant se tenir le 11 janvier prochain à Taïpeh. Six mois plus tard s'ouvrira à côté de Macao, dans la zone économique spéciale de Zhuhai, le premier festival « interchinois », dit Festival du Dragon, parrainé par les officiels des trois pays.

De même Philip Chan, le président de l'association des réalisateurs de Hongkong, personnage haut en couleur qui fut inspecteur de police et est devenu animateur à la télévision, prévoit-il la création d'une guilde commune des cinéastes chinois. Et le patron taïwanais de la société hongkongaise Era a annoncé la construction d'un studio près de Pékin, et une coproduction avec le studio de Canton.

Remarquable aussi que, lors du premier Festival international de Shanghai (qui s'est tenu du 7 au 14 octobre, *Le Monde* du 19 octobre), ce soit un — bon — film taïwanais qui reçoive le premier prix décerné par un jury présidé par le très officiel réalisateur de Chine populaire Xie Jin. Et que tout le monde trouve ça normal. Simultanément, les lois qui, sur le continent communiste comme dans l'île nationaliste, interdisaient de montrer un film interprété par des comédiens originaires de l'autre camp, sont en train de tomber en désuétude, à défaut d'avoir déjà été explicitement abolies.

Cette communauté d'intérêt professionnel et économique se double d'un mouvement vers le fonds culturel commun des Chinois. Ainsi Hou Hsiao-hsien, après avoir évoqué successivement deux grandes périodes de l'histoire de Taïwan (1909-1945 avec *Le Maître de marionnettes* succédant à *La Cité des douleurs* qui portait sur les années 1945-1950), a remis à plus tard le volet contemporain de sa trilogie, pour essayer de porter à l'écran l'un des plus célèbres textes de la littérature chinoise, *Au bord de l'eau*. « Parce que ce roman d'aventures héroïques est accessible à tous les Chinois », explique-t-il.

Même raisonnement chez un cinéaste au tempérament et au style pourtant radicalement opposé, Tsui Hark, qui a en projet l'adaptation du plus grand récit mythologique chinois, le *Pèlerinage vers l'ouest*, et

caméras vers les spectaculaires mutations subies par leur(s) pays, le projet n'a priori le plus alléchant étant *Une confusion confucéenne*, qu'Edward Yang vient de commencer à Taïpeh, produit avec l'argent d'un businessman cinéphile et dont les héros sont des yuppies taïwanais.

Un marché majeur

Enfin, dans le monde chinois comme ailleurs, le cinéma ne vit plus de sa seule exploitation en salle. Si les chaînes de télévision ne se sont jamais soucées de financer les films, en diffusent peu et les paient encore moins, la vidéo est désormais un marché majeur, qui autorise une circulation beaucoup plus souple des films. La diffusion en cassettes révèle également les obstacles qui font que la « mise en réseau » des cinémas chinois reste

CLÉS

■ Chiffres. En 1992, le Chine populaire (1,2 milliard d'habitants) a produit environ 160 films, dont 70 coproductions. Avec 10,6 milliards de spectateurs, la fréquentation a enregistré une baisse de 3,7 milliards par rapport à l'année précédente. Cette même année, 40 films ont été produits à Taïwan (20 millions d'habitants), marché occupé de manière massive par les productions de Hongkong, qui représentent près de 85 % des films distribués, et occupent les dix premiers rangs du box-office. A Hong-Kong même (13 millions d'habitants), 180 films locaux et 124 films étrangers ont été distribués en 1992, attirant 47 millions de spectateurs, avec une nette domination des productions locales — mais cette tendance s'est inversée en 1993, et la production a chuté à environ 70 titres.

■ Les films-pharos. *La Rivière sauvage*, grand prix au Festival de Tokyo, 1987. Son réalisateur, Wu Tien-min était également directeur du studio de K'ian, qui fut le berceau de la renaissance du cinéma en Chine populaire au début des années 80 sous l'étiquette de « cinquième génération », avec notamment *La Terre jaune*, de Chen Kaige, et *Le Sorgho rouge* de Zhang Yimou. Ours d'or au Festival de Berlin 1988. Wu vit aujourd'hui aux États-Unis. Ju Dou, de Zhang Yimou (Chine populaire), nomination aux Oscars 1991. *La Cité des douleurs*, du Taïwanais Hou Hsiao-hsien, Lion d'or au Festival de Venise 1989. *Epouses et concubines* de Zhang Yimou, Lion d'argent à Venise 1991, nomination aux Oscars 1992, succès commercial instantané en Occident. *A Brighter Summer Day*, d'Edward

Yang (Taïwan), Prix spécial du jury au Festival de Tokyo 1991. *L'Histoire de Qiu Ju*, de Zhang Yimou, Lion d'or au Festival de Venise 1992. *Mama*, de Zhang Yuan, première production indépendante en Chine populaire, primé aux Festivals de Nantes et de Montpellier. *Le Garçon d'honneur*, d'Aung Lee (Taïwan) et *La Femme du lac aux âmes perdues*, de Xie Fei (Chine populaire), Ours d'or ex-aequo au Festival de Berlin 1993. *Adieu ma concubine*, de Chen Kaige, Palme d'or ex-aequo au Festival de Cannes 1993. Le Maître de marionnettes de Hou Hsiao-hsien, Prix du jury au même Festival. *Le Cerf-volant bleu*, de Tian Zhuang-zhuang, Grand Prix du Festival de Tokyo 1993.

■ Les événements du cinéma chinois en France. Après la sortie très remarquée, le 27 octobre, d'*Adieu ma concubine*, ARTE a présenté du 8 au 15 novembre un cycle consacré au cinéma chinois. Une rétrospective de films de Hongkong débute le 18 novembre à la Cinéma-thèque française, avant que le cinéma taïwanais ne soit à l'honneur avec la rétrospective organisée par la Festival des trois continents à Nantes, du 23 au 30 novembre. Un panorama sur le même thème se déroulera du 23 novembre au 7 décembre dans huit villes Val-de-Marne, puis commencera le 8 décembre une programmation, toujours sur le cinéma taïwanais, à la Cinéma-thèque. Quant au Festival du film pour enfants de Corbeil-Essonnes (Essonnes), du 31 janvier au 6 février, il sera consacré aux productions de la République populaire

23 AU 28 NOVEMBRE
HIP HOP WALTZ OF EURYDICE
30 NOVEMBRE AU 5 DÉCEMBRE
THE LAW OF REMAINS
MISE EN SCÈNE
REZA ABDOH
NANTERRE AMANDIERS
LOC. 46 14 70 00 - 42 96 96 94

MUSIQUES DU MONDE
THEATRE DE LA VILLE PARIS
VEN. 19 NOV. 18^h
HOURIA AÏCHI Algérie
"Hawa" création musicale, chants de l'Aurès avec 4 musiciens
SAM. 20 NOV. 18^h
AÏCHA REDOUANE Proche Orient
art vocal et instrumental tradition de la Nahda du Caïre avec l'ensemble al-Adwar
JEU. 25 NOV. 20³⁰
SHEIKH HAMZA CHAKOUR Syrie
chant et musique soufis et profanes de Damas avec l'ensemble al-Kind
80 F
2 PL. DU CHATELAIN 42 74 22 77

هكذا من الدليل

(Publicité)

• Le Monde • Mercredi 17 novembre 1993 23

France inter

2^e radio de France*

(*) part de volume d'écoute sept/oct 93
Médiamétrie "75 000" (lundi au vendredi)



Radio France

1^{er} groupe radiophonique

Hongkong. Nous

de négociations.

L'ère
des satellites

La tournée en puis

de films

de la rive ad

de la rive ad

de la rive ad



16 NOV 93
**HOURIA
AÏCHI** Algérie

17 NOV 93
**AÏCHA
REDOUANE** Algérie

18 NOV 93
**SHEIKH HAMZA
CHAKOUR** Syrie

19 NOV 93
**SHEIKH HAMZA
CHAKOUR** Syrie

20 NOV 93
**SHEIKH HAMZA
CHAKOUR** Syrie

21 NOV 93
**SHEIKH HAMZA
CHAKOUR** Syrie

22 NOV 93
**SHEIKH HAMZA
CHAKOUR** Syrie

23 NOV 93
**SHEIKH HAMZA
CHAKOUR** Syrie

مركز العمل

ÉCONOMIE

Selon un sondage demandé par la direction

Les salariés de Rhône-Poulenc s'inquiètent de la privatisation du groupe

■ **PREMIÈRE PRIVATISATION INDUSTRIELLE.** Nationalisé en 1982, Rhône-Poulenc est le premier groupe industriel à revenir dans le secteur privé sous le gouvernement Balladur. En l'espace d'une dizaine d'années, le groupe s'est profondément modifié et une série d'acquisitions — en particulier aux États-Unis — lui ont permis de se hisser de la douzième place mondiale en 1985 au septième rang aujourd'hui en augmentant de 50 % son chiffre d'affaires (81,7 milliards de francs).

■ **LEADERS.** La firme espère être parmi les cinq premiers chimistes à la fin de la décennie et parmi les leaders dans chacun de ses trois métiers : intermédiaires organiques et minéraux, qui fournissent les grandes filières industrielles, science de la vie (agro-chimie, pharmacie) et chimie d'application (spécialités, fibres et polymères).

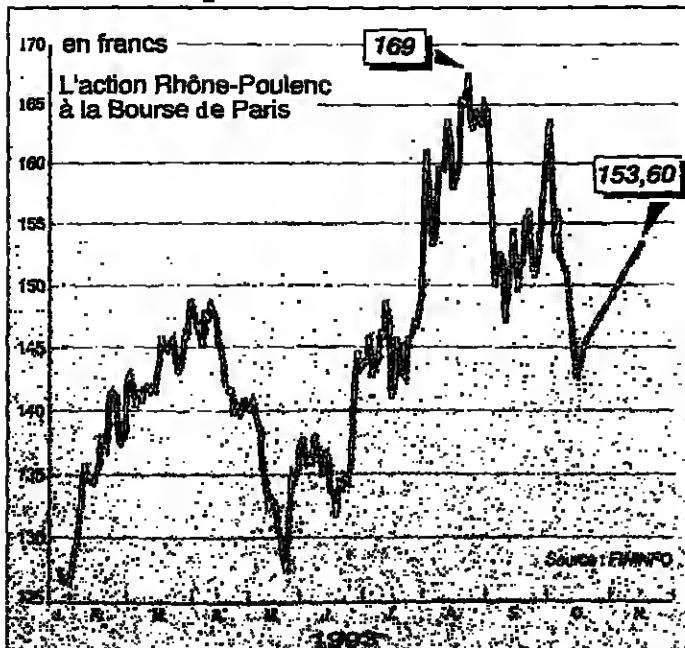
■ **CRISE.** Comme l'ensemble des chimistes, à l'exception des suisses, Rhône-Poulenc n'a échappé pas à la crise qui secoue le secteur depuis trois ans. Même si l'industrie chimique semble être tombée à son plus bas niveau, la remontée de cette activité cyclique, si elle se produit, s'annonce très lente. Pour l'instant, le groupe tire ses bénéfices principalement de son secteur pharmaceutique.

CLÉS/Chiffres

■ Une privatisation qui rapportera 13 milliards de francs à l'État. La cession des 43,4 % du capital de Rhône-Poulenc détenus par l'État rapportera 13 milliards de francs. Ce montant s'ajoute aux 28 milliards perçus lors de la cession de la BNP. En incluant la désamortissement du Crédit local de France, au mai, ce sont au total 43 milliards de francs qui rentreront dans les caisses de l'État, conformément à l'objectif fixé en mai par le gouvernement lors de l'établissement de son programme de privatisation. La première tranche arrêtera durant l'été le montant de la dette de la Banque Harvet et d'Elf Aquitaine.

■ Dégénération des résultats du groupe chimique. La jour du lancement officiel de la privatisation, Rhône-Poulenc a publié les résultats des neuf premiers mois qui confirment la dégradation de ses comptes, liée à celle de la conjoncture en Europe. Sur les neuf premiers mois, le chiffre d'affaires baisse de 3,9 % (59,6 milliards de francs), le résultat opérationnel de 16,7 % (4,7 milliards) et le bénéfice net de 30,1 % (776 millions). Comme en 1992, le troisième trimestre est dans le rouge mais, d'une année sur l'autre, le déficit a doublé (-299 millions).

+ 23 % depuis le début de l'année



Depuis la première privatisation partielle de mai de janvier, effectuée au prix de 125 francs par titre, l'action Rhône-Poulenc a progressé de 23 %, faisant presque deux fois mieux que l'indice CAC 40. Lundi 15 novembre, malgré l'annonce de mauvais résultats au cours des neuf premiers mois, le titre gagnait 2,26 %, clôturant à 153,60 francs. Les 135 francs retenus pour l'offre de vente aux particuliers représentent une décote de 12 % par rapport au dernier cours coté.

La privatisation de Rhône-Poulenc : « une formalité », « un non-événement ». Au siège du groupe, les mots ne manquent pas pour relativiser l'importance de cette opération scellant le retour du groupe chimique et pharmaceutique dans le privé. Après tout, il ne s'agit que de la deuxième étape d'un processus amorcé voilà un an par le précédent gouvernement, et l'État n'est déjà plus majoritaire dans le capital. Preuve supplémentaire de l'importance relative de ce désengagement, le gouvernement peut sans peine l'intercaler entre deux privatisations autrement plus riches en symbole et en rapport, la BNP et Elf-Aquitaine. Mais, au-delà de la simple technique financière ou de l'aspect attractif de l'offre pour le public, et contrairement à la baladeuse mélodie de Camille Saint-Saëns qui berce les spots publicitaires, cette ultime évolution vers le privé ne fait que renforcer l'inquiétude au sein du groupe.

La fin de la nationalisation, « cette parenthèse qui a duré une dizaine d'années », n'est pas considérée comme un « non-événement », mais plutôt comme une « menace ». Dans une industrie chimique en pleine tourmente, le retrait de l'État peut signifier l'entrée dans une ère d'insécurité tant au niveau de l'emploi que du devenir du groupe.

Un sondage de la SOFRES, réalisé en août à la demande de la direction pour jauger l'état d'esprit des 35 500 salariés français, révèle que leur adhésion « au principe de la privatisation est loin d'être acquise ». La nationalisation de 1982 a permis de sauver le groupe chimique et lui a été « extrêmement profitable ». Alors pourquoi changer ? Ce sentiment est exprimé, sur les sites de production et de recherche, par les techniciens, les agents de maîtrise et surtout les ouvriers. Ces différentes catégories de personnel, représentant plus de 80 % des effectifs, « accordent, de façon plus ou moins rationnelle, toutes les vertus à la nationalisation ». L'idée d'un retour intégral dans le privé apparaît d'autant plus incongrue aux personnes interrogées que « leur entreprise n'a pas cessé de fonctionner sur le mode du privé ». Les témoignages recueillis sont élogieux : « On n'est pas à EDF, nous, on ne peut pas obliger les gens à acheter nos produits » ; ou encore : « Être rentable, on sait ce que c'est... ».

Mais, plus grave, ce désengagement des pouvoirs publics perturbe tout particulièrement les salariés dont les activités traversent une passe difficile. Selon la SOFRES, « fondamentalement, la privatisation inquiète ceux et celles qui ont le sentiment que la conjoncture actuelle fragilise leur position au sein de l'entreprise... La dénationalisation vient, en d'autres termes, cristalliser les craintes ».

Les inquiets se retrouvent au sein des branches les plus atteintes par la crise actuelle que sont la chimie de base et les fibres et polymères. En tout,

60 actions. Enlisa aura une quantité supérieure ou égale à cinq actions, sa demande peut porter sur un nombre illimité d'actions. Ensuite, tout souscripteur d'un ordre prioritaire bénéficiera d'une action Rhône-Poulenc pour dix achetées dans la cadre de l'offre publique de vente, si elles ont été conservées au moins dix-huit mois après leur paiement, dans la limite d'un achat de 30 000 francs. Sur la même période, les frais de garde seront gratuits. D'autre part, des avantages supplémentaires sont accordés à ceux payant ces actions avec l'imprimé Balladur du mois de juillet.

Comme pour la BNP, les pouvoirs publics ont décidé de « promouvoir l'actionnariat populaire », en leur réservant une majorité des titres, qu'ils aient été souscrits par les institutions. Ainsi, 47 millions d'actions leur sont réservés et le montant peut, en cas de besoin, atteindre les 62 millions, ce qui leur permettra de 60 à 66 % de l'ensemble des titres cédés par l'État. Les avantages sont multiples.

Tout d'abord, la souscription d'un ordre dit « prioritaire » bénéficie d'une priorité d'achat jusqu'à concurrence de la

logique, le secteur saoté, qui procure aujourd'hui l'essentiel des bénéfices du groupe, échappe à ce sentiment, même si les ouvriers et les agents de maîtrise ne se sentent pas « à l'abri » dans les centres de production. Perte de sécurité de l'emploi, crainte d'un démantèlement du groupe qui effaiblirait encore plus les sociétés et abandon des avantages sociaux sont les trois risques redoutés. Et, paradoxalement, l'internalisation, qui permet à Rhône-Poulenc d'assurer sa pérennité en réalisant les trois quarts de son activité hors de France, révèle une autre, soit-disant : la peur de perdre la culture spécifique du groupe. Cette culture teintée d'humourisme, jugée « social démocratique » pour les uns ou « inspirée de la grande bourgeoisie catholique » pour les autres, remonte aux origines du groupe lyonnais. L'État en est aujourd'hui le garant.

« On dit que Renaud Gillot, le dernier patron de Rhône-

Poulenc représentant la dynastie familiale, était un proche de François Mitterrand dans les années 70 », raconte un salarié, pour conforter l'analyse du sondage sur cet « héritage culturel ». Il observe une évolution négative avec l'arrivée de nouveaux administrateurs venant du privé, apparemment plus soucieux de rentabilité financière. « Nous avons l'impression que, s'ils le pouvaient, ils nous mangeraient tout cru ».

Ce souci de forcer le trait, « tout était bon ovni, le pire

Priorité aux petits actionnaires

« J'ai choisi 135 francs comme juste prix de l'action Rhône-Poulenc qui sera vendue aux particuliers sous forme d'offre publique de vente du 16 au 23 novembre », a révéilé, lundi 15 novembre dans le soirée, Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, en ouvrant, pour la deuxième fois, la bal des privatisations. « J'ai fixé un prix un peu supérieur à la valeur minimale de 131 francs qu'avait déterminée la Commission de privatisation, donc les intérêts de l'État ne sont pas sacrifiés. Et en plus, la décote observée par rapport au cours actuel est de 10 % ».

A la différence de la BNP, le vente d'actions auprès des institutions, soit 31,7 millions de titres représentant 40 % du placement, se fera selon la « procédure de construction du livre d'ordres », inspirée de la technique dite du « book building ». Le prix sera fonction de l'offre et de la demande. Il se situera dans une fourchette comprise entre la prix de l'OPV (135 francs) et la cours du titre en Bourse. Les résultats seront connus le 25 novembre.

D. G.

est pour demain », est pris au sérieux tout par la direction que par les syndicats. Chacun veut assurer ou s'assurer que Rhône-Poulenc, totalement aux mains du secteur privé, ne perd pas son âme et n'abandonnera pas ses grands principes au bénéfice du seul critère de rentabilité.

« L'éthique restera le même »

La CGT, premier syndicat dans l'entreprise, a adopté une position radicale, s'opposant à ce projet « ruineux économiquement et socialement dangereux ». Pour elle, ce sondage révèle que 57 % des salariés sont hostiles au retour dans le privé, ce qui ne fait que confirmer la tendance enregistrée six ans auparavant. En 1987, les syndicalistes avaient alerté la direction, en remettant une pétition recueillant plus de dix mille signatures hostiles à une dénationalisation.

Déjà composé de financiers et de majorités françaises (le Crédit lyonnais, les AGF, la BNP et la Société Générale), l'équilibre de ce groupe d'actionnaires stables de Rhône-Poulenc ne sera pas modifié avec l'entrée de trois nouveaux membres, AXA, le Crédit suisse et un industriel, Fiat-France. Dans le cadre de la privatisation, 6 % du capital de Rhône-Poulenc vont être cédés « de gré à gré », à un prix supérieur de 2 % à celui qui sera retenu pour la cession de l'ensemble. Ainsi le noyau stable détiendra désormais 24 % du capital du groupe chimique.

Dans cet ensemble lié par un « protocole », le Crédit lyonnais reste le premier actionnaire, avec 7,4 % des parts, suivi par les AGF (6,62 %). La Société Générale et la BNP profitent de cette cession pour conforter leur présence et détenir respectivement 4,33 % et 2,4 % du capital. Les nouveaux arrivants ne sont pas véritablement des surprises, que ce soit la compagnie d'assurances AXA (1,25 %), le Crédit suisse (1 %) ou Fiat-France (1 %), leur venue ayant été annoncée depuis quelques semaines. En revanche, Fiat, lié par des accords industriels dans les fibres avec Rhône-Poulenc, au travers de la SNIA, est le seul groupe industriel s'engageant à rester durablement au capital de l'entreprise.

Certes, toutes les privatisations sont des cas particuliers, mais cette modeste présence pose question. Dans la crise actuelle, les entreprises industrielles dont les revenus baissent peuvent-elles se permettre d'immobiliser des fonds ? La suite du programme de privatisation, avec Elf-Aquitaine, devrait être à ce titre très riche d'enseignements.

D. G.

tion. Le krach boursier d'octobre avait été d'un utile secours en stoppant sine die le programme de privatisation. Une nouvelle campagne de signatures a été lancée l'an dernier mais, cette fois, au niveau international. Dans le même temps, les sessions d'informations se poursuivent dans les usines. « Le fait nouveau est l'intérêt marqué de l'encadrement à nos réflexions », affirme René Vincent, secrétaire général de la Fédération nationale des industries chimiques CGT, qui voit dans l'élargissement de son auditoire une confirmation de l'inquiétude ambivalente. Récemment, les élus de ce syndicat ont quitté les séances des différents comités d'établissement en guise de protestation contre la manière dont se déroule la privatisation.

Pas de recours aux « licenciements secs »

« L'État suit ses responsabilités », affirme Marc Deluzet, secrétaire fédéral de la Fédération nationale des industries chimiques CFDT. Il devrait garder au moins 30 % du capital, le secteur de la santé étant stratégique pour la France... Que l'État ne puisse plus suivre les augmentations de capital nécessaires au développement de Rhône-Poulenc se comprend, mais qu'il s'efforce de couper les bras sans raison dépasse le sens commun... » Présentant que le patron du groupe, Jean-René Fourtou, a une prédilection pour les activités médicales (Rhône-Poulenc Rorer, Institut Mérieux), ce syndicat s'interroge sur le devenir de la chimie de base et du secteur agro-chimie. Comme les autres partenaires sociaux, il redoute une accélération de la politique d'association qui coïncide à élever certaines activités à une autre firme et à rester simplement partenaire minoritaire. Jusqu'alors, la présence d'un actionnaire public apparaissait comme une garantie pour négocier ces accords, même si — chacun le reconnaît — cela n'a empêché ni les cessions d'actifs ni les réductions d'effectifs.

Pour atténuer le vide provoqué dans les esprits par le départ de l'État-protecteur, la direction de Rhône-Poulenc s'emploie à prouver qu'il n'y aura pas de changement. « L'éthique sera la même avant et après », affirme-t-elle au siège à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

Le groupe conservera des administrateurs salariés, ce qu'il n'était pas obligé de faire, ce statut créé par une loi

en 1983 étant propre aux entreprises publiques. Leur nombre sera certes réduit. De même, au niveau social, pas question d'avoir recours à l'aveoir aux « licenciements secs », même si la restructuration du groupe se poursuit, voire s'accélère. Si, jusqu'à présent, les réductions d'emplois touchaient 2 % du personnel chaque année, le taux devrait être plus proche désormais de 3,5 % à 4 %. « Dans les entreprises, il y a une forte inquiétude, les gens voient concrètement l'activité baisser sous leurs yeux », reconnaît Jean-René Fourtou. « Je pense qu'on a touché le fond, mais je suis incapable de dire à quelle vitesse l'économie va repartir, précise-t-il, avant d'ajouter : l'annonce d'une reprise d'activité me fera bien plus plaisir que la privatisation ».

Après le sondage qualitatif de l'été, Rhône-Poulenc connaît de nouveau l'état d'esprit de ses 83 300 salariés en France et dans le monde avec le résultat du placement des titres qui leur sont réservés. L'importance de la souscription sera certes un facteur pouvant indiquer l'attachement au groupe. Au-delà, la répartition du placement entre jeunes et plus anciens dans l'entreprise aura aussi son importance. Les derniers arrivés, principalement dans l'encadrement, voient dans la privatisation une occasion de faire carrière plus vite, le mérite supplantant l'ancienneté. Se manifesteront-ils en souscrivant plus que les autres, moins ou autant ? Cette répartition co-décide peut-être plus long sur le devenir de la culture de Rhône-Poulenc.

DOMINIQUE GALLOIS

BNP : la CGT conteste le succès de la privatisation. — La privatisation de la Banque nationale de Paris (BNP) a remporté « un faux succès auprès des salariés », a affirmé, lundi 15 novembre, Jean-Jacques Surzur, secrétaire général de la fédération CGT des secteurs financier, une semaine avant les élections des représentants du personnel au nouveau conseil d'administration de la banque. Quelque 8,29 millions d'actions (soit 6 % du capital) sont désormais entre les mains de 65 000 salariés et anciens salariés de la BNP (92 % des effectifs en métropole). Mais, pour la CGT, cette opération, décrite comme « un succès », a été obtenue au prix « d'énormes moyens financiers (43 millions de francs), matériels et humains pour vendre une action sous-cotée ».

EN BREF

100 000 salariés excédentaires dans la métallurgie. — Pierre Guillen, vice-président de l'Union des industries métallurgiques et minières, a chiffré à 100 000 le nombre de salariés excédentaires dans la métallurgie. Dans un entretien publié lundi 15 novembre dans la Tribune Desfossés, il espère que « la reprise de l'économie épargnera de nouvelles réductions d'effectifs », mais il estime cependant peu probable « une amélioration du marché du travail avant plusieurs mois ». « Dans les cinq ans à venir, poursuit-il, je pense que nous aurons encore un nombre de chômeurs tout-à-fait important. Quelle que soit l'intensité de la reprise, il restera un volant incompressible de chômage. Il y a environ 1,5 million de personnes dans l'inadaptabilité totale ».

AIR INTER : l'intersyndicale prévoit « des préavis de grève successifs ». — L'intersyndicale d'Air Inter a indiqué, lundi 15 novembre, dans un communiqué, qu'elle allait « déposer des préavis de grève successifs », les organisations syndicales de la compagnie ayant « décidé de poursuivre le mouvement commencé le 10 novembre pour remettre en cause le plan Bosson ». Une nou-

velle intersyndicale, dans la matinée du mardi 16 novembre, devait déterminer les modalités et le calendrier précis de ces grèves. Le communiqué, signé des syndicats SNPT, CGT, CFDT, CFTC, FO pour les personnels au sol et SNPL, USNPT, SPIT, SNPNAC et SNFNC, pour les navigants, précise qu'ils « envisagent des actions de harcèlement répétées, l'objectif étant de maintenir la pression sur les pouvoirs publics ».

Entretiens annuels de la COB. — Les entretiens annuels de la COB (Commission des opérations de Bourse) se dérouleront jeudi 18 novembre (1). Ils auront pour thème : « 1983-1993, sécurité et transparence des marchés ». La communauté financière réfléchira, à la lumière des observations faites depuis dix ans, aux sujets suivants : l'évolution des marchés et de l'intermédiation ; les investisseurs sont-ils satisfaits de la gestion de leur épargne et de leur information ? la sanction des infractions financières ; l'information du public s'est-elle améliorée ? Ces entretiens seront clôturés à 18 h 15 par Edmond Alphandéry, ministre de l'économie.

(1) Mercredi 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 novembre, 1^{er} décembre, 1993. — 11, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

مكتبة النجف

ECONOMIE

ÉTRANGER

Réunis en congrès

Les patrons britanniques se veulent « europhiles »

Pragmatiques, les patrons britanniques sont favorables au principe de la monnaie unique européenne. Ils apportent ainsi leur soutien au plan « europhile » du gouvernement de John Major. Le congrès de l'Association patronale, la CBI (Confederation of British Industry), rappelle que les divergences à propos de l'Europe n'ont pas pris fin avec l'entrée en vigueur du traité de Maastricht.

quelques patrons de choc, comme Ian Vally, le président de British Telecom. Ce dernier n'a pas hésité à mettre vigoureusement en cause l'attitude négative adoptée par le gouvernement à l'égard de tout approfondissement de l'intégration européenne, attitude dictée par la certitude que les faits — notamment les remous monétaires — donneront finalement raison à la Grande-Bretagne.

« Dangereuse erreur »

« Comme beaucoup de mes collègues », souligne le patron de BT, « je me désespère de constater, depuis un an, certaines attitudes xénophobes et destructives à Westminster. Cela n'aide en rien les perspectives économiques du Royaume-Uni, ni ses emplois. » Ces propos font écho à ceux du directeur général de la CBI, Howard Davies, qui, il y a quelques jours, s'est attiré les foudres de plusieurs ministres et responsables du parti conservateur pour avoir critiqué la tendance anti-européenne de plus en plus affirmée des milieux gouvernementaux de Whitehall. Estimant qu'il s'agit d'une « dangereuse erreur » de fermer la porte à toute évolution vers la monnaie unique, M. Davies avait souligné que les patrons britanniques sont inquiets à l'idée de voir entrer en vigueur « une monnaie unique de l'autre côté de la Manche, et des « coupons ukrainiens ».

HARROGATE
de notre envoyé spécial
Le mois dernier, à Blackpool, le congrès du Parti conservateur avait laissé l'impression qu'après l'épuisante et fructueuse période précédente la ratification parlementaire du traité de Maastricht, le prix d'une trêve au sein du parti tory était la mise en sourdine des thèses soutenues par les « europhiles », et un retour aux valeurs défendues par la droite « thatcherienne ». Le congrès de la CBI, qui s'est ouvert, lundi 15 novembre, à Harrogate (Comté du North-Yorkshire), montre que les ministres les plus européens du gouvernement de John Major n'ont pas l'intention de renoncer à leurs convictions, et qu'ils sont soutenus par la majorité des patrons britanniques.

Pour mener cette contre-attaque en faveur d'une intégration européenne, vue comme une opportunité pour la croissance de l'industrie et de l'économie britanniques, l'organisation patronale s'est assurée le concours de puissants avocats : Kenneth Clarke, le chancelier de l'Échiquier, Michael Heseltine, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jacques Delors, le président de la Commission européenne, Peter Sutherland, le directeur général du GATT. (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), enfin

deux raisons : l'industrie britannique préfère la stabilité économique, c'est-à-dire monétaire, qu'apporterait a priori l'union monétaire, et elle a pris la mesure du caractère croissant de ses échanges avec le reste de l'Europe, où aboutissent près de 60 % des exportations du Royaume-Uni. Le chancelier de l'Échiquier a rappelé que, « personnellement, il a toujours été en faveur de l'union économique et monétaire », et M. Heseltine a prêté un véritable « changement de culture » à l'égard de l'Europe.

« Nous ne nous rendons aucun service », a-t-il souligné, « si le langage que nous tenons à l'égard de nos partenaires continentaux, les images que nous utilisons pour les décrire, et l'étroitesse de vue avec laquelle nous essayons de récrire l'histoire de ces quarante dernières années, ont pour effet de nous isoler de ceux dont nous sommes les plus dépendants. » Ce ton aurait dû être une musique d'oreilles de Jacques Delors mais celui-ci, alié, a fait lire son intervention par David Williamson, le secrétaire général de la Commission. Le sentiment qui prévaut dans tous les pays de la Communauté est celui d'une méfiance accrue envers une plus forte intégration, a-t-il reconnu. Parallèlement, l'économie britannique est la seule qui connaisse un début de reprise en Europe. D'où cette idée — compréhensible mais fautive — estime M. Delors, selon laquelle « la poursuite de priorités nationales constitue le moyen de résoudre les problèmes », c'est-à-dire la baisse de la croissance économique et l'augmentation du chômage.

Au contraire, estime-t-il, c'est une action concertée au niveau de l'Union européenne qui peut permettre de redresser la situation. « Si l'Europe travaille ensemble », a-t-il souligné, « elle a la puissance, macro-économique, de sortir de la récession et de redresser l'emploi. »

ser l'emploi. Le président de la Commission de Bruxelles a insisté sur la nécessité de disposer d'une main-d'œuvre « hautement flexible, mieux formée et plus adaptable ». Son auditeur était d'accord sur ce point, mais sans doute moins sur la justification d'une compétitivité censée conduire à des hauts salaires et une protection sociale accrue. Ce thème de la compétitivité a été repris par tous les intervenants, M. Heseltine soulignant à quel point l'industrie britannique doit améliorer ses performances, notamment pour réduire l'écart de productivité de 25 % qui la sépare de ses principaux partenaires européens.

S'agissant, d'autre part, du principe de libre-échange qui constitue le socle de la philosophie économique du gouvernement, le chancelier de l'Échiquier a souligné que la croissance du commerce mondial ne peut manquer d'accroître la richesse de la Grande-Bretagne, d'où, a contrario, le danger d'un échec des négociations commerciales sur le Cycle de l'Uruguay. Peter Sutherland a donc préché une assistance convaincue d'avance, lorsqu'il a dressé la longue liste des catastrophes qui attendent l'économie mondiale si un accord entre l'Europe et les États-Unis n'est pas obtenu le 15 décembre : outre une vague de protectionnisme, a souligné le directeur général du GATT, « j'ai peur que cela provoque le type de tensions qui nous ont conduits, à la fin des années 20, du nationalisme économique vers des tarifs élevés et des dévaluations compétitives, puis à la grande dépression des années 30. Certains disent que ces tensions nous ont fait basculer dans la seconde guerre mondiale ».

LAURENT ZECCHINI

AGRICULTURE

Une « rallonge » accueillie par les syndicats avec une prudente satisfaction

Les agriculteurs reçoivent 1,5 milliard de francs supplémentaires

A l'issue d'une réunion entre Edouard Balladur, entouré de plusieurs ministres, et les principaux responsables syndicaux et professionnels agricoles, l'Hôtel Matignon a annoncé, lundi 15 novembre, plusieurs mesures en faveur du monde agricole, qui globalement représentent 1,5 milliard de francs.

Un mois avant la date du 15 décembre fixée par Washington pour achever les négociations du Cycle de l'Uruguay dans le cadre du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), le gouvernement entendait tirer les conclusions des groupes de travail mis en place à la mi-mai (le Monde du 16 novembre). Les mesures arrêtées ont pour objet l'adaptation des exploitations agricoles aux conséquences, à moyen terme, de la réforme de la politique agricole commune (PAC), en favorisant un allègement durable de leurs charges d'exploitation.

Le dispositif s'articule autour de cinq chapitres :
• Le financement des entreprises agricoles. Dans le cadre de la baisse générale du loyer de l'argent, celle des taux des prêts bonifiés sera d'environ 1 point en moyenne. Les taux les plus élevés (pour les calamités) tomberont de 8,9 % à 6,5 %. D'autre part, la durée de remboursement des prêts sera allongée et certains plafonds relevés. Ces mesures devaient alléger les dettes des agriculteurs.

• L'allègement des charges fixes. L'exonération des taxes sur les contrats d'assurance, jusqu'alors réservée aux mutuelles, sera étendue à l'ensemble des compagnies d'assurances.

• Les cotisations sociales. Compte tenu de l'amplitude des fluctuations des revenus d'une année sur l'autre, l'assiette des cotisations sociales, calculée sur une

base triennale, intégrera désormais les éventuels déficits d'exploitation. En contrepartie, sera relevée la cotisation minimum maladie.

• Les retraites. Il s'agit de relever les pensions des agriculteurs les moins aisés, notamment ceux qui ont été aides familiaux avant de devenir chefs d'exploitation. Dès 1994, 180 000 retraités agricoles bénéficieront de cette mesure visant à leur verser une retraite au moins égale au RMI.

• Renforcement de l'organisation économique. Le rôle du Conseil supérieur d'orientation sera renforcé afin de permettre une meilleure répartition des crédits d'intervention économique entre les différents secteurs.

Le ministère de l'Agriculture et de la pêche précise que l'ensemble des dispositions représente « un allègement des charges des exploitations d'environ 1,2 milliard, qui devra intervenir dès le début 1994, auquel s'ajoutent 300 millions pour la revalorisation des retraites les plus modestes ».

Luc Guyau, président de la FNSEA, a accueilli ces mesures avec une prudence et relative satisfaction : « Un premier pas a été fait, nos demandes ont été partiellement acquiescées. Mais il a écarté l'idée que ces mesures pourraient constituer « une sorte de monnaie d'échange » contre un accord au GATT. En revanche, Christian Jacob, président du CNJA, a regretté une certaine timidité gouvernementale : « M. Piech n'a pas mesuré l'ampleur du problème et n'a pas définitivement suffisamment permis le dossier auprès du premier ministre. Enfin, la Confédération paysanne, syndicat minoritaire, note que ces mesures n'apportent « aucune réponse aux vrais problèmes des paysans : partage de la production, limitation des tailles d'ateliers et meilleure répartition des aides publiques ».

F. Gr.

A un mois de la date butoir du Cycle de l'Uruguay

Mickey Kantor et Leon Brittan se rencontreront le 22 novembre à Washington

De Tokyo, où il venait de rencontrer le premier ministre japonais, M. Hosokawa, Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne, a fait savoir qu'il rencontrerait, lundi 22 novembre à Washington, Mickey Kantor, le représentant du président Clinton pour le commerce international. Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés le 27 septembre à Washington et le 13 octobre à Bruxelles. Rencontres infructueuses qui n'avaient permis aucun démarrage véritable des négociations sur les dossiers épineux du Cycle de l'Uruguay, notamment sur le préaccord agricole de Blair House. La situation reste totalement bloquée dans l'attente aux États-Unis du vote de la Chambre des représentants, ratifiant ou rejetant l'ALENA, le traité nord-américain de libre-échange.

Diplomatie oblige, Sir Leon Brittan a déclaré à Tokyo que les négociations du Cycle de l'Uruguay s'étaient accélérées mais il a reconnu qu'aucune avancée n'avait été enregistrée dans les discussions commerciales multilatérales. Après s'être déclaré satisfait « de la détermination » des Japonais d'assurer le succès du Cycle de l'Uruguay avant la date butoir du 15 décembre, le vice-président de la Commission a dû reconnaître qu'il n'avait rien obtenu de M. Hosokawa. M. Brittan a même qualifié de pure spéculation les rumeurs d'un accord

entre les États-Unis et le Japon sur les importations de riz. Selon les officiels japonais, M. Brittan aurait dénoncé les pressions commerciales américaines sur le Japon : Washington tente en effet depuis des mois d'imposer à Tokyo des objectifs chiffrés au commerce nippo-américain.

Mince heur d'espoir : à Genève, les États-Unis se seraient engagés, lundi 15 novembre, à présenter d'ici la fin de la semaine de nouvelles offres concernant la baisse

des tarifs douaniers et l'accès au marché, conformément, semble-t-il, aux engagements pris en juillet par les grands pays industrialisés au sommet de Tokyo. Lundi 15 novembre, au Club de la presse d'Europe 1, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, a estimé qu'il y avait « deux chances sur trois » de parvenir à un accord d'ici le 15 décembre.

AL. V.

La préparation du budget européen pour 1994
Les Douze acceptent une rallonge de 45,5 millions d'écus

Les ministres des finances des Douze ont accepté, lundi 15 novembre à Bruxelles, le principe d'une rallonge au budget européen pour 1994. Ce supplément de ressources égal à 45,5 millions d'écus (303 millions de francs) permettra de financer des actions en faveur des petites et moyennes entreprises, créatrices d'emplois, a indiqué la présidence belge du Conseil. Les ministres ont ainsi donné satisfaction aux dépu-

tés européens qui avaient adopté en septembre un amendement intitulé « Croissance et emploi pour l'Europe ».

Au total, l'Union européenne sera dotée en 1994, après son adoption définitive par le parlement de Strasbourg à la mi-décembre, d'un budget égal à 69,7 milliards d'écus en hausse de 6 % par rapport à 1993. La politique agricole commune en absorbera, comme toujours, la plus grande partie, soit 36,465 milliards d'écus. Conseil et Parlement se sont mis d'accord également pour doter les fonds structurels et le fonds de cohésion dont bénéficieront la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal de 21,3 milliards d'écus.

Si la présidence belge du Conseil a souhaité un budget de rigueur pour 1994, le flottement des monnaies risque néanmoins d'entraîner des dépenses supplémentaires, notamment dans le secteur agricole, et le faible taux de croissance prévu (à peine 1,3 % du produit intérieur brut en 1994) de diminuer les ressources.

SOCIAL

Après une grève suivie à 30 %

Le personnel de la Sécurité sociale a manifesté

Quelque 30 % des 180 000 agents de la Sécurité sociale ont suivi, lundi 15 novembre, le mot d'ordre de grève lancé par FO, la CGT et la CFDT pour protester contre l'intégration de leur régime particulier de retraite complémentaire au régime général interprofessionnel de l'ARRCO-ARRCO (le Monde du 14-15 novembre). A Paris, près de 1 500 salariés et retraités ont manifesté au ministère des affaires sociales au siège de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS) où les modalités de cette réforme devaient être présentées, lundi soir, aux représentants du personnel.

S'agissant du financement de cette intégration, Hubert Marat, président CNPF de l'UCANSS, a proposé qu'une partie des cotisations, actuellement versées par les salariés, soit affectée au maintien des droits garantis par l'ARRCO et l'ARRCO (1), à hauteur de 1,22 % pour les employés et 1,5 % pour les cadres, le reste demeurant à la

charge de l'employeur. L'UCANSS propose aussi que le financement du régime différentiel, destiné à maintenir les avantages supplémentaires acquis au 31 décembre 1993, et dont le coût a été estimé à quelque 30 milliards d'ici à 2018, soit assuré par une dotation annuelle de l'employeur. Les droits supplémentaires acquis par les retraités seraient reversés à la baisse, en vertu d'un barème dégressif en fonction de leur année de naissance. La CFDT, favorable au principe de cette intégration, juge « inacceptable » cette révision à la baisse des droits acquis et regrette que la part patronale ne soit soumise à « aucune garantie ». M. Marat a proposé de rencontrer les syndicats d'ici au 25 novembre, date à laquelle le conseil d'administration paritaire de l'UCANSS est censé se prononcer sur les modalités de cette intégration.

V. D.

(1) Dont le coût a été estimé à 29,2 milliards de francs.

Garantie mutuelle des fonctionnaires

La pression monte contre Jean-Louis Pétriat

Les semaines se suivent et se ressemblent dans ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui le feuilleton de la GFM (Garantie mutuelle des fonctionnaires). La pression ne cesse de monter contre Jean-Louis Pétriat, le président, chaque jour plus contesté et plus isolé, de la mutuelle des fonctionnaires. Après le retrait du plan de sauvetage de 1 milliard de francs du GEMA (Groupe mutualité des entreprises mutuelles d'assurance), après la renonciation in extremis de Joël Rochard, inspecteur général des finances, à prendre la direction générale de la GFM, c'est au tour des syndicats de monter au créneau.

La CFDT, le CFE-CGC, la CFCT et le SAP autonome ont décidé, lundi 15 novembre, de demander directement la démission de M. Pétriat et du conseil d'administration, qui le soutient envers

et contre tout. Dans un communiqué commun, les syndicats estiment que « la pression monte contre Jean-Louis Pétriat en tant que président de la GFM ». Ils estiment que le crédit de confiance, tant intérieur qu'extérieur, ne permet plus de trouver les moyens économiques et financiers pour recréer la GFM, ajoutant les organisations.

Pendant ce temps, M. Pétriat n'a toujours pas trouvé un nouveau directeur général et le milliard de francs de recapitalisation que lui demande la commission de contrôle des assurances avant la 31 décembre. Après avoir perdu 1,5 milliard de francs l'an dernier, la GFM pourrait encore afficher en 1993 des pertes nettement supérieures à 1 milliard de francs.

E. L.

INDUSTRIE

La crise de la sidérurgie européenne

Usinor-Sacilor annonce 5 milliards de francs de pertes pour 1993

Le poids de la crise : Usinor-Sacilor, redressé à la fin des années 80, va renouer cette année avec des pertes impressionnantes. Le groupe public avait enregistré l'an passé un résultat négatif de 2,4 milliards de francs. En 1993, il s'enfonce un peu plus dans le rouge. Les pertes avoisineront les 5 milliards de francs, averti, lundi 15 novembre, son PDG, Francis Mer, dans une interview au « Figaro-Economie ».

Une confirmation plus qu'une surprise. Il y a un mois tout juste, les données financières disponibles pour le premier semestre étaient déjà très mauvaises : -2,9 milliards de francs de pertes en six mois. Et le groupe, « compte tenu du ralentissement persistant de la demande en Europe », avait alors écarté tout espoir de « progrès significatif » dans la seconde partie de l'année. Malgré les tentatives de remonte des prix, l'exploitation, quel que soit le type d'acier, n'est guère profitable. Par ailleurs, le groupe français a dû incorporer dans ses comptes 1993 une provision de 2,2 milliards de francs pour dépréciation d'actifs, après le dépôt de bilan de sa filiale allemande Saarstahl.

Surcapacités, chute de la demande provoquée en particulier par l'effondrement des ventes automobiles : le paysage de l'acier communautaire est sinistré. Pour le moment seul British Steel semble tirer son épingle du jeu. Le groupe britannique a annoncé pour le premier semestre de son exercice fiscal 1993/1994 un bénéfice net de 27 millions de livres (232 millions de francs).

Les prévisions de M. Mer interviennent à quelques jours d'un conseil européen des ministres de l'Industrie le 18 novembre à Bruxelles pour approuver le plan d'assainissement de la sidérurgie européenne. Bruxelles a annoncé être parvenu à un accord sur le dossier Ecomat, conglomérat allemand que les autorités de Bonn veulent superviser, en obtenant des réductions de capacités supplémentaires.

C. M.



PRIX DE VENTES INDUSTRIELS

SUR UN MÊME SUPPORT, TOUS LES INDICES UTILES AUX ENTREPRISES
• INDICES DE PRIX DE VENTES INDUSTRIELS (PVI) • INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION • INDICES DES PRIX AGRICOLES • INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION (ICC) • ET DE NOMBREUX AUTRES INDICES

BOURSE DE PARIS DU 16 NOVEMBRE

Liquidation : 23 novembre **Cours relevés à 13 h 30**
Taux de report : 8,00 **CAC 40 : +1,25 % (2144,39)**

[illegible]

Comptant (sélection)

VALEURS	% de mois	% de comptes	VALEURS	Cours publ.	Dernier cours	VALEURS	Cours publ.	Dernier cours	VALEURS	Cours publ.	Dernier cours
Obligations						Etrangers					
BOEE 5% 11-12	119,35	6,28	Entente Paris	680	—	A.E.R. Alg.	595	—	Tabaco Cya.	34,95	—
BOEE 5% 12-13	119,35	6,28	Eldorado Bagdad O	710	715	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 13-14	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 14-15	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 15-16	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 16-17	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 17-18	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 18-19	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 19-20	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 20-21	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 21-22	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 22-23	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 23-24	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 24-25	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 25-26	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 26-27	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 27-28	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 28-29	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 29-30	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 30-31	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 31-32	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 32-33	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 33-34	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 34-35	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 35-36	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 36-37	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 37-38	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 38-39	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 39-40	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 40-41	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 41-42	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 42-43	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 43-44	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 44-45	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 45-46	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 46-47	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 47-48	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 48-49	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 49-50	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 50-51	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 51-52	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 52-53	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 53-54	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 54-55	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 55-56	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 56-57	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 57-58	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 58-59	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 59-60	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 60-61	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 61-62	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 62-63	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 63-64	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 64-65	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 65-66	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 66-67	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 67-68	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 68-69	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 69-70	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 70-71	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 71-72	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 72-73	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 73-74	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 74-75	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 75-76	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 76-77	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 77-78	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 78-79	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 79-80	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 80-81	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 81-82	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 82-83	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 83-84	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 84-85	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 85-86	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 86-87	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 87-88	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 88-89	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 89-90	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 90-91	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 91-92	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 92-93	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 93-94	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 94-95	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 95-96	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 96-97	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 97-98	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 98-99	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 99-100	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 100-101	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 101-102	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 102-103	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 103-104	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 104-105	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 105-106	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 106-107	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 107-108	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 108-109	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 109-110	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 110-111	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 111-112	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 112-113	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 113-114	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 114-115	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 115-116	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 116-117	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 117-118	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 118-119	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 119-120	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	34,95	—
BOEE 5% 120-121	119,35	6,28	Industrie de	341	320	Alcan Al.	535	—	Reunis de	3	

Sicav (sélection) **15 novembre**[illegible]

Hors-côte (sélection)

[illegible]

Second marché

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 15/11	Cours des billets	
			achat	vente
Zone Unie (1 unit)	5,800	5,870	5,85	5,81
Zone Unie (100 unit)	5,870	5,875		
Allemagne (100 dm)	347,390	348,370	339	359
Belgique (100 f)	18,125	18,210	17,75	18,75
Euro-Sas (100 f)	369,330	370,510	359	379
France (100 fr)	16,500	16,530	3,35	3,40
Grèce (100 dr)	27,290	27,210	63	91
Irlande (1 p)	8,250	8,230	7,85	8,05
Italie-Strugana (100 lire)	1,720	1,755	1,63	1,70
Portugal (100 escudos)	2,425	2,425	2,39	2,40
Finlande (100 markes)	352,800	354,000	350	402
Islande (100 kr)	71,940	71,890	66	75
Japon (100 ¥)	80,040	80,000	78	87
Autriche (100 sch)	46,510	46,520	46	51
Canada (100 c)	1,290	1,290	4,10	4,15
Canada (100 c)	3,400	3,405	3,3	2,75
Canada (1 \$ can)	4,075	4,025	4,35	4,75
Japon (100 ¥)	5,535	5,571	5,25	5,50

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 15/11
Or fin (à la on barre)	71250	70590
Or fin (en lingot)	71350	70650
Napoleons (200)	410	404
Pièces F (10 fr)	367	
Pièces (20 francs)	418	404
Pièces (10 francs)	414	404
Souverains	522	517
2000 dollars	2094	2055
Pièces 10 dollars	1250	1210
Pièces 5 dollars	706,25	
Pièces 50 pesos	2000	2035
Pièces 10 bolivars	430	430

RÈGLEMENT

Lundi date mardi : 5 % de variation 31/12
 coupon - Mercredi date jeudi : paiement
 vendredi : compensation - Vendredi date

A BOURSE SUR MINITEL

36-15
PEZ LE MONDE
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
☎ 46-62-74-25
NSUEL (1)
ardi des mercredi : montant du
dernier coupon - Jeudi des
amedi : quotité de négociation

Matif (Marché à terme international de France)

NOTIONNEL 10 %							
Nombre de contrats estimés : 92756				CAC 40 A TERME			
				Volume : 20449			
Cours	Mars 94	Jun 94	Déc. 93	Cours	Janvier 94	Nov. 93	Déc. 93
Dernier.....	127,82	127,14	123,84	Dernier.....	2162	2128	2142
Précédent...	127,66	127,08	123,66	Précédent...	2135	2109	2122,50

سكز اهر لامل

AU JOUR LE JOUR

Psystoire

On feint de s'étonner, et parfois on se scandalise, d'observer l'afflux d'étudiants vers deux disciplines : la psychologie et l'histoire. Quoi ? Entend-on sur les bancs des universités, cette jeunesse est confrontée à une crise de l'emploi d'une extrême gravité et, loin de s'orienter vers les bonnes et solides formations professionnelles, la voici qui choisit de bataillonner dans les friches du passé et le champ du mental !

On devrait, au contraire, se

réjouir de cette lucidité. L'histoire, loin de « finir », comme la prétendaient les pseudo-visionnaires d'il y a à peine un lustre, est emballée, chaotique, inquiétante. Quant à l'aspirant des contemporains — conscient ou inconscient — il n'est pas moins tourmenté par la planète. Ainsi ces étudiants seront-ils au moins armés pour comprendre ce qui arrive et l'effet que cela leur fait.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

GATT et « exception culturelle »

Pour Hervé Bourges, président de France-Télévision, le problème soulevé par l'existence d'une « exception culturelle » dans les négociations du GATT n'a qu'une solution : produire et franchir les frontières.

Diagonales : « Tentation de l'exil », par Bertrand Poirot-Delpech (page 2).

INTERNATIONAL

Afrique du Sud : période de transition

La ratification de la Constitution intérimaire a été reportée au mercredi 17 novembre. Cette cérémonie doit ouvrir la période de transition devant conduire à la première consultation multiraciale (page 3).

Inde : levée du siège à Srinagar

Le siège de la mosquée de Srinagar, en Inde, a été levé, les derniers séparatistes cachemiris qui y étaient retranchés s'étant rendus aux forces de sécurité (page 5).

POLITIQUE

Droit d'asile : le Congrès tranchera

Le Congrès du Parlement est convoqué vendredi 19 novembre à Versailles, pour aviser la réforme de la Constitution. Au centre du débat : la réforme du droit d'asile (page 10).

SOCIÉTÉ

Le juge Lambert à la barre

La cour d'assises de la Côte-d'Or, où est jugé l'assassinat de Bernard Laroche, a entendu lundi la déposition de Jean-Michel Lambert qui fut le premier juge d'instruction du dossier de l'« affaire Grégory » (page 14).

CULTURE

Les concerts du dimanche matin

Au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, avait lieu, le 13 novembre, le 500^e concert du dimanche matin organisé depuis dix-sept ans par Jeanine Roze (page 20).

ÉCONOMIE

La privatisation de Rhône-Poulenc

Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, a fixé à 135 francs le prix de l'action Rhône-Poulenc dont le procédé d'offre publique de vente a débuté mardi 16 novembre, pour une semaine. Attrait du prix d'un côté, inquiétude des salariés de l'autre, qui voient dans ce retour dans le privé une menace pour leur emploi (page 24).

COMMUNICATION

Le sort d'ARTE divise le RPR

Le budget du secteur public de l'audiovisuel (qui s'élève à 14,87 milliards de francs pour 1994) a été approuvé lundi par l'Assemblée nationale. Les socialistes et les communistes se sont prononcés contre. Les débats ont surtout confirmé que le sort d'ARTE divise le RPR (page 18).

Services

Abonnements..... 11
Annonces classées..... 26
Carnet..... 28
Marchés financiers..... 26-27
Météorologie..... 28
Mots croisés..... 28
Radio-télévision..... 29
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-56

Demain

Arts et spectacles

« Libera me », d'Alain Covelier, un hymne sans paroles à la Résistance. Critique et entretien avec le réalisateur. Également : la critique de World Gone Wrong, le nouveau disque de Bob Dylan.

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives »
folioté de 1 à XII

Le numéro du « Monde »
daté 16 novembre 1993
a été tiré à 495 486 exemplaires

Au palais de justice de Paris

Les quatre dirigeants d'Action directe comparaissent devant une cour d'assises spéciale

Le dernier procès de la branche internationale d'Action directe s'est ouvert mardi 16 novembre, à Paris, devant une cour d'assises spéciale exclusivement composée de magistrats professionnels. Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani devront répondre, notamment, de l'assassinat en 1985 du directeur des affaires internationales du ministère de la défense, René Audran, de l'attentat commis en 1986 contre les locaux d'Interpol et de deux tentatives d'assassinat, l'une contre le contrôleur général des armées Henri Blandin, l'autre contre le vice-président du CNPF Guy Brana.

C'étaient les années Tapie. La France des années 80, de plan d'austérité en plan de rigueur, rêvait devant l'insolence bataillarde de son nouveau héros, prestidigitateur de la finance. C'étaient aussi des années de cendres. Dans un coin perdu du Loiret, quatre petits Français en snrvis refaisaient le monde dans un grand corps de ferme. Entre la cooffecioo des confitures et le gardiennage de leurs chèvres, ils s'offraient de temps à autre une « sortie » sanglante, assassinant ici le directeur des affaires internationales du ministère de la défense, René Audran, là le PDG de Renault, George Bese.

C'était hier et — que leurs victimes et leurs proches nous pardonnent — cela semble terriblement daté. Qui se souvient encore, après dix ans, de ces services de police et quelques rares « spécialistes », des errements meurtriers d'une poignée de « militants » ?

La réalité française par effraction, tout comme ils y étaient entrés.

Le cauchemar fut cependant bien réel et il va resurgir, dès ce mardi 16 novembre, dans le décor de la cour d'assises de Paris. Durant deux semaines, un jury composé exclusivement de magistrats professionnels doit notamment examiner l'attentat commis contre les locaux d'Interpol (mai 1986), les tentatives d'assassinat contre le contrôleur général des armées Henri Blandin (juin 1985) et le vice-président du CNPF Guy Brana (avril 1986), sans compter l'assassinat de René Audran.

C'est le cœur du procès : juger les responsables présumés de la mort du directeur des affaires internationales du ministère de la défense, le 25 janvier 1985. Juger, derrière le sigle Action directe, Jean-Marc Rouillan, quarante-deux ans, Nathalie Ménigon, trente-six ans, Joëlle Aubron, trente-quatre ans, et Georges Cipriani, quarante-trois ans. Juger un quatuor assez sûr de lui pour conserver dans son arsenal, à la campagne, les deux pistolets Colt qui ont servi à tuer le général Audran et, accessoirement, le texte de revendication de l'assassinat.

Une autre galaxie

Les historiens du terrorisme européen glaneraient probablement quelques précisions sur l'évolution de ce groupuscule né en 1978-1979 sur le terrain du mouvement autonome et d'un marxisme en voie de décomposition avancée. Peut-être apprendraient-ils enfin pourquoi Action directe, en 1984-1985, renoua aux actions symboliques consistant à s'en prendre uniquement aux biens pour opter en faveur d'une escalade meurtrière. Jusqu'à présent, les magistrats d'Action directe avaient refusé de commenter les raisons de

leur radicalisation sinon en arguant de leur lutte contre le « centre de l'impérialisme ». Fascinés par les « modèles » étrangers, ils s'étaient notamment alliés avec les terroristes italiens de Prima Linea et les Cellules communistes combattantes, implantées en Belgique. Quelques jours avant l'assassinat de René Audran, le groupuscule avait rendu public sa fusion avec les résistances de la Fraction armée rouge allemande.

Certains chercheront aussi de quoi comprendre, derrière les mille et un détails de leur vie quotidienne, la psychologie des quatre membres d'Action directe. Mais que déduire du soin apporté par Nathalie Ménigon, ancienne salariée de la BNP, à nourrir convenablement ses deux chèvres, ses quatre chats et ses quinze hamsters dans son petit paradis retranché de Vity-sur-Losges ? Et que conclure à propos de son compagnon, Jean-Marc Rouillan, veillant sur la « prison du peuple » aménagée à quelques pas de l'enclos de sa Marie-Antoinette ?

La remarque vaut tout autant pour Joëlle Aubron, échappée de la bonne bourgeoisie et appliquée, dans les moments tranquilles, à surveiller ses chaudières de confitures. Elle aussi, en compagnie de Georges Cipriani, avait choisi un coin retiré pour abriter ses rêves de feu et de sang : une ferme louée à Villeloin-Coulanges, dans l'Indre-et-Loire. La fureur les habitait. Elle les dominait.

Leur passion répondait au nom de code définitif de « communisme révolutionnaire ». Ils s'étaient auto-proclamés l'avant-garde d'un mouvement de masse à venir. Loin de tous, ils se croyaient proches, selon leur formule, d'une « génération NPL-Coeur-Color » qui n'a jamais vu en eux que les dangereux spécialistes d'une autre galaxie.

LAURENT GREISAMER

Le dalaï-lama a été reçu par François Mitterrand

Le dalaï-lama a été reçu, mardi 16 novembre, à l'Élysée par François Mitterrand avec lequel il s'est entretenu « à titre privé » dans la bibliothèque du palais présidentiel. Le chef spirituel des Tibétains rencontrait pour la première fois un chef d'État français.

Arrivé à Paris le 24 octobre, le dalaï-lama avait été reçu à déjeuner le lendemain par l'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, en sa qualité de présidente de la fondation France Libertés.

Son seul contact officiel avec le gouvernement a été un entretien le 26 octobre avec le ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, M. Lucette Michaux-Chevry.

La Chine achète six Airbus A-340

Le président allemand du conseil de surveillance d'Airbus Industrie et le président de l'organisme chinois responsable de l'achat des matériels aéronautiques ont signé, le 15 novembre, à Pékin, un contrat portant sur la livraison de six quadripropulseurs Airbus A-340. Le montant de cette commande dépasse les 650 millions de dollars (3,8 milliards de francs).

Pepsi-Cola n'a pas rompu avec Michael Jackson

Revenant sur ses précédentes déclarations, le société Pepsi-Cola a indiqué, le 15 novembre, qu'elle n'avait pris « aucune mesure » au sujet du contrat conclu avec Michael Jackson, après l'annonce par le pop star de l'arrêt de sa tournée mondiale « Dangerous ». Sponsor de cette tournée, Pepsi-Cola avait annoncé, le 13 novembre, que cette suspension entraînait la « résiliation immédiate » du contrat dont le montant est estimé autour de 10 millions de dollars. Un porte-parole britannique de la firme a déclaré : « Pepsi-Cola est seulement le parrain de la tournée mondiale de Michael, tournée qui a été annulée. Michael a toute notre sympathie en cette période difficile. »

D'après l'annonce de son retrait, le chanteur a disparu. On l'a signalé en Grande-Bretagne, en Suisse et en France, à Avoriaz (Savoie). « Il ne cherche pas à se cacher ou à fuir la justice, a affirmé son avocat, mais il devra rester hospitalisé huit semaines pour soigner une accoutumance aux médicaments antalgiques. Faisant l'objet d'une enquête pour attentat à la pudeur, Michael Jackson « reviendra pour participer à l'enquête » a conclu son avocat. — (AFP, AP.)

Un avion russe s'écrase en Iran

Un avion cargo russe Antonov-124 s'est écrasé, lundi soir 15 novembre, dans la région de Karman, au sud-est de l'Iran, a annoncé l'Agence officielle iranienne IRNA. L'appareil se rendait de Dubaï à Tachkent (Ouzbékistan) avec dix-sept personnes à son bord. Mardi en fin de matinée, on ignorait le sort de l'équipage et des passagers. — (AFP.)

Jamais un Macintosh ne vous a fait une telle offre.

ÉCRAN COULEUR MATRICE ACTIVE
15 490 Fht



Macintosh Powerbook 180 C
écran couleur matrice active 4160 Mo.
15 490 Fht 18 371 Fht.
Offre limitée et valable pour paiement comptant
Option extension 6 Mo. 1990 Fht.

Il y a des propositions auxquelles il est difficile de résister : 15 490 Fht le Powerbook 180 C avec écran couleur à matrice active, c'est l'offre exceptionnelle — et limitée — que vous fait IC.



Le distributeur Apple d'Europe avec plus de 50 000 Macintosh installés, seul IC peut s'engager sur des prix aussi bas alliés au plus haut degré de services. Vous devriez déjà être chez IC.

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

IC MULTIMÉDIA PARIS (1) 41 76 26 25 - IC MULTIMÉDIA PARIS (2) 41 76 26 25 - IC MICRO VALLEY PARIS (1) 41 76 26 25 - IC MICRO VALLEY PARIS (2) 41 76 26 25
IC TOULOUSE (1) 25 52 51 - IC NANTES 40 47 06 52 - IC LYON 39 76 64 38 38 - IC AIX EN PROVENCE 42 35 35 01 - IC APTENON 90 22 22 23
Catalin, disque dur, mémoire, écran et clavier sont garantis d'origine Apple. Photo sans contrepartie. Offre limitée dans la limite des stocks disponibles.

Le Monde ÉDITIONS

L'INDÉPENDANCE
DES BANQUES
CENTRALES

REVUE
D'ÉCONOMIE
FINANCIÈRE

N° 22

248 pages, 160 F
en vente en librairie
ou, à défaut,
sur commande au
Mondé-Éditions
15, rue Falguière
75015 Paris

هكذا من الأهل

Le Monde • Mercredi 17 novembre 1993

Le Monde

INITIATIVES

Electrons libres

Hors hiérarchie, une race de conseillers discrets exerce son influence sur les chefs d'entreprise. En toute indépendance, ils jouent le rôle de vigies.



■ L'alchimie dirigeant/consultant

De l'utilité d'un pouvoir contestataire dans l'entreprise.

par Marie-Béatrice Baudet

■ Imposer l'imaginaire

Armand Braun, ou la prospective en marche

par Liliane Delwasse

page II

■ Le boutrenneur d'idées

Chez Thomson, Philippe Lukacs a joué le rôle du catalyseur.

par Catherine Leroy

■ Le provocateur

Chez Schlumberger, Claude Baks est l'oreille de Jean Riboud

par Alain Bourve-Méry

■ Spécialiste en généralités

Jean Mandelbaum a l'art de réduire les grands patrons

Par Jean Ménanteau

page III

LIRE AUSSI

MÉDIAS

□ Job sur petit écran

□ Itinéraire

pour l'emploi

page IV

INSERTION

□ Du Bronx

aux banlieues françaises

TRIBUNE

□ La semaine des quatre jeudis

par Michel Godet

page V

Alain Lobaube

En règle générale, ils sont discrets ou agissent dans l'ombre. Mais il ne faut pas les confondre avec des éminences grises ou avec des espions, couleur passe-muraille. Ce n'est pas leur genre.

Il arrive qu'ils travaillent directement dans les entreprises, mais hors hiérarchie, toujours à l'effrit de la nouveauté, et des idées qui bougent. Certains patrons ou capitaines d'industrie en font leurs conseillers, que l'on qualifiera d'occultes par simplification, en tout cas les utilisent comme un réseau fiable et désintéressé, puisqu'ils ne participent pas des jeux de pouvoirs internes. Quelques-uns nouent d'ailleurs avec eux des liens indissolubles au point de les faire suivre dans leurs bagages, d'une entreprise à une autre, d'un bout à l'autre de leur carrière. Il arrive aussi qu'un jour, cette relation privilégiée s'épuise, et qu'alors ce rôle, qui collait au personnage comme une seconde peau, ne puisse plus être exercé au même endroit. Dans ce cas, il est difficile de retrouver, ailleurs, une fonction du même type.

Est-ce pour cette raison que d'autres préfèrent exploiter ces talents si particuliers depuis l'extérieur, en solitaire ou dans la petite structure d'un cabinet taillé sur mesure ? Sûrement. Quand on est indépendant, on se trouve dans une position plus facile pour conseiller, agir des idées, bousculer les ordres établis et ne pas respecter les tabous. Avec cette limite que les cadres de l'entreprise cliente résistent parfois, ou se vengent, parfois soûlement. C'est ainsi, également, que certains se forment une réputation de fou du roi, quand ce n'est pas de charlatan.

Quelques hommes correspondent à ce portrait. On peut les nommer les « électrons libres », parce qu'ils passent leur vie à déboussoler la nouveauté, hors des sentiers battus. De fait, ils pratiquent volontiers le secret ou se font une obligation de rester modestes. Tous, sauf Jean Mandelbaum, personnage exceptionnel, qui cultive au contraire la mise en scène et sait monter « des coups » hautement symboliques. Il ne répute pas à animer des débats publics pour y faire jaillir des idées, comme devant l'Association des anciens de Polytechnique. Récemment, son titre de gloire aura été d'inviter le dalaï-lama à s'exprimer sur l'éthique des affaires.

Les autres ne recherchent pas cette forme de célébrité et cultivent plutôt la discrétion. Chez Schlumberger, pendant trente ans, Claude Baks a même poussé le zèle jusqu'à ce que personne ne sache vraiment ce qu'il y faisait, sauf dans les derniers temps où son influence n'était plus qu'un secret de Polichinelle. Mal équilibré, peu bavard, il pouvait pousser la portée de Jean Riboud, soit pour lui expliquer comment l'entreprise, devenue une multinationale, fonctionnait en réalité, soit pour faire des suggestions. Peu important qu'il fut entendu ou pas ; son influence se mesurait au fait qu'il pouvait proposer « hors normes », avec toute latitude d'invention.

Ces hommes sont dotés de qualifications expressives : Jean Mandelbaum se veut « ingénieur d'idées », « réducteur d'incertitudes », et dirige un cabinet qui, comme par hasard, s'appelle Neurones associés. Tout un programme. Philippe Lukacs, lui, chez Thomson, faisait figure de « boutrenneur d'idées », de « catalyseur », et ses collègues, un brin gouailleurs, s'amusaient à le traiter de « singe péripatétique ». Armand Braun, qui se refuse à être un « prospectiviste » ou un consultant, est à la tête d'un cabinet intitulé — ça ne s'invente pas ! Les Conseillers de synthèse. Il y traque les besoins de changement et

s'est fait une spécialité de libérer l'imagination, comme un sourcier.

Que de fois métiers puissent exister dans une période marquée par le chômage et les restrictions à de quoi surprendre. En fait, cela devrait plutôt rassurer. Car, dans ce rôle, il ne s'agit pas de faire appel à des danseuses, à des pythies, et encore moins de sombrer dans un luxe inutile. Les « électrons libres » servent d'antennes aux dirigeants d'entreprise. Ils leur permettent de se mettre à l'écoute des mutations du monde, économique bien sûr, mais aussi « social ».

A eux de dégager les grandes tendances, de trouver les lignes de force, ou de faire porter l'attention sur des phénomènes en voie d'éclosion. Clairement, qu'ils soient suivis ou non, ils participent de l'aide à la décision et facilitent les choix stratégiques.

Isolés ou mélangés, dévorés par leur poste ou éloignés par fonction du réel, les chefs d'entreprise ont

besoin de ces vigies. Surtout, et c'est une constante dans leurs rapports avec ces drôles de conseillers, ils recherchent un point de vue décapant, débarrassé de tout soupçon de complaisance. A défaut de la vérité, ils veulent des éclairages et des analyses qui les obligent à réfléchir différemment. Et si possible avant les autres, leurs collègues et néanmoins rivaux.

Le temps d'un repas, dans la salle à manger du président, des experts sont ainsi conviés à deviser, à l'appel de l'« électron libre ». Ce n'est pas du temps perdu, de part et d'autre. Seulement un moyen d'entretenir l'agilité intellectuelle, loin des préoccupations du jour. Et cela suffit parfois pour faire naître des choix décisifs. Le succès de ces hommes de l'ombre, en quelque sorte.

CIC Lyonnaise de Banque

Jeunes Diplômés,
30 postes
pour vous

Retrouvez-nous en rubrique
"Cadres"

Euromaster Ingénieurs

Ingénierie informatique et télécom : première formation dans son domaine européen. Actuel du Groupe France Télécom, Citcom est un lieu privilégié pour acquérir un savoir-faire dans le domaine de l'ingénierie informatique et télécom. Vous êtes de formation scientifique Bac+4 minimum, dans un domaine de l'emploi où la compétition est chaque jour plus intense, vous êtes déterminés à valoriser votre potentiel et à prendre l'avantage. Le programme Euromaster de Citcom vous offre les compétences complémentaires et indispensables à l'exercice de responsabilités dans les milieux de l'ingénierie informatique et télécom. D'une durée de 7 mois, Euromaster est conçu et dispensé par des professionnels du secteur. Diffusé au sein d'un réseau européen de centres : Paris, Montpellier, Vannes, Nancy, Limoges, Clermont-Ferrand, Lyon, Dunkerque, Toulon, Budapest, Lisbonne, il a pour vocation de vous fournir les moyens de dynamiser votre projet professionnel en y intégrant la maîtrise des systèmes de communication. Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM/112 à CITCOM - Service Sélection - 83, boulevard Vincent Auriol - 75013 Paris. Pour en savoir plus sur Euromaster, appez 3517 NO2-261 CITCOM.

Citcom
Groupe France Télécom

NC Communication

حکومت الرشید

DOSSIER • Electrons libres

L'alchimie dirigeant/consultant

La présence, dans ou hors de l'entreprise, d'un contestataire original peut éviter les effets pervers de la monoculture

Il s'agit surtout de ne pas faire d'amalgame. Les « visiteurs du soir » qui viennent discrètement porter la bonne parole à un patron nu à un homme politique en mal de spiritualité sont des « gourous ».

Leur truc, c'est l'irrationnel, du genre nuit dans le désert au Nouveau-Mexique, en compagnie de chamans indiens. Changement de décor quand on pénètre dans le monde tout aussi secret, mais cette fois-ci rationnel, des « conseils rapprochés » qui exercent leur influence jusqu'au cœur stratégique de l'entreprise, sans y avoir pour autant de responsabilité officielle.

Ce phénomène n'est pas nouveau, remarque cet ancien haut fonctionnaire, membre de plusieurs cabinets ministériels. Il y a une vingtaine d'années, Jacques Attali faisait partie du comité stratégique de BSN auprès d'Antoine Riboud. Les grands patrons ne peuvent pas, et ne doivent pas, sombrer dans la monoculture. Ils ont besoin d'un pouvoir contestataire, original, qui puisse s'exprimer librement. Je n'en connais aucun qui échappe à cette règle.

Largement répandue aux Etats-Unis, la profession de « poisson pilote pour grands requins » l'est désormais tout autant en France. Certains « couples » se sont ouvertement affichés, tels François Dalle et Jean Bouin, avec qui l'ancien PDG de L'Oréal a cosigné plusieurs ouvrages. D'autres continuent à nier leurs relations, préférant protéger l'illusion d'une autonomie de pensée, mais ouvrant la porte alors à toutes les spéculations. Plusieurs lieux de rencontre sont, cela dit, clairement officiels : le Centre de recherche et d'études des chefs d'entreprise

(CRC), l'Association pour le management (APM), l'Entreprise et progrès, l'Institut de l'entreprise sont parmi les structures patronales qui ont pignon sur rue. Beaucoup d'autres clubs, encore plus élitistes (Le Silex, la Fondation Saint-Simon...), réunissent également industriels et intellectuels. Premier contact, échanges... si le courant passe, l'aventure peut aller très loin.

Carte blanche

François Introvigne, aujourd'hui installé à la tête de Stratégie & Avenir, un cabinet spécialisé dans les relations sociales, mais auparavant ancien syndicaliste CPDT-métallurgie, se souvient bien de Robert Sarrazac, « l'homme de plusieurs industries », explique-t-il. « Il était bien accepté dans les entreprises, car il tenait compte de l'avis des salariés. Il avait d'ailleurs constitué des groupes inter-hiérarchiques et se faisait la chantre de la dynamique globale. » Robert Sarrazac se définit comme un « anticipateur ». « J'ai été l'inventeur en 1946 du mot mondialisation », aime-t-il rappeler. Dans les années 80 il conseillera de près Jean Vanizay, alors PDG de Merlin Gerin. C'est aussi un proche de Bertrand Martin, président de Sulzer, avec qui il met en place une riposte efficace à la concurrence japonaise. La méthode qu'il propose, et qui fera un jour, d'ici quatre à cinq ans, l'objet d'un ouvrage, « vise, explique-t-il sans vouloir en dire plus, à sortir les entreprises de leur problématique classique qui ne tourne finalement



qu'autour d'une seule idée : gagner de l'argent. Aujourd'hui encore ce conseiller avant-gardiste se plaît à animer et réunir son réseau, suivant en cela une méthodologie qui continue à faire ses preuves.

Les « gourous », largement en vogue dans les années 70, semblent donc avoir fait place à ce que Jack Rayer, consultant indépendant, appelle « le conseiller de direction ». Après dix-huit ans de collaboration au sein d'Eurêquip, et

deux années chez Ernst & Young, il crée sa propre structure : 2MRH, pour management, mobilisation et ressources humaines. « Nous travaillons surtout au sein des instances les plus élevées, explique-t-il. L'entreprise fait évidemment

l'objet de toute notre attention, et nous avons d'ailleurs carte blanche pour prendre contact avec qui nous souhaitons. Mais assez vite nous en arrivons à conseiller un président, par exemple, sur l'efficacité de l'équipe dirigeante. Dès que les liens d'amitié se tissent, et c'est généralement le cas, le chef d'entreprise en vient jusqu'à nous interroger sur son rythme de vie... »

Le métier reste bien sûr la chasse gardée de Consultant Senior. Hervé Séreys, aujourd'hui vice-président de l'Institut européen du leadership, société de conseil auprès des dirigeants, présente un parcours professionnel riche en événements. Auteur à succès de *L'entreprise du troisième type*, c'est lui qui, après avoir fait découvrir au monde patronal des cercles de qualité à la japonaise, les introduira chez Lescar, dont la culture maison éclatera cependant à la suite d'une OPA.

Justifier d'une expérience et d'un réseau solide n'est pas toutefois le gage d'une rente de situation. « Une seule grosse erreur, et nous sommes brûlés », affirme clairement Jack Rayer. Quand tout va bien entre le dirigeant et son conseiller, leurs liens restent presque confidentiels. En revanche, quand tout va mal, toute la profession est mise au courant. Le seul moyen légitime d'éviter cette précipitation de devenir dirigeant à son tour. Ceux qui y sont parvenus sont plutôt rares. Jean-René Fourtou est l'exemple le plus connu. Ancien président de Bossard Consultants, mais également très proche de Valéry Giscard d'Estaing, il dirige aujourd'hui Rhône-Poulenc.

Marie-Béatrice Baudet

Imposer l'imaginatif

Les sociétés vivent trop selon des schémas épuisés, estime Armand Braun

Sous des dehors paisibles et courtois, Armand Braun est un redoutable révolutionnaire ; si on l'écouterait, il vous transformerait l'univers. D'un ton calme et mesuré, ce PDG de la Société internationale des conseillers de synthèse procède rien moins que la mise en place de nouvelles structures, l'invention de nouveaux concepts qui permettent d'accompagner la transformation totale de la société que nous sommes en train de vivre.

La prospective dont il se réclame a été créée voici quarante ans par le philosophe Gaston Berger, père fondateur de son entreprise. Il refuse l'appellation de consultant.

« Les consultants gèrent, nous, nous refusons la gestion courante, qui ne sert qu'à prolonger les agones des entreprises. Nous innovons, nous remettons tous les dossiers à plat, nous réfléchissons à une refonte totale des organisations. »

Une formule de Gaston Berger lui sert de référence : « Depuis le néolithique jusqu'à nos jours il ne s'est rien passé. C'est à partir de maintenant qu'il va enfin se passer quelque chose. La prospective est la démarche intellectuelle et pratique qui permet de mettre en œuvre cette transformation historique. » Il réclame l'absolu du

changement. A des situations nouvelles et inimaginables il y a encore vingt ans il faut des réponses adéquates.

Il cite en exemple quelques dossiers ingratifiés, en raison de concepts périmés ou d'architectures dépassées : la protection sociale, l'emploi, les retraites, les transports.

L'aventure des métiers

Il a entièrement conçu et mis sur pied une manifestation comme « L'aventure des métiers », qui fait venir depuis 1987 chaque année pendant une semaine plus de cent mille jeunes à la Grande Halle de La Villette afin de découvrir l'éventail des professions. A l'origine de cette création une constatation : le peu d'informaticiens concertés que les jeunes, leurs parents et les éducateurs ont sur les métiers au quotidien et ceux qui les pratiquent.

Il vient de lancer un travail d'envergure sur la mobilité des habitants d'Ile-de-France, démontrant que l'opposition traditionnelle entre voiture particulière et transports en commun était caduque. Il recommande une coopération sur le terrain entre la SNCF et la RATP.

Actuellement, Armand Braun cherche à s'associer avec une chaîne de télévision afin de lancer un concours international qui s'étalerait de 1995 à 2000 visant à désigner l'homme du millénaire.

Qu'est-ce qui le motive ? Sûrement pas le désir de notoriété. Il

tient à l'ombre et à la discrétion. « Le rôle personnel du dirigeant est plus déterminant que jamais, affirme-t-il, c'est celui d'un chef de tribu. A lui d'inventer un futur afin de permettre la survie de son entreprise et de ceux qui la composent. A nous de l'aider à concevoir ce futur. »

Les temps difficiles que nous vivons exigent que les décideurs soient, non pas des gestionnaires, mais des imaginatifs, des concepteurs de stratégie et de politique. Armand Braun déplore que la plupart des entreprises soient immobiles et vivent sur des schémas épuisés. Il en cite qui innoveront ou ont innové. Le Club Méditerranée voici trente ans a réinventé les vacances. Renault, L'Oréal, BSN évoluent et innovent. Les télécommunications, le nucléaire, ont été mis en chantier avec une démarche prospective et sont encore viables. Par contre, la sidérurgie, Air France, n'ont raté le virage indispensable. La SNCF est en train de faire la même erreur.

Armand Braun, responsable de l'Institut de prospective du Futuroscope, est aussi conseiller de l'Institut de l'entreprise, de l'Institut de management d'EDF-GDF, de Rhône-Poulenc, de la RATP. Il anime un groupe d'industriels alsaciens au sein du conseil régional d'Alsace.

Missions ponctuelles et contrats d'études ne l'intéressent guère. Ce que veut Armand Braun, « changer durablement les situations, seul moyen d'aborder le troisième millénaire en surmontant l'angoisse diffuse qui jaillit de partout ».

Liliane Delwasse

DROGUE
LIBÉRALISER
OU RÉPRIMER ?

Face aux ravages provoqués par la drogue les Etats sont profondément désarmés : doivent-ils légaliser l'usage des stupéfiants ou renforcer la répression des vendeurs et des consommateurs ?

A lire dans

Le Monde des **DEBATS**

EN VENTE CHEZ VOTRE MAGASIN DE PRESSES

Le Monde **EDITIONS**

Bronislaw Geremek Philippines
Slobodan Milosevic Cambodge
Ferdinand Marcos Pologne
Hon Sen Roumanie
Ariel Sharon Yougoslavie
Petre Roman Israël

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie de « Le Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11
Microfilm : (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cus
Membres du comité de direction : Jacques Ozu, Isabelle Tsalikis
15-17, rue de Valenciennes-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDIPUB 634 128 F
Téléc : 44-62-72-72 - Société Régie de la SARL Le Monde et de Média et Régie Carpe Diem

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
La Monde - Documentation
36-17 LAMOC ou 36-23-04-58
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vols normaux-ETZ
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - pending) is published daily for \$ 8.00 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. US and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to 105 of NY Box 1518, Champlain, N.Y. 12919 - USA.
Pour les abonnements étrangers aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3130 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 290 USA

Changements d'adresse définitifs en préférence : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Page RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

L'envie : avoir l'hebdomadaire d'actualité tous les samedis en capitale d'impression.

هكذا من الأدب

INITIATIVES

DOSSIER • Electrons libres

• Le Monde • Mercredi 17 novembre 1993 III

Le « boutureur d'idées »

Hors de tout organigramme, Philippe Lukacs a joué chez Thomson le rôle du catalyseur



sur un thème important, la gestion des technologies émergentes, avec un directeur de premier niveau de la direction de la recherche et de la technologie, ayant moins de liberté de parole, car coincé par des luttes de pouvoir, mais capable de porter leurs réflexions au niveau groupe.

Introduire des espaces de liberté

Autre exemple, Philippe Lukacs a été l'origine de la conception et de la mise en place d'un nouveau dispositif de formation, en partenariat avec une école de commerce et deux écoles d'ingénieurs, sur un thème qui n'était pas enseigné à l'époque, le marketing de la haute technologie. « Avant, il y avait d'un

côté le marketing et les commerciaux, de l'autre les ingénieurs et techniciens. Le rôle de l'électron libre a consisté à permettre le rapprochement de choses disjointes pour leur donner une dynamique nouvelle. » Il participait également à la création d'un nouveau système de formation au niveau européen conçu avec tous les grands de l'électronique.

Consentir des enjeux pour le futur, il s'est battu avec succès, pour que ce programme ait son siège à Paris. Plus tard, lorsqu'il a quitté la DRH pour la direction du plan de Thomson SA, on lui a demandé en raison de son « aptitude pour les choses émergentes » de s'occuper d'un nouveau domaine, le multimédia. « Je n'avais pas de compétences techniques, mais j'étais capable de rencontrer les ingénieurs, de discuter

Catherine Leroy

Le provocateur

Claude Baks fut chez Schlumberger « l'oreille » de Jean Riboud

FRANÇOIS 1^{er} avait Triboulet, son fou du roi, qui lui prodiguait des conseils, Richelieu, le père Joseph, son éminent grise. Dans la lignée de ces personnages célèbres, des chefs d'entreprises comme Jean Riboud, PDG de 1965 à sa mort en 1985, de Schlumberger, firme multinationale d'origine française, spécialisée dans les technologies avancées liées à l'industrie pétrolière, ont utilisé les services d'« électrons libres » de ce type. Claude Baks fut l'un d'eux.

Mi-Falstaff, mi-inspecteur Colombo. « Sourcils noirs et touffus, barbe sombre jamais bien rasée, un gros nez ; il lui manquait quelques dents sur le devant et il a souvent un cure-dents dans la bouche. Il a une voix profonde et rauque, qui intimide certains, et porte généralement un imperméable défratché, une veste sport et un pantalon déformé » (1). Claude Baks avait l'oreille de Jean Riboud. Il fut un homme craint et respecté chez Schlumberger. « Homme énigmatique, aux manières brutales, il n'avait pas de poste officiel, mais pouvait participer à n'importe quelle réunion sans être invité. Il ne devait des comptes qu'à Riboud (1). » Embauché à l'origine comme ingénieur par Marcel Schlumberger en 1946, juste après la seconde guerre mondiale, il fit toute sa carrière chez Schlumberger, jusqu'à son départ à la retraite en 1982.

Vaincre la peur de ne pas savoir

Né d'affoitiés communes, et notamment d'une passion partagée pour le cinéma, le lien qui existait entre les deux hommes n'a guère d'équivalent. Jean Riboud a tenté une fois de définir le rôle de Claude Baks : « Son rôle essentiel chez Schlumberger a été d'empêcher l'entreprise de devenir une institution. Il n'a jamais eu de titre précis en trente-cinq ans, ni de secrétaire, il n'avait aucune responsabilité. Mais au fil des

années, il a été plus utile que la plupart des gens que je connais, car il a forcé tout le monde à réfléchir. Il était le formateur d'idées, le grand provocateur (1) ».

Claude Baks remplissait en fait une mission essentielle auprès de Jean Riboud. Au sommet de la pyramide, dans les années 70, Schlumberger employait 70 000 personnes réparties dans quatre-vingt-deux pays sur les cinq continents. Jean Riboud était haï par la peur de ne pas connaître ce qui se passait réellement sur le terrain. Il avait peur que sa hiérarchie ne filtre les informations qui remontaient jusqu'à lui. Avec Claude Baks qui cumulait les avantages d'être à la fois proche de la base, très indépendant d'esprit, et de ne pas faire partie de l'« establishment », Jean Riboud bénéficiait d'informations fiables sur le fonctionnement de son entreprise et le moral de ses salariés.

Free lance établi à l'intérieur de l'entreprise, au fil du temps, Claude Baks a aussi servi de courroie de transmission entre Jean Riboud, et les autres cadres de Schlumberger. « Ses collègues allaient voir Baks pour lui parler de leurs idées nouvelles, décoder la pensée de Riboud, apprendre des détails de l'histoire de la société ou gagner sa confiance (1) ». Par ses interventions, il pouvait faire passer une idée auprès de Jean Riboud, de manière beaucoup plus rapide que la voie hiérarchique traditionnelle. Et par les jugements qu'il donnait sur les hommes, il a aussi joué un rôle non négligeable dans les rotations de cadres dirigeants qu'imposait Jean Riboud tous les trois ou cinq ans. Mais là, Claude Baks touchait la limite de son exercice. Plus son rôle était connu au sein de l'entreprise, plus en effet, il lui devenait difficile de l'exercer.

Alain Beuve-Méry

(1) Une rumeur sans frontières, Schlumberger et Jean Riboud, de Ken Auluck, 1984, éditeur Mazarine.

« Spécialiste en généralités »

Déviant, hors normes, atypique, Jean Mandelbaum, consultant en ingénierie d'idées, séduit les grands patrons

Il dit de lui, sans détachement, qu'il est un « spécialiste en généralités », un « ensemble de compétences », un « outil d'interfaces ». Il se défend d'être un gourou, ainsi qu'on le qualifie volontiers dans le microcosme des consultants. Il affirme être un

déviant, un personnage hors normes. Une chose est sûre : que l'on se défile ou qu'on le porte aux nues, Jean Mandelbaum ne laisse pas indifférent. A commencer par quelques grands capitaines d'industrie, des hommes politiques, des personnalités du

monde culturel qui lui accordent leur confiance. Et qu'il a pour clients.

A cinquante-cinq ans, cet ancien HEC (1962) a créé Neuron Associates. Un nom prédestiné pour ce cabinet de conseil en stratégie, prospective, marketing, communication. Spécialité : l'ingénierie d'idées. Parallèlement, Jean Mandelbaum dirige France Pacific Consultants (FPC) dont la vocation est le conseil en développement international. Un métier qu'il dit avoir exercé de 1962 à 1985 sur les marchés d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est, soit un total de 101 pays.

Last but not least, il est connu des chapeaux parisiens pour les petits déjeuner-débats qu'il organise (HEC-le Point) entre café, croissants et jus d'orange, en une heure tapante ; il interviewe des personnalités dont la seule présence est ou ne peut plus valorisante pour ses invités. Outre, encore, les dîners-conversations, Jean Mandelbaum est aussi un spécialiste du « colloque business ». Une pratique d'animation où il faut être chef d'orchestre et violoniste à la fois. Et dont l'art est de faire se bousculer les chefs d'entreprises autour de thèmes qui ont le vent en poupe. N'a-t-il pas réussi à inviter, au mois d'octobre dernier le dala lama lors de sa présence en France ? Sujet débattu au palais des Coorgès de Paris : « Ethique et business ».

Ce volet communication où il excelle — son carnet d'adresses est remarquablement fourni — n'est que l'une des facettes des activités qu'exerce Jean Mandel-

baum. Ce professeur de marketing international à Paris-IV, conseiller du commerce extérieur de la France, président du syndicat des sociétés françaises de conseil et d'assistance au développement international (SYCAD) est aussi un « réducteur d'incertitudes ». Entendez par là qu'il conseille quelques grands noms de l'industrie et des services — sidérurgie, automobile, assurances, travaux publics... — en leur apportant notamment une aide à la décision. « 95 % de mes clients sont des présidents de grandes sociétés. Il s'agit de personnes affairées, disposant de peu de temps et s'interrogeant beaucoup : voulez-vous me faire une synthèse sur tel problème, tel sujet ? me demandent-ils. Je leur apporte un regard neuf, celui du candidat ! »

Bicyclette à Pékin

Des conseils donc, des synthèses, que ces grands patrons ne demanderaient sans doute pas — pudeur ? — à leurs proches collaborateurs, « parce que ceux-ci sont dans la même mouvance, le même univers, donc peu distancés ». Jouerait-il auprès d'eux le rôle de fou du roi ? « Non, et d'abord parce que je leur colle cher. » Ne suscite-t-il pas quelques jalousies, préventions, dans la hiérarchie de l'entreprise ? « Parfois, certains directeurs de la communication font de la résistance. » S'estime-t-il efficace ? « Le meilleur indicateur, affirme-t-il, est la Commission

européenne. Elle est le plus gros consommateur mondial de consultants. Or, sur huit appels d'offres, Neuron Associates en a emporté six. »

Jean Mandelbaum, qui a appris le japonais lors d'une année sabbatique, est aussi bon connaisseur de l'Asie (il a rédigé le premier ouvrage du CFCF sur le marché japonais). Là encore, il joue son rôle d'interface en prenant par la main des invités de marque pour « un cours itinérant sur place » : leur faire faire de la bicyclette à Pékin, rencontrer le meilleur spécialiste des ethnies chinoises, à

Singapour (la diaspora chinoise est l'un de ses sujets favoris), les faire discuter sur les mérites comparés de la démocratie confucéenne et de la démocratie européenne, faire appel à un jésuite pour évoquer le taoïsme, voilà des thèmes qui ravissent encore des grands patrons. Quatre-vingt au total auraient suivi Jean Mandelbaum en Asie. « Mais, précisez-le, leurs homologues asiatiques ne demandent de leur expliquer la France ! Je fais donc en leur compagnie le chemin inverse ».

Jean Menanteau

A LA RECHERCHE DE L'EMPLOI PERDU

Le Monde HORS-SÉRIE

Une analyse de la dégradation du marché du travail. Les remèdes proposés sont-ils efficaces ?

Le point complet sur la crise du marché de l'emploi.

En vente chez votre marchand de journaux 28 F

CENTRE DE FORMATION CONTINUE DE L'ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE

LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION De la description des données aux techniques statistiques de base

Le Cepe propose en 1994 six formations statistiques pour des cadres non spécialisés dans le domaine.

- Les bases de la statistique descriptive
- La liaison de deux variables
- L'utilisation d'un tableur pour traiter l'information
- Un panorama des méthodes d'analyse de données multidimensionnelles
- Les séries temporelles
- Les enquêtes par sondage

Renseignements :

Monique Coquelin, (1) 41 17 57 50

CEPE, ENSAE, 242 avenue Marx Dormoy, 92120 Montrouge

مكتبة العمل

MEDIA

Job sur petit écran

Sur France 2, et sur Canal +, la télévision veut aider les chômeurs

DANIELA LUMBROSO ? Elle n'a pas la tête de l'employé !, jugeaient, cruels, les téléspectateurs d'une cité HLM interviewés en septembre dans « Télé Dimanche ». Depuis le 11 septembre, la blonde Daniela, fraîchement débarquée de « Jeux sans frontières », présente, en direct tous les samedis à 10 heures 30 sur France 2, le « Magazine de l'emploi ».

« Une vraie émission de services, consacrée à tout ce qui intéresse un demandeur d'emploi ou quelqu'un qui chercherait à se reconverter », affirme l'intéressée. Des « fiches pratiques » (comment rédiger un curriculum vitae, préparer un entretien d'embauche...) au « dossier » autour duquel deux invités viennent débattre d'un point du droit du travail ou de solutions pour lutter contre le chômage ; du « portrait », petit reportage consacré à un quidam qui a réussi à retrouver du travail, aux « trucs anticrise » de Jacky Seguin (du genre « Comment se faire couper les cheveux pour rien ? »), le « Magazine de l'emploi », c'est un peu l'auberge espagnole. L'émission cherche encore ses marques : ainsi, la « météo de l'emploi » de Patrice Drevet a-t-elle été définitivement renvoyée au placard sa carte de France. « Mieux vaut traiter la question par secteur d'activité que par zone géographique », explique Daniela Lumbroso. Sans compter que toutes les suppressions d'emploi noircissent sérieusement notre carte.

Très peu de paillettes

Interactive, l'émission propose aussi des offres d'emploi, grâce à Sophie Pignat qui prospecte par secteurs d'activité et fait le point tous les jours, dans le flash Emploi de « Télématin » à 6 h 35. En moyenne, 3 000 offres sont disponibles en permanence sur le Minitel mis en place par Jean Le Berre (3615, code France 2 ; 1,27 F la minute) ou par téléphone (36-68-22-20 ; 2,19 F la minute).

Une ligne sur laquelle toute personne intéressée par une proposition peut aussitôt enregistrer sa lettre de motivation : France 2 s'engage à transmettre dans les quarante-huit heures la cassette des messages à l'annonceur. S'il est encore prématuré de dresser un bilan, il apparaît tout de même que 1 100 postes ont été pourvus, via France 2, au cours des six premières semaines de diffusion du magazine, qui ne dispose que d'un budget de 70 000 F par numéro.

« Chaque mois, 3 000 à 4 000 personnes trouvent du travail grâce au service emploi de Canal + ! », affirme Martine Mauléon, l'heureuse présentatrice du « Journal de l'emploi », diffusé chaque jour de la semaine à 7 h 20 et 13 h 30 depuis septembre 1989. Les résultats n'ont rien à voir avec ceux de France 2 : les moyens mis en œuvre ne sont pas les mêmes. Ainsi, là où Sophie Pignat avoue travailler « toute seule avec une stagiaire », Martine Mauléon dispose, en coulisses, d'une armada de dix assistants à temps plein qui envoient chaque semaine 2 500 à 3 000 courriers aux entreprises, leur proposant de recourir gratuitement au minitel de Canal + (3615, code C+, rubrique Emp) s'ils ont des postes à pourvoir. En revanche, le passage d'une offre d'emploi sur le minitel du service public est facturé 1 200 francs hors taxe pour quatre semaines.

Comparaison n'est pas raison... Mais par-delà la disparité des budgets, la conception des deux émissions est radicalement différente. « La télévision se marie très mal avec l'emploi car, pour traiter de ce sujet à l'écran, il faut de grands moyens pour très peu de paillettes à l'arrivée. En fait, nous utilisons la télé comme un outil, au même titre que le fax ou le téléphone, au service des demandeurs d'emploi », explique Martine Mauléon. Plus qu'une émission de conseils aux chômeurs, c'est donc un vrai journal d'offres d'emplois et de formations (3 000 à 4 000 propositions chaque semaine sur le minitel) que présente Canal +, agrémenté tous les jours d'une annonce filmée, « SOS Emploi », dans laquelle le chef d'entreprise est placé en situation de demandeur. Les téléspectateurs dépourvus de Minitel (5 000 connexions par jour) peuvent appeler le 49-87-20-30 de 13 h 30 à 17 heures : les quinze standardistes de la chaîne traitent 800 appels par jour.

Quant à tous ceux qui rêvent de s'installer à leur compte à la campagne pour reprendre un hôtel-restaurant ou un café-épicerie abandonné, Martine Mauléon, en charge des problèmes du monde du travail dans « La grande famille », leur lance tous les jeudis à 13 h 15 un « SOS Campagne » en images : ils sont chaque semaine plus d'une centaine à appeler, tous candidats à la vie aux champs... Avis aux amateurs !

Philippe Baverel

Itinéraires pour l'emploi

En deux ans, une chronique sur le marché du travail, la formation et l'insertion a conquis le réseau des radios locales

BONJOUR, c'est « Itinéraires pour l'emploi ». Introduite par un bref morceau musical, la petite phrase a déjà fait plus d'une fois le tour de la France des ondes radiophoniques. Chaque jour une idée, une piste, des témoignages : une invitation quotidienne pour permettre de se repérer sur les sentiers sinueux de l'emploi, de la formation, de l'insertion. Chaque jour des conseils pratiques : une façon d'aider chacun à construire son propre itinéraire « vers » l'emploi. Diffusée sur 638 fréquences de radios locales, la chronique lancée en septembre 1991 a connu, en deux ans, une réussite incontestable.

Tout est parti d'une idée, lancée au printemps 1991 par les responsables de l'agence Tam-Tam spécialisée dans la conception de programmes pour les radios locales. Une idée lancée à partir d'un constat : l'absence sur les ondes radiophoniques d'un service d'information thématique consacré aux problèmes de l'emploi. Des contacts sont pris avec différentes missions locales et les responsables de la DJI (délégation interministérielle à l'insertion des jeunes).

« Notre but n'était pas de faire une émission didactique, mais de faire parler des jeunes suivis par les missions locales en mettant en avant la diversité de leurs cheminements », précise Jean-Pierre Kilian, directeur de l'agence Tam-Tam. Nous ne voulions pas faire une construction journalistique autour des grands débats sur l'emploi, mais laisser la parole aux gens de terrain en mêlant les portraits, les expériences, les entretiens... »

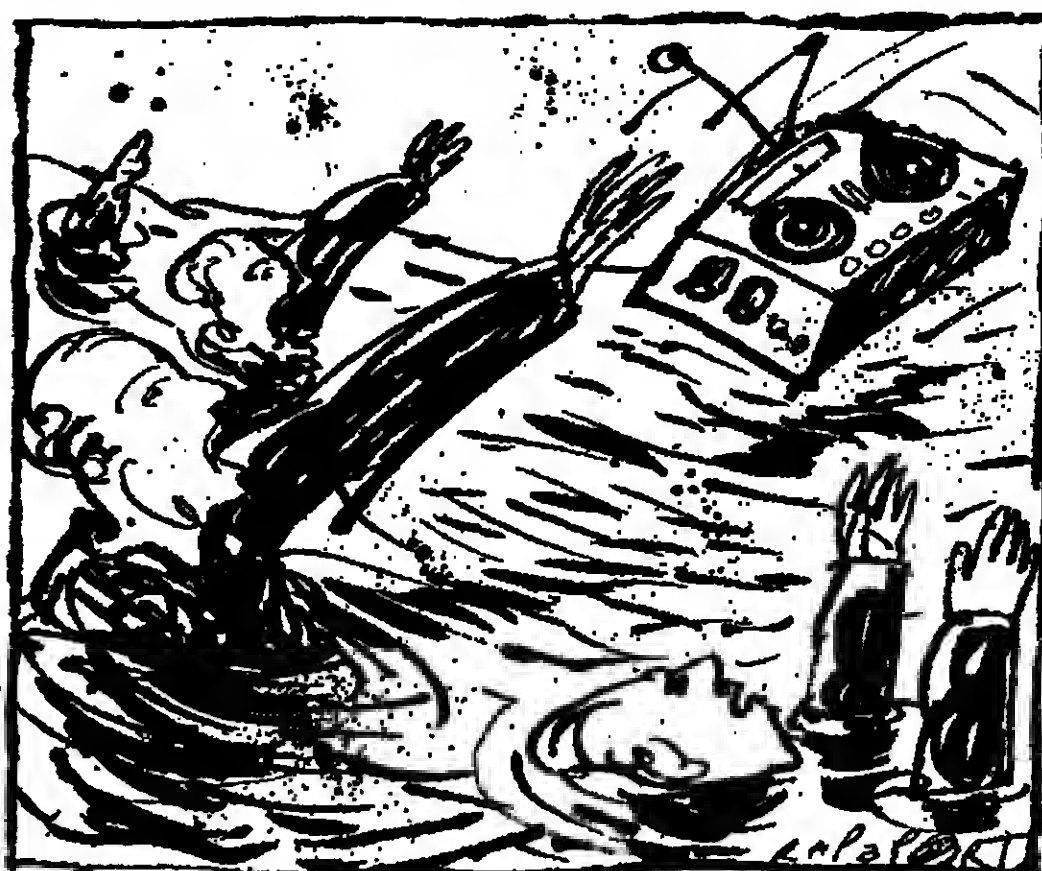
La méthode ? Développer chaque semaine un thème lié à l'emploi en le déclinant en cinq chroniques quotidiennes d'une minute trente chacune. « Sur le contrat de qualification, par exemple, souligne Jean-Pierre Kilian, il s'agit de trouver cinq axes complémentaires afin de faire passer une idée simple par jour... » En juin 1991, trente-cinq des cinquante radios locales contactées pour le numéro zéro diffusent la chronique. En septembre 1991, tout est prêt pour se jeter à l'eau. D'autant qu'entre-temps le projet a séduit — en plus de la DJI — un second partenaire, et pas des moindres : l'ANPE.

Le concept de l'émission est alors arrêté : fournir gratuitement aux radios, chaque semaine, la série des cinq chroniques enregistrées sur cassette. En échange de ce programme livré « clé en main », les responsables des radios sont invités à renvoyer des « fiches de contrôle » précisant les heures de diffusion, voire de rediffusion des chroniques. A défaut, la livraison des programmes sera interrompue.

« Nous faisons alors un pari avec la DJI et l'ANPE, se rappelle Jean-Pierre Kilian : faire vingt semaines de programme et rassembler 250 radios pour diffuser quotidiennement les chroniques... » Le résultat dépasse largement ses espoirs. Au cours des quinze premiers jours, 450 radios diffusent « Itinéraires pour l'emploi ». En juin 1992, elles sont 470 à passer régulièrement les chroniques sur leurs ondes.

Déjà l'équipe de l'agence Tam-Tam — cinq personnes à temps plein — a tenu son pari. Associer les radios locales pour mieux informer des mesures existantes en faveur de l'emploi, de la formation, de l'insertion. Comment ? En cherchant ça et là, aux quatre coins de la France, des témoignages, des expériences, des actions locales qui permettent à chaque auditeur de comprendre, de garder espoir. « Lutter contre l'exclusion est un combat quotidien que mènent nombre de travailleurs sociaux », précise l'équipe de Tam-Tam. Se faire le porte-parole de leurs initiatives et de leurs expériences, c'est reconnaître que l'exclusion n'est pas une fatalité.

En mai 1992, l'équipe d'« Itinéraires... » sort en cassette un magazine de présentation. Le reporter d'alors, Michel Perrot, commente son travail : « Je me souviens d'une nuit passée de gare en gare pour traverser la Bretagne avant de me raser dans la petite cuisine de la mission locale de Saint-Nazaire. Je me souviens d'Arnaud, à Lille, dans



une salle pleine de réverbération... » Et le témoignage d'Arnaud suit, comme un exemple de cette parole régulièrement donnée aux jeunes par « Itinéraires... » : « J'étais aux alentours de huit heures. J'étais à l'ANPE, je regarde les affiches... Propositions qui me plaisent. Je les note... Puis j'ai vu si je peux me présenter ou pas. Puis après, si je vois que ça marche pas, j'ai vu la mission locale et puis on en parle... On voit les débouchés, et tout... »

Développer les partenariats

Michel Perrot découvre les différentes mesures pour l'emploi et se les fait expliquer dans les bureaux de l'ANPE, les missions locales, dans les entreprises d'insertion, par un chef d'entreprise. « De quoi visiter la France et les Français comme jamais, souligne-t-il. Une occasion de comprendre un peu mieux ce que c'est que l'emploi et le chômage dans ce pays... »

Des stages d'accès à l'emploi aux CES (contrats emploi-solidarité), en passant par les entreprises d'insertion, les cercles de recherche d'emploi (CDRE) ou l'apprentissage, sans oublier des notions plus vastes comme le temps partiel ou la gestion prévisionnelle de l'emploi, tous ces thèmes ont déjà été traités par l'émission qui va bientôt fêter sa centième semaine de chroniques. En janvier 1993, le succès de l'opé-

ration auprès des radios locales attire un troisième partenaire de taille : l'AGEFOS PME.

Quotidiennement, de façon simple, concise, des actions nationales ou locales en faveur de l'emploi sont présentées par différents acteurs. Après chaque témoignage, la voix de Sophie Faudot apporte un commentaire qui reprend l'idée du jour, la complète par des informations plus générales. En deux ans, plus de quarante-huit départements ont été visités par l'équipe, partie à la recherche « de ces vérités simples, claires, que souvent des chômeurs paumés en banlieue expriment mieux qu'un responsable de formation ».

Cette façon originale de communiquer sur les problèmes d'emploi a rapidement séduit les radios locales. D'abord parce qu'elles ne possèdent pas de spécialistes sur ces problèmes capables de réaliser par eux-mêmes des émissions complètes et régulières. Ensuite parce qu'« Itinéraires pour l'emploi » leur permet de s'approprier les chroniques tout en développant leur propre programme, par des magazines complémentaires notamment.

C'est dans cet esprit que l'équipe d'« Itinéraires... » envoie régulièrement aux radios depuis septembre 1992 des « fiches-actions » qui présentent de façon détaillée les mesures ou les actions traitées dans chacune des chroniques. Une base documentaire qui fournit aux animateurs des radios un outil précieux pour construire des émissions autour d'actions qui se déroulent dans leur

propre bassin d'emploi (voir encadré). C'est dans cet esprit aussi qu'au printemps 1993 la DJI a chargé l'équipe d'« Itinéraires... » de réaliser des « conventions locales de partenariat » entre les radios et les différentes antennes du service public de l'emploi. « Médias de proximité par excellence, les radios locales peuvent se mobiliser et construire des partenariats avec les structures d'accueil de l'emploi », précise l'équipe de l'agence Tam-Tam.

Autant d'initiatives qui placent aujourd'hui « Itinéraires pour l'emploi » au cœur de multiples synergies locales. Au point que le ministère du travail s'est décidé de reprendre à son compte l'émission au cours de l'été 1993. Prochaine étape : la publication, en janvier 1994, d'un vaste atlas présentant, pour toutes les régions françaises, les structures locales du service public de l'emploi et, pour la première fois, la couverture réelle de toutes les radios locales. En plus de cartes détaillées et d'un « mode d'emploi réciproque », ce guide offrira une présentation des « conventions locales de partenariat » proposées dans vingt-deux régions.

Olivier Piot

Agence Tam-Tam : 5, place Fernand-Ry, 69001 Lyon. Tél. : (06) 78-30-49-20. Contact : Marie-Hélène Friehe. Tél. : (01) 78-26-90-90. Vous pouvez écouter la chronique du jour en composant le (06) 78-39-72-40.

Dynamiser les initiatives locales

DANS la foulée des enquêtes effectuées en avril et novembre 1992, une étude a été réalisée en mai 1993 par le cabinet. Pour voir, afin de mieux cerner, l'impact de la chronique « Itinéraires pour l'emploi ». Si l'objectif initial était d'associer 250 fréquences au projet, elles étaient plus de 400 à diffuser la chronique dès septembre 1991, puis 470 en juin 1992. Aujourd'hui, 638 fréquences FM diffusent chaque jour le rendez-vous du service public de l'emploi, soit près d'une radio locale sur trois.

Autre signe de réussite : alors que 70 % des radios diffusaient la chronique une seule fois par jour en avril 1992, 60 % d'entre elles l'utilisent aujourd'hui au moins deux fois par jour, ce qui porte à plus de 1 050 le nombre quotidien de passages d'« Itinéraires... » sur tout le territoire.

Surtout, c'est en développant des services complémentaires proposés aux radios — lancement des « fiches-actions » en septembre 1992 et des « fiches-studios » en septembre 1993 — que l'équipe d'« Itinéraires... » a dynamisé les initiatives locales en faveur de l'emploi.

Près de 40 % des radios diffusant aujourd'hui la chronique avec des offres d'emploi ou dans le cadre d'un magazine consacré à l'emploi, contre seulement 17 % en avril 1992 et 34 % en novembre 1992. Même s'il reste difficile de cerner l'influence exacte d'« Itinéraires... » sur l'évolution des programmes de ces radios, 98,2 % d'entre elles « affirment vouloir continuer à diffuser la chronique dès la rentrée 1993 », précise l'étude, et 90,8 % se déclarent intéressées par la diffusion d'un

magazine complémentaire. Au total, « pour 50 % des radios interrogées, l'emploi est un thème prioritaire ».

En mai 1993, l'étude recensait 125 émissions régulières concernant l'emploi, auxquelles s'ajoutent une cinquantaine d'émissions ponctuelles diffusées par les radios locales. Et l'étude précise que parmi ces émissions, « 78 se font en partenariat avec l'ANPE, 11 avec le réseau jeunes (missions locales...), 10 avec des organismes de formation (AFPA...), 13 avec le milieu de l'entreprise (FME, CCI...), 10 avec les collectivités locales et 6 avec des associations d'usagers ». Signe encourageant : 40,3 % des radios envisagent de nouvelles émissions liées à l'emploi pour la saison 1993-94.

O. P.

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

LA JUSTICE DÉBOUSSOLÉE

Lenteur, encombrement, non-exécution des décisions : depuis quelques années la justice fait l'objet de critiques de plus en plus vives.

LE RECUL DE L'ÉCOLOGIE

La crise économique et l'échec des écologistes aux élections législatives ont fait passer au second plan les préoccupations écologiques.

Economie de l'environnement : la nouvelle donne

Numéro de novembre 1993

سكنا من الكحل

INITIATIVES

Le Monde • Mercredi 17 novembre 1993 • V

EXPÉRIENCES

RENDEZ-VOUS

INSERTION

TRIBUNE

Du Bronx aux banlieues françaises

Une méthode américaine pour sortir les jeunes de leur ghetto

SON parcours est tellement étonnant qu'il sert d'étude de cas à la Harvard Business School. On raconte à la future élite américaine l'histoire d'un certain Steve Mariotti dont les débuts sont plutôt sages : des études à l'Am-Abor, l'université du Michigan, et un premier emploi comme analyste financier chez Ford. L'aventure automobile ne dure que trois ans. Le jeune cadre part pour New-York et crée en 1979 deux affaires, l'une d'import-export, l'autre comme consultant.

Tout bascule un soir d'été 1981. Steve Mariotti fait son habituel jogging quand il est attaqué par une bande de jeunes délinquants, qui lui réclament 10 dollars. Il n'a rien sur lui. Ses agresseurs se vengent en le frappant violemment. Il a alors vingt-six ans et devient complètement phobique de la rue, entame une thérapie. Sur les conseils de son analyste, il décide d'affronter directement ses agresseurs, liquide donc ses deux entreprises et devient professeur dans les écoles publiques de New-York, choisissant les quartiers les plus difficiles comme Harlem et le Bronx.

Il enseigne la dactylographie, les mathématiques, l'anglais : onze établissements différents au quatre ans. Il a le temps d'évaluer le système éducatif, qu'il juge « trop autoritaire, et trop théorique ».

« Les gosses, explique-t-il, doivent savoir pourquoi concrètement ils apprennent à lire, écrire et calculer. » En 1987, dans une école du Bronx, il convainc le directeur de lui laisser enseigner un cours « pour apprendre à entreprendre ».

Les jeunes ont à se familiariser avec les notions de marketing, recensent les créneaux d'activités possibles et les investissements nécessaires pour y arriver. Quelques-uns veulent vendre des casquettes, d'autres des fleurs.

L'exemple est le plus facile à imiter. En 1988, onze ans, lui aussi passé par la méthode Mariotti, après que ce dernier décide de gravir un échelon supérieur en créant la National Foundation Teaching Entrepreneurship (NFTe). Darryl, c'est l'aventureuse des game clubs où lui et ses amis viennent s'échanger les jeux vidéo qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter seuls. Un succès, ce ne sera pas le seul. A New Bedford, dans le Massachusetts, Ed Pacheco a créé, à dix-sept ans, une entreprise qui, pour 40 dollars, fournit tous les services pour les fêtes d'anniversaire des enfants.

Une démarche pragmatique

Quand, en mars dernier, Steve Mariotti vient à Paris parler pour la première fois de son expérience, à l'occasion des « Rencontres européennes sur l'insertion par la création d'activités économiques », la NFTe, déjà présente dans quinze villes, dont Philadelphie et Los Angeles, fête ses six bougies avec plus de deux mille cinq cents jeunes - de dix à vingt ans - accueillis chaque année. Environ 90 % de ceux qui sont inscrits pour le premier échelon de formation - un programme de quatre-vingts heures - ont réussi à la suivre jusqu'au bout. 30 % approfondissent ensuite leurs connaissances. Beaucoup d'activités créées, sans pouvoir bien sûr connaître le taux exact de succès durables, mais quelques belles réussites tout de même. Asses, en tout cas, pour que la NFTe recueille des dons de particuliers, puis d'entreprises. Steve Mariotti peaufine sa méthode, écrit des manuels, *How to Start and Operate a Small Business*. A New-York, en 1992, le cabinet d'audit Ernst & Young le désigne comme l'« entrepreneur de l'année ».

Son voyage en France n'est pas un hasard. PARENTE, qui se définit depuis sa création en 1986 comme

« une petite association d'entrepreneurs décidés à promouvoir les liens de solidarité entre le monde des responsables d'entreprises et celui des créateurs potentiels défavorisés », en est à l'origine. L'expérience de Steve Mariotti est un modèle. « Nous avons été frappés par sa démarche à la fois pragmatique et personnalisée », reconnaît Monique Tessier, directrice de PARENTE et tout juste de retour d'un voyage à New-York à la découverte de la NFTe et de sa méthodologie. Steve Mariotti considère les jeunes comme des adultes à part entière et met en évidence des talents que les échecs scolaires avaient fait passer à l'occulte. PARENTE, souhaite donc, mener l'année prochaine deux actions pilotes afin de construire en France, un projet d'activités qui s'inspire de celui de la NFTe. La délégation internationale de la ville et le Fonds d'action sociale, déjà parties prenantes dans l'opération de mars dernier, sont, parmi les partenaires possibles, aussi bien sûr que l'éducation nationale. PARENTE recherche également des entreprises qui pourraient financer ces nouveaux chantiers. Des contacts existent déjà avec l'Institut du mécénat humanitaire.

L'expérience américaine, c'est pas reproduisible tout pour tout. Najib El-Arouni, membre de l'association Etude des localités avec comme terrain de prédilection Montreuil-la-Jolie, sait très bien que « les jeunes Montreuil n'ont pas grand-chose en commun avec ceux de New-York » et aussi que « les entreprises françaises, contrairement aux américaines, sont moins bien implantées dans les banlieues ». Mais, insiste-t-il, « nous devons explorer de nouvelles voies. Steve Mariotti a donné une réponse en permettant aux jeunes menacés d'exclusion de canaliser leur créativité, leur capacité à survivre dans un environnement incertain ».

Les ambitions de PARENTE et de ses futurs partenaires se veulent pour autant raisonnables. Dès à présent, un comité de lecture finit d'être constitué. Parmi ses membres, des experts de l'Agence nationale pour la création d'entreprises, du Crédit lyonnais, de l'Institut européen d'administration des affaires, des enseignants également, tous chargés, comme l'indique Monique Tessier, de « prendre connaissance de l'outil pédagogique de la NFTe et de procéder à la mise en place de sa version française ». Ne serait-ce que pour la réglementation et les aides offertes qui sont différentes, par exemple. Ensuite, viendra l'organisation d'une formation pour les futurs formateurs : travailleurs sociaux, enseignants, les hommes de terrain en somme « qui, comme le rappelle Najib El-Arouni, sont totalement impliqués dans les activités de quartier mais restent à la recherche d'outils pédagogiques adaptés ». Quinze à vingt participants, pas plus, par session afin de rester à une échelle personnalisée. Dernière étape : les deux opérations pilotes, dont l'une pourrait se dérouler l'été prochain, mobilisant des jeunes capables ensuite de gérer, après leur formation, des projets locaux (festivals, etc.).

Les promesses faites restent, elles aussi, réalistes. Ni la NFTe ni PARENTE ne cherchent des emplois mais plutôt des créations d'activités possibles en faisant prendre conscience aux jeunes de la palette des outils possibles, comme par exemple en France les « boutiques de gestion » et les Clubs de jeunes créateurs - le manager en herbe doit par la suite montrer qu'il est capable de fonctionner dans la réalité économique et d'en respecter les règles. L'enjeu de la méthode Mariotti est là.

PARENTE, 44 bis, rue Pasquier, 75008 Paris. Tél. : 44-89-86-80.

A chute des emplois industriels paraît inexorable et il se passe vraisemblablement ce qui s'est passé hier pour l'agriculture : on va produire une part croissante des biens et services marchands avec de moins en moins de monde. En automatisant les processus de production, on réduit l'avantage comparatif des pays à bas salaires et on libère l'homme du travail-contraire. Il ne faut certainement pas freiner une telle évolution, qui pourrait permettre à notre société de devenir Athènes, sans les esclaves. Faut-il pour autant réduire drastiquement le temps de travail et promouvoir systématiquement la semaine de quatre jours (1) ?

Nous disons résolument non à la semaine des quatre jendis, ainsi qu'à toute mesure uniforme et globale de ce type. Précisément en raison du caractère mécaniste. La société se fonctionne pas comme une chaudière dont on pourrait commander les paramètres en jouant sur des leviers centralisés. Les calculs avancés sur le plan macroéconomique sont illusoire et dangereux, car ils évacuent totalement les ajustements microéconomiques et sociaux qui domment toujours tout nos modèles. Les analyses sur longue période montrent que le partage du travail n'est pas neutre sur la quantité de travail offerte, il a même plutôt tendance à la réduire. Comme l'ont bien montré les économistes de la BNP : « Les évolutions internationales suggèrent une corrélation inverse entre chômage et durée de travail, que ce soit en Belgique ou en France, comparé à la Suisse ou au Japon ou bien en évolution (la baisse de la durée du travail depuis les années 70, dans la plupart des pays européens, s'est accompagnée d'une augmentation sensible du taux de chômage) ».

Certes, dans un contexte de difficultés, il vaut mieux partager le risque et la flexibilité en réduisant le temps de travail, de façon volontariste ou non, plutôt que de licencier ou de ne plus recruter de jeunes. Mais il ne peut s'agir que de mesures transitoires, réversibles et différenciées en fonction des aspirations individuelles : c'est bien l'expérimentation décentralisée qu'il faut encourager. En revanche, toutes les formules globales de partage du marché du travail me paraissent erronées. La semaine de quatre jours renvoie à une vision malhussienne

du marché du travail et risque, non seulement de brider la création de richesses, mais d'inciter à la pluriactivité, sinon au travail noir, comme le montre l'exemple de certaines professions qui ne travaillent que quatre heures par semaine (policiers, conducteurs de la SNCF, pompiers, etc.).

Appelons, une fois de plus, Alfred Sauvy à la rescousse, pour nous souvenir qu'historiquement la machine ne crée pas le chômage et que les gains de productivité apportent des richesses qui permettent d'exprimer et de satisfaire de nouveaux besoins, qui sont, par définition, « sans bornes et extensibles ».

Il faut tout faire pour stimuler l'augmentation de richesses marchandes et non marchandes et, à cette fin, permettre à tous ceux qui le souhaitent, et le peuvent, d'apporter leur contribution maximale à la production de la valeur ajoutée collective. Dans l'exercice de son art, quel qu'il soit, chacun doit être traité comme un artiste et, s'il le veut, pouvoir exercer son talent sans limite. Il n'y a pas d'heure ni d'âge pour la musique ou la peinture. L'homme ne veut pas moins s'activer, il veut le faire différemment. Il ne faut pas empêcher la création de richesses matérielles et immatérielles, mais plutôt permettre son élargissement perpétuel.

La semaine des quatre jendis fait partie des faux problèmes que l'on débat sans fin plutôt que d'aborder les vraies questions en face. Tout se passe comme si on recherchait désespérément des idées nouvelles, faute de vouloir ou de pouvoir s'attaquer de front aux obstacles structurels à l'emploi (3) qui font que, à croissance comparable, la France crée beaucoup moins d'emplois qu'en perd beaucoup plus que ses partenaires européens. Le taux de chômage en France est deux fois plus élevé qu'en Allemagne et celui des jeunes cinq fois plus important.

Apparaît ici la question du coût international du travail non qualifié qui, en économie ouverte, ne peut que baisser (moins 30 % en vingt ans aux Etats-Unis dans les services marchands - ils ont pu ainsi créer des millions d'emplois). Il faudra bien un jour dire oui au revenu minimum et non au salaire minimum. Les entreprises sont là pour créer de la richesse compétitive et non pour assurer la redistribution, qui est l'affaire de la collectivité.

On retrouve aussi la question de la formation de professionnels qualifiés. Les ouvriers elle-

mands sont mieux payés que les ouvriers français, mais ils coûtent finalement moins chers car, mieux formés, ils ont un taux d'encadrement deux à trois fois plus faible.

Rappelons également la question du chômage de mauvaise gestion de l'abondance (le chômage a plus que triplé depuis 1975 alors que le PIB a augmenté de 60 % en termes réels). C'est le consensus sur le chômage contre l'Etat, le patronat et les syndicats pour ne pas remettre en cause la logique des acquis. La liste serait longue à établir des acquis sociaux d'hier devenus avantages abusifs d'aujourd'hui (métiers de l'imprimerie et de la presse, banques, caisses d'épargne, etc.).

Pour s'adapter dans un monde en mutation, il faut accepter de changer les comportements et les règles du jeu. Il y a ainsi en France environ six millions d'emplois protégés. Le chômage de longue durée, le seul vraiment grave, qui concerne 40 % de chômeurs en France contre seulement 6 % aux Etats-Unis, existerait beaucoup moins si l'on tournait plus vite autour des quatre coins de l'emploi, si le marché du travail était plus flexible, c'est-à-dire plus ouvert à l'entrée comme à la sortie. La sécurité des uns se nourrit de l'insécurité des autres. Ce n'est pas le temps de travail qu'il faut partager, mais le risque de perdre son emploi. Ce dernier est d'autant plus faible qu'il y a moins d'emplois protégés mais plutôt rémunération de la compétence en fonction des lois du marché. Cependant, le jeu du marché doit être réglementé selon l'ordre libéralisme en vigueur outre-Rhin. Tant que l'on continuera à vouloir entrer dans le vingt et unième siècle avec les organisations, les règles du jeu, les conventions collectives de 1945 et des comportements figés par la défense des acquis, le chômage augmentera. Entre la rigidité aveugle à la française et la flexibilité sauvage à l'américaine, il doit être possible de trouver le chemin d'une flexibilité à visage humain.

(1) « Pour la semaine de quatre jours », de Pierre Larontou, Le Monde du 29 septembre 1993.

(2) « La réduction de la durée du travail est-elle créatrice d'emplois ? », BNP, Lettre de conjoncture de janvier 1990.

(3) « Les obstacles structurels à l'emploi : analyses et propositions », Michel Godet, *Futuribles* n° 180, octobre 1993.

► Michel Godet est professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

La semaine des quatre jendis

par Michel Godet

ECHOS

L'indicateur mensuel de l'emploi des cadres

Selon l'indicateur mensuel publié par l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), le nombre de postes proposés aux cadres par voie de presse était de 3 600 au mois de septembre 1993. « En volumes bruts, les tendances observées précédemment se poursuivent », souligne l'APEC. En effet, si le nombre d'offres recensées depuis le début de l'année est inférieur de 35 % à ce qu'il était un an plus tôt, il baisse de 24 % pour le seul mois de septembre (par rapport à septembre 1992). Outre un ralentissement

sensible de la baisse des offres destinées aux fonctions études-recherches-projets (-30 % en septembre 1993, contre une baisse de 45 % enregistrée depuis le début de l'année), l'APEC note un « arrêt de la dégradation » du nombre des offres destinées aux spécialistes de l'informatique industrielle et technique (+8 % en septembre 1993).

► APEC : 51, boulevard Brune, 75559 Paris Cedex 14. Tél. : 40-52-20-00.

Ethique et qualité de la formation face à la crise

Sur la thème « Ethique et qualité de la formation face à la crise », l'Association pour la promotion de la qualité de la formation continue (APFC) organise un colloque à Paris (au Cercle républicain) le mercredi 17 novembre 1993 de 9 heures à 17 h 30. La journée sera organisée autour de quatre ateliers qui aborderont le thème du colloque sous un éclairage différent (philosophique, économique, juridique et commercial) avec la participation de nombreux acteurs de la formation : directeurs des ressources humaines, chefs d'entreprise, dirigeants d'organismes, institutionnels, formateurs ou conseillers en formation.

► APFC : 47, rue de Tocqueville, 75017 Paris. Tél. : 47-54-67-07.

des congrès de Lyon. Cette manifestation a pour but de sensibiliser les chefs d'entreprise et les directeurs des ressources humaines (DRH) à ce nouveau mode d'organisation du travail. Tout au long de la journée, des tables rondes se succéderont autour de trois axes de réflexion : « les nouvelles formes d'organisation du travail » ; « la tampa partagée en pratique pour l'entreprise et le cadre » et « comment stimuler la flexibilité de l'emploi ? ». Hubert Martin, sous-directeur de la négociation collective au ministère du travail, devrait donner, en fin de journée, l'orientation gouvernementale en matière de temps de travail.

► La Jeune Chambre économique de Lyon : 7, place des Terreaux, 69001 Lyon. Informations au (06) 72-43-27-99.

Le télétravail et l'entreprise

« La télétravail a-t-il un avenir pour l'entreprise ? » Le thème fera l'objet d'un colloque organisé par le groupe AAZ Conseil à l'Assemblée nationale (salle Victor-Hugo) les mercredi 24 et jeudi 25 novembre 1993. Des experts et spécialistes du télétravail (juristes, universitaires, organismes sociaux et professionnels, parlementaires), mais aussi des

dirigeants d'entreprise - dont IBM, Accor, Canon, UAP, etc. - sont invités à débattre autour de huit tables rondes.

► AAZ Conseil : 10, rue du Mesnil, 75116 Paris. Renseignements et inscriptions pour le colloque au 45-04-63-55.

La société française en question(s)

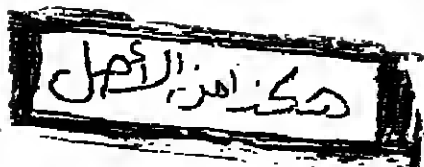
Dans le cadre de ses activités de formation continue, l'Institut d'études politiques de Paris organise du 15 novembre au 18 décembre, les lundis et les jeudis de 18 h 30 à 20 h 30, un cycle de dix conférences sur le thème : « La société française en question(s) ». Au programme, dix thèmes clés pour comprendre l'évolution sociale : les incertitudes démographiques ; le modèle français d'intégration ; le fin des paysans ? ... avec dix spécialistes pour faire le point : Jean-Claude Chesnais ; Pierre Deyon ; Jean-Marie Donagani ; Bertrand Harviat ; Jean de Kersavadous ; Jean-Louis Missika ; Gérard Noiriel ; Pascal Ory ; Antoine Prost ; Patrick Weil.

► Renseignements et inscriptions au 45-49-50-99.

Images économiques du monde 1993-94

DEVCOM 93 4ème Salon des Associations

Avec Le Monde sur Minutiel ETUDIANTS, PLUS DE 10 000 OFFRES DE STAGES A VOTRE DISPOSITION



LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

L'ingénierie du Tertiaire sourit aux ambitieux

Filiale de Technip, Technip Seri Construction développe, au sein du premier groupe français d'ingénierie (CA 7,4 Mds F dont 75 % à l'export), l'ensemble des projets d'ingénierie liés aux bâtiments et aux aménagements tertiaires.

INGENIEUR COMMERCIAL

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, à 30/40 ans vous êtes un négociateur de talent confirmé dans la conduite d'affaires à haut niveau dans les domaines de l'ingénierie du bâtiment.

Avec vous, nos grands projets d'aménagement tertiaire auront encore plus d'envergure. Vous aurez la responsabilité de l'élaboration des propositions

tant techniques que commerciales et vous participerez à la négociation des marchés. Votre réussite et votre professionnalisme se mesureront selon la satisfaction de nos clients. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) à François Chevallier, Technip Seri Construction, 7 ter rue de la Porte-de-Buc, 78000 Versailles. Tél. 30.84.25.98.



TECHNIP
SERI CONSTRUCTION

Annonce pour les meilleurs...



DIRECTEUR D'AGENCE COMMERCIALE

Paris - Ile-de-France

Société nationale d'ingénierie informatique aux concepts innovants, à forte valeur ajoutée, notre croissance n'a jamais été inférieure à 30 % par an.

Issu d'une école d'ingénieurs ou de commerce, une expérience de 5 à 10 ans dans le service informatique vous a parfaitement préparé à la négociation de contrats de développement de logiciels, l'embauche et l'encadrement d'équipes, le management de centres de profits.

Nous vous offrons un fort niveau de responsabilité, directement rattaché au P.D.G., avec possibilité de rentrer dans le capital quand vous aurez prouvé vos qualités de véritable patron.

Vous faites partie des "gagnants", vous pensez que l'on peut s'appuyer sur la crise pour avancer encore plus vite, alors envoyez votre candidature sous le réf. 98988 à notre conseil EUROGICIEL Sélection, Voie 9, BP 411, 31314 Labège Cedex.

Premier cabinet français et européen de recrutement, nous recherchons dans le cadre de notre développement un

Consultant

Spécialisation commerciale & marketing

Paris

Intégré au sein de notre division de recrutement Commercial et Marketing, vous prendrez en charge, après une période de formation, l'intégralité du processus de recrutement des cadres commerciaux/marketing : de la prospection des clients à la finalisation des missions en passant par la gestion des recrutements.

Agé de 26/29 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez de 2 ans d'expérience dans la vente, par exemple de services ou

immobiliers, à une clientèle de grands comptes et/ou haut de gamme.

Doté d'un excellent sens de la communication, d'une forte ténacité, vous avez besoin de travailler en équipe et d'excellents résultats vous permettront d'évoluer au sein d'un groupe riche en opportunités.

Adresser CV + lettre manuscrite + photo + rém. actuelle à Antoine Goldschmidt, Michael Page Commercial & Marketing, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret cedex sous réf. AG1234MO.



Michael Page Commercial & Marketing

Spécialiste en recrutement Commercial & Marketing

Commercial export

Groupe agro-alimentaire de 1^{er} plan, leader mondial dans sa spécialité (950 MP), nous renforçons notre présence sur les marchés de la C.E.E.

De formation SUP. DE CO. + expérience internationale, vous rejoignez notre équipe commerciale et êtes capable, après une formation à nos produits, de :

- prendre en mains le marché Allemand : visites des clients, produits surgelés et conserves, animation des multinationales,
- prospecter de nouveaux marchés dans la C.E.E.

Vous réussirez dans ce poste motivant et évolutif basé en Pays-de-Loire car vous avez une première expérience à l'étranger. Vous parlez couramment allemand et avez de bonnes notions en anglais. Vous assumez des déplacements très fréquents à l'étranger, possédez l'esprit d'équipe et le désir de gagner.

Si notre offre, qui comporte une rémunération motivante (fixe) et des frais remboursés, vous intéresse, écrivez sous réf. 1006 à notre conseil Jean-Marc VIAU, CAPFOR ATLANTIQUE, 12 rue St-Aubin, 49100 Angers.

CAPFOR

NOUVEAUX - BRETAGNE - FRANCHES COMTES - ILE DE FRANCE - NORMANDIE
PAYS DE LOIRE - POITOU CHARENTES - PROVENCE ALPES COTE D'AZUR - RHONE-ALPES

Importante société américaine, (CA mondial 750 millions de \$) leader sur son secteur du textile recherche

RESPONSABLE DE MARCHE

Ventes & Marketing

Paris Sud

Rattaché au responsable textile, vous interviendrez comme :

- Responsable d'un marché : gérant, organisant et développant les ventes de cette activité.
- Chef de produit d'un textile en plein développement : concevant et appliquant une stratégie commerciale et marketing européenne sur le terrain.

Agé de 30 à 40 ans, diplômé d'une école de commerce (marketing et commercial), vous justifiez d'une solide expérience de la vente dans l'univers du textile, de l'habillement, des vêtements de sports, complétée par un

passage dans une fonction marketing. Ouvert, curieux, flexible et dynamique, vous souhaitez vous investir dans un poste très complet, mixant le marketing et la vente dans un univers vous assurant responsabilités et autonomie. Vous parlez et écrivez parfaitement l'anglais qui sera une condition de votre développement de carrière dans le groupe.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Commercial, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. AG9562MO.



Michael Page Commercial

Spécialiste en recrutement Commercial

Nous sommes un groupe agro-alimentaire français qui fabrique et commercialise des produits de grande consommation à fort contenu d'image (CA supérieur à 1 Md de FF).

Responsable administration des ventes

Rattaché au directeur des ventes, vous êtes responsable du suivi et du contrôle des accords et retours, de la gestion des budgets de fonctionnement force de vente et du management de l'équipe télévente-secrétariat commercial (10 personnes). Homme d'initiative, vous êtes la clé de voûte de l'information commerciale au sein de l'entreprise.

Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous justifiez à 30 ans environ d'une double expérience : administration des ventes en environnement vente aux GMS et vente. Homme de communication, vous avez avant tout des qualités de rigueur et d'organisation alliées à un réel tempérament de manager. Mordant, écoute et bon sens, volonté de concrétiser favoriseront votre réussite dans un poste associé très étroitement à la vie de l'entreprise.

Pour ce poste basé en province, les ambitions et le développement du groupe, un réel niveau de responsabilités, peuvent motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 46378 à Media System, 4 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

هكزا من الذهب

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 17 novembre 1993 VII

CHÉS

Annance
es meilleurs...

DIRECTEUR D'AGENCE
COMMERCIALE

Paris - Ile-de-France

mercial expon

CAPFOR

Responsable
stration des ventes

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

LE PROGRÈS EST EN CHACUN DE NOUS.

Parce que pour nous éthique et responsabilité ont un sens profond, parce que chaque année une molécule nouvelle est découverte, parce que 7000 chercheurs répartis dans le monde nous aident quotidiennement dans cette mission, le mot réussite prendra pour vous chez GLAXO, toute sa dimension.

CHARGÉ DE RECRUTEMENT

Au sein du service Gestion Ressources Humaines composé de 5 personnes, vous aurez la responsabilité globale du recrutement de nos délégués médicaux depuis l'analyse des besoins jusqu'au suivi d'intégration. Vous interviendrez également dans la gestion des carrières et participerez à la mise en place d'opérations spécifiques (selon les professionnels, relations écoles...).

A 28/30 ans, vous possédez un diplôme du CIPFOP ou un DESS Ressources Humaines et vous avez une expérience de 1 ou 2 ans acquise de préférence en entreprise dans ce domaine.

Vous êtes rigoureux, vous savez écouter et vous possédez une grande ouverture d'esprit. Alors venez nous rejoindre pour développer ensemble votre professionnalisme.

Merci d'adresser lettre, CV et photo en mentionnant sur votre enveloppe la référence 1611MO aux laboratoires Glaxo, service recrutement, 43 rue Vineuse, 75116 PARIS.

Glaxo

La vie mérite toujours plus.



SCHWEPPE FRANCE

n° 2 des Softs Drinks en France, Océas, Canada Dry, Indian Tonic, Dry de Schweppes, Seven Up, Gini, Bali, 1,6 MdF de CA, 700 personnes.

RESPONSABLE JURIDIQUE

MI-TEMPS

Si vous êtes un expert en droit des affaires, si votre expertise est sanctionnée par une formation supérieure (DEA-DESS) et confirmée par une expérience professionnelle de 5 années environ en milieu industriel, nous vous proposons les missions suivantes :

- sous la responsabilité de notre Directeur Financier, vous coordonnez les différentes activités légales et juridiques de la société en France en relation étroite avec le Groupe,
- vous validez et rédigez tous les types de contrats locaux avec des tiers et des prestataires de services,
- vous assurez le respect de la législation et de la jurisprudence française et européenne,
- vous engagez toutes les actions nécessaires à la protection de Schweppes France et de ses employés,
- vous intervenez de manière générale auprès des responsables de Départements comme un réel conseil.

Rigoureux mais non conventionnel, à mi-temps mais disponible et flexible, vous avez le goût pour la prise de risques et l'engagement personnel et professionnel. Vous possédez un excellent niveau relationnel et restez simple et concret.

Merci de faire parvenir lettre de candidature, CV, photo et prétentions, sous référence RJ007 à SCHWEPPE FRANCE, DRH, 12/14 rue Belgrand, 92309 Levallois-Perret Cedex.

Animer notre développement commercial...

Banque - Clientèle institutionnelle - Intervenant de premier rang sur les marchés bancaire et financier français, nous renforçons notre structure en créant un poste d'adjoint de direction. Ce collaborateur est plus particulièrement chargé de mettre en œuvre notre politique commerciale auprès des chargés de clientèle et de les assister au cours des négociations avec nos clients institutionnels (établissements financiers et bancaires, régimes de prévoyance, entreprises publiques...). Il est le garant technique de nos procédures et des montages bancaires spécifiques. Agé(e) de 35/40 ans et issu(e) de l'enseignement supérieur (école de commerce, Sciences Po Eco-Fi, maîtrise de gestion), vous avez acquis, au sein d'un établissement bancaire, une solide expérience de l'exploitation d'une clientèle institutionnelle. Vous possédez des qualités d'animateur et d'organisateur, vous appréciez les contacts avec des interlocuteurs de haut niveau. Nous vous offrons la perspective d'évoluer au sein d'un groupe prestigieux.

Si ce poste, basé à Paris, vous intéresse, merci d'adresser votre candidature, sous la référence 1526.93 M (à préciser sur l'enveloppe), à notre conseil Chantal Baudron s.a., 61, boulevard Hausmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron s.a.

Membre de Syntec

JURISTE CONFIRMÉ

La mission sera de traiter le contentieux judiciaire au sein de la direction juridique (5 personnes), en liaison avec les cabinets d'avocats, et d'assurer la sécurité juridique du groupe, notamment vis à vis des clients rencontrant des difficultés financières (mise en place de garanties, sûretés et montage juridique de la procédure de règlement des créances).

Ce poste s'adresse à un candidat, titulaire d'une formation de 4 ans minimum au sein d'un cabinet d'avocats ou chez un administrateur judiciaire, ayant acquis une expérience significative de la pratique du droit des sûretés, garanties et procédures de la procédure de faillite, et de la liquidation judiciaire des entreprises. En outre, être capable de lire des documents juridiques et de les expliquer.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions, sous la référence 1526.93 M (à préciser sur l'enveloppe), à notre conseil Chantal Baudron s.a., 61, boulevard Hausmann - 75008 PARIS.



BOULEVARD HAUSMANN - 75008 PARIS



LAPEYRE

Filiale du Groupe POULET, la société LAPEYRE (3500 pers. 4,2 Milliards de C. A.) occupe la première place dans le domaine de la Menuiserie Industrielle. Ses résultats, sa croissance, ses projets assurent de larges responsabilités opérationnelles à un :

JURISTE D'ENTREPRISE

Intégré à une équipe de 4 personnes au sein de la Direction Juridique et Personnel, vous êtes plus particulièrement responsable de la gestion des dossiers assurances, du droit immobilier et du droit commercial. Votre polyvalence vous permet d'intervenir ponctuellement sur l'ensemble des aspects juridiques et d'exercer des missions de conseils et d'assistance auprès des différents opérationnels.

A 28-30 ans, vous possédez une solide formation juridique généraliste (Maîtrise, D.E.S.S...) conjuguant à une expérience de 5 ans en entreprise de préférence dans le secteur bâtiment. Rigoureux, imaginatif, votre crédibilité technique, votre sens de l'écoute et du dialogue vous permettront d'être un interlocuteur reconnu et sollicité dans un contexte très dynamique.

Poste basé à Aubervilliers.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. LM 146 O à ARCO - 15, av. de l'Opéra - 75001 PARIS.

ARCO

CADRE RESSOURCES HUMAINES

Affirmant au quotidien notre position de leader dans le domaine du Service, nous recherchons pour notre Siège Social basé dans le Centre-Ouest un Cadre Ressources Humaines.

En étroite collaboration avec notre D.R.H., votre mission sera centrée sur 2 axes :

- Formation : Définition et suivi des plans de formations, conseil auprès des responsables de service quant à l'analyse des besoins et à l'ajustement des salariés pour leurs projets personnels.

- Élaboration de propositions concrètes, basées sur une réflexion personnelle et la réalisation d'études associant des paramètres juridiques français et étrangers, ainsi que des éléments chiffrés.

Votre candidature nous intéresse, si de formation supérieure, de par une expérience significative (3 ans minimum) dans un poste similaire, vous vous reconnaissez comme un généraliste de la fonction, familiarisé avec l'outil informatique.

Éprouvé, sachant écouter, votre goût des contacts et votre sens de l'organisation vous permettront de réaliser rapidement vos missions.

Faites nous part de votre motivation en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à EUROMESSAGES s/n° 24092 - BP 80 - 92105 BOULOGNE cedex qui transmettra

ou déposez dès maintenant votre CV par télécopie au 3616 EUROMESSAGES ou par mail à 3616 EUROMESSAGES Code 24092

EUROMESSAGES

Groupe Financier spécialisé dans l'immobilier d'entreprise recherche le

Directeur Juridique de sa Direction Gestion Immobilière.

□ Responsable des Départements Contentieux et Recouvrement, il conseillera les collaborateurs chargés de gérer le patrimoine immobilier.
□ Diplômé d'études supérieures en Droit, spécialiste des baux commerciaux, vous avez au moins 10 ans d'expérience dans un service juridique et vous maîtrisez parfaitement les procédures contentieuses.

Merci d'envoyer votre candidature manuscrite, Curriculum-Vitæ et prétentions sous la réf. 94.382 à : PRB Communication - 17 rue Bergère - 75009 PARIS qui transmettra.

مكتبة العمل

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

DIRECTEUR DES FINANCES

Vallée de La Loire 450.000 FF+bonus+voiture

● Important Groupe d'ingénierie internationale recherche un Directeur des Finances expérimenté pour une de ses filiales.

● La société fabrique une gamme de composants industriels et de design automobile, vendant la majorité de ses produits sur le marché national.

● Vous serez en charge de la présentation d'un rapport mensuel, du planning et de l'analyse financière, de la gestion de la trésorerie et du coût de revient et vous aurez la responsabilité d'une petite équipe.

● La société opère sur un marché très rigoureux, sous des conditions économiques difficiles. Vous serez appelé à réagir aux situations les plus délicates et capable de travailler sous contrainte avec la capacité à vous concentrer rapidement sur les facteurs commerciaux clés.

● Vous serez un comptable diplômé expérimenté dans l'industrie de fabrication et habitué à exercer dans un environnement opérationnel exigeant et imposant des délais.

Merci d'écrire ou de faxer votre CV en anglais à :

Ref: 1242/LM,
Wheale Thomas,
13 Berkeley Square,
BS8 1HG, England.



Wayne Thomas, Director,
Models plc,
Clifton, Bristol,
Eng. 43 272 472315

WHEALE THOMAS HODGINS PLC

La filiale française d'un groupe international très présent sur le marché informatique recherche son

Legal Counsel

Paris

Rattaché au Directeur Administratif et Financier de la filiale française et en rapport étroit avec le Général Counsel de la maison-mère aux Etats-Unis, vous créerez et animerez la fonction juridique. Vous aurez notamment la responsabilité du suivi de l'activité contractuelle (rédaction et négociation des contrats informatiques, licences, distribution, transfert de technologie, etc...) pour la France ainsi que pour l'Italie, l'Espagne et l'Afrique francophone en veillant au respect des conventions passées. Vous superviserez, par ailleurs, les dossiers de droit des marques et de propriété intellectuelle en collaboration avec les conseils extérieurs.

Les missions d'assistance et de conseil sont exercées en synergie avec les opérationnels (équipes commerciales, financiers, etc...) des filiales européennes et du siège social américain.

Agé de 32/36 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, etc...) complétée idéalement par une formation anglo-saxonne (LLM, MCI, etc...), vous justifiez impérativement d'une expérience de 6/8 ans en droit des affaires en cabinet d'avocats internationaux et au sein d'un groupe spécialisé dans le high tech.

Votre expérience opérationnelle et vos aptitudes personnelles, votre sens des contacts et votre dynamisme vous permettront de créer et de valoriser la fonction juridique de ce groupe en Europe.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est exigée ainsi que celle d'une deuxième langue, l'italien ou l'espagnol.

Contactez Antoine Rusconi au (1) 47.57.34.24 ou adressez votre lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex sous réf. AR9536MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Groupe multinational dans le secteur "outillage électrique" recherche

Directeur administratif, financier

et contrôle de gestion

pour une société récemment acquise dans la région de BELFORT (budget 94, 400 millions de FF environ).

Il aura la pleine responsabilité de la comptabilité, la trésorerie, la fiscalité, le contrôle de gestion, avec reporting à la Direction Générale en France et la société mère à l'étranger. Il supervise neuf collaborateurs.

Cette offre s'adresse à un diplômé de grande école commerciale ou Sc. éco. (spécialisation finance-comptabilité) avec l'expérience de direction d'un service, de préférence dans un contexte industriel et multinational. Une expérience initiale en cabinet comptable serait appréciée.

Merci d'adresser votre CV sous référence D93M à M. Alain SARTON - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail 75002 PARIS.



plein emploi

conseils en ressources humaines

vos projets nous intéressent

Loueur de systèmes informatiques IBM et distributeur de micro-ordinateurs (IBM, HP...), nous sommes aujourd'hui leader en Europe.

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier et en relation avec l'ensemble des responsables du groupe, vous gérerez les frais de gestion (plusieurs centaines de millions de francs) de notre groupe. Vous en assurez un suivi opérationnel avec "préconisation" d'actions correctives en vue d'optimisation.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Dauphine...), vous justifiez d'une solide expérience (5 à 10 ans) dans la fonction, en milieu industriel si possible.

Ce poste requiert rigueur, méthode, ténacité et d'excellentes qualités relationnelles.

Des perspectives d'évolution sont offertes à l'intérieur du groupe, tant en France qu'à l'étranger.

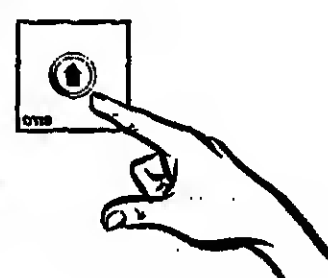
Merci d'adresser lettre et CV sous réf. BC143 à ECS - Relations Humaines - 16, rue Washington 75399 Paris Cedex 08.



VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

UN SIMPLE GESTE ET VOTRE CARRIÈRE PREND UN SENS.

FIJALE D'UN GROUPE MONDIAL, OTIS FRANCE, AVEC 6 500 PERSONNES, + DE 4 MILLIARDS DE FRANCS DE CA, EST LE N°1 DANS LE DOMAINE DE L'ASCENSEUR ET RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL BASÉ À PARIS-LA DÉFENSE SON



CHEF COMPTABLE

300/350 KF

Avec une équipe de 3 personnes dans un environnement dynamique et performant, vous serez responsable pour le Groupe OTIS France et la holding financière UTHSA :

- de la centralisation des comptes,
- du reporting mensuel (US),
- de l'élaboration du bilan et comptes de résultats français,
- du soutien technique aux autres départements financiers.

30-35 ans, de formation DESCF, vous possédez une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire. Votre autorité naturelle et vos qualités relationnelles seront des atouts précieux pour réussir. L'anglais est indispensable, la connaissance de la comptabilité US est impérative.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo) s/réf. JM11 à OTIS - DRH - Service Recrutement 4 place Victor Hugo - 92400 COURBEVOIE.

OTIS

LA POSTE DIRECTION DU COURRIER RECRUTE INGÉNIEUR DE PRODUCTION

FONCTIONS

La direction du courrier recherche pour son activité messagerie un ingénieur de production. Vous serez chargé de définir l'ingénierie globale des centres de traitement propres à cette activité.

Dans le cadre de la mise en œuvre de chacun des centres, vous aurez en charge, avec le concours de nos services techniques :

- la définition de l'organisation industrielle,
- le choix des équipements,
- le suivi des installations.

QUALIFICATION

Ingénieur diplômé arts et métiers, INSA ou équivalent, disposant d'une première expérience (3 à 5 ans) acquise dans le domaine de l'organisation et la gestion de production, et/ou la logistique.

Autonomie dans la conduite des projets, esprit d'initiative et d'innovation, sens aigu du contact, des relations humaines et de la communication sont des qualités indispensables pour réussir dans ce projet.

Le poste est situé à Boulogne-Billancourt.

Vous intégrez une équipe importante d'organismes responsables de la conception et de la mise en œuvre de l'ensemble des systèmes d'information de l'entreprise appartenant au secteur Banques/Assurances.

Vous formalisez les besoins en collaboration avec les utilisateurs, vous concevez les solutions en relation avec les informaticiens, vous assurez la coordination et la mise en œuvre des projets. Vous travaillez dans un cadre méthodologique structuré.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des diplômés grande école (ingénieur, gestion, commerce) ayant une expérience de 3-4 années dans la fonction (conseil, entreprise financière).

Au-delà de vos qualités d'organisateur, votre réussite et votre évolution dans la fonction et dans l'entreprise, seront liées à vos capacités de dialogue, de communication et de travail en équipe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle) sous réf. 663M à MEDIA PA - 310 Boulevard Clémenceau - 59700 Maroquin - Baroeul qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هكذا من الأهل

Le Monde • Mercredi 17 novembre 1993 IX

LE MONDE DES CADRES

Importante société concessionnaire de service public recherche son

Responsable des assurances et des questions juridiques liées à l'exploitation

Il sera chargé de la gestion complète du dossier "assurances" (évaluation des risques, négociation des contrats, gestion des sinistres) et de l'ensemble des questions juridiques liées à l'exploitation (sous-concessions, contentieux, recouvrement, etc.).

De formation supérieure (2^e cycle en droit), il a une expérience de 5 ans minimum dans la gestion des assurances en entreprise, de préférence industrielle. La pratique de l'anglais est un atout.

Veuillez adresser votre dossier (CV, photo, lettre manuscrite, prétentions) en toute confidentialité sous la référence LM 931.101 à Intuitu Personae, 97 avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris.

IP
INTUITU PERSONAE
RECRUTEMENT & CONSEIL

CIC Lyonnaise de Banque

Jeunes
Diplômés,
30 postes
pour vous

La Lyonnaise de Banque, première banque régionale française, implantée dans le grand Sud-Est, est adossée au groupe GAN-CIC, premier groupe européen de bancassurance.

Les moteurs de notre efficacité :

- Formation (7 % de la masse salariale),
- Décentralisation (17 réseaux),
- Délégation des responsabilités.

Nous vous proposons de participer à notre développement. Nous créons 30 postes de

Chargés de Clientèle Professionnels/Entreprises Débutants ou première expérience

Diplômé de l'enseignement supérieur : Ecole de Commerce, DESS Finances, Maîtrise de Sciences Economiques, vous souhaitez prouver vos compétences commerciales.

Avec une large autonomie, vous serez responsable du développement de votre portefeuille de clients. Votre réussite vous ouvrira des perspectives de carrière diversifiées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre de motivation et CV à : Monsieur Michel RUMEAU-MAILLOT, Directeur des Carrières et des Cadres - LYONNAISE DE BANQUE - 8, rue de la République 69001 LYON.

MDIS

MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS est un groupe international de 1 600 personnes qui conçoit et développe des systèmes d'informations (matériels, logiciels et services) dédiés à des marchés spécialisés. Notre division "Systèmes Financiers", présente auprès de 70 banques, souhaite intégrer dans le cadre du lancement de sa nouvelle offre multi-plate-formes PRO-IV IRS :

Consultant bancaire

Mission : Vous avez en charge, au sein d'une structure légère et dynamique, la présentation de notre offre, la qualification des besoins de nos clients concernant leur système d'informations Back-Middle-Office et la réponse aux appels d'offres. Vous assurez également la formation et le consulting auprès de nos clients et participez à la définition des spécifications fonctionnelles de nos systèmes.

Profil : Agé de 35/40 ans, vous possédez une formation supérieure (Bac + 5) et 10/15 ans d'expérience du Back-Middle-Office en tant que responsable au sein d'une banque ou en tant que consultant d'une société de conseil spécialisée dans ce domaine. Cette fonction requiert la maîtrise de l'anglais ainsi qu'une mobilité nécessitée par de fréquents déplacements à l'étranger. Votre aisance relationnelle et votre goût pour l'approche commerciale favoriseront naturellement votre réussite.

Pour ce poste basé à St-Quentin-en-Yvelines, merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la référence CBMA/02 à notre conseil EUROSERV, 121 bd Diderot, 75012 Paris.

EuroServ

Consultants Achats Publics (Réf. AP-93) Consultants Organisation/ Analyse de Gestion (Réf. OG-93)

AXES MANAGEMENT S.A., cabinet de conseil, d'audit et de formation dans le domaine du management public, recrute dans le cadre de son développement.

AXES
MANAGEMENT

Vous concevez et animez des séminaires de haut niveau et participez aux missions d'audit et de conseil qui nous sont confiées.

De formation 3^e cycle ou école de gestion, vous êtes totalement disponible et alliez de réelles qualités de contact au sens des initiatives.

Vous disposez d'une première expérience réussie dans le secteur public ou en cabinet (5 à 7 ans). Vous désirez rejoindre une équipe fortement motivée par la modernisation des services publics (Etat, collectivités territoriales), nous vous proposons de devenir consultant dans votre domaine d'expertise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous la référence choisie à Axes Management, 55 rue Traversière, 75012 Paris.

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, c'est tous les mardis* c'est le Monde Initiatives



*date mercredi

Pour agir et pour réfléchir

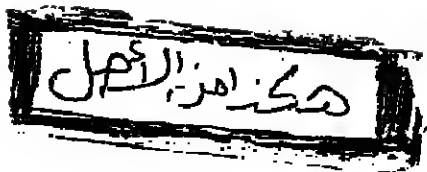
ANNONCE RÉSERVÉE A UN PROFESSIONNEL DE L'INNOVATION SOCIALE

Professionnel de l'innovation sociale, vous êtes à l'écoute de tout ce qui se passe dans ce domaine, avez plusieurs idées par jour, savez les mettre en forme, argumentez vos recommandations tout en sachant pertinemment qu'une sur dix sera retenue et que, lorsqu'une de vos propositions arrivera en phase de mise en place, elle vous échappera en grande partie.

Nous sommes un groupe financier de premier plan, dont la structure RH est reconnue pour son professionnalisme et sa politique sociale ambitieuse.

Pour nous rejoindre et réussir dans cette mission évolutive il vous faudra associer une formation supérieure solide de type Sciences-Po + 3^e cycle en droit à une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction RH.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle à BSA Conseil, 2 place André Malraux, 75001 Paris à qui nous avons confié cette mission (confidentialité assurée).



X Le Monde • Mercredi 17 novembre 1993 •

REPRODUCTION INTERDITE

LES DIRIGEANTS

Direction générale - Direction générale adjointe - Secrétariat général

Notre coopérative 600 personnes, 2,5 Mds F, 10 filiales, 12 branches, 1ère force agricole du Sud-Ouest, recherche pour anticiper départs en retraite et développer une nouvelle organisation

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT COMMERCIALISATION

300 personnes - 1,8 Md F de CA.

Ce département inclut les fonctions Achats et Ventes. Réf. 48.0295/LM

De formation supérieure commerciale ou généraliste, rattaché au Directeur Général, vous animez les équipes Achats et Ventes spécialisées et organisez les réseaux Amont et Aval. Initiateur de la dynamique de la structure, vous vous impliquez directement dans la mise en place des actions et vous êtes opérationnel auprès des équipes et des adhérents.

DIRECTEUR DES FILIALES ET DE LA DIVERSIFICATION

200 personnes - 10 filiales aujourd'hui...

Réf. 48.0672/LM

De formation ingénieur Agro, ou équivalent, vous animez les filiales sur le plan technique, commercial et humain dans un souci de développement.

Attentif aux technologies nouvelles, vous vous impliquez dans la mise en place de processus évolutifs et êtes un acteur dynamique de la recherche de nouveaux débouchés.

Les possibilités d'évolution et les perspectives de notre structure, associées à un cadre de vie de qualité séduiront des candidats de valeur. Ces postes sont basés à notre siège dans une petite ville du Sud-Ouest à une heure d'une grande métropole.

Merci d'adresser votre CV, photo, lettre et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 86 allée Jean Jaurès, 31000 TOULOUSE, en précisant la référence choisie portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

BERNARD KRIEF CONSULTING GROUP recherche un(e)

Directeur d'un Cabinet de Conseil en Marketing et Management

Mission du cabinet : conseiller les entreprises dans leur organisation, l'amélioration de leur productivité et leur stratégie. Concevoir, réaliser, mettre en œuvre des plans et études.

Il est offert : une ouverture intellectuelle dans un groupe pluridisciplinaire, de grandes possibilités de développement personnel.

Il est demandé : une expérience dans le conseil. Une formation de haut niveau. Des capacités commerciales importantes fondées sur des compétences professionnelles nettement au-dessus de la moyenne. Une ambition de développement et de qualité affirmée. Une capacité de direction et d'animation d'une équipe.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence MKG/K/CB à MM. Bernard Krief et François Burdeyron, 115 rue du Bac, 75007 Paris.



BERNARD KRIEF CONSULTING GROUP

Washington Moscow Bruxelles Paris

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

LE BAS RHIN

Recrute

un ingénieur pour son Service de l'équipement rural

FONCTION
Responsable de la Mission spécialisée eau : suivi de la protection des milieux aquatiques et de l'amélioration de la qualité des eaux.

PROFIL
• Ingénieur ENGEES ou diplôme équivalent dans la lutte contre la pollution et le traitement des eaux.
• Connaissances en matière d'assainissement et de réseaux d'eau potable des collectivités locales.
• Expérience du contact avec les élus et de la négociation.
• Permis VL (fréquents déplacements).

Poste basé à Strasbourg
Recrutement par mutation, détachement ou contrat de 3 ans.

Date limite de candidature : **lundi 29 novembre 1993.**

Adresser candidature, C.V. et photo à M. le Président du Conseil général, Direction des Ressources Humaines, Hôtel du Département, Place du Quartier Blanc, 67070 Strasbourg Cedex.

CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS RHIN

La Ville de TOURS 131.000 habitants
recrute par voie statutaire

DIRECTEUR FINANCIER (H/F)

Sous l'autorité de l'Administrateur chargé de l'Economie et des Finances, vous êtes appelé à :

- encadrer les cellules opérationnelles (programmation budgétaire, comptabilité budgétaire, engagements et marchés publics, régie des Places, Foires et marchés),
- gérer et consolider un budget de 1.400 MF, en relation avec une cellule "prospectives et gestion du risque",
- optimiser la trésorerie et les ressources financières de la ville,
- concevoir et organiser la transition comptabilité générale/comptabilité analytique,
- contribuer, en collaboration avec le chef de projet de la M14, à mettre en place le nouveau plan comptable.

D'une manière générale, vous participerez à la définition d'une stratégie financière destinée à renforcer la cohérence interne dans un contexte économique en mutation.

De formation supérieure (Bac +4 minimum), vous alliez maîtrise des finances publiques et/ou privées, rigueur, sens de l'organisation, du travail d'équipe et de la communication. Motivé par les méthodes modernes de gestion, vous êtes initié à l'informatique.

Merci d'adresser avant le 26 novembre candidature et CV sous référence MHIL à M. le Maire de Tours, Service du Personnel 3 rue des Minimes, 37032 TOURS cedex

IMPORTANTE STRUCTURE CULTURELLE EN RÉGION RHÔNE-ALPES

RECHERCHE

ADMINISTRATEUR

Libre janvier 1994

Fonctions :

- administration et gestion de l'Association ;
- relations avec les pouvoirs publics et l'ensemble des partenaires ;
- prospection, suivi des subventions et du mécénat privé ;
- élaboration et suivi des budgets.

Profil :

- formation supérieure en gestion ;
- connaissances et pratique juridiques ;
- capacité à travailler en équipe ;
- expérience 8 à 10 ans ;
- connaissances culturelles approfondies souhaitées.

Envoyer lettre de motivation, c.v., photo, références et prétentions sous réf. : 8692
le Monde Publicité
15/17, rue du Colonel-P.-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

La Ville de Marseille, 800 000 habitants, 12 200 agents recherche son

Directeur des Services Juridiques

Sous la responsabilité directe du Secrétaire Général, vous serez chargé des Services Assurances, Contentieux, Etudes et Marchés. De formation supérieure (maîtrise de droit complétée par un 3^e cycle) vous possédez une expérience professionnelle confirmée dans une fonction similaire ou équivalente au sein du secteur public.

Le recrutement s'opérera exclusivement par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

Monsieur le Maire de Marseille,
Direction Générale du Personnel
90, boulevard des Dames, 13002 Marseille

AVANT LE 15 DÉCEMBRE 1993

Renseignements auprès du Directeur Général du Personnel, tél. : 91-55-26-41 ou 91-55-26-40.

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

مكتبة الأمل

Le Monde • Mercredi 17 novembre 1993 XI

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Groupe industriel de dimension internationale à très forte notoriété recherche pour l'une de ses filiales son

Contrôleur Financier au Brésil

300/330 KF + avantages

Rattaché au Directeur de la filiale, vous encadrez et motivez une équipe de cinq personnes. Votre fonction vous conduit à superviser la comptabilité, gérer la trésorerie et assurer le contrôle de gestion de la filiale. Les aspects juridiques et fiscaux sont également de votre ressort. Agé de 30/35 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins trois ans acquise soit en cabinet d'audit soit dans un poste de Contrôleur de Gestion Industrielle. La maîtrise du portugais est nécessaire. De réelles perspectives d'évolution seront offertes à un candidat de valeur.

Contactez Sylvain Rougemont au (1) 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Michael Page Finance, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex sous réf. SR9593MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

COMPÉTENCES ET QUALITÉS RELATIONNELLES POUR RELEVER DEUX DÉFIS À MUNICH

L'ESO - European Southern Observatory - est une organisation intergouvernementale chargée de missions d'avant-garde, dans le domaine de la recherche astronomique dans l'hémisphère sud. Les huit États membres de l'ESO sont l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse. L'ESO souhaite s'adjointir dès que possible pour les Services du Personnel et Généraux de son siège de Garching près de Munich (Allemagne), les compétences d'un(e):

SECRÉTAIRE (réf.: EAD 128)

Profil: le/la candidat(e) recherché(e) bénéficie d'une instruction complète du niveau secondaire et d'une expérience du secrétariat ou des travaux administratifs acquis, de préférence, au sein d'un bureau du personnel. Souple et disposant de toutes les qualités nécessaires au travail en équipe, il/elle possède beaucoup d'ordre et de rigueur, une excellente connaissance de l'anglais et du français et idéalement, une bonne connaissance de l'allemand.

Responsabilités: en qualité de secrétaire de la Section Administration du Personnel, le/la candidat(e) retenu(e) sera appelé(e) à rédiger et à dactylographier sur traitement de texte la correspondance en anglais, en français et en allemand; il/elle se chargera également de la gestion des appels téléphoniques et de tenir à jour le système de classement du personnel. En outre, il/elle effectuera diverses tâches administratives telles que la préparation, l'édition, la traduction (de l'anglais vers le français) et le classement des offres d'emploi. Il/elle assurera une réponse aux candidatures, préparera et dactylographiera les contrats, calculera et traitera certaines allocations ainsi que les remboursements médicaux, tiendra à jour les demandes de congés et les congés de maladie et participera, occasionnellement, aux tâches relatives aux Services Généraux en remplaçant, par exemple, le réceptionniste.

EMPLOYÉ(E) ADMINISTRATIF(VE) (réf.: EAD 132)

Profil: le/la candidat(e) recherché(e) dispose d'une instruction complète du niveau secondaire et bénéficie de plusieurs années d'expérience en tant qu'employé(e) administratif(ve) acquis, de préférence, au sein d'un bureau du personnel ou financier. Il/elle maîtrise l'anglais et l'allemand - une bonne connaissance du français constitue un avantage - et possède toutes les aptitudes à coopérer avec les divers membres du personnel et à apporter beaucoup de rigueur dans le suivi des travaux de secrétariat et de calcul.

Responsabilités: chargé(e) de fournir une aide administrative aux services du Personnel et Généraux, le/la candidat(e) retenu(e) sera essentiellement responsable du traitement des lettres de missions, des archives ainsi que la mise à jour des statistiques. Il/elle sera également chargé(e) du secrétariat, de la dactylographie sur traitement de texte de la correspondance interne et externe relative au programme des boursiers, de la constitution de dossiers, et participera aux tâches relatives aux Services Généraux en l'absence du titulaire.

Rémunération: pour ces deux postes, l'ESO offre une rémunération qui sera fonction de la qualification, de l'expérience et de la situation familiale du candidat; elle sera similaire à celle offerte par les organisations intergouvernementales.

Ben que la préférence soit accordée aux ressortissants des États Membres de l'ESO, la candidature des personnes originaires d'autres pays et cités dans les compétences requises sera également prise en considération. Ces postes seront ouverts à tous les candidats, hommes ou femmes.

Les candidatures indiquant la référence du poste, doivent être transmises avant le 31 décembre 1993, à l'Administration du Personnel et des Services Généraux, European Southern Observatory, Karl Schwarzschildstraße 2, D-85748 Garching bei München, Allemagne.



EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

Pour une
IMPORTANTE BANQUE à PARIS,

INGÉNIEUR BATIMENT TCE

Au sein d'une structure chargée des opérations d'aménagement des immeubles tertiaires de la banque (équipements techniques compris), il intervient en tant que maître d'œuvre (ou pilote des maîtres d'œuvre extérieurs) dans la définition, l'étude et le suivi de réalisation des différents projets.

Ingénieur diplômé (AM, ESTP, INSA, ENSAIS...), environ 30-35 ans, il a acquis une réelle compétence technique TCE en ingénierie Bâtiment, et souhaite élargir son champ d'action chez un important maître d'ouvrage.

Pour un premier contact, merci d'écrire sous référence 3111 à

Gallos & Associés 116 Champs Elysées, 75008 PARIS.

Ingénieur de Recherche Métrologie Electrique

Au sein d'une petite équipe reconnue au plan national et international, vous menez des travaux de recherche en vue d'acquies la détermination de constantes fondamentales liées aux grandeurs électriques. Vous déterminerez les caractéristiques de ces grandeurs à partir de mesures dimensionnelles et de mesures de dispositifs essentiels. De formation scientifique et technique, vous possédez une expérience de recherche en physique, vous maîtrisez les techniques de mesure et les techniques de recherche en métrologie électrique. Vous êtes intéressé par les aspects théoriques et expérimentaux de la métrologie électrique.

Vous êtes titulaire d'un diplôme de niveau Ingénieur ou équivalent. Vous avez une expérience de recherche en métrologie électrique. Vous êtes intéressé par les aspects théoriques et expérimentaux de la métrologie électrique.



Rattaché à un groupe international spécialisé dans la fourniture de systèmes d'emballages et de distribution pour la parfumerie, la pharmacie et la cosmétique CA 800 MF - 1100 personnes, recherche pour sa Division Pharmacie en forte progression sur ses marchés internationaux

Pharmacien Directeur Assurance Qualité

Rattaché au Directeur Général, membre du Comité de Direction de la Division, vous contribuerez avec l'équipe de Direction à la valorisation d'un outil aux performances déjà élevées et reconnues.

Vous aurez pour mission d'accepter et de relever tout challenge ou degré de sophistication permettant de situer VALOIS au plus haut niveau de spécialisation de ce marché.

Pharmacien option industrie, 35 - 45 ans, vous justifiez de plusieurs années d'expérience en laboratoire pharmaceutique anglo-saxon. Votre connaissance de l'informatique et de la production industrielles est assortie d'une parfaite maîtrise de l'anglais.

Pour ce poste basé près de Rouen, merci d'envoyer votre candidature sous réf. 511LM à : ODP Conseil Les Rives de l'Oise - 11 rue du Morais 95300 Pontoise qui vous garantit toute confidentialité.



Société de Commerce International spécialisée dans le domaine naval
recherche pour son siège social basé à Paris

INGÉNIEUR adjoint au Responsable "Grands bâtiments"

qu'il secondera en particulier dans les domaines suivants :

- ♦ définition et suivi des études réalisées par le constructeur,
- ♦ préparation des réponses aux appels d'offres internationaux,
- ♦ conception et préparation des supports de présentation du produit devant les clients,
- ♦ missions chez les clients étrangers avec les ingénieurs responsables de zone.

De formation ENSTA, Centrale de Nantes, ou équivalent, le candidat devra justifier :

- ♦ de bonnes connaissances en architecture navale,
- ♦ de son aptitude aux contacts commerciaux,
- ♦ de 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de la construction navale et/ou de l'armement.

La maîtrise de l'anglais parlé et écrit ainsi qu'une bonne expérience sur Macintosh sont également indispensables.

Adresser dossier de candidature et critères en précisant la référence 88900 sur l'enveloppe à PROQUETS - 42, rue Danie Papin 94851 IVRY-SUR-SEINE qui transmettra.

RESPONSABLE INDUSTRIALISATION EN HYPERFREQUENCE

Groupe industriel de premier plan, nous recherchons dans le cadre d'un grand projet pour la Défense, le spécialiste qui coordonnera les activités de mise en production d'équipements militaires à forte dominante hyperfréquence.

Au sein du service hyperfréquence, vous assurez le transfert technique et technologique entre centre d'étude et centre de production. Vous définissez les moyens de production et de contrôle et assumez la responsabilité du suivi de cette production.

De formation ingénieur ou équivalent, spécialiste en hyperfréquence, vous possédez une expérience en industrialisation d'équipements militaires et en gestion de projet.

Pour ce poste basé en Région Parisienne, merci d'adresser votre dossier de candidature à SYMA CONSEIL, 3 avenue du Maréchal Juin - 92100 Boulogne qui transmettra.

SYMA CONSEIL

Cabinet
Marketing
ment

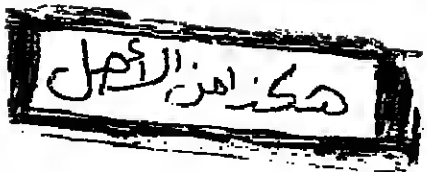
ATIF

MINISTRATEUR

annonces

6-62-72-02
6-62-73-90

62-98-74



SECTEURS DE POINTE

Investissez-vous dans le développement de nouvelles matières premières à l'échelle européenne

Häagen-Dazs Europe, filiale du groupe Grand Metropolitan, connaît une réussite exemplaire se traduisant par une croissance très rapide (120 millions de \$ de CA), 1 000 personnes en Europe, implantation dans 12 pays. La qualité de nos produits constitue un élément clé de notre succès. Aujourd'hui, nous recherchons pour renforcer notre équipe Qualité un Food Scientist, spécialiste confirmé du développement et des réglementations européennes dans le domaine agro-alimentaire.

En collaboration avec nos équipes techniques aux Etats-Unis, le marketing Europe, notre usine européenne implantée à Arras (52) et les différents pays, votre mission consiste à :

- rechercher, tester et valider de nouvelles sources d'approvisionnement en matières premières pour la fabrication de nos crèmes glacées,
- mettre en place des évaluations sensorielles,
- garantir le respect des législations en matière de packaging,
- suivre l'évolution de ces législations au plan européen afin d'apporter votre appui à nos équipes locales.

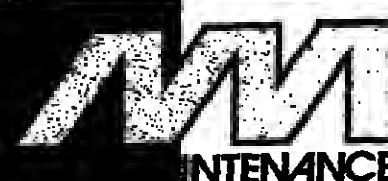
Pour réussir dans cette fonction, vous avez acquis depuis 5 ans une expérience similaire dans le domaine alimentaire lié aux produits haut de gamme et vous possédez une bonne connaissance de l'environnement européen, de ses normes et législations. Homme ou femme de communication et de dialogue, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Ce poste est basé à Arras.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction des Ressources Humaines Europe, Häagen-Dazs, 69-71 avenue Pierre-Grenier, 92100 Boulogne.



Société d'ingénierie en Maintenance industrielle sur complexes pétroliers, pétrochimiques et chimiques, basée à Rouen, développe son activité et crée aujourd'hui le poste



ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

Ingénieur Arts et Métiers, ENSI de préférence ou équivalent, à 30/45 ans, vous avez une expérience de 5 ans minimum de la maintenance industrielle, sur site, dans notre secteur d'activités.

Responsable de la préparation des travaux, de la planification, du contrôle de l'exécution et du suivi des projets qui vous sont confiés, vous prendrez en charge, à la tête d'une équipe de 15 à 20 personnes (ingénieurs, agents de maîtrise, techniciens), l'aspect technique, relationnel et financier des opérations de maintenance.

Mobile et disponible pour des déplacements fréquents et de longue durée en France et en Europe, vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique.

Homme de terrain, gestionnaire rigoureux, excellent technicien (soudure, métallurgie, chaudronnerie industrielle), votre expérience de l'encadrement est confirmée.

En collaboration avec l'équipe de Direction, vous saurez optimiser les méthodes et la qualité de nos prestations.

Nous vous remercions d'adresser votre CV avec lettre manuscrite et photo d'identité sous la référence 93123 à notre conseil



MANAGEMENT CONSEIL "Immeuble Front de Seine" - 40 quai du Havre - 76000 ROUEN



ANDRA

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

Protection radiologique et surveillance de l'environnement

Notre centre de l'AUBE, implanté à Soullaines-Dhuys (10), reçoit les déchets radioactifs de faible et moyenne activité à vie courte, produits par l'ensemble des installations françaises. Il comprend, entre autres entités, un laboratoire d'analyses et un bureau de contrôles radiologiques.

Animateur de cette unité (18 personnes), vous êtes chargé de la mise en œuvre de toutes les dispositions prescrites par la réglementation des INB.

Vous assurez l'encadrement de l'équipe et un rôle de conseil auprès du Chef de centre en matière de radioprotection. Vous êtes, dans votre domaine d'activité, l'interlocuteur privilégié vis-à-vis des organismes de contrôle de sûreté nucléaire.

Universitaire ou ingénieur, vous justifiez d'une spécialisation (génie atomique, radiocécologie, analyse physico-chimique...) et d'une première expérience en radioprotection dans un poste opérationnel.

Vos qualités de rigueur, votre esprit de synthèse, votre aptitude à l'animation et votre sens des responsabilités feront le reste.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence C195 W, à Olivier Chaumette, 3 rue E. & A. Peugeot, Tour Corosa, 92500 Rueil-Malmaison.



Ingénieurs commerciaux export...

Leader dans le domaine des Télécommunications d'Entreprise, nous recherchons des personnalités dynamiques et rigoureuses ayant acquis une expérience significative à l'export. Dans le cadre du développement de nos activités commerciales vous serez pleinement responsable de votre secteur.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur, vous avez de sérieuses bases commerciales, disponible pour voyager, vous parlez couramment l'anglais, (la maîtrise d'une deuxième langue étrangère serait un atout supplémentaire).

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo sous référence 46181, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

2 RESPONSABLES DE PROJETS INFORMATIQUES

BASSE NORMANDIE

Au sein des pôles "Informatique de Gestion" et "Informatique Industrielle", en liaison avec les différentes Directions de l'usine, vous assurez la conduite des projets qui vous sont confiés : études préliminaires, appels d'offre, choix des fournisseurs, contrôle de la maîtrise d'œuvre.

Véritable consultant interne, vous suivez l'évolution des systèmes d'information et imaginez les solutions les mieux adaptées (nouvelles architectures, stratégies...).

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous avez une première expérience de 3 à 5 ans de la conduite de projets.

Ces postes en création demandent à la fois une bonne autorité naturelle, le sens de l'écoute, de la flexibilité intellectuelle et des qualités d'organisateur.

Les perspectives d'évolution au sein du groupe sont réelles.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL 95, avenue Victor Hugo 92563 Rueil Malmaison Cedex, sous la référence 73.0494/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

La Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris chargée d'alimenter toute la capitale en eau

PROPOSE UN POSTE D'INGÉNIEUR


Missions : Au sein d'une petite équipe, vous réaliserez le diagnostic d'ouvrages enterrés (aqueducs, égouts, galeries techniques). Vous effectuerez des calculs analytiques par la méthode des éléments finis (logiciels ANSYS et CESAR), analyserez diverses données et concevrez des programmes et des matériels de diagnostic.

Formation : Titulaire d'un DEA ou d'une maîtrise, vous possédez une formation de base de génie civil et connaissez bien la mécanique des sols. Très disponible, vous vous déplacerez dans la France entière.

Localisation : Montigny-sur-Loing (77690).

Adressez le C.V. à : SAGEP, Service des Ressources Humaines et de la Communication 9, rue Schoelcher, 75014 PARIS

Pour passer vos annonces :

 46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74